OFF
A11E8
G5/
PTIE2
EX.2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

106e ANNEE
VOL. 106
Nº 10
1797

PARTIE 2
LOIS ET RÈGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS

PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

Textes réglementaires

C.T. 79624, 3 avril 1974
Règ. 74-177, 10 avril 1974

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q., 1965, ch. 14)

Personnel de direction des bureaux d'enregistrement

CONCERNANT le «Règlement concernant le statut particulier du personnel de direction des bureaux d'enregistrement».

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 21 mars 1974, un règlement concernant le statut particulier du personnel de direction des bureaux d'enregistrement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q., 1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q., 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique:

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le «Règlement concernant le statut particulier du personnel de direction des bureaux d'enregistrement», adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 21 mars 1974 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement de la Commission de la fonction publique numéro 581 concernant le statut particulier du personnel de direction des bureaux d'enregistrement

1. Classification: Les directeurs et les directeurs adjoints de bureau d'enregistrement forment dans la fonction publique en corps de fonctionnaires dont le travail principal et habituel consiste à assurer la direction tant sur le plan juridique qu'administratif des bureaux d'enregistrement

LAWS AND REGULATIONS

Statutory instruments

C.T. 79624, 3 April 1974
Reg. 74-177, 10 April 1974

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q., 1965, ch. 14)

Registry office management personnel

CONCERNING the "Regulation respecting the particular status of registry office management personnel".

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 21 March 1974, a regulation respecting the particular status of registry office management personnel;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (S.Q., 1965, 1st session, ch. 14) the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q., 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED BY THE TREASURY BOARD:

THAT the "Regulation respecting the particular status of registry office management personnel", made by the Civil Service Commission at its meeting held on 21 March 1974, a copy of which is annexed hereto, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk of the Treasury Board.

Regulation 581 of the Civil Service Commission respecting the particular status of registry office management personnel

1. Classification: In the civil service, registry office directors and assistant directors constitue a group of civil servants whose main and regular occupation consists in assuming the management both from a legal and administrative standpoint of the registry offices of Québec

du Québec et ce, à titre de registrateur ou député-registrateur nommé en vertu de la Loi des bureaux d'enregistrement.

Ce corps comprend quatre (4) classes: la classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement, la classe I de directeur adjoint de bureau d'enregistrement, la classe II de directeur de bureau d'enregistrement et la classe I de directeur de bureau d'enregistrement.

Les fonctions caractéristiques du personnel de direction des bureaux d'enregistrement sont les suivantes:

Ce personnel est chargé de la conservation des droits réels ou immobiliers et dépositaire des conventions et autres actes dont la législation exige l'enregistrement; il applique les lois qui régissent l'enregistrement des droits réels ou leur radiation; il juge de la légalité formelle des documents qui lui sont présentés pour enregistrements; il tient différents registres tels que le livre de présentation, les index aux noms, les index aux immeubles, les index aux nantissements commerciaux, le registre des adresses, les mémoires de caisse; il doit, ultérieurement aux paiements des honoraires, faire mention des documents figurant sur lesdits registres, index et mémoires; il exerce des pouvoirs quasi judiciaires en matière de radiation de privilèges et hypothèques; il émet des certificats de recherche et communique le livre de présentation, les index et registres à toute personne qui en fait la demande; lorsque requis, il avise les municipalités des mutations de propriétés et donne des avis aux créanciers.

Le directeur de bureau d'enregistrement administre le bureau d'enregistrement dont il est responsable; il en planifie, organise et supervise les activités; il participe à la détermination des prévisions budgétaires de son unité administrative et en contrôle la dépense; il dirige le personnel du bureau d'enregistrement; il voit à son entraînement; il répartit le travail et en vérifie l'exécution; il note le personnel sous sa direction ou révise la notation; il représente l'employeur dans l'application des normes des conventions collectives de travail.

Enfin, le directeur de bureau d'enregistrement peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

La classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement comprend les employés qui exercent les fonctions caractéristiques précédemment mentionnées en qualité d'assistant immédiat des directeurs de bureau d'enregistrement où le nombre de documents enregistrés, c'est-à-dire la somme des enregistrements, des quittances, des mainlevées et des certificats de recherche, est supérieur à 10,000 et ce, depuis au moins trois (3) années consécutives, à l'exception du bureau d'enregistrement de Montréal.

La classe I de directeur adjoint de bureau d'enregistrement comprend les employés qui exercent les fonc-

in the capacity of registrar or deputy-registrar appointed under the Registry Office Act.

This group consists of four (4) classes: the registry office assistant director class II, the registry office assistant director class I, the registry office director class II and the registry office director class I.

The duties pertaining to registry office management personnel are the following:

The said personnel is responsible for the keeping of real or immoveable rights and is depository of agreements and other deeds legally subject to registration; they apply the laws governing the registration or cancelling of real rights; they verify the strict legality of the documents submitted for registration; they keep various registers such as the entry-book, indexes of names, indexes to immoveables, indexes to commercial pledges, the register of addresses, cash transaction journals; they must, following the payment of fees, enter the documents appearing on the said registers, indexes and journals; they exercise quasi-judicial powers in matters relating to the cancelling of privileges and hypothecs; they issue certificates of searches and allow consultations of the entry-book, indexes and registers by any person so requesting; where necessary, they advise municipalities of any transfer of property and issue notices to creditors.

The registry office director administers the registry office for which he is responsible; he plans, organizes and supervises activities therein; he participates in determining the budgetary estimates of his administrative unit and controls expenditures; he directs the registry office personnel; he sees to their training; he distributes work and sees that it is done; he rates the members of his personnel or revises the rating assigned them; he represents the employer in the application of the standards of collective labour agreements.

Further, the director of the registry office may be assigned other related duties.

The registry office assistant director class II comprises employees who perform the aforementioned main duties in the capacity of immediate assistant to registry office directors in offices where the number of documents registered, that is, the total number of registrations, discharges, releases and certificates of searches is, and has been for at least three (3) consecutive years, greater than 10,000, with the exception of the Montreal registry office.

The registry office assistant director class I comprises employees who perform the aforementioned main

tions caractéristiques précédemment mentionnées en qualité d'assistant immédiat du directeur du bureau d'enregistrement de Montréal.

Cette classe comprend également les employés qui, de façon principale et habituelle, agissent à titre de directeur suppléant de bureau d'enregistrement. À ce titre, ils dirigent tant sur le plan juridique qu'administratif les bureaux d'enregistrement où ils sont temporairement affectés. À l'occasion de cette suppléance, ils peuvent être appelés à produire des rapports sur la qualité du travail effectué dans les bureaux visités, à voir à l'entraînement du personnel et à l'analyse des besoins en perfectionnement.

La classe II de directeur de bureau d'enregistrement comprend les employés qui exercent les fonctions caractéristiques précédemment mentionnées en qualité de directeur d'un bureau d'enregistrement où le nombre de documents enregistrés, c'est-à-dire la somme des enregistrements, des quittances, des mainlevées et des certificats de recherche, est égal ou inférieur à 10,000.

La classe I de directeur de bureau d'enregistrement comprend les employés qui exercent les fonctions caractéristiques précédemment mentionnées en qualité de directeur d'un bureau d'enregistrement, à l'exception de celui de Montréal, où le nombre de documents enregistrés, c'est-à-dire la somme des enregistrements, des quittances, des mainlevées et des certificats de recherche, est supérieure à 10,000 et ce, depuis au moins (3) années consécutives.

2. Recrutement:

A) Avis d'examen.

Dans le cas où le deuxième alinéa de l'article 39 de la Loi de la fonction publique a reçu son application et que, parmi le personnel permanent admissible dans le milieu, le nombre d'employés éligibles n'est pas suffisant pour combler les postes vacants, des candidatures sont sollicitées dans le public au moyen d'un avis approprié.

Les candidats doivent démontrer qu'ils ont la compétence et les aptitudes pour exercer les fonctions de direction de l'emploi considéré; l'ensemble du dossier professionnel des candidats fait alors l'objet d'une étude particulière par le jury.

B) Conditions spécifiques d'admission aux examens.

1) À la classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement:

Appartenir à la classe II de directeur de bureau d'enregistrement;

OU

Appartenir à la classe de technicien de l'enregistrement des droits réels et avoir cinq (5) années

duties in the capacity of immediate assistant to the Montreal registry office director.

This class also comprises employees whose main and regular occupation consists in performing the duties of acting director of a registry office. In this capacity, they direct both from a legal and administrative standpoint the registry office to which they are temporarily assigned. During such time, they may be called upon to submit reports on the quality of the work done in the offices visited by them, see to the training of personnel and to the analysis of upgrading needs.

The registry office director class II comprises employees who perform the aforementioned main duties in the capacity of a registry office director in offices where the number of documents registered, that is, the total number of registrations, discharges, releases and certificates of search is equal to or less than 10,000.

The registry office director class I comprises employees who perform the aforementioned main duties in the capacity of a registry office director, with the exception of the Montreal registry office, in offices where the number of documents registered, that is, the total number of registrations, discharges, releases and certificates of searches is, and has been for at least three (3) consecutive years greater than 10,000.

2. Recruitment:

(A) Examination notice.

In cases where the second paragraph of section 39 of the Civil Service Act has been applied and the number of permanent eligible employees is not sufficient to fill the vacant positions, candidates will be sought from among the general public by due notice.

The candidates must show that they have the competence and capacities to perform the management duties of the employment in question; the candidates' whole professional record shall therefore be the subject of a special study by the jury.

(b) Examination eligibility requirements:

(1) The registry office assistant director class II:

Belong to the registry office director class II;

OR

Belong to the registration of real rights technician class and have five (5) years of experience recognized

d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de cette classe, à ce titre ou à un titre équivalent;

OU

Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques judiciaires ou dans une autre spécialisation pertinente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir cinq (5) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir onze (11) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis aux conditions spécifiques d'admission aux examens à cette classe, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement, complémentaire à l'un des pré-requis académiques, équivaut à deux (2) années d'expérience.

2) À la classe I de directeur adjoint de bureau d'enregistrement:

Appartenir à la classe I de directeur de bureau d'enregistrement;

OU

Appartenir à la classe II de directeur de bureau d'enregistrement ou à la classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement et avoir quatre (4) années d'expérience pertinente reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de l'une de ces classes, à ces titres ou à des titres équivalents;

OU

Être membre de l'Ordre des notaires ou du Barreau et avoir trois (3) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Détenir un premier diplôme universitaire terminal en droit ou dans une autre spécialisation pertinente, dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études et avoir cinq (5) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

by the competent authority in the performance of the main duties of such class as such, or in an equivalent capacity;

OR

Hold a diploma of collegiate studies with specialization in legal techniques or other pertinent specialization or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have five (5) years of experience pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director;

OR

Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade XI or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have eleven (11) years of experience pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director.

Failing the number of years of experience required in the examination eligibility requirements for this class, every year of studies successfully completed deemed pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director, complementary to one of the academic prerequisites, is equivalent to two (2) years of experience.

(2) The registry office assistant director class I:

Belong to the registry office director class I;

OR

Belong to the registry office director class II or to the registry office assistant director class II and have four (4) years of pertinent experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of one of these classes as such, or in equivalent capacities;

OR

Be a member of the Order of Notaries or of the Bar and have three (3) years of experience pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director;

OR

Hold a first university degree in law or in another pertinent specialization, the obtainment of which requires a minimum of sixteen (16) years of studies and have five (5) years of experience pertinent to the

nente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques judiciaires ou dans une autre spécialisation pertinente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir neuf (9) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis aux conditions spécifiques d'admission aux examens à cette classe, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement, complémentaire à l'un des pré-requis académiques, équivaut à deux (2) années d'expérience.

3) À la classe II de directeur de bureau d'enregistrement:

Appartenir à la classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Appartenir à la classe de technicien de l'enregistrement des droits réels et avoir cinq (5) années d'expérience reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de cette classe, à ce titre ou à un titre équivalent;

OU

Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques judiciaires ou dans une autre spécialisation pertinente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir cinq (5) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureaux d'enregistrement.

OU

Détenir un diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à Secondaire V reconnu par l'autorité compétente ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir onze (11) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis aux conditions spécifiques d'admission aux examens à cette classe, toute années d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques du directeur

main duties of a registry office director or assistant director;

OR

Hold a diploma of collegiate studies with specialization in legal techniques or other pertinent specialization or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have nine (9) years of experience pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director.

Failing the number of years of experience required in the examination eligibility requirements for such class, every year of studies successfully completed deemed pertinent to the main duties of a registry office director or assistant director, complementary to one of the academic prerequisites, is equivalent to two (2) years of experience.

(3) Registry office director class II:

Belong to the registry office assistant director class II;

OR

Belong to the registration of real rights technician class and have five (5) years of experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of that class as such, or in an equivalent capacity;

OR

Hold a diploma of collegiate studies with specialization in legal techniques or other pertinent specialization or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have five (5) years of experience pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director.

OR

Hold a diploma certifying that he has completed secondary studies equivalent to Grade XI or Secondary V recognized by the competent authority or hold a certificate of studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have eleven (11) years of experience pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director.

Failing the number of years of experience required in the examination eligibility requirements for this class, every year of studies completed, deemed pertinent to the main duties of the registry office director or assistant

ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement, complémentaire à l'un des pré-requis académiques, équivaut à deux (2) années d'expérience.

4) À la classe I de directeur de bureau d'enregistrement:

Appartenir à la classe I de directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Appartenir à la classe II de directeur de Bureau d'enregistrement ou à la classe II de directeur adjoint de bureau d'enregistrement et avoir quatre (4) années d'expérience pertinente reconnue par l'autorité compétente dans l'exercice de fonctions caractéristiques de l'une de ces classes, à ces titres ou à des titres équivalents;

OU

Être membre de l'Ordre des notaires ou du Barreau et avoir trois (3) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Détenir un premier diplôme universitaire terminal en droit ou dans une autre spécialisation pertinente, dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études et avoir cinq (5) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement;

OU

Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques judiciaires ou dans une autre spécialisation pertinente ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente et avoir neuf (9) années d'expérience pertinente aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement.

À défaut d'avoir le nombre d'années d'expérience requis aux conditions spécifiques d'admission aux examens à cette classe, toute année d'études réussies, jugées pertinentes aux fonctions caractéristiques du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement, complémentaire à l'un des pré-requis académiques, équivaut à deux (2) années d'expérience.

3. Nomination: La nomination d'un directeur ou d'un directeur adjoint de bureau d'enregistrement n'ayant que le minimum requis aux conditions spécifiques d'admission aux examens est faite au taux minimum de sa classe.

director, complementary to one of the academic prerequisites, is equivalent to two (2) years of experience.

(4) Registry office director class I:

Belong to the registry office assistant director class I;

OR

Belong to the registry office director class II or to the registry office assistant director class II and have four (4) years of pertinent experience recognized by the competent authority in the performance of the main duties of one of these classes as such, or in equivalent capacities;

OR

Be a member of the Order of Notaries or of the Bar and have three (3) years of experience pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director;

OR

Hold a first university degree in law or in another pertinent specialization, the obtainment of which requires a minimum of sixteen (16) years of studies and have five (5) years of experience pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director;

OR

Hold a diploma of collegiate studies with specialization in legal techniques or other pertinent specialization or hold a certificate of pertinent studies the equivalence of which is recognized by the competent authority and have nine (9) years of experience pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director.

Failing the number of years of experience required in the examination eligibility requirements for this class, every year of studies completed, deemed pertinent to the main duties of the registry office director or assistant director, complementary to one of the academic prerequisites, is equivalent to two (2) years of experience.

3. Appointment: A registry office director or assistant director who has only the minimum requirements for examination eligibility shall be appointed at the minimum rate for his class.

La nomination d'un directeur ou d'un directeur adjoint de bureau d'enregistrement possédant une ou plusieurs années d'expérience additionnelle à celle exigée aux conditions spécifiques d'admission aux examens peut être faite, conformément aux règles prévues à la rubrique «RÉMUNÉRATION», à un traitement supérieur au taux minimum de sa classe, pourvu que cette expérience soit jugée directement pertinente aux activités du directeur ou du directeur adjoint de bureau d'enregistrement; chaque année additionnelle d'expérience ainsi reconnue ne peut cependant justifier qu'une majoration maximum, calculée sur une base annuelle de cinq pour cent (5%) sur le taux minimum.

En plus de l'alinéa précédent, la nomination à la classe II de directeur adjoint et à la classe I de directeur de bureau d'enregistrement, peut cependant être faite à un traitement majoré, calculé sur une base annuelle de six pour cent (6%), douze pour cent (12%) ou dix-neuf pour cent (19%) sur le taux minimum de la classe visée, selon que le directeur ou le directeur adjoint est affecté dans un bureau où le nombre de documents enregistrés annuellement est respectivement supérieur à 20,000, 30,000 ou 40,000.

De même, la nomination à la classe II de directeur de bureau d'enregistrement peut être faite à un traitement majorité, calculé sur une base annuelle, de six pour cent (6%) sur le taux minimum de cette classe si l'employé est affecté dans un bureau où le nombre de documents enregistrés annuellement est supérieur à 5,000.

La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de douze (12) mois pour les fonctionnaires de ce corps.

4. Avancement de classe: L'avancement d'une classe à une autre à l'intérieur de ce règlement de classification est possible aux conditions suivantes:

1) satisfaire aux conditions spécifiques d'admission prévues à la classe postulée;

2) être déclaré éligible à l'emploi postulé à la suite d'un examen d'avancement où sont considérés les rapports de notation, les travaux réalisés, de même que l'ensemble du dossier professionnel du candidat;

3) être affecté à un emploi de la classe à laquelle le candidat a été déclaré éligible.

5. Promotion et stage probatoire: L'employé autre que celui appartenant déjà à l'une des classes du présent règlement qui pose sa candidature à la promotion à une des classes du présent règlement et qui fait l'objet d'une recommandation favorable du jury n'est déclaré éligible à la classe postulée qu'après avoir accompli une période de probation non renouvelable d'au moins six (6) mois et

A registry office director or assistant director who has one or several years of experience in addition to that required in the examination eligibility requirements may be appointed, in accordance with the rules prescribed under the heading "REMUNERATION", at a salary higher than the minimum rate for his class, provided that such experience be deemed directly pertinent to the activities of the registry office director or assistant director; each additional year of experience thus recognized shall only however warrant a maximum increase, calculated on an annual basis, of five per cent (5%) over the minimum rate.

In addition to the preceding paragraph, a registry office assistant director class II and director class I may however be appointed at a higher salary, calculated on an annual basis of six per cent (6%), twelve per cent (12%) or nineteen per cent (19%) over the minimum rate for the class contemplated, depending on whether the director or assistant director is assigned to an office where the number of documents registered annually is higher respectively than 20,000, 30,000 or 40,000.

Also, a registry office director class II may be appointed at a higher salary, calculated on an annual basis, of six per cent (6%) over the minimum rate for that class if the employee is assigned to an office where the number of documents registered annually is higher than 5,000.

The period of continuous employment on a temporary basis in the civil service required prior to appointment on a permanent basis is twelve (12) months for the civil servants of that group.

4. Class promotion: An employee shall be promoted from one class to another under this Regulation only if he:

(1) meets the examination eligibility requirements prescribed for the class contemplated;

(2) is declared eligible for the employment contemplated following a promotion examination at which the ratings assigned to the employee, the work he has done, and his entire professional record are considered;

(3) is assigned to duties in the class for which the candidate has been declared eligible.

5. Promotion and probationary period: An employee other than one who already belongs to one of the classes of this Regulation who submits his application for promotion to one of the classes of this Regulation and who is recommended by the jury shall be declared eligible for the class contemplated only after completion of a non-renewable probationary period of at least six (6) months

d'au plus douze (12) mois dans l'exercice de fonctions de cette classe. Le fonctionnaire ainsi affecté à de nouvelles fonctions, demeure assujetti pendant la durée de sa probation à la calsse à laquelle il appartient. Cette période de probation terminée, la Commission peut, après étude du ment jugé pertinent, déclarer l'employé éligible à la classe postulée.

and not more than twelve (12) months in the performance of the duties of that class. The civil servant who is thus assigned new duties shall remain subject during the duration of his probation to the class to which he belongs. Upon termination of such probationary period, the Commission may, following upon study of the record submitted by the deputy-head and examination of any document deemed pertinent, declare the employee eligible for the class contemplated.

6. Rémunération: Les fonctionnaires formant le personnel de direction des bureaux d'enregistrement reçoivent un traitement fixé à l'intérieur des taux minimum et maximum de leur classe respective.

À ces taux minimum et maximum s'ajoutent, pour certaines classes, des taux intermédiaires définis par le nombre de documents enregistrés annuellement au bureau d'enregistrement. Le cas échéant, le traitement du fonctionnaire ne doit pas excéder le taux intermédiaire établi selon le nombre de documents enregistrés au bureau auquel il est affecté.

Les taux de traitement de chacune des classes de même que les modalités de leur application à l'occasion de la promotion, de l'avancement, d'une réaffectation ou d'une variation dans le nombre de documents enregistrés annuellement à l'intérieur d'une classe comprenant des taux intermédiaires, apparaissent à la résolution de la Commission de la fonction publique en appendice au présent règlement.

6. Remuneration: The civil servants constituting registry office management personnel receive a salary fixed within the minimum and maximum rates for their respective class.

For certain classes, intermediary rates, determined according to the number of documents annually registered at the registry office, are added to these minimum and maximum rates. As applicable, the civil servant's salary must not exceed the intermediary rate established in accordance with the number of documents registered at the office to which he is assigned.

The salary rates for each of the classes together with the terms and conditions of their application with regard to the advancement, promotion, reassignment or variation in the number of documents annually registered within a class comprising intermediary rates, appears in the resolution of the Civil Service Commission in the Schedule to this Regulation.

7. Rémunération additionnelle: Conformément à la résolution de la Commission de la fonction publique en appendice au présent règlement, une rémunération additionnelle, calculée sur une base annuelle, est accordée au personnel de direction des bureaux d'enregistrement dans les cas suivants:

1) Lorsqu'un employé accomplit la période de probation prévu à la rubrique «PROMOTION ET STAGE PROBATOIRE» du présent règlement;

2) Lorsqu'un directeur de la classe II est responsable d'un bureau d'enregistrement où le nombre de documents enregistrés annuellement est supérieur à 10,000 et ce, depuis moins de trois (3) années consécutives.

3) Lorsqu'un directeur de la classe II, responsable d'un bureau d'enregistrement où le nombre de documents enregistrés annuellement est supérieur à 10,000 depuis au moins trois (3) années consécutives, n'est pas admissible à la classe I de directeur de bureau d'enregistrement conformément aux conditions spécifiques d'admission aux examens prévues à la rubrique RECRUTEMENT.

7. Additional remuneration: In accordance with the resolution of the Civil Service Commission in the Schedule to this Regulation, an additional remuneration, calculated on an annual basis, is granted to registry office management personnel in the following cases:

(1) When an employee terminates the probationary period provided for under the heading "PROMOTION AND PROBATIONARY PERIOD" of this Regulation;

(2) When a class II director is responsible for a registry office where the number of documents annually registered exceeds 10,000 and has been so for less than three (3) consecutive years;

(3) When a class II director responsible for a registry office where the number of documents annually registered has exceeded 10,000 for at least three (3) consecutive years, is not eligible for registry office director class I in accordance with the examination eligibility requirements provided for under the heading "RECRUITMENT".

4) Lorsqu'un directeur adjoint est appelé à remplacer temporairement un directeur de bureau d'enregistrement pendant une période d'au moins deux (2) mois consécutifs.

8. Intégration: L'employé de la fonction publique temporaire ou permanent, actuellement classé à l'une des classes du règlement de la Commission de la fonction public concernant les registrateurs et les députés-registrateurs approuvé par l'arrêté en conseil 2308 du 30 novembre 1966, dont le travail consiste le 25 avril 1974 à exercer de façon principale et habituelle les fonctions caractéristiques du personnel de direction des bureaux d'enregistrement décrites dans la rubrique «CLASSIFICATION», est intégré à l'une ou l'autre des classes selon les normes de classification établies au présent règlement. Cette intégration prend effet le 25 avril 1974.

L'employé est informé de son intégration par un avis écrit signé par le directeur du personnel du ministère de la Justice à la date qui sera déterminée par la Commission. Cet avis doit comporter notamment l'identification complète de l'employé, son classement et son traitement au 24 avril 1974, le classement résultant de son intégration et la date à laquelle son nouveau classement prend effet.

9. Droit d'appel: L'employé intégré peut en appeler de son classement dans les cas suivants:

a) lorsque, selon l'employé, la classe d'emploi qui lui a été attribuée à l'intégration ne l'a pas été en conformité avec la règle édictée au premier alinéa de la rubrique «INTÉGRATION».

b) lorsque, selon l'employé, le traitement qui lui a été attribué à l'intégration ne l'a pas été en conformité avec les règles pertinentes prévues à la résolution en appendice au présent règlement.

10. Procédure d'appel: L'employé doit loger l'appel prévu ci-haut auprès de la Commission de la fonction publique dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'avis lui indiquant son nouveau classement et ce, au moyen de la formule prescrite à cette fin et annexée aux présentes; l'exercice de ce droit d'appel est réglé quant au reste par l'article 4 du règlement de la Commission de la fonction publique concernant le droit et la procédure d'appel relatifs au classement de certains fonctionnaires, approuvé par le C.T. 67777 du 22 novembre 1972 et ses amendements, qui s'applique *mutatis mutandis*.

(4) When an assistant director is called upon to temporarily replace a registry office director during a period of at least two (2) consecutive months.

8. Integration: The employee of the Civil Service employed on a temporary or permanent basis, presently classified in one of the classes of the Civil Service Commission Regulation respecting registrars and deputy registrars approved under Order in Council 2308 dated 30 November 1966, whose work consisted, on 25 April 1974, in carrying out the main and regular duties pertaining to registry office management personnel described under the heading "CLASSIFICATION", is integrated into one or other of the classes according to the standards of classification established in this Regulation. This integration takes effect on 25 April 1974.

The employee is notified on his integration by a written notice signed by the personnel director of the Department of Justice on the date to be determined by the Commission. This notice must also include the employee's complete identification, his classification and his salary at 24 April 1974, the classification resulting from his integration and the date on which his new classification takes effect.

9. Right of appeal: The integrated employee may appeal from his classification in the following cases;

(a) when, according to the employee, the employment class which was assigned to him at integration was not assigned in accordance with the rule set forth in the first paragraph under the heading "INTEGRATION".

(b) when, according to the employee, the salary which was assigned to him at integration was not assigned in accordance with the relevant rules prescribed in the resolution in the Schedule to this Regulation.

10. Appeal procedure: The employee must lodge the appeal hereinabove provided for with the civil Service Commission within thirty (30) days following upon the date of receipt of the notice informing him of his new classification and by means of the form prescribed for such purpose and annexed hereto; the exercise of this right of appeal is governed, as to the remainder, by section 4 of the Regulation of the Civil Service Commission respecting the right and procedure of appeal concerning the classification of certain functionaries, approved by T.B. 67777 dated 22 November 1972 and its amendments, which applies *mutatis mutandis*.

11. Entrée en vigueur: Le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par l'autorité compétente et prend effet à compter du 25 avril 1974.

Copie conforme

Assemblée du 21 mars 1974.

Le secrétaire,
JACQUES VÉZINA.

390-o

11. Coming into force: This Regulation shall come into force on the date of its approval by the competent authority and shall become effective on 25 April 1974.

True copy

Meeting of 21 March 1974.

JACQUES VÉZINA,
Secretary.

390-o

A: Le Secrétaire
Commission de la fonction publique,
1050 Conroy, 2ème étage,
Québec, G1A 1K7

APPEL de classement	OPÉRATION INTÉGRATION "Personnel de direction des bureaux d'enregistrement"

Je vous informe que j'en appelle du nouveau classement qui m'a été attribué dans le cadre de l'intégration à la classification édictée par le règlement de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier du PERSONNEL DE DIRECTION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT.

IDENTIFICATION

Nom (en lettres moulées)

Prénom (en lettres moulées)

Numéro d'assurance sociale

Date de naissance — JOUR MOIS ANNÉE

Adresse complète du lieu de travail

Ministère

Numéro de téléphone au travail

Nom et prénom du supérieur immédiat

MON AVIS DE CLASSEMENT

Je vous donne ci-dessous, en remplissant les cases appropriées, les informations contenues dans l'AVIS DE CLASSEMENT que j'ai reçu le JOUR MOIS ANNÉE concernant mon classement antérieur à l'intégration (Partie I) et mon nouveau classement (Partie II).

PARTIE I MON CLASSEMENT ANTÉRIEUR À L'INTÉGRATION

Corps et classe (en lettres moulées) | Échelon | Salaire annuel de base

PARTIE II MON NOUVEAU CLASSEMENT

Classe (en lettres moulées) | Salaire annuel de base

MOTIFS DE MON APPEL

☐ CLASSE: Je n'ai pas été intégré(e) dans la classe qui aurait dû m'être attribuée conformément au premier paragraphe de la rubrique "intégration" du règlement concernant le personnel de direction des bureaux d'enregistrement.
Selon moi, je devrais être intégré(e) dans la classe _____

☐ TRAITEMENT: Le traitement qui m'a été attribué à l'intégration ne l'a pas été en conformité avec les règles pertinentes découlant de l'application du paragraphe 18 de la résolution en appendice au règlement mentionné ci-haut.
Selon moi, on aurait dû m'attribuer le traitement suivant: _____

CHOIX DE MON REPRÉSENTANT

La procédure d'appel prévoit deux étapes. La Commission crée d'abord un comité "ad hoc" formé d'un représentant du Gouvernement et du représentant de l'employé que ce dernier aura lui-même désigné. Si nécessaire, la Commission désigne ensuite un délégué-enquêteur pour procéder, en seconde étape, à l'étude de l'appel. La décision de la Commission à l'une ou l'autre de ces étapes est finale et lie des parties.

Mon représentant sur le comité "ad hoc" qui étudiera mon appel sera:

Nom (en lettres moulées)

Prénom (en lettres moulées)

Adresse complète de son lieu de travail

No. de téléphone

Signature de l'employé(e)

Date de la signature

N.B.: Pour être recevable, le présent appel doit être signé par l'employé. Cet appel de classement doit être transmis par l'appelant, dans les trente (30) jours de calendrier qui suivent la date de réception de l'avis de classement, au secrétaire de la Commission de la fonction publique. L'appel doit être expédié via le Service postal du Ministère fédéral des postes, car le cachet de la poste fédérale sur l'enveloppe contenant l'appel fera foi de la date de son expédition. L'employé doit inscrire son nom et l'adresse de son lieu de travail au dos de l'enveloppe et doit adresser son appel à:

Le Secrétaire
Commission de la fonction publique
1050 Conroy, 2ème étage,
Québec, G1A 1K7

S-865 (04-74)

To: Secretary
Civil Service Commission,
1050 Conroy, 2nd floor,
Québec, G1A 1K7

APPEAL from classification	**INTEGRATION PROGRAMME** "Registry Office Management Personnel"

I, the undersigned, notify you that I hereby appeal from the new classification assigned to me within the integration framework of the classification regulation respecting the particular status of REGISTRY OFFICE MANAGEMENT PERSONNEL

IDENTIFICATION

Name (in block letters) | Given name (in block letters)

Social insurance number | Date of birth: Day / Month / Year

Complete address at place of work | Minister

Telephone number at place of work | Name and given name of immediate superior

NOTICE OF CLASSIFICATION

I furnish hereunder, by filling in the appropriate spaces, the information contained in the NOTICE OF CLASSIFICATION which I received DAY / MONTH / YEAR (in respect of my classification prior to the integration (Part I) and my new classification (Part II).

PART I MY CLASSIFICATION PRIOR TO THE INTEGRATION

Group and class (in block letters)	Grade	Annual basic salary

PART II MY NEW CLASSIFICATION

Class (in block letters)	Grade	Annual basic salary

REASONS FOR APPEAL

☐ CLASS: I was not integrated into the class to which I should have been assigned in accordance with the first paragraph under the heading "integration" of the Regulation respecting registry office management personnel. In my opinion, I should have been integrated into class _____

☐ SALARY: The salary which was assigned to me at integration was not assigned in accordance with the pertinent rules resulting from the application of paragraph 16 of the resolution annexed to the abovementioned Regulation. In my opinion, the following salary should have been assigned to me _____

CHOICE OF REPRESENTATIVE

The appeal procedure provides for two stages. The grievance shall be studied first by an "ad hoc" committee made up of a Government representative and the representative of the employee who shall have been chosen by him. If this first stage does not lead to a settlement, the appeal shall then be studied by the Civil Service Commission whose decision shall be final.

My representative on the "ad hoc" committee to study my appeal shall be:

Name (in block letters) | Given name (in block letters)

Complete address at his place of work | Telephone No.

Signature of employee | Date of signature

N.B.: To be acceptable, this appeal must be signed by the employee. This appeal from classification must be forwarded by the appelant, within the thirty (30) days which follow the date of notice of classification, to the Secretary of the Commission at the address indicated at the top of this form. The appeal must be forwarded through the Canada Post Office, as the cancellation stamp on the envelope containing the appeal shall attest to the date of mailing. The employee must write his name and the address of his place of work on the reverse side of the envelope.

Secretary
Civil Service Commission

1050 Conroy, 2nd floor,
Québec, G1A 1K7

S-865 (04-74)

A.C. 1376-74, 10 avril 1974
Règ. 74-183, 11 avril 1974

LOI DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
(L.Q., 1970, ch. 42)

Signature de certains documents du ministre des affaires sociales

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (L.Q., 1970, ch. 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser certains fonctionnaires à signer certains documents du ministère des Affaires sociales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales que le règlement suivant soit adopté:

Les fonctionnaires du ministère des Affaires sociales dont les noms suivents sont autorisés à signer, avec la même autorité que le ministre des Affaires sociales, les actes, documents ou écrits indiqués en regard de leurs noms dans la mesure où ces actes, documents ou écrits sont conformes aux lois, règlements et décisions du lieutenant-gouverneur en conseil ou du conseil du trésor applicable dans chaque cas:

A) le sous-ministre adjoint et directeur général à la Programmation, monsieur Gérard Nepveu, ou le directeur général adjoint, monsieur André Sauvageau:

1) les lettres pour autoriser les divers établissements à être partie à un contrat pour l'un des objets suivants:

a) conclure un contrat d'approvisionnement impliquant un coût de main-d'œuvre résiduaire attribuable au transfer de certaines tâches de l'établissement à une entreprise indépendante;

b) conclure un contrat d'approvisionnement en ce qui a trait à l'usage d'équipement dans les domaines suivants, dans la mesure où la valeur marchande de l'équipement n'est pas supérieure à $25,000:

O.C. 1376-74, 10 April 1974
Reg. 74-183, 11 April 1974

SOCIAL AFFAIRS DEPARTMENT ACT
(S.Q., 1970, ch. 42)

Signing of certain documents of the Department of Social Affairs

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the enactment of a Regulation respecting the signing of certain documents of the Department of Social Affairs.

WHEREAS under section 8 of the Social Affairs Department Act (S.Q., 1970, ch. 42), no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, the Deputy-Minister or an officer and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS it is expedient to authorize certain officers to sign certain documents of the Department of Social Affairs;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs that the following regulation be enacted:

Officers of the Department of Social Affairs whose names follow are authorized to sign, with the same authority as the Minister of Social Affairs, the deeds, documents or writings indicated opposite their names, to the extent where such deeds, documents or writings are in accordance with the acts, regulations and decisions of the Lieutenant-Governor in Council or of the Treasury Board applicable in each case:

(A) Mr. Gérard Nepveu, Assistant Deputy-Minister and General Director of the Programming Branch, or Mr. André Sauvageau, Assistant General Director:

(1) letters authorizing the various establishments to be party to a contract for one of the following purposes:

(a) a supply contract involving payment from a a residual fund resulting from labour saving attributable to the transfer of certain operations from the establishment to an independent business;

(b) a supply contract with respect to the use of equipment in the following fields, to the extent where the market value of the equipment does not exceed $25,000:

—la radiologie diagnostique;
—la radiologie thérapeutique;
—la médecine nucléaire et les isotopes;
—l'informatique;
—l'automatisation des laboratoires;
—l'hémodialyse;
—l'appareillage de surveillance électronique requis par les soins intensifs et coronariens;
—l'anesthésie et la réanimation;

2) les lettres pour autoriser les divers établissements à procéder à la rédaction des esquisses préliminaires;

3) les lettres pour autoriser les divers établissements à procéder à la rédaction de plans et devis complets, dans la mesure où le coût estimé du projet n'est pas supérieur à $250,000;

4) les lettres pour autoriser les divers établissements à retenir les services de consultants, d'architectes ou d'ingénieurs-conseils;

5) les lettres pour autoriser les divers établissements à lancer des appels d'offre pour tout projet de construction, d'agrandissement ou de transformation;

6) les lettres pour autoriser les divers établissements à demander des soumissions privément à un nombre restreint d'entrepreneurs compétents et solvables;

7) les lettres pour autoriser les divers établissements à réduire les délais mentionnés aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 6.4.10 du règlement édicté en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, pourvu qu'en aucun cas, ils ne soient inférieurs à une semaine;

8) les lettres pour autoriser, sur demande des divers établissements, un soumissionnaire à changer de sous-traitant et à modifier les prix et conditions que les sous-traitants lui ont soumis;

9) les lettres pour autoriser, dans le cas de force majeure, un entrepreneur général, qui s'est désigné lui-même pour effectuer des opérations spécialisées pouvant faire l'objet d'une sous-traitance, à confier lesdits travaux à un sous-traitant;

10) les lettres désignant une personne pour assister à l'ouverture des soumissions, aux dates, heures et lieux mentionnés dans la demande de soumissions;

11) les lettres pour autoriser les divers établissements à accepter une soumission;

12) les lettres pour approuver, après acceptation par les divers établissements et sur recommandation de l'architecte, les travaux trouvés conformes aux

—diagnostic radiology;
—therapeutic radiology;
—nuclear medicine and isotopes;
—data processing;
—automation of laboratories
—hemodialysis;
—electronic monitoring equipment required for intensive and coronary care;
—anaesthesia and reanimation;

(2) letters authorizing the various establishments to prepare preliminary sketches;

(3) letters authorizing the various establishments to draw up complete plans and specifications, to the extent where the estimated cost of the project does not exceed $250,000;

(4) letters authorizing the various establishments to retain the services of consultants, architects or consulting engineers;

(5) letters authorizing the various establishments to call for tenders for any construction, enlargement or alteration project;

(6) letters authorizing the various establishments to call for private tenders from a restricted number of competent and solvent contractors;

(7) letters authorizing the various establishments to reduce the time limits prescribed in paragraphs *a*, *b* and *c* of section 6.4.10 of the Regulation enacted under the Health Services and Social Services Act, provided that in no case, such time limit be less than one week;

(8) letters authorizing, upon the request of the various establishments, a tenderer to change a sub-contractor and to modify the prices and conditions which the sub-contractors have submitted;

(9) letters authorizing, in the case of force majeure, a general contract or, who took upon himself to perform specialized operations which could be performed by a sub-contractor, to entrust the work to a sub-contractor;

(10) letters designating a person to attend the opening of tenders, on the date, time and place mentioned on the request for tenders;

(11) letters authorizing the various establishments to accept a tender;

(12) letters approving, following acceptance by the various establishments and upon the recommendation of the architect, the completed work found

plans et devis et jugés satisfaisants par les professionnels et la direction de tels établissements.

B) le sous-ministre adjoint et directeur général à la programmation, monsieur Gérard Nepveu, le directeur général adjoint, monsieur André Sauvageau, le directeur de l'Équipement, monsieur Louis-Philippe Langlois, ou le chef de service, monsieur Guy Boucher:

1) les lettres pour autoriser les divers établissements à procéder à la demande de soumissions en vue d'effectuer des achats de mobilier et d'équipement;

2) les lettres pour autoriser les divers établissements à procéder à des achats de mobilier et d'équipement, y compris celui dont l'achat est financé à même des dons, sauf pour l'équipement médical dont le prix d'achat excède $25,000.

C) le sous-ministre adjoint au Financement, monsieur Charles Chamard, et le directeur de l'analyse et du contrôle budgétaire, monsieur Denis Bédard:

1) les ententes ou contrats que le ministre est autorisé à signer avec les établissements;

2) l'approbation et la revision des budgets que les établissements doivent soumettre au ministre, les règlements de fin d'années et les subventions spéciales de fonctionnement;

3) les communications émises à l'adresse des établissements relativement à toute question pertinente à leurs finances et, notamment:
—quant à leur comptabilité;
—quant à leurs statistiques;
—quant à la préparation et au respect de leur budget;
—quant à la vérification de leurs comptes;

4) l'approbation des emprunts bancaires contractés par les établissements pour quelque fin que ce soit;

5) les subventions consenties à des établissements, des organismes ou des individus pour fins de recherche ou de démonstration.

D) le sous-ministre adjoint au Financement, monsieur Charles Chamard, ou le directeur de la gestion des fonds, monsieur Gilles Regimbal:

1) les ententes prises en règlement des réclamations que le ministère est habilité à faire valoir à l'encontre de bénéficiaires ou de tierces parties;

2) les réclamations et communications faites aux fins des ententes par lesquelles le gouvernement

to conform to the plans and specifications and deemed satisfactory by the professionnels and the management of such establishments.

(B) Mr. Gérard Nepveu, Assistant Deputy-Minister and General Director of the Programming Branch. Mr. André Sauvageau, Assistant General Director, Mr. Louis-Philippe Langlois, Director of Equipment, or Mr. Guy Boucher, Department Head:

(1) letters authorizing the various establishments to call for tenders in order to make purchases of furniture and equipment;

(2) letters authorizing the various establishments to purchase furniture and equipment, including those the purchase of which is financed from donations, with the exception of medical equipment whose purchase price exceeds $25,000.

(C) Mr. Charles Chamard, Assistant Deputy-Minister of the Finance Branch and Mr. Denis Bédard, Director of the Budgetary Analyses and Control Branch:

(1) agreements or contracts which the Minister is authorized to make with the establishments;

(2) the approval and revision of the budgets which the establishments must submit to the Minister, end of the year settlements and special operating grants;

(3) communications issued to the establishments relative to any matter pertinent to their financing and, in particular:
—to their accounting;
—to their statistics;
—to the preparation of and compliance with their budget;
—to the auditing of their accounts;

(4) the approval of bank loans raised by the establishments for any purpose whatsoever;

(5) grants made to establishments, bodies or individuals for research or demonstration purposes.

(D) Mr. Charles Chamard, Assistant Deputy-Minister of the Finance Branch or Mr. Gilles Regimbal, Director of Funds Management:

(1) agreements made for the settlement of claims which the Department is empowered to enforce against recipients or third parties;

(2) claims and communications made for the purposes of the agreements under which the Federal Govern-

fédéral rembourse en totalité ou partie le coût des programmes du ministère.

E) le sous-ministre adjoint aux Relations professionnelles, monsieur Réjean Larouche:

—l'approbation du plan d'organisation des établissements.

F) le sous-ministre adjoint à l'Agrément, monsieur Martin Laberge:

1) tout permis d'exploiter un établissement ainsi que son renouvellement, sa cession ou son transport;

2) tout avis préalable à l'annulation ou à la suspention d'un permis, ou au refus de le renouveler.

G) le directeur des programmes de services sociaux, monsieur Pierre-André Bernier, ou le chef du service de la consultation psycho-sociale, monsieur Luc Malo:

1) la reconnaissance des sociétés d'adoption et les lettres ou autres écrits incombant au ministère des Affaires sociales en vertu de la Loi de l'adoption et de ses règlements (L.Q., 1969, ch. 64);

2) les lettres, écrits ou documents relatifs à la tutelle d'office confiés au ministère des Affaires sociales par l'article 45 de la Loi de la protection de la jeunesse (S.R., 1964, ch. 220).

H) le chef du service des soins aux malades mentaux, monsieur Réal Lajoie:

—les lettres relatives au transfert des patients psychiatriques entre établissements.

I) le sous-ministre adjoint à l'Administration, monsieur Jean-Guy Houde:

1) les actes de nomination à titre temporaire, permanent ou occasionnel;

2) les actes de suspension et les actes de révocation;

3) les avis de mutation et les avis de mise en disponibilité;

4) les autorisations de congé avec ou sans traitement;

5) les autorisations de temps supplémentaire;

6) les demandes de rémunération additionnelle;

7) les documents énumérés à l'alinéa J ci-après.

J) le directeur du personnel, monsieur Roger Grenier, ou le chef du service de l'organisation, monsieur Claude Lanthier, les documents suivants, sauf pour une demande de personnel, dans le cas d'un cadre ou d'un adjoint aux cadres:

1) les demandes de personnel;

2) les demandes et amendements d'effectifs;

ment reimburses in whole or in part the cost of the programmes of the Department.

(E) Mr. Réjean Larouche, Assistant Deputy-Minister of the Professional Relations Branch;

—the approval of the organization plan of the establishments.

(F) Mr. Martin Laberge, Assistant-Deputy Minister of the Accreditation Branch:

(1) every operating permit of an establishment as well as the renewal, conveyance or assignment thereof;

(2) every notice prior to the cancellation or suspension of a permit, or refusal of renewal.

(G) Mr. Pierre-André Bernier, Director of Social Service Programmes, or Mr. Luc Malo, Head of the Psycho-Social Consultation Service:

(1) recognition of adoption societies and letters or other writings devolving upon the Department of Social Affairs under the Adoption Act and its regulations (S.Q., 1969, ch. 64);

(2) letters, writings or documents relative to the tutorship *ex-officio* entrusted to the Department of Social Affairs under section 45 of the Youth Protection Act (R.S.Q., 1964, ch. 220).

(H) Mr. Réal Lajoie, Head of the Mental Health Care Department:

—letters relative to the transfer of psychiatric patients from one establishment to another.

(I) Mr. Jean-Guy Houde, Assistant Deputy-Minister of the Administration Branch:

(1) nominations for temporary, permanent or casual employment;

(2) suspension and dismissal documents;

(3) notices of transfer and of availability;

(4) authorizations for leave with or without pay;

(5) authorizations for overtime work;

(6) requests for additional remuneration;

(7) documents listed in paragraph J hereinafter.

(J) Mr. Roger Grenier, Director of Personnel or Mr. Claude Lanthier, Head of the Planning Branch, the following documents, except for requests for personnel in the case of senior officers or assistant senior officers:

(1) requests for personnel;

(2) requests for and modifications of staff;

3) les demandes de primes d'éloignement;

4) les demandes de mise à la retraite;

5) les avis de cessarion d'emploi à titre temporaire;

6) les indemnités et les gratifications de départ;

7) les avancements réguliers de classe, d'échelon ou de grade.

QU'en conformité avec la loi, la signature du sous-ministre ait la même autorité que celle du ministre pour toutes les matières qui précèdent et, plus particulièrement, pour ce qui touche la nomination, la suspension ou la révocation de tout employé;

QUE les arrêtés en conseil numéro 365 du 27 février 1971, 686 du 24 février 1971, 4333 du 22 décembre 1971, 3158 du 15 septembre 1971, 1159 du 3 mai 1972 et 3943 du 21 octobre 1973 soient abrogés;

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette Officielle du Québec* et prenne effet à compter du jour de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

392-o

(3) requests for distance allowances;

(4) requests for retirement;

(5) notices of termination of employment on a temporary basis;

(6) indemnities and bonuses for departure;

(7) regular class, grade and rank promotions.

THAT in accordance with the Act, the signature of the Deputy Minister have the same authority as that of the Minister for all the preceding matters and, more particularly, with respect to the appointment, suspension or dismissal of any employee;

THAT Orders in Council 365 dated 27 February 1971, 686 dated 24 February 1971, 4333 dated 22 December 1971, 3158 dated 15 September 1971, 1159 dated 3 May 1972 and 3943 dated 21 October 1973 be revoked;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

392-o

A.C. 1420-74, 17 avril 1974
Règ. 74-185, 19 avril 1974

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q., 1969, ch. 58)

Réserves des rivières à saumon

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les réserves des rivières à saumon Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Sainte-Anne et Saint-Jean.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q., 1969, ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche y est permise;

ATTENDU QU'il y a lieu de regrouper dans un seul arrêté en conseil la description territoriale des réserves des rivières à saumon Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Sainte-Anne et Saint-Jean;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les territoires dont la description est annexée au présent arrêté en conseil constituent les réserves des rivières à saumon Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Sainte-Anne et Saint-Jean;

QUE soient abrogés les arrêtés en conseil suivants: 705 du 19 mai 1948, 1253 du 17 décembre 1954, 1066 du 13 octobre 1955, 1683 du 4 septembre 1964, 1764 du 16 septembre 1964, 963 du 11 mai 1965, 1746 du 8 septembre 1965, 1747 du 8 septembre 1965, 824 du 4 mai 1966, 866 du 11 mai 1966, 1053 du 23 juin 1966, 1127 du 13 juillet 1966, 1962 du 27 octobre 1966, 1053 du 13 avril 1967, 1642 du 14 juin 1967, 910 du 29 mars 1968, 911 du 29 mars 1968, 2648 du 14 août 1968, 45 du 8 janvier 1969, 1049 du 2 avril 1969, 2177 du 23 juillet 1969, 2374 du 13 août 1969, 2376 du 13 août 1969, 1299 du 25 mars 1970, 2006 du 9 juin 1971, 2457 du 21 juillet 1971, 445-72 du 16 février 1972 et 3758-73 du 10 octobre 1973;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 1420-74, 17 April 1974
Reg. 74-185, 19 April 1974

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q., 1969, ch. 58)

Salmon River Reserves

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Salmon River Reserves of Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Ste. Anne and St. John.

WHEREAS under subparagraph *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q., 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may establish fish reserves and determine the conditions upon which fishing is permitted there;

WHEREAS it is expedient to consolidate under one single Order in Council the territorial description of the Salmon River Reserves of Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Ste. Anne and St. John;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territories whose description is annexed to this Order in Council constitute the Salmon River Reserves of Cap-Chat, Dartmouth, Laval, Matane, Matapédia, Moisie, Petite Cascapédia, Petit-Saguenay, Port-Daniel, Ristigouche, Ste. Anne and St. John;

THAT the following Orders in Council be revoked: 207 dated 19 May 1948, 1253 dated 17 December 1954, 1066 dated 13 October 1955, 1683 dated 4 September 1964, 1764 dated 16 September 1964, 963 dated 11 May 1965, 1746 dated 8 September 1965, 1747 dated 8 September 1965, 824 dated 4 May 1966, 866 dated 11 May 1966, 1053 dated 23 June 1966, 1127 dated 13 July 1966, 1962 dated 27 October 1966, 1053 dated 13 April 1967, 1642 dated 14 June 1967, 910 dated 29 March 1968, 911 dated 29 March 1968, 2648 dated 14 August 1968, 45 dated 8 January 1969, 1049 dated 2 April 1969, 2177 dated 23 July 1969, 2374 dated 13 August 1969, 2376 dated 13 August 1969, 1299 dated 25 March 1970, 2006 dated 9 June 1971, 2457 dated 21 July 1971, 445-72 dated 16 February 1972 and 3758-73 dated 10 October 1973;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD
Clerk of the Executive Council.

ANNEXE

1. Réserve de la rivière Cap-Chat.

La réserve de la rivière Cap-Chat se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Gaspé-Ouest et comprenant:

a) la rivière Cap-Chat, depuis sa source jusqu'à la ligne séparative des lots 2 et 3 du rang IV du canton Romieu;

b) la rivière Petite-Cap-Chat, de sa source jusqu'à son embouchure dans la rivière Cap-Chat;

c) une bande de terrain de trois (3) chaînes de largeur de chaque côté des cours d'eau ou parties de cours d'eau mentionnés dans les paragraphes *a* et *b*.

2. Réserve de la rivière Dartmouth.

La réserve de la rivière Dartmouth se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Gaspé-Est et comprenant:

a) la demi-largeur de la rivière Dartmouth en front des lots 33 à 41 inclusivement, du rang Dartmouth du canton Baie-de-Gaspé-Sud;

b) la demi-largeur de la rivière Dartmouth en front des lots 17 à 24 inclusivement, du rang I, du canton Sydenham;

c) une bande de terrain de trois (3) chaînes de largeur, le long de la rivière sur les lots mentionnés aux paragraphes *a* et *b*.

3. Réserve de la rivière Laval.

La réserve de la rivière Laval se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Saguenay et comprenant:

a) la partie de la rivière Laval, comprise entre son embouchure dans le golfe du Saint-Laurent et l'embouchure du ruisseau Ouellet dans ladite rivière;

b) le lac à Jacques;

c) une bande de terrain de trois (3) chaînes de largeur de chaque côté des eaux décrites dans les paragraphes *a* et *b*.

4. Réserve de la rivière Matane.

La réserve de la rivière Matane se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Matane et comprenant:

a) cette partie de la rivière Matane, comprise entre l'arrière ligne de la seigneurie de Matane et le grand lac Matane, moins la demi-largeur de la rivière en front du lot 1, rang VII, du canton Matane;

SCHEDULE

1. Cap-Chat River Reserve.

The Cap-Chat River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Gaspé-West and consisting of:

(a) the Cap-Chat River, from its source to the line separating lots 2 and 3 of range IV of the Township of Romieu;

(b) the Petite-Cap-Chat River, from its source to its mouth in Cap-Chat River;

(c) a strip of land three (3) chains in width on each side of the watercourses or portions of the watercourses referred to in paragraphs *a* and *b*.

2. Dartmouth River Reserve.

The Dartmouth River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Gaspé-East and consisting of:

(a) the half-width of Dartmouth River fronting lots 33 to 41 inclusive, of Dartmouth Range of the Township of Baie-de-Gaspé-South;

(b) the half-width of the Dartmouth River Fronting lots 17 to 24 inclusive, of range I, of the Township of Sydenham;

(c) a strip of land three (3) chains in width, along the river on the lots referred to in paragraphs *a* and *b*.

3. Laval River Reserve.

The Laval River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Saguenay and consisting of:

(a) that portion of Laval River, lying between its mouth in the Gulf of St. Lawrence and the mouth of Ouellet Creek in the said River;

(b) the Lake à Jacques;

(c) a strip of land three (3) chains in width on each side of the waters described in paragraphs *a* and *b*.

4. Matane River Réserve.

The Matane River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Matane and consisting of:

(a) that portion of Matane River, Lying between the rear line of the Seigniory of Matane and the large Matane Lake, less the half-width of the river fronting lot 1, range VII, of the Township of Matane;

b) toute la rivière Petite-Matane, de sa source à son embouchure, ladite embouchure étant située dans le rang VIII, du canton Tessier;

c) une bande de terrain jusqu'à concurrence de trois (3) chaînes de largeur, le long des cours d'eau ou parties de cours d'eau mentionnés dans les paragraphes *a* et *b*, partout où la Couronne est propriétaire;

d) toutes les propriétés de la Couronne sur la partie de la rivière Matane et de ses rives comprises dans la seigneurie de Matane.

5. Réserve de la rivière Matapédia.

La réserve de la rivière Matapédia se décrit comme suit: Un territoire situé dans les municipalités des comtés de Bonaventure et Matapédia et comprenant:

a) la demi-ouest de la rivière Matapédia en front des lots 3, 45, 46, 55 à 59 du rang I, rivière Matapédia, canton Matapédia;

b) la demi-est de la rivière Matapédia en front du lot 32, de la partie nord du lot 37 (56 acres), ainsi que des lots 38 et 42 du rang I, rivière Matapédia, canton Ristigouche;

c) la partie de la rivière Matapédia située entre l'embouchure de la rivière Assémetquagan et l'extrémité sud du lac au Saumon;

d) la réserve de trois (3) chaînes, partout où elle existe, le long de la rivière Matapédia sur les lots décrits dans les paragraphes *a* et *b* ainsi que sur les lots compris dans le territoire décrit dans le paragraphe *c*.

6. Réserve de la rivière Moisie.

La réserve de la rivière Moisie se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Saguenay et comprenant deux zones:

a) **Zone A:** la partie de la rivière Moisie bornée en amont par une ligne joignant le coin sud-est du lot E-nord du canton de Moisie et le coin nord-est E-sud du canton de Letellier et en aval par une ligne en direction nord-sud originant à l'embouchure du ruisseau à la truite sur le bloc «J» du canton Moisie.

b) **Zone B:** cette partie de la rivière Moisie et de son estuaire borné en amont par la Zone A et en aval par une ligne joignant l'extrémité est de la Pointe Moisie dans le canton de Letellier et l'extrémité sud-ouest du bloc «A» dans le canton de Moisie.

7. Réserve de la rivière Petite-Cascapédia.

La réserve de la rivière Petite-Cascapédia se décrit comme suit: Un territoire situé dans les municipalités

(b) the entire Petite-Matane River, from its source to its mouth, the said mouth lying in Range VIII of the Township of Tessier;

(c) a strip of land not more than three (3) chains in width, along the watercourses or portions of the watercourses referred to in paragraphs *a* and *b* wherever the Crown is the owner thereof;

(d) all Crown properties on that portion of Matane River and of its shores lying in the Seigniory of Matane.

5. Matapédia River Reserve.

The Matapédia River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipalities of the Counties of Bonaventure and Matapédia and consisting of:

(a) the western half of the Matapédia River fronting lots 3, 45, 46, 55 to 59 of range I, Matapédia River, Township of Matapédia;

(b) the eastern half of Matapédia River fronting lot 32, of the northern portion of lot 37 (56 acres), as well as lots 38 and 42 of range I, Matapédia River, Township of Ristigouche;

(c) that portion of Matapédia River lying between the mouth of Assémetquagan River and the southern end of Salmon Lake;

(d) the reserve of three (3) chains, wherever it exists, along Matapédia River on the lots described in paragraphs *a* and *b* as well as on the lots included in the territory described in paragraph *c*.

6. Moisie River Reserve.

The Moisie River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Saguenay and consisting of two zones:

(a) **Zone A:** that portion of Moisie River bounded upstream by a line joining the southeastern corner of lot E-North of the Township of Moisie, and the northeastern corner E-South of the Township of Letellier and downstream by a north-south line originating at the mouth of the trout creek on block "J" of the Township of Moisie.

(b) **Zone B:** that portion of Moisie River and of its estuary bounded upstream by Zone A and downstream by a line joining the eastern end of Pointe Moisie in the Township of Letellier and the southwestern end of Block "A" in the Township of Moisie.

7. Petite-Cascapédia River Reserve.

The Petite-Cascapédia River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipalities of the

des comtés de Bonaventure et de Gaspe-Ouest et comprenant:

a) la rivière Petite-Cascapédia dans les comtés de Bonaventure et Gaspé-Ouest de sa source comprenant ses branches est et ouest jusqu'à la ligne nord du rang V du canton New Richmond ainsi qu'une bande de terre mesurant trois chaînes de chaque côté de ladite rivière et de ses deux branches;

b) la partie des rangs 1 et 11 du canton Flahault, comté de Bonaventure, comprise entre la ligne séparant les lots 46 et 47 d'une part et 58 et 59 d'autre part de ces deux rangs avec en plus une bande de terre de un mille de largeur comprise entre le prolongement au sud-ouest desdites lignes, desdits lots, du rang 11, du canton de Flahault.

8. Réserve de la rivière Petit-Saguenay.

La réserve de la rivière Petit-Saguenay se décrit comme Suit: Un territoire situé dans le canton Dumas, dans la municipalité de comté de Chicoutimi et comprenant:

a) la partie de la rivière Petit-Saguenay, appartenant à la Couronne, comprise entre le barrage situé sur le lot 24, du rang 1 est Petit-Saguenay et son embouchure dans la rivière Saguenay;

b) la partie de la rivière du Portage, comprise entre l'endroit où elle pénètre dans le rang 1 ouest Petit-Saguenay et son embouchure dans la rivière Petit-Saguenay;

c) une bande de trois (3) chaînes de largeur sur les terres de la Couronne et, sur les lots privés, partout où la réserve de trois (3) chaînes existe, le long des parties de cours d'eau décrites dans les paragraphes *a* et *b*.

9. Réserve de la rivière Port-Daniel.

La réserve de la rivière Port-Daniel se décrit comme suit:

a) la rivière Port-Daniel dans la municipalité de comté de Bonaventure, de sa source jusqu'à la ligne latérale entre les lots 25 et 26 du rang VI de l'arpentage primitif du canton Port-Daniel

b) une bande de terrain de trois (3) chaînes de largeur du côté ouest de la partie de la rivière Port-Daniel-Nord, décrite au paragraphe *a*;

c) une bande de terrain de trois chaînes de largeur du côté est des parties suivantes de la rivière Port-Daniel-Nord:

i) de la ligne latérale entre les lots 25 et 26 du rang VI du canton Port-Daniel jusqu'à la ligne entre les rangs VII et VIII dudit canton;

ii) dans le canton Weir.

Counties of Bonaventure and Gaspé-West and consisting of:

(a) Petite-Cascapédia River in the Counties of Bonaventure and Gaspé-West from its source including its eastern and western branches to the northern line of range V of the Township of New Richmond as well as a strip of land Measuring three chains on each side of the said river and of its two branches;

(b) that portion of ranges 1 and 11 of the Township of Flahaut, County of Bonaventure, lying between the line separating lots 46 and 47 for the one part and 58 and 59 for the other part of these two ranges with in addition, a strip of land one mile in width lying between the southwestern extension of the said lines, of the said lots, of range II, of the Township of Flahault.

8. Petit-Saguenay River Reserve.

The Petit-Saguenay River Reserve is described as follows: A territory situated in the Township of Dumas, in the municipality of the County of Chicoutimi and consisting of:

(a) that portion of Petit-Saguenay River, property of the Crown, lying between the dam situated on lot 24, of range I Petit-Saguenay east and its mouth in Saguenay River;

(b) that portion of Portage River, lying between the place where it flows into range I Petit-Saguenay west and its mouth in Petit-Saguenay River;

(c) a strip three (3) chains in width on Crown lands and, on private lots, wherever the three (3) chains exist, along those portions of the watercourses described in paragraphs *a* and *b*.

9. Port-Daniel River Reserve.

The Port-Daniel River Reserve is described as follows:

(a) the Port-Daniel River in the municipality of the County of Bonaventure, from its source to the lateral line between lots 25 and 26 of range VI according to the original survey of the Township of Port-Daniel;

(b) a strip of land three (3) chains in width on the western side of that portion of Port-Daniel North River described in paragraph *a*;

(c) a strip of land three chains in width on the eastern side of the following portions of Port-Daniel-North River:

(i) of the lateral line between lots 25 and 26 of range VI of the Township of Port-Daniel to the line between ranges VII and VIII of the said Township;

(ii) in the Township of Weir.

10. Réserve de la rivière Ristigouche.

Lot 17-A Rang UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure, dans le premier rang, rivière Ristigouche, du canton Ristigouche, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-sept-A (partie 17-A) au cadastre officiel pour lesdits rang et canton, mesurant une rod de profondeur par toute la largeur dudit lot, et étant borné comme suit: vers le nord-ouest par le résidu dudit lot appartenant à Huston Ferguson ou représentants, vers le nord-est par le lot numéro 16 appartenant à Dame Germaine Doucet ou représentants et Madawaska Corporation, vers le sud-est par la rivière Ristigouche, vers le sud-ouest par le lot 18-A appartenant à Hiran Firlotte ou représentants; avec tous les droits riverains s'y rattachant y compris les droits de pêche.

Lot 19-A, Rang UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure, dans le premier rang, rivière Ristigouche, du canton Ristigouche, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-neuf-A (partie 19-A) au cadastre officiel pour lesdits rang et canton, mesurant deux rods (2) de profondeur, par toute la largeur dudit lot, et étant borné comme suit: vers le nord-est par le lot 18-B appartenant à Dame Olive McDougall ou représentants, vers le sud-est par la rivière Ristigouche, vers le nord-ouest par le résidu dudit lot appartenant à L. Hetherington et Isabelle Hume Word ou représentants, vers le sud-ouest par le lot numéro dix-neuf-B appartenant à Murray Adams ou représentants; avec tous les droits riverains s'y rattachant y compris les droits de pêche.

Lots 20-E Rang UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure, dans le premier rang, rivière Ristigouche du canton Ristigouche, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-E (partie 20-E) du cadastre officiel pour lesdits rang et canton, comprenant toute la profondeur qu'il y a entre la rivière Ristigouche et le chemin de fer du Canadien National par toute la largeur dudit lot, et étant borné comme suit: vers le nord-ouest par le chemin de fer du Canadien National, vers le sud-ouest et vers le sud-est par la rivière du Moulin et la rivière Ristigouche, et vers le nord-est par le lot 20-F appartenant à Olive McDougall ou représentants; avec tous les droits riverains s'y rattachant y compris les droits de pêche.

Lot 21 Rang UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure, dans le premier rang,

10. Ristigouche River Reserve.

Lot 17-A Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure, in the first range, Ristigouche River, of the townships of Ristigouche, known and designated as being part of lot number seventeen-A (part 17-A) in the official cadastre for the said range and township, measuring one rod deep over the entire width of the said lot, and bounded as follows: northwesterly by the remainder of the said lot belonging to Huston Ferguson or representatives, northeasterly by lot number 16 belonging to Mrs. Germaine Doucet or representatives and Madawaska Corporation, southeasterly by Ristigouche River, southwesterly by lot 18-A belonging to Hiran Firlotte or representatives; with all riverain rights attached thereto including fishing rights.

Lot 19-A, Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure, in the first range, Ristigouche River, of the Township of Ristigouche, known and designated as being part of lot number nineteen-A (part 19-A) in the official cadastre for the said range and township, measuring two (2) rods deep, over the entire width of the said lot, and bounded as follows: northeasterly by lot 18-B belonging to Mrs. Olive McDougall or representatives, southeasterly by Ristigouche River, northwesterly by the remainder of the said lot belonging to L. Hetherington and Isabell Hume Word or representatives, southwesterly by lot number nineteen-B belonging to Murray Adams or representatives; with all riverain rights attached thereto including fishing rights.

Lot 20-E Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure, in the first range, Ristigouche River of the Township of Ristigouche, known and designated as being part of lot number twenty-E (part 20-E) in the official cadastre for the said range and township, including the entire depth between Ristigouche River and the Canadian National Railways line over the entire width of the said lot, and bounded as follows: northwesterly by the Canadian National Railways line, southwesterly and southeasterly by the du Moulin River and Ristigouche River, northeasterly by lot 20-F belonging to Olive McDougall or representatives; with all riverain rights attached thereto including fishing rights.

Lot 21 Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure, in the

rivière Ristigouche du canton Ristigouche, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt et un (partie 21) au cadastre officiel pour lesdits rang et canton, comprenant toute la profondeur qu'il y a entre le chemin de fer du Canadien National et la rivière Ristigouche par toute la largeur dudit lot, et étant borné comme suit: vers le nord-ouest par le chemin de fer Canadien National (No. 83), vers le sud-est par la rivière Ristigouche, vers le nord-est par le lot Ac appartenant à Olive McDougall ou représentants, vers le sud-ouest par une partie du lot 22-A ci-après décrite.

Lot 22-A Rang UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure, dans le premier rang, rivière Ristigouche, du canton ristigouche, connu et désigné comme étant une partie du lot vingt-deux-A (partie 22-A) du cadastre officiel pour lesdits rang et canton, mesurant deux rods de profondeur par toute la largeur dudit lot, et étant borné comme suit: vers le nord-ouest par le résidu dudit lot appartenant à Bliss Grégoire ou représentants, vers le nord-est et le sud-est par la rivière Ristigouche et un ruisseau vers le sud-ouest par une partie du lot 23-B ci-après décrite.

Lot 23-A-B-C Rang, UN, Rivière Ristigouche (Partie)

Un certain terrain ou emplacement situé dans la municipalité de comté de Bonaventure dans le premier rang, rivière Ristigouche du canton Ristigouche, connu et désigné comme étant une partie des lots 23-A-B-C au cadastre officiel pour lesdits rang et canton mesurant deux rods de profondeur, par toute la largeur desdits lots, et étant borné comme suit; vers le nord-ouest par le résidu desdits lots appartenant à Wayne Nicol et Marguerite G. Duncan ou représentants, vers le nord-est par une partie du lot 22-A décrite ci-dessus, vers le sud-est par la rivière Ristigouche et vers le sud-ouest par le lot 24-A appartenant à Marguerite G. Duncan ou représentants.

11. Réserve de la rivière Sainte-Anne.

La réserve de la rivière Sainte-Anne se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Gaspé-Ouest et comprenant:

a) la partie de la rivière Sainte-Anne, appartenant à la Couronne, comprise entre son embouchure à Sainte-Anne-des-Monts et la limite nord du parc de la Gaspésie;

b) une bande de trois (3) chaînes de largeur sur les terres de la Couronne et, sur les lots privés, partout où la réserve de trois (3) chaînes existe, le long du cours d'eau décrit dans le paragraphe *a*.

first range, Ristigouche River of the Township of Ristigouche, known and designated as being part of original lot number twenty-one (part 21) in the official cadastre for the said range and township, including the entire depth between the Canadian National Railways line and Ristigouche River over the entire width of the said lot, and bounded as follows: northwesterly by the Canadian National Railways line (No. 83), southeasterly by Ristigouche River, northeasterly by lot Ac belonging to Olive McDougall or representatives, southwesterly by part of lot 22-A described hereinafter.

Lot 22-A Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure, in the first range, Ristigouche River, of the Township of Ristigouche, known and designated as being part of lot twenty-two-A (part 22-A) in the official cadastre for the said range and township, measuring two rods deep over the entire width of the said lot, and bounded as follows: northwesterly by the remainder of the said lot belonging to Bliss Grégoire or representatives, northeasterly and southeasterly by Ristigouche River and a creek, southwesterly by part of lot 23-b described hereinafter.

Lot 23-A-B-C Range ONE, Ristigouche River (Portion)

A certain piece of land or emplacement situated in the municipality of the County of Bonaventure in the first range, Ristigouche River of the Township of Ristigouche, known and designated as being part of lots 23-A-B-C in the official cadastre for the said range and township measuring two rods deep over the entire width of the said lots, and bounded as follows: northwesterly by the remainder of the said lots belonging to Wayne Nicol and Marguerite G. Duncan or representatives, northeasterly by part of lot 22-A described hereinafter, southeasterly by Ristigouche River and southwesterly by lot 24-A belonging to Marguerite G. Duncan or representatives.

11. Ste. Anne River Reserve

The Ste. Anne River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Gaspé-West and consisting of:

(a) that portion of the Ste. Anne River, property of the Crown, lying between its mouth in Ste. Anne-des-Monts and the northern boundary of Gaspesia Park;

(b) a strip of land three (3) chains in width on Crown lands and, on private lots, wherever the three (3) chain reserve exists, along the watercourse described in paragraph *a*.

12. **Réserve de la rivière Saint-Jean.**

La réserve de la rivière Saint-Jean se décrit comme suit: Un territoire situé dans la municipalité de comté de Gaspé-Est et comprenant:

a) la partie de la rivière Saint-Jean, comprise entre le prolongement au sud de la ligne entre les lots 10 et 11 du rang II du canton York d'une part et le prolongement au sud de la ligne entre les lots 19 et 20 du rang II dudit canton d'autre part;

b) la partie de la rivière Saint-Jean, comprise entre le camp numéro trois (3) situé un peu en aval de la ligne de démarcation des blocs numéros cinquante-sept (57) et cinquante-huit (58) du canton Baillargeon d'une part et le point de confluence des rivières Saint-Jean et Saint-Jean-Sud;

c) le ruisseau Sauvage, de sa source à son embouchure dans la rivière Saint-Jean;

d) une bande de trois (3) chaînes de largeur sur les terres de la Couronne et, sur les lots privés, partout où la réserve de trois (3) chaînes existe, le long des cours d'eau décrits dans les paragraphes *a*, *b* et *c*.

395-o

12. **St. John River Reserve.**

The St. John River Reserve is described as follows: A territory situated in the municipality of the County of Gaspé-East and consisting of:

(a) that portion of St. John River lying between the southern extension of the line between lots 10 and 11 of range II of the Township of York for the one part and the southern extension of the line between lots 19 and 20 of range II of the said township for the other part;

(b) that portion of the St. John River lying between camp number three (3) situated a little downstream from the boundary line of blocks number fifty-seven (57) and fifty-eight (58) of the Township of Baillargeon for the one part and the confluence of St. John River and St. John South River;

(c) Sauvage Creek, from its source to its mouth in the St. John River;

(d) a strip of land three (3) chains in width on Crown lands and, on private lots, wherever the three (3) chain reserve exists, along the watercourses described in paragraphs *a*, *b* and *c*.

395-o

A.C. 1444-74, 17 avril 1974
Règ. 74-186, 19 avril 1974

LOI DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
(L.Q., 1972, ch. 42)

Protection de la santé publique

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements en vertu de la Loi de la protection de la santé publique (L.Q., 1972, ch. 42).

ATTENDU QUE l'article 50 de la Loi de la protection de la santé publique habilite le lieutenant-gouverneur en conseil à faire des règlements dont un projet doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expiration des 90 jours suivant cette publication ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE la publication requise par la loi a été faite dans la *Gazette officielle* du 17 octobre 1973;

ATTENDU QUE le délai de 90 jours prévu par la loi est écoulé;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE le Règlement annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de Règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique.

QUE ledit Règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement en vertu de la Loi de la protection de la santé publique

Préliminaires

INTERPRÉTATION

0.1 Loi: Dans le présent règlement, le mot « loi» signifie la Loi de la protection de la santé publique (L.Q., 1972, ch. 42).

0.2 Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « accouchement»: expulsion ou extraction complète de l'organisme maternel humain d'un produit de conception, vivant ou non;

O.C. 1444-74, 17 April 1974
Reg. 74-186, 19 April 1974

PUBLIC HEALTH PROTECTION ACT
(S.Q., 1972, ch. 42)

Public Health Protection

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulations respecting the Public Health Protection Act (S.Q., 1972, ch. 42).

WHEREAS section 50 of the Public Health Protection Act empowers the Lieutenant-Governor in Council to make regulations a draft of which must be published by the Minister in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of 90 days following such publication, they will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the publication required by the Act has been made in the *Official Gazette* dated 17 October 1973;

WHEREAS the period of 90 days prescribed by the Act has expired;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council entitled "Regulation respecting the Public Health Protection Act" be approved.

THAT the said Regulation come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the Public Health Protection Act

Preliminaries

INTERPRETATION

0.1 Act: In this Regulation, the word "Act" means the Public Health Protection Act (S.Q., 1972, ch. 42).

0.2 Definitions: In this Regulation, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

(a) "confinement": the complete expulsion or extraction from its mother of a foetus, showing sign of life or not;

b) « agents infectieux »: germes ou microorganismes capables de causer une maladie infectieuse chez l'homme ou chez l'animal;

c) « certificat de santé »: document signé par un médecin, attestant de l'état de santé d'une personne;

d) « crémation » ou « incinération »: action de brûler les restes humains ou les corps d'êtres humains décédés pour les réduire en cendres;

e) « crématorium »: installation aménagée dans le but de procéder à des crémations;

f) « columbarium »: installation aménagée dans le but de recevoir les cendres produites par crémation;

g) « camps forestiers » ou « installations temporaires »: ensemble des installations qu'un employeur établit pour loger des personnes à son emploi aux fins de travaux d'exploitation forestière ou minière, de voie ferrée, de voirie, de barrage, de scierie ou d'autres travaux analogues;

h) « désinfection »: destruction des agents infectieux par l'application directe de procédés physiques, chimiques ou biologiques;

i) « embaumer »: action de préparer, désinfecter et préserver les corps d'êtres humains décédés;

j) « embaumeur »: personne qui procède à embaumer des corps d'êtres humains décédés;

k) « établissement »: établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48);

l) « isolement »: séparation d'une personne ou d'un animal contagieux des personnes réceptives et non-infectées;

m) « manipulateur d'aliments »: personne qui, de façon régulière, produit, prépare, conditionnne, transporte ou distribue des aliments ou boissons destinés à la consommation par des personnes autres que les membres de sa propre famille;

n) « ministre »: le ministre des affaires sociales;

o) « porteur de germes »: personne qui, sans présenter les symptômes d'une maladie à déclaration ou traitement obligatoire, héberge en elle-même l'agent causal d'une telle maladie;

p) « quarantaine »: limitation de la liberté de déplacement de personnes bien portantes ou d'animaux domestiques sains ayant été en contact avec l'agent causal d'une maladie transmissible, pendant une période égale à la plus longue durée habituelle d'incubation de cette maladie;

(b) "infectious agents": germs or microorganisms capable of causing an infectious disease in man or animals;

(c) "health certificate": document signed by a physician, attesting to the state of health of a person;

(d) "cremation" or "incineration": act of burning the human remains or bodies of deceased persons for the purpose of reducing them to ashes;

(e) "crematorium": an installation equipped for cremation purposes;

(f) "columbarium": an installation equipped for the purpose of receiving the ashes resulting from a cremation;

(g) "forest camps" or "temporary installations": the overall installations that an amployer establishes to lodge those persons employed by him for the purposes of carrying out forestry or mining operations, railroad, road, dam, saw-mill or other similar works;

(h) "disinfection": the destruction of infectious agents by the direct application of physical, chemical or biological processes;

(i) "embalming": the act of preparing, disinfecting and preserving the bodies of deceased persons;

(j) "embalmer": a person who embalms the bodies of deceased persons;

(k) "establishment": an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (S.Q., 1971, ch. 48);

(l) "isolation": the separation of a person or animal having a contagious disease from susceptible and uninfected persons;

(m) "food handler": a person who regularly produces, prepares, conditions, carries or dispenses food or beverages destined for consumption by persons other than members of his own family;

(n) "Minister": the Minister of Social Affairs;

(o) "germ carrier": a person who, without showing the symptoms of a disease that must be declared or a disease entailing compulsory treatment, carries within his or her body the causal agent of such disease;

(p) "quarantine": the limitation of freedom of movement of healthy persons or healthy domestic animals who have been in contact with the causative agent of a transmissible disease, for a period equal to the longest habitual incubation period of that disease;

q) «résident»: un résident au sens de la section VI du Règlement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (A.C. 3322-72 du 8 novembre 1972);

r) «restes humains»: partie du corps d'un être humain décédé ou parties détachées du corps d'un être humain vivant;

s) «services de santé courants»: services de santé d'ordre général, y compris les premiers soins, la prestation des soins essentiels à la survie et le transport à un centre hospitalier.

(q) ''resident'': a resident within the meaning of Division VI of the Regulation under the Health Services and Social Services Act (O.C. 3322-72 dated 8 November 1972);

(r) ''human remains'': part of the body of a deceased person or parts detached from the body of a living person;

(s) ''standard health services'': general health services including first aid, the providing of care essential for survival and the transport to a hospital centre;

Chapitre I

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES, DE MARIAGES, DE DÉCÈS, D'ADOPTIONS, AVIS DE DIVORCE ET DE NULLITÉ DE MARIAGE

Dispositions générales

1.001 Transmission: Les déclarations faites en vertu des articles 38, 39 et 40 de la Loi doivent être signées par le déclarant et transmises par courrier au Registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec.

Les déclarations sont faites suivant les formulaires produits en annexe au présent règlement et le déclarant doit fournir tous les renseignements requis par ces formulaires.

1.002 Erreur: Une personne qui a signé ou transmis une déclaration conformément aux articles 38, 39 ou 40 de la Loi doit sans délai adresser un avis de correction si elle se rend compte qu'elle a commis une erreur ou si elle obtient une information supplémentaire; elle doit fournir à l'appui de ses prétentions toute preuve documentaire en sa possession.

Copie de cet avis doit être transmise aux autres personnes qui ont signé le formulaire visé à l'alinéa précédent.

1.003 Enquête: Le ministre peut demander à un enquêteur de procéder à une enquête pour établir la véracité d'une déclaration ou obtenir un renseignement dont il a droit de prendre connaissance.

1.004 Lorsqu'une déclaration incomplète lui est adressée, le ministre, ou toute personne qu'il autorise, peut la retourner au déclarant ou à toute autre personne susceptible de fournir les renseignements manquants et demander que la déclaration soit complétée et retournée dans les 30 jours.

Chapter I

DECLARATIONS OF BIRTH, MARRIAGE, DEATH AND ADOPTION AND NOTICES OF DIVORCE AND ANNULMENT OF MARRIAGE

General provisions

1.001 Transmission: The declarations made under sections 38, 39 and 40 of the Act must be signed by the declarant and mailed to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec.

The declaration shall be made in the forms annexed to this Regulation and the declarant must give all information required in the said forms.

1.002 Error: A person who has signed or sent a declaration in accordance with sections 38, 39 or 40 of the Act must immediately give notice of an erratum if he discovers that he has made a mistake or if he obtains additional information; he must provide, in support of his claims, all documentary proof in his possession.

A copy of such notice must be sent to the other persons who signed the form contemplated in the preceding paragraph.

1.003 Inquiry: The Minister may ask an investigator to make an inquiry to establish the truth of a declaration or obtain information to which he is legally entitled.

1.004 When an incomplete declaration has been addressed to him, the Minister, or any person authorized by him, may return it to the declarant or to any other person who might provide the missing information and ask that it be completed and returned within 30 days.

1.005 Les renseignements sont fournis au meilleur de la connaissance personnelle du déclarant, lequel doit indiquer son absence de connaissance personnelle de certains faits ou sa source d'information s'il y a lieu.

1.006 Le ministre procède à la correction de toute déclaration faite en vertu des articles 38, 39 ou 40 lorsqu'il vient à sa connaissance que telle correction est nécessaire pour rendre la déclaration conforme à la réalité.

Section 1

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES

1.101 **Contenu de la déclaration:** Une déclaration de naissance au sens de l'article 38 de la Loi doit être faite à l'occasion de chaque accouchement.

S'il s'agit d'un enfant né vivant, le formulaire SP-1 produit en annexe au présent règlement doit être rempli.

S'il s'agit d'un enfant mort-né ou du produit d'un avortement thérapeutique, le formulaire SP-4 doit être rempli.

Tout formulaire rempli doit être transmis au Registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après l'accouchement. Toutefois, lorsque le produit de conception pèse moins de 500 grammes, la transmission peut être faite jusqu'à 30 jours après l'accouchement.

1.102 **Établissement:** Lorsqu'un accouchement a lieu dans un établissement, il appartient au directeur général de voir à ce que la déclaration de naissance soit remplie et transmise conformément à la Loi et aux présent règlement.

1.103 Si l'accouchement a lieu ailleurs que dans un établissement, le médecin qui a assisté la mère ou, si aucun médecin n'a assisté la mère, l'infirmière, la sage-femme ou la personne qui l'a assistée est responsable de voir à ce que la déclaration soit remplie et transmise.

1.104 **Jumeaux:** Si un accouchement donne lieu à plus d'un produit de conception, un formulaire doit être rempli pour chacun d'entre eux et l'ordre d'arrivée doit être indiqué.

1.105 Le déclarant remet à la mère de l'enfant, à son père ou à son gardien une attestation qu'une déclaration de naissance a été faite conformément à la Loi et au présent règlement.

1.106 **Enfant trouvé:** Un établissement, un organisme ou une personne qui accepte de prendre en charge un enfant trouvé vivant et apparemment âgé de moins d'un

1.005 Information shall be given according to the best personal knowledge of the declarant who must indicate his lack of personal knowledge regarding certain facts and his source of information where necessary.

1.006 The Minister shall correct any declaration made under sections 38, 39 or 40 when he is informed that such correction is necessary to make the declaration conform to facts.

Division 1

DECLARATIONS OF BIRTH

1.101 **Content of the declaration:** A declaration of birth within the meaning of section 38 of the Act must be made at each confinement.

In the case of a live birth, Form SP-1 annexed to this Regulation must be completed.

In the case of a stillbirth or therapeutic abortion, Form SP-4 must be completed.

Every completed form must be sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later that 8 days following a confinement. However, when the product of conception weighs less than 500 grams, the form may be sent up to 30 days following confinement.

1.102 **Establishment:** When a confinement takes place in an establishment, the general manager shall ensure that the declaration of birth is completed and sent in accordance with the Act and this Regulation.

1.103 If the confinement takes place other than in an establishment, the physician who attended the mother or, if no physician has attended the mother, the nurse, midwife or person who attended her shall ensure that the declaration is completed and sent.

1.104 **Twins:** When a confinement results in more than one product of conception, a form must be completed for each and the order of arrival must be indicated.

1.105 The declarant shall give to the child's mother, father or guardian an attestation that a declaration of birth has been made in accordance with the Act and this Regulation.

1.106 **Foundling:** An establishment, body or person that accepts the care of a child who is found alive and who is apparently under one year old must fill in and

an, doit remplir et transmettre un formulaire SP-1 dans les 8 jours suivant cette prise en charge; la mention «enfant trouvé» doit alors être inscrite au lieu et place des informations non disponibles.

1.107 Le fonctionnaire de l'état civil qui rédige un acte de naissance conformément au Code civil doit exiger que lui soit remise une attestation de la déclaration de naissance.

Section 2

DÉCLARATIONS DE MARIAGES

1.201 Contenu de la déclaration: Une déclaration de mariage au sens de l'article 39 de la Loi doit être faite par le célébrant en remplissant le formulaire SP-2 produit en annexe au présent règlement.

1.202 Transmission: Le formulaire dûment rempli doit être transmis au Registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après la célébration du mariage. Une copie du formulaire doit en outre être remise aux époux.

Section 3

DÉCLARATION DE DÉCÈS

1.301 Contenu de la déclaration: Une déclaration de décès au sens de l'article 40 de la Loi doit être effectuée en remplissant le formulaire SP-3 produit en annexe au présent règlement et transmise au Registre de la population, ministère des affaires sociales, Québec, au plus tard 72 heures après la constatation du décès.

1.302 Cause de la mort: La cause de la mort doit être indiquée de la façon la plus précise possible, exposant le nom de la maladie dont souffrait le décédé ou, en cas de mort violente, les circonstances de la mort.

1.303 Délai: Lorsqu'un décès survient dans un établissement, la partie de la déclaration relative à la certification médicale du décès doit être remplie dans les 18 heures qui suivent le décès sauf dans les cas dont le coroner doit prendre charge conformément à la Loi des conorers (L.Q.,1966/67, ch. 19).

1.304 Condition préalable: Un embaumeur, un directeur de funérailles ou une autre personne ne peut prendre possession d'un cadavre ni effectuer sur lui quelque opération sans que lui soit remise une attestation de la déclaration de décès; il doit la conserver pendant au moins 5 années dans un endroit facile d'accès et l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

send Form SP-1 within 8 days following such decision to care for the child; the mention "foundling" must then be entered in the "unavailable information" section.

1.107 The civil status officer who draws up an act of birth in accordance with the Civil Code must require that an attestation of the declaration of birth be remitted to him.

Division 2

DECLARATIONS OF MARRIAGE

1.201 Content of the declaration: A declaration of marriage within the meaning of section 39 of the Act must be made by the officer who solemnized the marriage by completing Form SP-2 annexed to this Regulation.

1.202 Transmission: The duly completed form must be sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later than 8 days after the solemnization of the marriage. A copy of the form must, moreover, be remitted to the parties married.

Division 3

DECLARATION OF DEATH

1.301 Content of the declaration: A declaration of death within the meaning of section 40 of the Act must be made by completing Form SP-3 annexed to this Regulation and sent to the Population Register, Department of Social Affairs, Québec, not later than 72 hours after the confirmation of death.

1.302 Cause of death: The cause of death must be indicated in the most precise manner possible, stating the name of the disease from which the deceased person suffered or, in the case of violent death, the circumstances of death.

1.303 Time limit: When death occurs in an establishment, the part of the declaration relating to the medical certification of death must be completed whithin 18 hours after the time of death except in cases which must be entrusted to the coroner in accordance with the Coroners Act (S.Q., 1966/67, ch. 19).

1.304 Prerequisite: No embalmer, funeral director or other person may take possession of a body or carry out any operation on such body without having been given a copy of an attestation of the declaration of death; he must keep the attestation for at least 5 years in a readily accessible place and exhibit it, upon request, to any investigator appointed under the Act.

1.305 Le déclarant doit indiquer l'endroit et le moment précis du décès.

1.306 **Navire:** Un décès survenant à bord d'un navire, d'un train ou d'un avion doit être déclaré si la personne décédée résidait au Québec.

1.307 **Jugement déclaratif de décès:** Lorsqu'un jugement déclaratif de décès est prononcé, le protonotaire du district où le jugement est rendu doit transmettre sans délai, à l'adresse mentionnée à l'article 1.301, une copie du certificat de décès qu'il délivre conformément à l'article 72 du Code civil.

1.308 **Cadavres trouvés:** Lorsqu'un cadavre humain est trouvé et que le coroner ne fixe pas la date et le lieu du décès, le ministre peut déterminer le moment présumé du décès comme étant le point milieu entre le moment de la disparition de la personne et le moment de la découverte de son cadavre; si le moment de la disparition n'est pas connu, la date de la découverte du cadavre est considérée comme la date du décès.

1.309 Lorsque le cadavre d'une personne décédée hors du Québec est introduit au Québec, la personne ayant responsabilité du transport du cadavre doit voir à ce qu'un formulaire SP-3 soit transmis à l'adresse mentionnée à l'article 1.301.

Section 4

DÉCLARATIONS D'ADOPTIONS

1.401 Le greffier du tribunal qui a rendu un jugement d'adoption ou, dans le cas d'un jugement d'adoption prononcé en dehors du québec, les personnes déclarées parents adoptifs en vertu d'un tel jugement, doivent adresser sans délai copie de ce jugement à l'adresse mentionnée à l'article 1.301.

Chapitre II

LES MALADIES

Section 1

LES MALADIES À DÉCLARATION OBLIGATOIRE

2.101 **Liste des maladies à déclaration obligatoire:** Les maladies suivantes sont à déclaration obligatoire:

a) le botulisme;
le charbon;
le choléra;
la fièvre jaune;
la peste;

1.305 The declarant must indicate the place and precise time of death.

1.306 **Ship:** A death which occurs aboard a ship, train or plane must be declared if the deceased person resided in Québec.

1.307 **Declaratory judgment of death:** When a declaratory judgment of death is rendered, the prothonotary of the district in which the judgment is rendered must send at once to the address mentioned in section 1.301, a copy of the certificate of death which he shall issue in accordance with article 72 of the Civil Code.

1.308 **Bodies found:** When a human body is found and the coroner does not fix the date and place of death, the Minister may determine the presumed time of death as being the middle point between the person's time of disappearance and the time of discovery of his body; if the time of disappearance is unknown, the date of discovery of the body shall be considered the date of death.

1.309 When the body of a person who has died outside the province of Québec is brought into Québec, the person responsible for the transport of the body must ensure that Form SP-3 is sent to the address mentioned in section 1.301.

Division 4

DECLARATIONS OF ADOPTION

1.401 The clerk of the court that has rendered a judgment of adoption or, in the case of a judgment of adoption rendered outside Québec, the persons declared adoptive parents by virtue of such judgment, must address a copy of the judgment without delay to the address mentioned in section 1.301.

Chapter II

DISEASES

Division 1

DISEASES THAT MUST BE DECLARED

2.101 **List of diseases that must be declared:** The following diseases must be declared:

(a) botulism;
anthrax;
cholera;
yellow fever;
plague;

la toxi-infection alimentaire de nature épidémique;
la variole;

b) l'amibiase;
la brucellose;
la diphtérie;
la dysenterie à bacilaire;
l'encéphalite à arthropodes;
les fièvres entériques dues à autres Salmonellas;
la fièvre pourprée des Montagnes Rocheuses;
la fièvre Q;
la fièvre récurrente;
la fièvre typhoïde et paratyphoïde;
la gastro-entérite et autres syndromes dus à yersinia entérocolitica;
l'hépatite infectieuse et sérique;
la lèpre;
la méningite à méningo;
la méningite aseptique à entérovirus;
le paludisme;
la poliomyélite paralytique;
la psittacose;
la rage;
le tétanos;
la tuberculose;
la tularémie;
la trichinose;
le typhus;

c) la coqueluche;
les oreillons;
la rougeole;
la rubéole.

2.102 Les maladies énumérées au paragraphe *a* de l'article 2.101 doivent être déclarées par téléphone ou télégramme dès qu'elles sont découvertes en plus d'être déclarées par écrit dans les 48 heures.

Celles qui sont énumérées au paragraphe *b* doivent être déclarées par écrit dans les 48 heures.

Celles qui sont énumérées au paragraphe *c* doivent être déclarées par écrit chaque semaine.

2.103 La déclaration écrite d'une maladie visée à chacun des paragraphes *a* ou *b* de l'article 2.101 doit comprendre le diagnostic, le résultat des examens de laboratoire le cas échéant, la date du début de la maladie, les nom, prénom, adresse, âge, sexe et occupation de la personne atteinte.

La déclaration d'une maladie visée au paragraphe *c* de l'article 2.101 doit comprendre le diagnostic, la date du début de la maladie, l'âge et le sexe de la personne atteinte.

Toute déclaration d'une maladie visée à l'article 2.101 ou d'une maladie vénérienne doit être adressée au Service des maladies infectieuses, ministère des affaires sociales, Québec.

food poisoning of an epidemic nature;
smallpox;

(b) amebiasis;
brucellosis;
diphtheria;
bacillary dysentery;
arthropodal encephalitis;
enteric fevers due to other salmonellas;
Rocky Mountain spotted fever;
Q fever;
relapsing fever;
typhoid and paratyphoid fever;
gastro-enteric and other syndromes due to yersinia entercolitis;
infectious and serum hepatitis;
leprosy;
meningo meningitis;
enteroviral aseptic meningitis;
malaria;
paralytic poliomyelitis;
psittacosis;
rabies;
tetanus
tuberculosis;
tularemia;
trichinosis;
typhus;

(c) pertussis;
mumps;
measles;
rubeola.

2.102 The diseases listed in paragraph *a* of section 2.101 must be declared by telephone or telegram as soon as they are discovered and shall, in addition, be declared in writing within 48 hours.

Those which are listed in paragraph *b* must be declared in writing within 48 hours.

Those which are listed in paragraph *c* must be declared in writing each week.

2.103 The written declaration of a disease contemplated in paragraphs *a* or *b* of section 2.101 must include the diagnosis, the result of the laboratory examinations where applicable, the date of the beginning of the disease, the name, first name, address, age, sex and occupation of the infected person.

The declaration of a disease contemplated in paragraph *c* of section 2.101 must include the diagnosis, the date of the beginning of the disease, the age and sex of the infected person.

Every declaration of a disease contemplated in section 2.101 or of a venereal disease must be addressed to the Infectious Disease Service, Department of Social Affairs, Québec.

2.104 Les cas de maladies à déclaration obligatoire constatés dans un centre hospitalier doivent être rapportés quotidiennement au directeur des services professionnels ou au directeur général, lequel fait les déclarations visées à l'article 5 de la Loi.

Le directeur des services professionnels ou le directeur général doit en outre remettre copie de toute déclaration au chef du département de santé communautaire du centre, s'il y en a un, ou, s'il n'y en a pas, transmettre telle copie au chef du département de santé communautaire du centre hospitalier le plus rapproché où existe un tel département.

2.105 La déclaration d'un cas de maladie vénérienne doit mentionner par écrit le diagnostic et la phase de la maladie au moment de la déclaration, le résultat des examens de laboratoire ou la nature du traitement projeté ou en cours. S'il s'agit d'une femme enceinte, la déclaration doit mentionner également la date prévue pour l'accouchement. La déclaration doit être transmise au plus tard 48 heures après la connaissance du déclarant.

2.106 Lorsqu'un pathologiste, un coroner ou un médecin légiste constate ou est informé qu'une personne décédée souffrait d'une maladie à déclaration obligatoire, il doit sans délai faire une déclaration conformément à l'article 2.104.

Section 2

LES MALADIES À TRAITEMENT OBLIGATOIRE

2.201 Toute personne atteinte d'une maladie vénérienne, de variole ou de tuberculose en phase contagieuse doit se rapporter sans délai à un médecin afin de recevoir les traitements requis pour sa condition et prévenir la contagion.

2.202 Le parent, le tuteur, le curateur ou le gardien d'une personne atteinte d'une maladie visée à l'article 2.201 doit faire en sorte que cette personne reçoive les traitements requis pour son état.

2.203 Une personne atteinte ou vraisemblablement atteinte de variole doit être immédiatement placée en situation d'isolement à sa résidence jusqu'à ce qu'une admission soit faite dans un centre hospitalier ayant les ressources nécessaires pour assurer le traitement.

Un centre hospitalier disposant des ressources nécessaires doit admettre d'urgence toute personne atteinte ou vraisemblablement atteinte de variole.

2.204 Un directeur des services professionnels ou un médecin qui a connaissance qu'une personne refuse,

2.104 Cases of diseases that must be declared which are diagnosed in a hospital centre must be reported daily to the director of professional services or the general manager who shall make the declarations contemplated in section 5 of the Act.

The director of professional services or the general manager must, moreover, give a copy of every declaration to the head of the community health department of the centre, if there is one; where none exists, he must send such copy to the head of the community health department of the nearest hospital centre in which there is such a department.

2.105 The declaration of a case of venereal disease must mention, in writing, the diagnosis and the stage of the disease at the time of the declaration, the result of the laboratory examinations or the nature of the treatment planned or underway. In the case of a pregnant woman, the declaration must also mention the expected date of confinement. The declaration must be sent not later than 48 hours after the declarant has taken cognizance thereof.

2.106 When a pathologist, coroner or medical expert ascertains or is informed that a deceased person had a disease that must be declared, he must forthwith make a declaration in accordance with section 2.104.

Division 2

DISEASES ENTAILING COMPULSORY TREATMENT

2.201 Every person infected with venereal disease, smallpox or tuberculosis at a contagious phase must report at once to a physician in order to receive the treatment required for his condition and to prevent contagion.

2.202 The parent, tutor, curator or guardian of a person infected with a disease contemplated in section 2.201 must take the necessary steps to ensure that such person receive the treatments required for his condition.

2.203 A person suffering from or seemingly suffering from smallpox must be immediately isolated in his residence until admission to a hospital centre with the resources necessary to ensure treatment.

A hospital centre with the necessary resources must allow the emergency admission of any person having or seeming to have smallpox.

2.204 A director of professional services or a physician who is aware that a person refuses, neglects or ceases

néglige ou cesse de suivre le traitement requis pour une maladie visée à l'article 2.201 doit en aviser le chef du Service des maladies infectieuses au ministère des affaires sociales. Celui-ci peut alors:

1) charger un médecin de faire enquête; ou

2) faire une requête conformément aux dispositions des articles 12 et 13 de la Loi afin d'obtenir une ordonnance enjoignant à la personne de se soumettre à des traitements.

2.205 Le chef du Service des maladies infectieuses au ministère des affaires sociales de même que le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier doivent prendre les mesures nécessaires pour prévenir et enrayer la contagion et protéger la santé de la population lorsqu'une maladie à déclaration obligatoire leur a été signalée.

2.206 Un non-résident atteint d'une maladie visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2.101 ne peut être admis sur le territoire du Québec que sur autorisation écrite du ministre.

2.207 Les manipulateurs d'aliments ainsi que les personnes préposées au soin des malades doivent subir des examens annuels pour déterminer s'ils sont atteints de tuberculose ou porteurs de germes de salmonelles et, le cas échéant, suivre les traitements nécessaires.

2.208 Lorsqu'une personne est appréhendée ou incarcérée pour un délit sexuel ou comme prostituée ou proxénète, elle doit se soumettre à un examen visant à déterminer si elle est atteinte d'une maladie vénérienne. Si la personne est vraisemblablement atteinte d'une maladie vénérienne, elle doit subir le traitement approprié.

Chapitre III

CONDITIONS DE PRÉPARATION, D'EMBAUMEMENT, DE CRÉMATION OU D'INCINÉRATION DES DÉFUNTS, LES PERSONNES POUVANT EFFECTUER CES OPÉRATIONS ET LES ENDROITS OÙ ELLES PEUVENT ÊTRE CONDUITES

Dispositions générales

3.001 Un directeur de funérailles ou un embaumeur qui prend possession d'un cadavre humain contenant possiblement des radioisotopes doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les membres de son personnel appelés à manipuler le cadavre et doit faire en sorte d'éliminer toute source radioactive.

Toute source scellée de radioactivité doit être retirée d'un cadavre avant son embaumement ou crémation.

to undergo the treatment required for a disease contemplated in section 2.201 must so advise the head of the Infectious Disease Service at the Department of Social Affairs. The latter may then:

(1) charge a physician with an inquiry thereinto; or

(2) make an inquiry in accordance with the provisions of sections 12 and 13 of the Act in order to obtain an order enjoining the person to undergo treatment.

2.205 The head of the Infectious Disease Service at the Department of Social Affairs as well as the head of the community health department of a hospital centre must take the measures necessary to prevent and arrest contagion and protect the health of the population when a disease that must be declared has been made known to them.

2.206 A non-resident suffering from a disease contemplated in paragraphs *a* or *b* of section 2.101 shall be admitted to the territory of Québec only after the Minister's written authorization has been obtained.

2.207 Food handlers as well as persons who take care of the sick must undergo annual examinations to determine whether they have tuberculosis or whether they are salmonella germ carriers and, where necessary, must undergo the necessary treatment.

2.208 When a person is apprehended or imprisoned for a sexual offence or as a prostitute or procuress, such person must undergo an examination to determine whether or not the latter has venereal disease. If it appears that the person is infected with venereal disease, such person must undergo the appropriate treatment.

Chapter III

CONDITIONS OF PREPARATION, EMBALMING, CREMATION, OR INCINERATION OF DECEASED PERSONS, THE PERSONS WHO MAY CONDUCT SUCH OPERATIONS AND THE PLACES WHERE THEY MAY BE CARRIED ON

General Provisions

3.001 A funeral director or embalmer who takes possession of a human body which might possibly contain radioisotopes must take all the necessary steps to protect the members of his staff who are called upon the handle the body, and he must take the necessary measures to eliminate any radioactive source.

Every sealed source of radioactivity must be removed from a body before ambalming or incineration thereof.

3.002 Aucune photographie d'un cadavre humain ne peut être prise, sauf sous autorité du ministère de la justice ou avec le consentement écrit du conjoint de la personne ou de l'un de ses plus proches parents.

Section 1

EMBAUMEMENT

3.101 Toute installation servant à des opérations d'embaumement doit avoir une dimension d'au moins 150 pieds carrés de plancher par table d'embaumement et doit être exclusivement utilisée à cette fin. Elle doit être isolée par des murs ou des parois adéquats.

3.102 Telle installation doit comprendre une table recouverte d'acier inoxydable ou de porcelaine vitrifiée et les armoires nécessaires pour ranger les instruments d'embaumement. Les murs et l'ameublement doivent être faits de matériaux facilement lavables. Les planchers doivent être faits de tuiles ou de tout autre matériau non-poreux et résistant à l'eau et posséder des drains pour l'évacuation de l'eau. Un évier en fonte émaillée ou en acier inoxydable doit être constamment maintenu en bon état.

3.103 L'installation doit comprendre un service d'eau chaude et d'eau froide, sous pression et en quantité suffisante pour les opérations qui s'y font de même que pour le nettoyage de la pièce; les eaux résiduaires ou usées doivent se déverser dans l'égout collecteur ou dans une fosse septique adéquate.

3.104 L'installation doit profiter d'un système de ventilation naturelle ou artificielle suffisant pour y assurer la salubrité.

3.105 Les lieux d'embaumement et l'équipement utilisé doivent être entretenus avec la plus grande propreté; après chaque opération, les lieux doivent être nettoyés à grande eau et au savon puis lavés avec une solution antiseptique.

3.106 Un embaumement doit être effectué au moyen d'un liquide désinfectant approprié autre que le formol.

3.107 Aucun embaumement ne peut avoir lieu avant 6 heures après la constatation du décès.

3.108 Tout cadavre humain qui doit être exposé pendant plus de 24 heures ou dont l'exposition commence plus de 18 heures après le décès doit être embaumé.

Toutefois, le cadavre d'une personne décédée de la variole, de la peste ou du choléra ne peut être embaumé. Il doit être incinéré sans délai.

3.002 No person may take a photograph of a human body without the authorization of the Department of Justice or without the written consent of the deceased person's spouse or next of kin.

Division I

EMBALMING

3.101 Every installation used for embalming operations must contain a floor area of not less than 150 square feet per embalming table and must be used solely for this purpose. It must be isolated by walls or adequate partitions.

3.102 Such installation must be equipped with a table covered with stainless steel or with glazed porcelain and have the necessary cabinets for storing embalming instruments. The walls and furniture must be built of easily washable material. The floors must be of tile or any other non-porous water-repellent material and contain drains for disposal of water. An enameled cast iron or stainless steel sink must be kept in good working order at all times.

3.103 The installation must be equipped with a hot and cold water supply under pressure and in a quantity sufficient for the operations performed therein as well as for cleaning the room; waste water must flow into the main sewer or into an adequate septic tank.

3.104 The installation must be equipped with a natural or artificial ventilation system capable of ensuring adequate sanitation.

3.105 The embalming premises and equipment utilized must be kept spotlessly clean; after each operation, the premises must be cleaned with water under pressure and soap and then washed with an antiseptic solution.

3.106 Embalming must be performed by means of an appropriate disinfectant liquid other than formol.

3.107 No embalming may be performed before the expiry of 6 hours after confirmation of death.

3.108 Every human body that must be exposed during more than 24 hours or whose exposure commences more than 18 hours after the time of death must be embalmed.

However, the body of a person who died of smallpox, plague or cholera shall not be embalmed. The body must be incinerated without delay.

3.109 Un cadavre humain doit être conservé à une température inférieure à 42°F (5.5°C) avant d'être embaumé ou incinéré.

3.110 Le détenteur d'un permis d'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent effectuer leur travail privément, avec l'attention et le soin requis afin de prévenir tout danger de contamination; ils doivent éviter toute mutilation du corps de l'être humain décédé et toute atteinte inutile à son intégrité physique.

3.111 Pour effectuer leur travail, l'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent être munis d'un sarrau imperméable, d'un couvre-chef et de gants de caoutchouc; ces vêtements doivent être lavés après chaque opération.

3.112 Si des organes doivent être enlevés au cours de l'embaumement, ils doivent être placés dans des récipients étanches et replacés ensuite dans le corps de l'être humain décédé.

Le sang, les sécrétions et les excrétions doivent être recueillis au moyen de récipients appropriés et être jetés d'une manière sanitaire en les vidant dans une cuvette de toilette à chasse d'eau ou dans un évier-vidoir spécial; il est cependant interdit de jeter d'autres matières provenant du corps d'un être humain décédé.

3.113 Tout le matériel, les objets ou les substances irrécupérables ayant servi aux opérations d'embaumement doivent être brûlés dans un fourneau ou un incinérateur spécial.

3.114 Un embaumeur ne peut procéder à l'embaumement d'un cadavre lorsqu'il soupçonne ou est informé que la personne est décédée des suites d'un accident, d'un homicide, d'un suicide ou d'une autre cause non naturelle avant d'avoir obtenu une autorisation d'un coroner, du ministre ou d'un médecin à qui celui-ci a donné par écrit le pouvoir de délivrer telles autorisations.

Section 2

CRÉMATION

3.201 Personne effectuant les crémations: Une incinération ou crémation du corps d'un être humain décédé ne peut être effectuée que sur autorisation écrite d'un coroner.

Un établissement peut procéder à des crémations. Il ne peut toutefois procéder à la crémation d'un enfant mort-né que lorsqu'un formulaire SP-4 a été dûment rempli et que le père ou la mère de l'enfant a autorisé par écrit la crémation. Il ne peut en aucun cas procéder à la crémation d'un enfant né vivant et âgé de moins de 60 jours au moment du décès.

3.109 A human body must be kept at a temperature lower than 42°F (5.5°C) before being embalmed or incinerated.

3.110 The holder of an embalmer's permit and the staff employed by him must perform their work in private, and with the due care and attention required to prevent danger of contamination; they must avoid mutilating the body of a deceased human being and must not uselessly impair his physical integrity.

3.111 In the performance of their work, the embalmer and his staff must wear a waterproof smock, headgear and rubber gloves; these articles of clothing must be washed after each operation.

3.112 If it is necessary to remove the organs in the course of embalming, they must be placed in water-tight and air-tight receptacles and afterwards replaced in the body of the deceased human being.

Blood, secretions and excretions must be collected in appropriate receptacles and disposed of in a sanitary manner by emptying them into a flushing toilet or a special fushing sink; it is, however, prohibited to dispose of any other matter from the body of a deceased human being.

3.113 All non-recoverable material, objects or substances that have been used for embalming operations must be burnt in a special furnace or incinerator.

3.114 No embalmer shall embalm a body if he suspects or is informed that the person's death occurred as a result of an accident, homicide, suicide or other unnatural cause unless he has obtained authorization from a coroner, the Minister or a physician to whom the Minister has given in writing the power to issue such authorizations.

Division 2

CREMATION

3.201 Person performing cremations: The incineration or cremation of the body of a deceased human being may only be carried out with the written authorization of a coroner.

An establishment may perform cremations. It may, however, proceed to the cremation of a stillborn child only when Form SP-4 has been duly completed and the child's father or mother has authorized the cremation in writing. It may under no circumstances carry out the cremation of a liveborn child who is less than 60 days old at the time of death.

Hors d'un établissement, seul un détenteur d'un permis de directeur de funérailles autorisant à procéder à des crémations peut y procéder.

3.202 Une crémation ne peut être effectuée que dans un crématorium aménagé et opéré de façon à prévenir tout danger de contamination et éviter toute pollution. Telle installation doit être notamment pourvue d'un four en pierre à feu constamment tenu en bon état.

3.203 Les cendres provenant d'une crémation doivent être enterrées dans un cimetière ou déposées dans une boîte ou urne de métal identifiée au nom du défunt et conservées dans un columbarium à moins que le défunt n'ait manifesté par écrit le désir qu'il en soit disposé autrement.

3.204 Un columbarium ne peut être possédé, opéré et maintenu que par une personne détenant un permis de directeur de funérailles l'autorisant à maintenir un columbarium.

La personne qui maintient un columbarium ne peut jamais se départir des cendres qui y sont conservées et doit tenir un registre permettant l'identification de toutes les boîtes ou urnes contenant des cendres.

Toute installation servant de columbarium doit être à l'épreuve du feu.

3.205 **Coroner:** Un coroner ne délivre une autorisation de crémation que s'il est en mesure d'établir la cause du décès, à partir d'un diagnostic médical confirmé par la déclaration de décès.

En cas de doute, le coroner doit faire procéder à une autopsie. Il doit ensuite remplir le formulaire SP-3 produit en annexe au présent règlement et l'adresser au ministre.

3.206 Aucune crémation ne peut avoir lieu avant 12 heures après la constatation du décès.

Chapitre IV

DÉSINFECTION, CADAVRES CONTAGIEUX, ANIMAUX CONTAGIEUX

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LA DÉSINFECTION

4.101 Dans tout lieu où séjournent ou ont séjourné des malades atteints d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101, y compris une chambre située dans un établissement, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir la dissémination des agents infectieux et la contamination.

Outside an establishment, cremations may be carried out only by the holder of funeral director's permit authorizing him to perform cremations.

3.202 Cremations may only be carried out in a crematorium equipped and operated so as to prevent any danger of contamination and avoid any pollution. Such installation must, in particular, be provided with a fire-brick oven kept in good working order at all times.

3.203 The ashes resulting from a cremation must be buried in a cemerety or deposited in a metal box or urn identifying the name of the deceased person and must be kept in a columbarium unless the deceased expressed his intention in writing that they be disposed of otherwise.

3.204 A columbarium may be owned, operated and maintained only by a person holding a funeral director's permit authorizing him to maintain a columbarium.

The person who maintains a columbarium shall not dispose of the ashes kept therein and must keep a register permitting the identification of all the boxes or urns containing ashes.

Every installation used as a columbarium must be fireproof.

3.205 **Coroner:** A coroner shall issue an authorization for cremation only where he is able to determine the cause of death based on a medical diagnosis confirmed by the declaration of death.

In case of doubt, the coroner must require that an autopsy be performed. He must then complete Form SP-3 annexed to this Regulation and forward it to the Minister.

3.206 No cremation may be performed before the expiry of 12 hours after confirmation of death.

Chapter IV

DISINFECTION, CONTAGION IN BODIES, CONTAGION IN ANIMALS

Division I

GENERAL PROVISIONS RESPECTING DISINFECTION

4.101 All the necessary steps must be taken to check the spread of infectious agents and contamination in all places where patients suffering from one of the diseases enumerated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101 are or were being treated, including a room situated in an establishment.

Il est notamment obligatoire de:

1) brûler les articles à usage unique comme les papiers ou les pansements et les objets de peu de valeur possiblement souillés ou contaminés;

2) nettoyer et désinfecter séparément les couvertures de lit, taies d'oreillers, draps, vêtements de nuit, serviettes, débarbouillettes et autres pièces de lingerie ou de vêtements utilisés par les malades ou s'étant trouvés dans le lieu;

3) laver séparément et stériliser la vaisselle, la verrerie et les ustensiles étant entrés en contact avec le malade;

4) détruire les aliments servis au malade mais non utilisés;

5) nettoyer et désinfecter immédiatement toute pièce d'instrument et d'appareil ayant servi au soin et au traitement du malade;

6) verser dans une toilette reliée à un réseau public d'égout tous les excréments du malade. S'il n'existe pas de réseau public d'égout, les excréments doivent être désinfectés avant d'être jetés.

4.102 Une personne qui entre en contact avec une personne atteinte d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101 ou qui pénètre dans la chambre de celle-ci doit porter un vêtement protecteur.

La personne doit se laver et se brosser soigneusement les mains avant de sortir du lieu où séjourne le malade.

Aucun animal ne peut être admis.

Les planchers doivent être nettoyés adéquatement et désinfectés; le balayage à sec n'est pas suffisant.

4.103 Au départ du malade, le lieu où il a séjourné et tout son contenu doivent être désinfectés au moyen d'un procédé physique, chimique ou biologique efficace.

Tout ce qui a été souillé par une matière organique provenant du malade doit être soigneusement nettoyé. Les surfaces et les objets lavables doivent être lavés avec de l'eau et du savon ou du détergent; les objets non lavables doivent être nettoyés à sec.

4.104 Toute personne chargée du soin de malades visés à l'article 4.101 doit utiliser constamment des techniques assurant la complète aseptie des opérations qu'elle conduit et de l'équipement qu'elle utilise.

4.105 Tout médecin pratiquant un accouchement doit appliquer dans les yeux du nouveau-né, immédiatement après la naissance, un médicament efficace pour la prévention de l'ophtalmie purulente.

It is in particular compulsory to:

(1) burn all objects of single usage, such as papers or bandages and objects of little value which are possibly soiled or contaminated;

(2) clean and disinfect separately bedspreads, pillow cases, sheets, night-wear, towels, wash-cloths and any other linen or clothing used by such patients or found in their room;

(3) wash and separately sterilize dishes, glass-ware and utensils having come into contact with the patient;

(4) destroy any leftover food served to the patient;

(5) clean and disinfect immediately all instruments and apparatus used in the care and treatment of the patient;

(6) empty all the patient's excrements into a toilet connected to a public sewer system. If there is no public sewer system, the excrements must be disinfected before being disposed of.

4.102 Any person who comes into contact with a person suffering from a disease enumerated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101 or who enters into such person's room must wear a protective garment.

The said person must wash and scrub his hands thoroughly before leaving the place where such patient is lodged.

No animal shall be admitted.

The floors must be properly cleaned and disinfected; dry sweeping is not sufficient.

4.103 Upon the patient's departure, the place where he has stayed and all its furnishings must be disinfected by means of an efficacious physical, chemical or biological process.

Any object that has been soiled by organic matter derived from the patient must be thoroughly cleaned. Washable surfaces and objects must be washed with soap and water or detergent; non-washable objects must be dry cleaned.

4.104 Every person entrusted with the care of a patient contemplated in section 4.101 must at all times utilize methods which ensure complete asepsis of the operation conducted by him and of the equipment which he uses.

4.105 Every physician who attends a confinement must, immediately after birth, apply an efficacious medication against purulent ophthalmia to the eyes of the new-born.

Section 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CADAVRES DES PERSONNES DÉCÉDÉES DE MALADIES TRANSMISSIBLES

4.201 Lorsqu'une personne décède d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2.101, l'établissement où elle est décédée ou, si telle personne est décédée ailleurs que dans un établissement, le dernier médecin l'ayant soignée doit informer de la cause du décès toute personne appelée à manipuler ou prendre charge du cadavre et lui indiquer les dispositions à prendre pour prévenir la contagion.

4.202 Toute personne manipulant ou prenant charge du cadavre d'une personne décédée des suites d'une maladie visée à l'article 2.101 doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher la dissémination de l'infection lors de l'autopsie, de l'expertise, du transport, de l'embaumement, de la crémation ou de l'inhumation et doit assurer la désinfection des locaux, véhicules, objets et autres instruments de travail.

4.203 No additional sanitary restriction shall apply with respect to the exposure, transport, funeral, interment or cremation of the body of a person who died from one of the diseases contemplated in section 2.101 other than smallpox, plague or cholera, provided such body be embalmed.

However, if the body has not been embalmed:

(a) the natural orifices of the body must be obturated with absorbent cotton saturated with a disinfectant solution;

(b) the body must be washed with a liquid disinfectant and immediately enclosed in a sealed coffin; such coffin may, however, have a window;

(c) the transport of the body may be effected only with the authorization of the head of the community health department or of the director of professional services of the nearest hospital centre;

(d) interment or cremation must take place within 36 hours after the time of death; and

(e) the body must not be placed in a public vault.

Division 3

PROVISIONS RELATIVE TO ANIMALS SUFFERING FROM TRANSMISSIBLE DISEASES

4.301 An animal suffering from or seemingly suffering from a disease transmissible to man shall not be given or sold.

Division 2

PROVISIONS RELATIVE TO THE BODIES OF PERSONS WHO DIED OF A TRANSMISSIBLE DISEASE

4.201 If a person dies of a disease enumerated in paragraphs *a* and *b* of section 2.101, the establishment in which he died or, if such person died other than in an establishment, the last physician who treated him must inform every person called upon to handle or take custody of the body of the cause of death and inform him of the measures to be taken to prevent contagion.

4.202 Every person who handles or takes custody of the body of a person whose death results from one of the diseases contemplated in section 2.101 must take the necessary precautionary measures to check the spread of infection during the autopsy, expert examination, transport, embalming, cremation or interment and must ensure the disinfection of the premises, vehicles, objects and other instruments used for such operations.

4.203 Aucune restriction sanitaire supplémentaire ne s'impose au sujet de l'exposition, du transport, des funérailles, de l'inhumation ou de la crémation du cadavre d'une personne décédée d'une maladie visée à l'article 2.101 autre que la variole, la peste ou le choléra, pourvu que tel cadavre ait été embaumé.

Toutefois, si un tel cadavre n'a pas été embaumé:

a) les orifices naturels du cadavre doivent être obturés avec du coton absorbant imbibé de liquide désinfectant;

b) le cadavre doit être lavé avec un liquide désinfectant et enfermé immédiatement dans un cercueil scellé; tel cercueil peut toutefois être pourvu d'une vitre;

c) le transport du cadavre ne peut être effectué qu'avec la permission du chef du département de santé communautaire ou du directeur des services professionnels du centre hospitalier le plus rapproché;

d) l'inhumation ou la crémation doit être faite dans les 36 heures du décès; et

e) le cadavre ne doit pas être déposé dans un charnier public.

Section 3

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES TRANSMISSIBLES

4.301 Un animal atteint ou vraisemblablement atteint d'une maladie transmissible à l'homme ne peut être donné ou vendu.

4.302 Le propriétaire ou toute personne ayant la garde ou la charge d'un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit l'isoler dans un local ou un enclos particulier.

4.303 Quiconque est entré en contact avec un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit changer de vêtements et de chaussures et se laver les mains avant de réintégrer un lieu d'habitation humain.

Pendant la maladie de l'animal, ses restes de nourriture, la litière, les excréments et le sang doivent être brûlés.

4.304 Après la guérison ou la mort de l'animal, le local ou l'enclos qu'il occupait ainsi que les objets contaminés doivent être nettoyés et désinfectés.

4.305 Si un animal meurt de charbon bactérien, son cadavre doit être incinéré. Si le diagnostic de charbon bactérien a été posé après l'écorchement, la peau doit être retracée, identifiée par le propriétaire de l'animal et incinérée.

S'il est impossible de retracer la peau d'un animal mort de charbon bactérien parmi les autres peaux d'un acheteur ou tanneur, celui-ci doit désinfecter toutes les peaux qu'il possède.

4.306 Il doit être disposé de tout animal mort d'une maladie transmissible à l'homme de façon à prévenir la dissémination de l'infection.

4.307 Tout animal familier atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit être isolé par son propriétaire ou celui qui en a la garde.

Lorsque le propriétaire fait défaut d'isoler l'animal, le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier peut le faire saisir, isoler, traiter, détruire ou faire détruire.

Le coût de ces opérations doit être défrayé par le propriétaire de l'animal.

Les mesures ordonnées par le chef du département de santé communautaire prennent fin lorsque celui-ci l'ordonne.

4.308 Tout importateur, vendeur ou éleveur d'oiseaux aptes à développer la psittacose aviaire ou à devenir porteurs de germes, doit tenir un registre écrit mentionnant la provenance des oiseaux, le nom et l'adresse des acheteurs et la date des transactions.

Avant de vendre un oiseau, il doit obtenir d'un médecin vétérinaire une certification écrite à l'effet que l'oiseau ne souffre pas de psittacose aviaire.

4.309 Le propriétaire d'un oiseau atteint de psittacose aviaire doit confier tous ses oiseaux aux soins d'un médecin vétérinaire jusqu'à leur complète guérison ou les détruire.

4.302 The owner or any person who keeps or has custody of an animal suffering from a disease transmissible to man must isolate such animal in a special place or paddock.

4.303 Every person who comes into contact with an animal suffering from a disease transmissible to man must change his clothes and shoes and wash his hands before re-entering a human dwelling.

When an animal has such disease, his leftovers, litter, excrements and blood must be burned.

4.304 When an animal recovers or dies, the place or paddock which he occupied and all contaminated objects must be cleaned and disinfected.

4.305 If an animal dies of anthrax, his carcass must be incinerated. If the diagnosis establishing that it suffered from anthrax was made after skinning of the animal, the skin must be retraced, identified by the owner of the animal and incinerated.

If it is not possible to retrace the skin of an animal that died of anthrax among the other skins of a buyer or tanner, the latter must disinfect all the skins in his possession.

4.306 In order to check the spread of infection, every animal that died of a disease transmissible to man must be disposed of.

4.307 All pets suffering from a disease transmissible to man must be isolated by their owner or by the person having custody thereof.

Where the owner fails to isolate the animal, the head of the community health department of a hospital centre may have the animal seized, isolated, treated or destroyed.

The cost of such operations must be defrayed by the owner of the animal.

The measures prescribed by the head of the community health department shall cease to be operative as soon as he issues an order to that effect.

4.308 Every importer, vendor or breeder of birds that are liable to contract psittacosis or to become germ carriers must keep a written record indicating the origin of the birds, the name and address of the purchasers and the date of the transactions.

Before selling a bird, he must obtain a written certificate from a veterinary surgeon certifying that the bird no longer suffers from psittacosis.

4.309 The owner of a bird suffering from psittacosis must entrust all his birds to the care of a veterinary surgeon until they are completely cured, or destroy them.

4.310 Nul ne peut vendre ou distribuer des tortues ou des oeufs de tortues lorsqu'il y a des raisons de croire qu'ils peuvent constituer un risque de contamination.

4.310 No person may sell or distribute tortoise or tortoise eggs if he has reason to believe that they may constitute a contamination hazard.

Chapitre V

DÉTERMINATION DE CERTAINS LIEUX, CAMPS FORESTIERS OU INSTALLATIONS TEMPORAIRES SITUÉS HORS D'ACCÈS DES ÉTABLISSEMENTS OÙ DOIVENT ÊTRE FOURNIS DES SERVICES DE SANTÉ COURANTS

5.001 Tout employeur qui se propose d'établir ou d'opérer un camp forestier ou des installations temporaires doit aviser le ministre au moins 3 semaines avant le début des opérations.

5.002 Lorsqu'un camp forestier ou des installations temporaires groupent plus de 25 personnes et sont situés à plus de 50 milles d'un centre hospitalier ou d'un centre local de services communautaires, la personne responsable de ce camp ou de ces opérations doit prendre les mesures nécessaires pour que des services de santé courants y soient fournis.

5.003 Nul ne peut agir comme manipulateur d'aliments dans un camp forestier ou des installations visées à l'article 5.002 s'il n'est détenteur d'un certificat de santé délivré depuis moins de 6 mois et établissant qu'il n'est porteur d'aucun agent infectieux.

Chapter V

DETERMINATION OF CERTAIN PREMISES, FOREST CAMPS OR TEMPORARY INSTALLATIONS AT PLACES WITHOUT ACCESS TO ESTABLISHMENTS WHERE CURRENT HEALTH SERVICES MUST BE RENDERED

5.001 Every employer who intends to establish or operate a forest camp or temporary installations must advise the Minister thereof at least 3 weeks prior to the beginning of such operations.

5.002 Where forest camps or temporary installations lodge more than 25 persons and are situated more than 50 miles from a hospital centre or a local community service centre, the person in charge of such camps or of such operations must take the necessary steps to ensure that current health services are provided thereat.

5.003 No person may act as a food handler in the forest camp or installations contemplated in section 5.002 unless he is the holder of a health certificate issued within the preceding 6 months and establishing that he is not the carrier of an infectious agent.

Chapitre VI

MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS SPÉCIALES DE TRANSPORT DES DÉFUNTS

6.001 Aucune autorisation n'est nécessaire pour le transport d'un cadavre humain d'un lieu à un autre à l'intérieur des limites du territoire québécois.

6.002 **Copie de la déclaration:** Lorsqu'un cadavre doit être transporté d'un lieu à un autre au Québec par transport public, une attestation de la déclaration de décès doit être en la possession de la personne ayant charge et surveillance du cadavre.

En outre, une enveloppe contenant une autre attestation de la déclaration de décès et portant la mention «déclaration de décès» doit être solidement fixée à la caisse contenant le cercueil.

6.003 **Autorisation spéciale:** Avant de délivrer une autorisation spéciale pour l'entrée d'un défunt au Québec ou le transport d'un défunt hors du Québec, le ministre

Chapter VI

TERMS AND CONDITIONS OF ISSUE OF SPECIAL AUTHORIZATIONS FOR THE TRANSPORTING OF DECEASED PERSONS

6.001 No authorization is required for the transport of a body from one place to another within the limits of Québec.

6.002 **Copy of declaration:** Where it is necessary to transport a body from one place to another in Québec by means of public transport, an attestation of the declaration of death must be kept on the person to whose care and supervision the body was entrusted.

In addition, an envelope containing another attestation of the declaration of death and bearing the words "declaration of death" must be securely affixed to the box containing the coffin.

6.003 **Special authorization:** Before issuing a special authorization for the admission of a deceased person to Québec or for the transport of a deceased person out of

ou la personne qu'il a autorisée en vertu de l'article 44 de la Loi peut faire procéder à une autopsie.

L'autorisation spéciale ne peut être donnée qu'à un directeur de funérailles.

Le directeur de funérailles ayant obtenu l'autorisation spéciale doit sceller le cercueil.

6.004 Conservation: Le directeur de funérailles ayant obtenu une autorisation spéciale doit la conserver, ainsi qu'une attestation de la déclaration de décès, pendant 5 ans, dans un endroit facilement accessible et doit l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

6.005 Cadavre exhumé: Une autorisation spéciale pour le transport hors du Québec d'un cadavre exhumé ne peut être délivrée que sur la preuve que les prescriptions de l'article 17 de la Loi des inhumations et exhumations (S.R.Q., 1964, ch. 310) ont été respectées.

Chapitre VII

CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS

7.001 Les permis sont délivrés:

a) pour pouvoir embaumer des défunts ou pratiquer la thanatopraxie;

b) pour agir comme directeur de funérailles;

c) pour l'opération d'un laboratoire; ou

d) pour l'opération d'un service d'ambulance.

Plusieurs permis peuvent être délivrés à la même personne à des fins différentes.

7.002 Toute requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis doit être faite par écrit.

7.003 Tous les permis sont délivrés au nom d'une personne physique.

Un permis de directeur de funérailles, de laboratoire ou de service d'ambulance peut toutefois être délivré au nom d'une personne physique pour le bénéfice d'une corporation, société ou association.

Si le requérant agit pour le bénéfice d'une corporation, société ou association, il doit, en plus de remplir toutes les autres conditions prévues au présent règlement, avoir pour occupation principale de travailler pour cette corporation, société ou association.

La personne qui détient le permis au bénéfice d'une corporation, société ou association est responsable des activités et opérations effectuées au sens de la Loi et du

Québec, the Minister or the person authorized by him under section 44 of the Act may order that an autopsy be performed.

The special authorization shall only be granted to a funeral director.

Once the funeral director has obtained such authorization, he must seal the coffin.

6.004 To be retained: A funeral director who has obtained a special authorization must retain such authorization, as well as an attestation of the declaration of death, for 5 years in a readily accessible place, and he must produce them upon request to any investigator appointed under the Act.

6.005 Disinterred body: A special authorization for the transport of a disinterred body out of Québec may be issued only upon proof that the stipulations of section 17 of the Burial Act (R.S.Q., 1964, ch. 310) have been complied with.

Chapter VII

CONDITIONS FOR ISSUANCE OF PERMITS

7.001 Permits shall be issued for the following purposes:

(a) to embalm bodies or practise thanatopraxy;

(b) to act as a funeral director;

(c) to operate a laboratory; or

(d) to operate an ambulance service.

Several permits may be issued to the same person for different purposes.

7.002 Every application for the issuance or renewal of a permit must be made in writing.

7.003 All permits shall be issued in the name of a physical person.

A funeral director's, laboratory or ambulance service permit may, however, be issued in the name of a physical person on behalf of a corporation, partnership or association.

In addition to fulfilling the other conditions set forth in this Regulation, the main occupation of the applicant who acts on behalf of a corporation, partnership or association must consist in working for that corporation, partnership or association.

The person who holds a permit on behalf of a corporation, partnership or association shall be responsible for the activities and operations carried on within the meaning

présent règlement par cette corporation, société ou association.

7.004 Un permis d'embaumeur ne peut être délivré qu'à une personne qui:

a) est âgée de 18 ans ou plus;

b) est domiciliée au Québec;

c) est détentrice d'un diplôme de l'Institut de Thanatologie du Québec, créé en vertu de l'article 10 de la Loi des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec (S.Q., 1960/61, ch. 152) ou de toute autre institution d'enseignement reconnue équivalente par le ministre;

d) démontre une connaissance suffisante des lois et règlements relatifs aux embaumeurs.

7.005 Un permis de directeur de funérailles ne peut être délivré qu'à une personne qui:

a) est âgée de 21 ans ou plus;

b) est domiciliée au Québec;

c) est elle-même propriétaire ou locataire ou agit pour le bénéfice d'une corporation, société ou association qui est propriétaire ou locataire d'installations comprenant une salle d'exposition d'au moins 400 pieds de surface et tout le matériel nécessaire pour coordonner les services;

d) démontre une connaissance suffisante des lois et règlements relatifs aux directeurs de funérailles.

Le permis de directeur de funérailles indique si le détenteur peut procéder à la crémation de cadavres et maintenir un columbarium.

Dans le cas où un permis de directeur de funérailles est délivré à une personne agissant pour le bénéfice d'une compagnie de cimetière uniquement pour procéder à la crémation de cadavres et maintenir un columbarium, il n'est pas obligatoire pour telle compagnie de disposer des installations visées au paragraphe *c*.

7.006 Nonobstant les dispositions des articles 7.004 et 7.005, le ministre délivre un premier permis d'embaumeur ou de directeur de funérailles à toute personne qui agissait comme embaumeur ou directeur de funérailles ou qui, dans le cas d'un permis de directeur de funérailles, représente une corporation, société ou association qui agissait comme directeur de funérailles depuis au moins douze mois lors de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Un tel permis ne peut toutefois être renouvelé que si le requérant remplit les conditions énumérées aux articles 7.004 et 7.005.

of the Act and this Regulation by that corporation, partnership or association.

7.004 An embalmer's permit may be issued only to a person who:

(a) is 18 years of age or over;

(b) is domiciled in Québec;

(c) is the holder of a diploma from the Institute of Thanatology of Québec, created under section 10 of the Act respecting the funeral directors and embalmers of Québec (S.Q., 1960/61, ch. 152), or from any other teaching institution recognized by the Minister as equivalent;

(d) shows that he has a sufficient knowledge of the laws and regulations respecting embalmers.

7.005 A funeral director's permit may be issued only to a person who:

(a) is 21 years of age or over;

(b) is domiciled in Québec;

(c) is himself the owner or tenant, or acts on behalf of a corporation, partnership or association who is the owner or tenant, of installations containing a funeral parlor with a surface area of at least 400 feet and all the necessary material to arrange services;

(d) shows that he has a sufficient knowledge of the laws and regulations respecting funeral directors.

The funeral director's permit shall indicate whether the holder may carry out the cremation of bodies and operate a columbarium.

Where a funeral director's permit is issued to a person acting on behalf of a cemetery company solely for the purpose of carrying out the cremation of bodies and operating a columbarium, it is not compulsory for such company to have the installations contemplated in subparagraph *c*.

7.006 Notwithstanding the provisions of sections 7.004 and 7.005, the Minister shall issue a first embalmer's or funeral director's permit to every person who has been acting as embalmer or funeral director or who, in the case of a funeral director's permit, represents a corporation, partnership or association that has been acting as funeral director for at least twelve months at the time of coming into force of this Regulation.

Such permit may, however, only be renewed if the applicant fulfills the conditions set forth in sections 7.004 and 7.005.

7.007 Une personne a droit d'obtenir un permis d'embaumeur nonobstant les dispositions du paragraphe *c* de l'article 7.004 ou un permis de directeur de funérailles nonobstant les dispositions du paragraphe *c* de l'article 7.004 si:

a) elle procède à moins de 7 embaumements ou 7 funérailles par année; et

b) elle habite une municipalité ou un territoire de moins de 2,000 habitants situé à plus de trente milles d'une municipalité plus peuplée; et

c) telle municipalité ou territoire est situé dans la région de l'Outaouais, du Nord-Ouest, de la Côte-Nord ou du Nouveau-Québec dont le territoire est décrit à l'arrêté en conseil 706-74 du 20 février 1974 (*G.O.* 13 mars 1974, p. 653).

7.008 La requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de laboratoire doit être accompagnée d'une preuve d'assurance-responsabilité envers les personnes examinées d'au moins $1,000,000 par sinistre.

7.009 La requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de service d'ambulance doit être accompagnée d'une preuve d'assurance-responsabilité envers les tiers et envers les personnes transportées d'au moins $1,000,000 par sinistre. La présente disposition ne s'applique pas à la Communauté Urbaine de Montréal.

7.010 La requête pour le renouvellement d'un permis d'embaumeur, de directeur de funérailles, de laboratoire ou de service d'ambulance doit être faite avant le 1er octobre de chaque année.

7.011 Un honoraire de $25 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de service d'ambulance ou de laboratoire; cette somme est multipliée par le nombre de véhicules ou le nombre de laboratoires opérés par le détenteur de permis ou la corporation, société ou association qu'il représente.

Un honoraire de $25 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'embaumeur.

Un honoraire de $50 est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de directeur de funérailles; cette somme est multipliée par le nombre de salles d'exposition opérées par le détenteur de permis ou par la corporation, société ou association qu'il représente.

7.012 Tout service de police municipale au Québec ainsi que la Sûreté du Québec peut, dans les cas d'urgence, agir comme s'il détenait un permis de service d'ambulance délivré aux termes de la Loi et du présent règlement.

Toutefois, une municipalité qui opère un service régulier d'ambulance doit se conformer à la Loi et au présent règlement.

7.007 A person shall be entitled to obtain an embalmer's permit notwithstanding the provisions of paragraph *c* of section 7.004 or a funeral director's permit notwithstanding the provisions of paragraph *c* of section 7.004 if:

(a) he carries out less than 7 embalmings or 7 funerals per year; and

(b) he resides in a municipality or territory of less than 2,000 inhabitants situated more than thirty miles from a greater populated municipality; and

(c) such municipality or territory is situated in the Outaouais, Northwest, North Shore or New Québec region the territory of which is described in Order in Council 706-74 dated 20 February 1974 (*O.G.* 13 March 1974, p. 653).

7.008 An application for the issuance or renewal of a laboratory permit must be accompanied by proof of liability insurance covering persons examined for at least $1,000,000 per claim.

7.009 An application for the issuance or renewal of an ambulance service permit must be acoompanied by proof of liability insurance covering third parties and persons transported for at least $1,000,000 per claim. This provision shall not apply to the Montreal Urban Community.

7.010 An application for the renewal of an embalmer's, funeral director's, laboratory or ambulance service permit must be made before 1 October each year.

7.011 A fee of $25 shall be payable for the issuance or renewal of an ambulance service or laboratory permit; this sum shall be multiplied by the number of vehicles or the number of laboratories operated by the permit holder or by the corporation, partnership or association he represents.

A fee of $25 shall be payable for the issuance or renewal of an embalmer's permit.

A fee of $50 shall be payable for the issuance or renewal of a funeral director's permit; this sum shall be multiplied by the number of funeral parlors operated by the permit holder or by the corporation, partnership or association he represents.

7.012 In case of emergency, every municipal police force in Québec as well as the Québec Police Force may act as if it held an ambulance service permit issued under the Act and this Regulation.

However, a municipality that operates an ambulance service on a regular basis must comply with the Act and this Regulation.

7.013 Le détenteur de permis ou la corporation, société ou association qu'il représente ne peut avoir à son emploi des personnes âgées de moins de 18 ans.

Il doit en outre tenir sur chacun de ses employés un dossier contenant:

a) un certificat de santé délivré il y a moins de 12 mois, établissant que l'employé n'est porteur d'aucun agent infectieux;

b) une attestation des diplômes dont l'employé est titulaire;

c) un document donnant les nom, prénom, adresse, âge, sexe et occupation antérieure de l'employé.

7.014 En outre de respecter les autres conditions prévues au présent chapitre, le ministre ne délivre ou ne renouvelle pas un permis:

a) si le requérant est un failli non libéré ou si la corporation, société ou association qu'il représente est en faillite ou insolvable;

b) si au cours des 2 années précédant la requête, le requérant a été déclaré coupable personnellement ou si la corporation, société ou association qu'il représente a été déclarée coupable:

i) d'une infraction à la Loi ou au présent règlement;

ii) d'une infraction à la Loi ou aux règlements d'une autre province sur les laboratoires, les ambulances ou la santé publique en général; ou

c) si au cours des 5 années précédant la requête, le requérant a été déclaré coupable d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense à l'article 189-1-e du Code Criminel (S.R.C. 1970, ch. C-34).

7.015 Si le requérant agit pour le bénéfice d'une association, société ou corporation, un permis ne peut être délivré que si chacun des administrateurs ou officiers satisfait aux conditions de l'article 7.014.

7.013 The permit holder or the corporation, partnership or association he represents shall not employ persons under 18 years of age.

In addition, he must keep a record for each of his employees containing:

(a) a health certificate issued within the preceding 12 months, establishing that the employee is not the carrier of an infectious agent;

(b) an attestation of the diplomas of which the employee is the holder;

(c) a document indicating the name, given names, address, age, sex and previous occupation of the employee.

7.014 In addition to complying with the other conditions prescribed in this Chapter, the Minister shall not issue or renew a permit where:

(a) the applicant is an undischarged bankrupt or the corporation, partnership or association he represents is bankrupt or insolvent;

(b) during the 2 years preceding his application, the applicant has personally been found guilty of, or the corporation, partnership or association he represents has been found guilty of:

(i) an offence under the Act or this Regulation;

(ii) an offence under the law or the regulations of another province respecting laboratories, ambulances or public health in general; or

(c) during the 5 years preceding his application, he has been found guilty of theft or fraud, attempted theft or fraud or an offence under section 189-1-e of the Criminal Code (R.S.C., 1970, ch. C-34).

7.015 If the applicant acts on behalf of an association, partnership or corporation, a permit may only be issued if every director or officer fulfills the conditions of section 7.014.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père	2 - Prénom usuel	3 - Autres prénoms
4 - Date de naissance du père (Jour / Mois / Année)	5 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)	6 - Langue maternelle du père

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	8 - Prénom usuel	9 - Autres prénoms
10 - Date de naissance de la mère (Jour / Mois / Année)	11 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)	12 - Langue maternelle de la mère
13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) ☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse		Code postal
14 - Langue d'usage à la maison	15 - État civil de la mère: 1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement	16 - Nombre d'années de scolarité de la mère
17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures: Nés vivants ____ Mort-nés (après 20 semaines de grossesse) ____	18 - Date de la dernière naiss vivante (s'il y a lieu) (Jour / Mois / Année)	19 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) (Jour / Mois / Année)

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

20 - Nom de l'enfant	21 - Prénom usuel	22 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

23 - Date de la signature (jour, mois, année)	24 - Signature de la mère ou du père
	X

CONSTAT MÉDICAL

25 - Date de naissance de l'enfant (Jour / Mois / Année)	26 - Type de naissance: 10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser) ____	27 - En cas de naissance multiple, donnez l'ordre: ☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e Autre (préciser) ____
28 - Sexe de l'enfant: 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé	29 - Poids à la naissance: ____ grammes ou ____ livres ____ onces	30 - Durée de la grossesse: ____ semaines complètes

31 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu la naissance

32 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)

33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse) — N° de permis (Corp. des médecins)

34 - Qualité de l'accoucheur: 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) ____	35 - Date de la signature (jour, mois, année)	36 - Signature de l'accoucheur: X

En cas de naissance multiple, veuillez remplir une déclaration de naissance vivante (SP-1) pour chaque enfant né vivant et une déclaration de mortinaissance (SP-4) pour chaque enfant mort-né.

ESPACE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE

37 - État civil de l'enfant: ☐ Identique ☐ Tel qu'ici modifié	38 - Nom	39 - Prénom usuel	40 - Autres prénoms

SP-1

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION**
Ministère des affaires sociales, Québec.

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-1

DECLARATION OF LIVE BIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father	2 - First name	3 - Middle name(s)
4 - Date of birth of father (Day / Month / Year)	5 - Place of birth of father (prov. or foreign country)	6 - Mother tongue of father

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth)	8 - First name	9 - Middle name(s)
10 - Date of birth of mother (Day / Month / Year)	11 - Place of birth of mother (province or foreign country)	12 - Mother tongue of mother
13 - Address of mother's domicile (No., street, municipality, county, province or foreign country) ☐ City, town or village ☐ Township or parish		Postal Code
14 - Language spoken at home	15 - Civil status of mother: 1 ☐ Single 2 ☐ Married 3 ☐ Widow 4 ☐ Divorced 5 ☐ Legally separated	16 - Number of years of schooling of mother
17 - Number of children born of previous pregnancies: Live-born ____ Stillborn (after 20 weeks of pregnancy) ____	18 - Date of last live birth (where applicable) (Day / Month / Year)	19 - Date of last marriage (where applicable) (Day / Month / Year)

IDENTIFICATION OF CHILD AT BIRTH

20 - Name of child	21 - First name	22 - Middle name(s)

SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER

I certify the truth of the information hereinabove.

23 - Date of signature (Day, month, year)	24 - Signature of mother or father
	X

MEDICAL CERTIFICATE

25 - Date of birth of child (Day / Month / Year)	26 - Type of birth: 10 ☐ Single ☐ Double Other (specify) ____	27 - In case of multiple birth, give order: ☐ 1st ☐ 2nd ☐ 3rd Other (specify) ____
28 - Sex of child: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined	29 - Weight at birth: ____ grams or ____ lbs. ____ ounces	30 - Duration of pregnancy: ____ complete weeks
31 - Name of hospital centre where the birth took place		
32 - Address of place where the birth took place (No., street, municipality, county)		
33 - Name of person who attended the confinement (name, given name, address)		Permit No (Order of physicians)
34 - Title of person who attended the confinement: 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify) ____	35 - Date of signature (Day, month, year)	36 - Signature of person who attended the confinement: X

In case of multiple birth, please complete a declaration of live birth (SP-1) for each live-born child and a declaration of stillbirth (SP-4) for each stillborn child.

SPACE RESERVED FOR THE DEPARTMENT

37 - Civil status of child: ☐ Identical ☐ As amended herein	38 - Name	39 - First name	40 - Middle name(s)

SP-1

1 ORIGINAL POPULATION REGISTER
Department of Social Affairs, Québec

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal

☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

20 - Nom de l'enfant | 21 - Prénom usuel | 22 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

23 - Date de la signature (jour, mois, année) | 24 - Signature de la mère ou du père

X

CONSTAT MÉDICAL

25 - Date de naissance de l'enfant — Jour / Mois / Année

28 - Sexe de l'enfant

1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

31 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu la naissance

32 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)

33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse) — N° de permis (Corp. des médecins)

34 - Qualité de l'accoucheur

1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser)

35 - Date de la signature (jour, mois, année) | 36 - Signature de l'accoucheur

X

NOTE: Le présent document doit être remis par les parents ou tenants lieu au fonctionnaire de l'état civil lors de l'enregistrement officiel de la naissance chez un ministre du culte ou auprès du secrétaire ou greffier de la municipalité.
Le Code civil (article 53-a) mentionne qu'une naissance doit être enregistrée dans les 4 mois qui la suivent.

ESPACE RÉSERVÉ AU FONCTIONNAIRE DE L'ÉTAT CIVIL

37 - Nom et prénom du fonctionnaire de l'état civil

38 - Nom de l'enfant | 39 - Prénom usuel | 40 - Autres prénoms

41 - Endroit de l'enregistrement (paroisse religieuse et municipalité) | 42 - Date (année, mois, jour)

43 - Je soussigné(e), confirme avoir enregistré la naissance de l'enfant ci-haut mentionné(e)

X

SP-1

CE DOCUMENT N'EST PAS UN ACTE DE NAISSANCE

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-1

ATTESTATION OF A DECLARATION OF LIVE BIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father	2 - First name	3 - Middle name(s)

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth)	8 - First name	9 - Middle name(s)

13 - Address of mother's residence (No., street, municipality, county, province or foreign country) — Postal Code

☐ City, town or village ☐ Township or parish

IDENTIFICATION OF CHILD AT BIRTH

20 - Name of child	21 - First name	22 - Middle name(s)

SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER

I certify the truth of the information hereinabove.

23 - Date of signature (Day, month, year)	24 - Signature of mother or father
	X

MEDICAL CERTIFICATE

25 - Date of birth of child — Day / Month / Year

28 - Sex of child — 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined

31 - Name of hospital centre where the birth took place

32 - Address of place where the birth took place (No., street, municipality, county)

33 - Name of person who attended the confinement (name, first name, address) — Permit No. (Order of Physicians)

34 - Title of person who attended the confinement	35 - Date of signature (Day, month, year)	36 - Signature of person who attended the confinement
1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify)		X

THIS IS NOT A BIRTH CERTIFICATE

N.B.: This document must be remitted by the parents, or persons acting in lieu thereof, to the civil status officer upon the official registration of the birth with a clergyman or the secretary or clerk of the municipality. The Civil Code (article 53-a) stipulates that a birth must be registered within 4 months from the date thereof.

SPACE RESERVED FOR THE CIVIL STATUS OFFICER

37 - Name and first name of civil status officer

38 - Name of child	39 - First name	40 - Middle name(s)

41 - Place of registration (religious parish and municipality)	42 - Date (Day, Month, Year)

43 - I the undersigned confirm that I have registered the birth of the abovementioned child

X

SP-1

2 CIVIL STATUS OFFICER POPULATION REGISTER **1-**

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père	2 - Prénom usuel	3 - Autres prénoms

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	8 - Prénom usuel	9 - Autres prénoms

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal

☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

20 - Nom de l'enfant	21 - Prénom usuel	22 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

23 - Date de la signature (jour, mois, année)	24 - Signature de la mère ou du père
	X

CONSTAT MÉDICAL

25 - Date de naissance de l'enfant — Jour | Mois | Année

28 - Sexe de l'enfant — 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

31 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu la naissance

32 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)

33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse) — N° de permis (Corp. des médecins)

34 - Qualité de l'accoucheur	35 - Date de la signature (jour, mois, année)	36 - Signature de l'accoucheur
1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser)		X

ESPACE RÉSERVÉ AU FONCTIONNAIRE DE L'ÉTAT CIVIL

37 - Nom et prénom du fonctionnaire de l'état civil

38 - Nom de l'enfant	39 - Prénom usuel	40 - Autres prénoms

41 - Endroit de l'enregistrement (paroisse religieuse et municipalité)	42 - Date (jour, mois, année)

43 - Je soussigné(e), confirme avoir enregistré la naissance de l'enfant ci-haut mentionné(e)

X

SP-1

CE DOCUMENT N'EST PAS UN ACTE DE NAISSANCE

3 PARENTS OU CELUI QUI A LA GARDE DE L'ENFANT **1-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-1

ATTESTATION OF A DECLARATION OF LIVE BIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father	2 - First name	3 - Middle name(s)

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth)	8 - First name	9 - Middle name(s)

13 - Address of mother's residence (No., street, municipality, county, province or foreign country) — Postal code

☐ City, town or village ☐ Township or parish

IDENTIFICATION OF CHILD AT BIRTH

20 - Name of child	21 - First name	22 - Middle name(s)

SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER

I certify the truth of the information hereinabove.

23 - Date of signature (Day, month, year)	24 - Signature of mother or father
	X

MEDICAL CERTIFICATE

25 - Date of birth of child — Day | Month | Year

28 - Sex of child
1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined

31 - Name of hospital centre where the birth took place

32 - Address of place where the birth took place (No., street, municipality, county)

33 - Name of person who attended the confinement (name, first name, address) — Permit No. (Order of Physicians)

34 - Title of person who attended the confinement	35 - Date of signature (Day, month, year)	36 - Signature of person who attended the confinement
1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify)		X

THIS IS NOT A BIRTH CERTIFICATE

SPACE RESERVED FOR THE CIVIL STATUS OFFICER

37 - Name and first name of civil status officer

38 - Name of child	39 - First name	40 - Middle name(s)

41 - Place of registration (religious parish and municipality)	42 - Date (Day, Month, Year)

43 - I the undersigned confirm that I have registered the birth of the abovementioned child

X

SP-1

3 PARENTS OR PERSON WHO HAS CUSTODY OF THE CHILD **1-**

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Exemples.

65 ans [0|6|5]; le 2 juin 1958 [0|2|0|6|5|8];

314 grammes [0|3|1|4] grammes.

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'évènement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Les délais imposés pour la transmission des formulaires remplis sont les suivants:

Formulaires	Délais maximum après l'événement
SP1	8 jours après la naissance
SP4	8 jours après l'accouchement (500 grammes et plus)
	30 jours après l'accouchement (moins de 500 grammes)

1.3 Le fonctionnaire de l'état civil transmet pour chaque naissance qu'il enregistre une attestation de déclaration de naissance. L'expédition des formulaires remplis doit se faire à chaque semaine, le lundi de préférence. Des enveloppes à cet effet sont disponibles à l'adresse ci-haut mentionnée.

Lorsque les parents ou celui qui a charge d'un enfant se présentent sans l'attestation d'une déclaration de naissance vivante (page 2 du formulaire SP1), le fonctionnaire de l'état civil doit voir à ce que ces personnes remplissent un formulaire SP1. Dans un tel cas, les pages 1 et 2 du formulaire sont transmises au Registre de la population.

2 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment ou encore celui que les parents ont l'intention d'utiliser pour nommer leur enfant.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », le placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait-d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

3 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre , France, etc.).

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui est utilisée le plus souvent. Ne donner qu'une seule réponse.

7 - ÉTAT CIVIL DE LA MÈRE

Lorsque la mère mentionne qu'elle est séparée, bien demander s'il s'agit d'une séparation légale. Considérer comme **mariées** les personnes dont la séparation n'a **pas été constatée par jugement d'un tribunal.**

8 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

9 - MORT-NÉS

N'indiquer que les mort-nés après vingt (20) semaines de grossesse.

10 - NOM ET PRÉNOMS DE L'ENFANT (SP1 seulement)

Le nom de l'enfant est celui du père; celui de la mère quand le père est inconnu.

Si c'est possible, la mère indique les prénoms qu'elle a l'intention de faire porter à son enfant, en indiquant en premier lieu le prénom qui sera couramment utilisé.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », voir plus haut en (2).

11 - SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE (ou du plus proche parent)

La signature de l'un ou de l'autre des parents est demandée aux fins de les inciter à bien vérifier si les renseignements inscrits correspondent à ceux qu'ils ont fournis.

Si le père et la mère sont décédés ou incapables de signer, le plus proche parent de l'enfant signera à leur place.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - NAISSANCES MULTIPLES

Bien suivre la directive qui apparaît au recto du formulaire SP1.

Autant que possible, brocher ensemble tous les formulaires se rapportant à une naissance multiple, qu'il s'agisse des formulaires SP1, SP3 ou SP4.

14 - POIDS À LA NAISSANCE

Ne donner le poids qu'en grammes. Éviter absolument le poids en kilogrammes. Les livres et les onces sont tolérées.

15 - CAUSES DE LA MORTINAISSANCE (SP4 seulement)

Bien indiquer si les conditions décrites sont de nature foetale ou maternelle.

Avortement thérapeutique: bien l'indiquer sur la ligne (a) de la question 28.

16 - DOSSIER MÉDICAL (SP4 seulement)

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 34 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP4.

GENERAL INSTRUCTIONS

PRELIMINARY NOTE

Always completely fill in the squares where the age, a date or a number is requested. Insert one or several zeros in the left square(s) which do not contain other digits. Examples:

65 years |0|6|5|; 6 june 1958 |0|6|0|6|5|8|;
314 grams |0|3|1|4| grams.

The answers must always state the situation which prevailed at the precise time of the event.

1 — TRANSMISSION OF FORMS

1.1 In order to send the declarations required by the Act, apply for pre-addressed and pre-stamped envelopes at the:
Population Register
Department of Social Affairs
1075 Ste. Foy Road
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 The periods prescribed for the sending of completed forms are as follows:

Forms	Time limits following event
SP 1	8 days after birth
SP 4	8 days after confinement (500 grams and over)
	30 days after confinement (under 500 grams)

1.3 The civil status officer shall send an attestation of declaration of birth for each birth he registers. The sending of the completed forms must be done each week, preferably on Monday. Envelopes for such purpose are available at the address hereinabove mentioned.

When the parents or the persons entrusted with the care of a child present themselves without the attestation of a declaration of live birth (page 2 of form SP1), the civil status officer must ensure that such persons complete Form SP1. In such case, pages 1 and 2 of the Form shall be sent to the Population Register.

2 — FIRST NAME

The first name or Christian name which the individual generally uses or the one which the parents intend to have the child called.
In the case of compound "first name", such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", insert them in the "first name" square.

3 — NAME ON ACT OF BIRTH

The complete name (family and given names) given to a woman at her birth; namely her "maiden name" and not that of her husband.

4 — PLACE OF BIRTH (province or foreign country)

For a birth in Canada give the name of the Canadian province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). In the case of a birth outside Canada, only give the name of the country (U.S.A., England, France, etc.).

5 — MOTHER TONGUE

The first language learned in childhood and still understood. If the said first language is no longer understood, indicate the second language learned and still understood. Give only one answer.

6 — LANGUAGE USED AT HOME

If more than one language is spoken at home, enter only the one which is used most often. Give only one answer.

7 — CIVIL STATUS OF MOTHER

When the mother mentions that she is separated, ensure that there has been a legal separation. Persons whose separation has not been confirmed by a court judgment shall be considered married.

8 — NUMBER OF YEARS OF SCHOOLING

The number of years of schooling successfully completed. The school year not fully completed or during which the person failed must not be counted.

9 — STILLBIRTHS

Indicate only stillbirths after twenty (20) weeks of pregnancy.

10 — CHILD'S FAMILY AND GIVEN NAMES (SP1 only)

The child's name is that of the father; that of the mother when the father is unknown.
Where possible, the mother shall indicate the first names she intends the child to have by indicating, in the first place, the first name which shall generally be used.
In the case of a compound first name, such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", refer to (2) hereinabove.

11 — SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER (or of closest relative)

The signature of one or the other of the parents is asked for in order to prompt them to throughly check that the information given corresponds to that which they have provided.
If the father and mother are dead or unable to sign, the child's closest relative shall sign in their stead.

12 — POSTAL CODE

Always insist that the postal code be given wherever it is requested.

13 — MULTIPLE BIRTHS

Follow carefully the instructions which appear in the back of Form SP1. As much as possible, clip all forms together relating to a multiple birth, whether these be Forms SP1, SP3 or SP4.

14 — WEIGHT AT BIRTH

Give the weight in grams only. Weight in kilograms must be avoided at all costs. Pounds and ounces shall be tolerated.

15 — CAUSES OF STILLBIRTH (SP4 only)

Indicate correctly whether the conditions described are of a foetal or maternal nature.
Therapeutic abortion: indicate correctly in line (a) of question 28.

16 — MEDICAL RECORD (SP4 only)

The declarant's original signature must appear in question 34 on page 2 (medical record) of Form SP4.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-2

DÉCLARATION DE MARIAGE

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES CONJOINTS

Épouse

1 - Nom de l'épouse (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

4 - État civil de l'épouse: 1 ☐ Célibataire 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée | 5 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Jour Mois Année) | 6 - Date de naissance de l'épouse (Jour Mois Année) | 7 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 8 - Langue maternelle

9 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 10 - Nombre d'années de scolarité

Époux

11 - Nom de l'époux | 12 - Prénom usuel | 13 - Autres prénoms

14 - État civil de l'époux: 1 ☐ Célibataire 3 ☐ Veuf 4 ☐ Divorcé | 15 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Jour Mois Année) | 16 - Date de naissance de l'époux (Jour Mois Année) | 17 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 18 - Langue maternelle

19 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 20 - Nombre d'années de scolarité

21 - Domicile après le mariage (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS

Épouse

22 - Nom de la mère de l'épouse (selon acte de naissance) | 23 - Prénom usuel | 24 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 25 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

26 - Nom du père de l'épouse | 27 - Prénom usuel | 28 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 29 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

Époux

30 - Nom de la mère de l'époux (selon acte de naissance) | 31 - Prénom usuel | 32 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 33 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

34 - Nom du père de l'époux | 35 - Prénom usuel | 36 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 37 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

IDENTIFICATION DES TÉMOINS

38 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 39 - Prénom usuel

40 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

41 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 42 - Prénom usuel

43 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

DATE ET LIEU DU MARIAGE

44 - Date du mariage (Jour Mois Année) | 45 - Lieu de la célébration du mariage (nom de la municipalité et du comté) ☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

46 - Lieu de l'enregistrement du mariage (nom de la paroisse religieuse ou du district judiciaire dans le cas de mariage civil) | 47 - Qualité du célébrant: 5 ☐ Ministre du Culte 6 ☐ Protonotaire

48 - Nom et prénom du célébrant | 49 - Signature du célébrant X

SIGNATURE DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

50 - Signature de l'épouse X | 51 - Signature du témoin X

52 - Signature de l'époux X | 53 - Signature du témoin X

1 ORIGINAL REGISTRE DE LA POPULATION Ministère des affaires sociales, Québec **2-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-2

DECLARATION OF MARRIAGE

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF CONSORTS

Bride

1 - Name of wife (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

4 - Civil status of wife: 1 ☐ Single 3 ☐ Widow 4 ☐ Divorced | 5 - Date of death of consort or date of divorce (Day Month Year) | 6 - Date of birth of wife (Day Month Year) | 7 - Place of birth (province or foreign country) | 8 - Mother tongue

9 - Domicile prior to marriage (municipality, county, province or foreign country) | 10 - Number of years of schooling

Groom

11 - Name of husband | 12 - First name | 13 - Middle name(s)

14 - Civil status of husband 1 ☐ Single 3 ☐ Widower 4 ☐ Divorced | 15 - Date of death of consort or date of divorce (Day Month Year) | 16 - Date of birth of husband (Day Month Year) | 17 - Place of birth (province or foreign country) | 18 - Mother tongue

19 - Domicile prior to marriage (municipality, county, province or foreign country) | 20 - Number of years of schooling

21 - Domicile after marriage (No., street, municipality, county province or foreign country) | Postal code

IDENTIFICATION OF PARENTS OF CONSORTS

Bride

22 - Name of mother of the wife (according to birth certificate) | 23 - Fist name | 24 - Date of birth (Day Month Year) | 25 - Place of birth (Prov. or foreign Country

26 - Name of father of the bride | 27 - First name | 28 - Date of birth (Day Month Year) | 29 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

Groom

30 - Name of mother of the husband (according to birth certificate) | 31 - First name | 32 - Date of birth (Day Month Year) | 33 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

34 - Name of father of the groom | 35 - First name | 36 - Date of birth (Day Month Year) | 37 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

IDENTIFICATION OF WITNESSES

38 - Name of witness ☐ Mr. ☐ Mrs. ☐ Miss | 39 - First name

40 - Address (No., street, municipality, county, Province, Country)

41 - Name of witness ☐ Mr ☐ Mrs. ☐ Miss | 42 - First name

43 - Address (No., street, municipality, county, Province, County)

DATE AND PLACE OF MARRIAGE

44 - Date of marriage (Day Month Year) | 45 - Place of solemnization of marriage (name of municipality and of county) ☐ City, town or village ☐ Township or parish

46 - Place of registration of marriage (name of religious parish or of judicial district in the case of a civil marriage) | 47 - Title of officiating officer 5 ☐ Clergyman 6 ☐ Prothonotary

48 - Name and first name of officiating officer | 49 - Signature of officiating officer X

SIGNATURE OF CONSORTS AND WITNESSES

I confirm the truth of the information hereinabove

50 - Signature of wife X | 51 - Signature of witness X

52 - Signature of husband X | 53 - Signature of witness X

SP-2

1 ORIGINAL POPULATION REGISTER Department of Social Affairs, Québec 2-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-2

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MARIAGE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES CONJOINTS

Épouse

1 - Nom de l'épouse (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prenoms

4 - État civil de l'épouse: 1 ☐ Célibataire 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée | 5 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Jour Mois Année) | 6 - Date de naissance de l'épouse (Jour Mois Année) | 7 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 8 - Langue maternelle

9 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 10 - Nombre d'années de scolarité

Époux

11 - Nom de l'époux | 12 - Prénom usuel | 13 - Autres prénoms

14 - État civil de l'époux: 1 ☐ Célibataire 3 ☐ Veuf 4 ☐ Divorcé | 15 - Date du décès du conjoint ou date du divorce (Jour Mois Année) | 16 - Date de naissance de l'époux (Jour Mois Année) | 17 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 18 - Langue maternelle

19 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger) | 20 - Nombre d'années de scolarité

21 - Domicile après le mariage (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS

Épouse

22 - Nom de la mère de l'épouse (selon acte de naissance) | 23 - Prénom usuel | 24 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 25 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

26 - Nom du père de l'épouse | 27 - Prénom usuel | 28 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 29 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

Époux

30 - Nom de la mère de l'époux (selon acte de naissance) | 31 - Prénom usuel | 32 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 33 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

34 - Nom du père de l'époux | 35 - Prénom usuel | 36 - Date de naissance (Jour Mois Année) | 37 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)

IDENTIFICATION DES TÉMOINS

38 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 39 - Prénom usuel

40 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

41 - Nom du témoin ☐ M ☐ Mme ☐ Mlle | 42 - Prénom usuel

43 - Adresse (N°, rue, municipalité, comté, province, pays)

DATE ET LIEU DU MARIAGE

44 - Date du mariage (Jour Mois Année) | 45 - Lieu de la célébration du mariage (nom de la municipalité et du comté) ☐ Cité, ville ou municipalité ☐ Canton ou paroisse

46 - Lieu de l'enregistrement du mariage (nom de la paroisse religieuse ou du district judiciaire dans le cas de mariage civil) | 47 - Qualité du célébrant 5 ☐ Ministre du Culte 6 ☐ Protonotaire

48 - Nom et prénom du célébrant | 49 - Signature du célébrant X

SIGNATURE DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus

50 - Signature de l'épouse X | 51 - Signature du témoin X

52 - Signature de l'époux X | 53 - Signature du témoin X

CE DOCUMENT N'EST PAS UN ACTE DE MARIAGE

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-2

ATTESTATION OF A DECLARATION OF MARRIAGE

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE OM RESERVE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF CONSORTS

Bride

1 - Name of wife (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

4 - Civil status of wife: 1 ☐ Single 3 ☐ Widow 4 ☐ Divorced | 5 - Date of death of consort or date of divorce (Day Month Year) | 6 - Date of birth of wife (Day Month Year) | 7 - Place of birth (province or foreign country) | 8 - Mother tongue

9 - Domicile prior to marriage (municipality, county, province or foreign country) | 10 - Number of years of schooling

Groom

11 - Name of husband | 12 - First name | 13 - Middle name(s)

14 - Civil status of husband: 1 ☐ Single 3 ☐ Widower 4 ☐ Divorced | 15 - Date of death of consort or date of divorce (Day Month Year) | 16 - Date of birth of husband (Day Month Year) | 17 - Place of birth (province or foreign country) | 18 - Mother tongue

19 - Domicile prior to marriage (municipality, county, province or foreign country) | 20 - Number of years of schooling

21 - Domicile after marriage (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code

IDENTIFICATION OF PARENTS OF CONSORTS

Bride

22 - Name of mother of the wife (according to birth certificate) | 23 - First name | 24 - Date of birth (Day Month Year) | 25 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

26 - Name of father of the bride | 27 - First name | 28 - Date of birth (Day Month Year) | 29 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

Groom

30 - Name of mother of the husband (according to birth certificate) | 31 - First name | 32 - Date of birth (Day Month Year) | 33 - Place of birth (Prov. or foreign Country)

34 - Name of father of the groom | 35 - First name | 36 - Date of birth (Day Month Year) | 37 - Place of birth (Province or foreign Country)

IDENTIFICATION OF WITNESSES

38 - Name of witness ☐ Mr. ☐ Mrs. ☐ Miss | 39 - First name

40 - Address (No., street, municipality, county, province, country)

41 - Name of witness ☐ Mr. ☐ Mrs. ☐ Miss | 42 - First name

43 - Address (No., street, municipality, county, province, country)

DATE AND PLACE OF MARRIAGE

44 - Date of marriage (Day Month Year) | 45 - Place of solemnization of marriage (name of municipality and of county) ☐ City, town or village ☐ township or parish

46 - Place of registration of marriage (name of religious parish or of judicial district in the case of a civil marriage) | 47 - Title of officiating officer 5 ☐ Clergyman 6 ☐ Prothonotary

48 - Name and first name of officiating officer | 49 - Signature of officiating officer X

SIGNATURE OF CONSORTS AND WITNESSES

I confirm the truth of the information hereinabove

50 - Signature of wife X | 51 - Signature of witness X

52 - Signature of husband X | 53 - Signature of witness X

2 CONSORTS **2-**

THIS IS NOT A MARRIAGE CERTIFICATE

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Bien noter que toutes les dates s'inscrivent comme suit: année, mois, jour. Exemples:

65 ans [0|6|5]. le 2 juin 1958 [0|2|0|6|5|8].

314 grammes [0|3|1|4] grammes.

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'événement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Le délai maximum imposé pour la transmission des formulaires remplis est de **huit (8) jours** après la célébration du mariage.

2 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

3 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », les placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

7 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

GENERAL INSTRUCTIONS

PRELIMINARY NOTE

Always completely fill in the squares where the age, a date or a number is requested. Place one or several zeros in the left square(s) which do not contain other digits. Example:

65 years | 0 | 6 | 5 |; 2 June 1958 | 0 | 2 | 0 | 6 | 5 | 8 |;
314 grams | 0 | 3 | 1 | 4 | grams.

The answers must always state the situation which prevailed at the precise time of the event.

1 — TRASMISSION OF FORMS

1.1 In order to send the declarations required by the Act, apply for pre-addressed and pre-stamped envelopes at the:

Population Register
Department of Social Affairs
1075 Ste. Foy Road
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 The time limit prescribed for the sending of completed forms is eight (8) days after the solemnization of the marriage.

2 — NAME ACCORDING TO ACT OF BIRTH

The complete name (name and given names) given to a woman at birth. This is her maiden name; not the name of her husband. (Avoid any pseudonym).

3 — FIRST NAME

The first name or Christian name which the individual generally uses.

In the case of a compound first name, such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", insert it in the "first name" square.

4 — PLACE OF BIRTH (province or foreign country)

For a birth in Canada, give the name of the Canadian province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). In the case of a birth outside Canada, give only the name of the country (U.S.A., England, France, etc.).

5 — MOTHER TONGUE

The first language learned in childhood and still understood. If the said first language is no longer understood, indicate the second language learned and still understood. Give only one answer.

6 — NUMBER OF YEARS OF SCHOOLING

Number of years of schooling successfully completed. The school year not fully completed or during which the person failed must not be counted.

7 — POSTAL CODE

Always insist that the postal code be given where it is requested.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-3

DÉCLARATION DE DÉCÈS

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DU DÉFUNT

1 - Nom (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms | 4 - N° d'assurance sociale

5 - Date de naissance: Jour / Mois / Année | 6 - Âge au décès: An(s) | Si âgé(e) de moins d'un an: Mois / Jours | Si âgé(e) de moins de 7 jours: Heures / Minutes | Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance: grammes

7 - État civil: 1 ☐ Célibataire; 2 ☐ Marié(e); 3 ☐ Veuf(ve); 4 ☐ Divorcé(e); 5 ☐ Séparé(e) légalement — Année

8 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance) | 9 - Année de naissance du conjoint

10 - Nombre d'années de scolarité | 11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger) | 12 - Langue d'usage à la maison

13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

Mère: 14 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 15 - Prénom usuel | 16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)

Père: 17 - Nom du père | 18 - Prénom usuel | 19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Sexe du défunt: 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé | 21 - Date du décès: Jour / Mois / Année | 22 - Nom de l'établissement où a eu lieu le décès

23 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

24 - Causes du décès — Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès

1. **Cause immédiate du décès** — a) ..... due à (ou consécutive à)

Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale — b) ..... due à (ou consécutive à) — c) .....

2. **Autre(s) état(s) morbide(s)** ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus .....

25 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures de vie, indiquer quelle est à votre avis, la cause INITIALE du décès
Pointer (✓) une case seulement
☐ Malformation congénitale* ☐ Hémorragie ante-partum
☐ Infection* ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Érythroblastose ☐ Autre*
☐ Membrane hyaline *Préciser _____
☐ Malnutrition foetale _____

26 - Y a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

27 - S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours? ☐ Oui ☐ Non

28 - Présence de radio-isotopes 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

29 - Si mort violente, pointer ☐ Accident ☐ Suicide ☐ Homicide

30 - Lieu et circonstances (ferme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)

31 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Préciser _____

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

32 - Nom et prénom du déclarant | 33 - Qualité du déclarant: 1 ☐ Médecin 4 ☐ Coroner Autre (préciser) _____

34 - Date de la signature (année, mois, jour) | 35 - Signature du déclarant: X | N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36 - Mode de disposition: 1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation 3 ☐ Inspecteur d'anatomie 4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec | 37 - Nom et prénom du directeur de funérailles

38 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — N° de permis

39 - Date de la prise en charge (jour, mois, année) | 40 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles | 41 - Signature du représentant: X

SP-3

1 ORIGINAL REGISTRE DE LA POPULATION
Ministère des affaires sociales, Québec

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-3

DECLARATION OF DEATH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF DECEASED

1 - Name (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s) | 4 - Social insurance number

5 - Date of birth: Day / Month / Year | 6 - Age at death: Year(s) | if less than one year old: Months / Days | if less than 7 days old: Hours / Minutes | if less than 168 hours old give weight at birth: grams

7 - Civil status: 1 ☐ Single, 2 ☐ Married, 3 ☐ Widow(er), 4 ☐ Divorced, 5 ☐ Legally separated — Year

8 - If the deceased was married, a widow (er) or divorced, legally separated, give the name of his (her) consort (according to act of birth) | 9 - Year of birth of consort

10 - Number of years of schooling | 11 - Place of birth (province or foreign country) | 12 - Language used at home

13 - Address of domicile of the deceased (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

Mother: 14 - Name of mother (according to Act of birth) | 15 - First name | 16 - Place of birth of mother (province or foreign country)

Father: 17 - Name of father | 18 - First name | 19 - Place of birth of father (province or foreign country)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Sex of the deceased: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 21 - Date of death: Day / Month / Year | 22 - Name of establishment where death occurred

23 - Address of place where death occurred (No., street, municipality, county, province or foreign country)
☐ City, town or village ☐ Township or parish

24 - Causes of death — Approximate interval between the etiological beginning and the death

1. **Immediate cause of death** — a) ..... due to (or as a result of)

Previous causes; morbid state leading to aforementioned cause, indicating the initial cause lastly — b) ..... due to (or as a result of) — c) _____

2. **Other morbid morbid state(s)** conductive to death but having no relation to the aforementioned immediate cause

25 - In the case of death prior to seven (7) complete days, namely 168 hours old, indicate what is, in your opinion, the initial cause of death
Check (x) one square only
☐ Congenital malformation * ☐ Ante partum haemorrhage
☐ Infection * ☐ Traumatism or obstetrical asphyxiation *
☐ Erythroblastosis ☐ Other *
☐ Hyaline membrane * Specify _____
☐ Foetal malnutrition _____

26 - Was an autopsy performed? 1 ☐ Yes 2 ☐ No
If so, does the certificate of the cause of death take into account the information furnished by the autopsy? 1 ☐ Yes 2 ☐ No

27 - In the case of a woman, did death occur during pregnancy or in the 90 days which followed? ☐ Yes ☐ No

28 - Presence of radioisotopes 1 ☐ Yes 2 ☐ No

29 - In the case of a violent death, check ☐ Accident ☐ Suicide ☐ Homicide

30 - Place and circumstances (farm, plant, highway, drowning, arms, strangulation, etc.)

31 - Deceased person who suffered from a disease that must be declared 1 ☐ Yes 2 ☐ No
Specify _____

IDENTIFICATION OF DECLARANT

32 - Name and first name of declarant | 33 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 4 ☐ Coroner Other (specify) _____

34 - Date of signature (Day, Month, Year) | 35 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

DISPOSAL OF BODY / FUNERAL DIRECTOR

36 - Manner of disposal: 1 ☐ Interment ☐ Cremation 3 ☐ Anatomy inspector 4 ☐ Transport out of Québec | 37 - Name and first name of funeral director

38 - Address of funeral director (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Permit No.

39 - Date of taking charge (Day, Month, Year) | 40 - Name and first name of representative of funeral director | 41 - Signature of representative: X

SP-3

1 ORIGINAL **POPULATION REGISTER**
Department of Social Affairs, Québec.

3-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-3

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

NOTE: VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés

IDENTIFICATION DU DÉFUNT

1 - Nom (selon acte de naissance)
2 - Prénom usuel
3 - Autres prénoms
4 - N° d'assurance sociale
5 - Date de naissance — Jour / Mois / Année
6 - Âge au décès — An(s)
Si âgé(e) de moins d'un an — Mois / Jours
Si âgé(e) de moins de 7 jours — Heures / Minutes
Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance — grammes
7 - État civil
1 ☐ Célibataire
2 ☐ Marié(e)
3 ☐ Veuf(ve)
4 ☐ Divorcé(e)
5 ☐ Séparé(e) légalement
Année
8 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance)
9 - Année de naissance du conjoint
10 - Nombre d'années de scolarité
11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)
12 - Langue d'usage à la maison
13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse
Mère — 14 - Nom de la mère (selon acte de naissance) — 15 - Prénom usuel — 16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)
Père — 17 - Nom du père — 18 - Prénom usuel — 19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Sexe du défunt
1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé
21 - Date du décès — Jour / Mois / Année
22 - Nom de l'établissement où a eu lieu le décès
23 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

24 - Causes du décès — Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès

1. **Cause immédiate du décès** — a) ..... due à (ou consécutive à)

Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale — b) ..... due à (ou consécutive à) — c) .....

2. **Autre(s) état(s) morbide(s)** ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus .....

25 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures de vie, indiquer quelle est à votre avis la cause INITIALE du décès
Pointer (✓) une case seulement
☐ Malformation congénitale* ☐ Hémorragie ante-partum
☐ Infection* ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Érythroblastose ☐ Autre*
☐ Membrane hyaline *Préciser .....
☐ Malnutrition foetale .....

26 - Y a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

27 - S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours? ☐ Oui ☐ Non

28 - Présence de radio-isotopes 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

29 - Si mort violente, pointer ☐ Accident ☐ Suicide ☐ Homicide

30 - Lieu et circonstances (ferme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)

31 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Préciser .....

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

32 - Nom et prénom du déclarant
33 - Qualité du déclarant
1 ☐ Médecin 4 ☐ Coroner Autre (préciser) .....
34 - Date de la signature (année, mois, jour)
35 - Signature du déclarant
X
N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36 - Mode de disposition
1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation 3 ☐ Inspecteur d'anatomie 4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec
37 - Nom et prénom du directeur de funérailles
38 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
N° de permis
39 - Date de la prise en charge (jour, mois, année)
40 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles
41 - Signature du représentant
X

SP-3

2 DOSSIER MÉDICAL **3-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-3

ATTESTATION OF DECLARATION OF DEATH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF DECEASED

1 - Name (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s) | 4 - Social insurance number

5 - Date of birth: Day / Month / Year | 6 - Age at death: Year(s) | If less than one year old: Months / Days | If less than 7 days old (168 hrs): Hours / Minutes | If less than 168 hours old, give weight at birth: grams

7 - Civil status: 1 ☐ Single, 2 ☐ Married, 3 ☐ Widow(er), 4 ☐ Divorced, 5 ☐ Legally separated — Year

8 - If the deceased was married, a widow (er) or divorced, legally separated, give the name of his (her) consort (according to act of birth) | 9 - Year of birth of consort

10 - Number of years of schooling | 11 - Place of birth (province or foreign country) | 12 - Language used at home

13 - Address of domicile of the deceased (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

Mother: 14 - Name of mother (according to act of birth) | 15 - First name | 16 - Place of birth of mother (province or foreign country)

Father: 17 - Name of father | 18 - First name | 19 - Place of birth of father (province or foreign country)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Sex of the deceased: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 21 - Date of death: Day / Month / Year | 22 - Name of establishment where death occurred

23 - Address of place where death occurred (No., street, municipality, county, province or foreign country)
☐ City, town or village ☐ Township or parish

24 - Causes of death — Approximate interval between the etiological beginning and the death

1. **Immediate cause of death** — a) ..... due to (or as a result of)

Previous causes; morbid state leading to aforementioned cause, indicating the initial cause lastly — b) ..... due to (or as a result of) — c) .....

2. **Other morbid state(s)** conductive to death but having no relation to the aforementioned immediate cause .....

25 - In the case of death prior to seven (7) complete days, namely 168 hours old, indicate what is, in your opinion, the initial cause of death
Check (√) one square only

☐ Congenital malformation * ☐ Ante partum haemorrhage
☐ Infection ☐ Traumatism or obstetrical asphyxiation *
☐ Erythroblastosis ☐ Other
☐ Hyaline membrane * Specify _____
☐ Foetal malnutrition _____

26 - Was an autopsy performed? 1 ☐ Yes 2 ☐ No
If so, does the certificate of the cause of death take into account the information furnished by the autopsy? 1 ☐ Yes 2 ☐ No

27 - In the case of a woman, did death occur during pregnancy or in the 90 days which followed? ☐ Yes ☐ No

28 - Presence of radioisotopes 1 ☐ Yes 2 ☐ No

29 - In the case of a violent death, check ☐ Accident ☐ Suicide ☐ Homicide

30 - Place and circumstances (farm, plant, highway; drowning, arms, strangulation, etc.)

31 - Deceased person who suffered from a disease that must be declared 1 ☐ Yes 2 ☐ No
Specify _____

IDENTIFICATION OF DECLARANT

32 - Name and first name of declarant | 33 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 4 ☐ Coroner Other (specify) _____

34 - Date of signature (Day, Month, Year) | 35 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

DISPOSAL OF BODY / FUNERAL DIRECTOR

36 - Manner of disposal: 1 ☐ Interment 2 ☐ Cremation 3 ☐ Anatomy inspector 4 ☐ Transport out of Québec | 37 - Name and first name of funeral director

38 - Address of funeral director (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Permit No.

39 - Date of taking charge (Day, Month, Year) | 40 - Name and first name of representative of funeral director | 41 - Signature of representative: X

SP-3

2 MEDICAL RECORD **3-**

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-3

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DU DÉFUNT

1 - Nom (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms | 4 - N° d'assurance sociale

5 - Date de naissance Jour Mois Année | 6 - Âge au décès Années | Si âgé(e) de moins d'un an Mois Jours | Si âgé(e) de moins de 7jrs (168 h.) Heures Minutes | Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance grammes

13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse Code postal

Mère: 14 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 15 - Prénom usuel | 16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)

Père: 17 - Nom du père | 18 - Prénom usuel | 19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Sexe du défunt 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

21 - Date du décès Jour Mois Année

22 - Nom de l'établissement ou adresse du lieu du décès

23 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

28 - Présence de radio-isotopes 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

31 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Préciser: _____

CE DOCUMENT N'EST PAS UN ACTE DE DÉCÈS
TOUTE REPRODUCTION EST INTERDITE

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

32 - Nom et prénom du déclarant

33 - Qualité du déclarant 1 ☐ Médecin 4 ☐ Coroner Autre (préciser) _____

34 - Date de la signature (jour, mois, année)

35 - Signature du déclarant
X

N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS / ET DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36 - Mode de disposition 1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation 3 ☐ Inspecteur d'anatomie 4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec

37 - Nom et prénom du directeur de funérailles

38 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)

N° de permis

39 - Date de la prise en charge (jour, mois, année)

40 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles

41 - Signature du représentant
X

SP-3

3 DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES **3-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-3

ATTESTATION OF DECLARATION OF DEATH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF DECEASED

1 - Name (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s) | 4 - Social insurance number

5 - Date of birth: Day / Month / Year | 6 - Age at death: Year(s) old | If less than one year old: Month(s) / Days | If less than 7 days old (168 hrs.): Hours / Minutes | If less than 168 hours old give weight at birth: grams

13 Address of domicile of the deceased (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

Mother: 14 - Name of mother (according to act of birth) | 15 - First name | 16 - Place of birth of mother (province or foreign country)

Father: 17 - Name of father | 18 - First name | 19 - Place of birth of father (province or foreign country)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Sex of the deceased: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 21 - Date of death: Day / Month / Year | 22 - Name of establishment where death occurred

23 - Address of place where death occurred (No., street, municipality, country, province or foreign country)
☐ City, town or village ☐ Township or parish

28 Presence of radioisotope: 1 ☐ Yes 2 ☐ No

31 Deceased suffering from a disease that must be declared: 1 ☐ Yes 2 ☐ No
Specify _____

THIS IS NOT DEATH CERTIFICATE
ANY REPRODUCTION IS PROHIBITED

IDENTIFICATION OF DECLARANT

32 - Name and first name of declarant | 33 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 4 ☐ Coroner Other (specify) _____

34 - Date of signature (day, month, year) | 35 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

DISPOSAL OF BODY / FUNERAL DIRECTOR

36 - Manner of disposal: 1 ☐ Interment 2 ☐ Cremation 3 ☐ Anatomy inspector 4 ☐ Transport out of Québec | 37 - Name and first name of funeral director

38 - Address of funeral director (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Permit No.

39 - Date of taking charge (Day, Month, Year) | 40 - Name and first name of representative of funeral director | 41 - Signature of representative: X

SP-3

3 FUNERAL DIRECTOR

3-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-3

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

NOTE: VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DU DÉFUNT

1 - Nom (selon acte de naissance) | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms | 4 - N° d'assurance sociale

5 - Date de naissance — Jour / Mois / Année | 6 - Âge au décès — An(s) | Si âgé(e) de moins d'un an — Mois / Jours | Si âgé(e) de moins de 7 jrs (168 h.) — Heures / Minutes | Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance — grammes

13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

Mère: 14 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 15 - Prénom usuel | 16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)

Père: 17 - Nom du père | 18 - Prénom usuel | 19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Sexe du défunt — 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

21 - Date du décès — Jour / Mois / Année

22 - Nom de l'établissement ou a eu lieu le décès

23 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

CE DOCUMENT N'EST PAS UN ACTE DE DÉCÈS
TOUTE REPRODUCTION EST INTERDITE

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

32 - Nom et prénom du déclarant

33 - Qualité du déclarant — 1 ☐ Médecin 4 ☐ Coroner Autre (préciser) _____

34 - Date de la signature (jour, mois, année)

35 - Signature du déclarant — X

N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS

36 - Mode de disposition — 1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation 3 ☐ Inspecteur d'anatomie 4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec

37 - Nom du cimetière ou du crématorium

38 - Adresse de l'endroit de disposition du corps (N°, rue, municipalité, comté province ou pays étranger)

39 - Date de la disposition du corps (jour, mois, année)

40 - Nom et prénom du représentant

41 - Signature du représentant — X

SP-3

4 LIEU DE DISPOSITION **3-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-3

ATTESTATION OF DECLARATION OF DEATH

*Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B. SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF DECEASED

1 - Name (according to act of birth) | 2 - First name | 3 - Middle name(s) | 4 - Social insurance number

5 - Date of birth: Day / Month / Year | 6 - Age at death: Year(s) old | If less than one year old: Month(s) / Days | If less than 7 days old (168 hrs.): Hours / Minutes | If less than 168 hours old give weight at birth: grams

11 - Address of domicile of the deceased (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code

☐ City, town or village ☐ Township or parish

Mother: 14 - Name of mother (according to act of birth) | 15 - First name | 16 - Place of birth of mother (province or foreign country)

Father: 17 - Name of father | 18 - First name | 19 - Place of birth of father (province or foreign country)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Sex of the deceased: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 21 - Date of death: Day / Month / Year | 22 - Name of establishment where death occurred

23 - Address of place where death occurred (No., street, municipality, county, province or foreign country)

☐ City, town or village ☐ Township or parish

IDENTIFICATION OF DECLARANT

32 - Name and first name of declarant | 33 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 4 ☐ Coroner Other (specify) _____

34 - Date of signature (Day, Month, Year) | 35 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

DISPOSAL OF BODY

36 - Manner of disposal: 1 ☐ Interment 2 ☐ Cremation 3 ☐ Anatomy inspector 4 ☐ Transport out of Québec | 37 - Name of cemetery or crematorium

38 - Address of place of disposal of body (No., street, municipality, county, province, country)

39 - Date of disposal of body (Day, Month, Year) | 40 - Name and first name of representative | 41 - Signature of representative: X

SP-3

THIS IS NOT DEATH CERTIFICATE
ALL REPRODUCTION IS PROHIBITED

4 PLACE OF DISPOSAL

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Exemples:

65 ans | 0 | 6 | 5 | ; le 2 juin 1958 | 0 | 2 | 0 | 6 | 5 | 8 | ;

314 grammes | 0 | 3 | 1 | 4 | grammes.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi, demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Le délai maximum imposé pour la transmission des formulaires remplis est de **trois (3) jours après le décès.**

2 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

S'il s'agit d'une femme, donner le nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme.

3 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilisait ou sous lequel on le connaissait couramment.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », les placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

4 - DATE DE NAISSANCE ET ÂGE DU DÉFUNT

Bien donner la date de naissance ainsi que l'âge du défunt.

EXEMPLES À BIEN ÉTUDIER

Âge au décès	réponse à la question 6
1 an et plus	an(s)
1 an, 10 mois	| 0 | 0 | 1 | an(s)
65 ans, 11 mois	| 0 | 6 | 5 | an(s)
103 ans, 4 mois	| 1 | 0 | 3 |
moins de 1 an	mois jours
10 mois 4 jours	| 1 | 0 | 0 | 4 |
moins de 7 jours	heures minutes
4 jours, 16 heures, 7 minutes	| 1 | 1 | 2 | 0 | 7 |
et ne pas oublier d'indiquer le poids à la naissance en grammes si l'enfant a vécu moins de 168 heures.	poids à la naissance | | | | | grammes

5 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui était utilisée le plus souvent par le défunt. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - ÉTAT CIVIL DU DÉFUNT

N'indiquer que **l'année** du mariage, du décès du conjoint, du divorce ou de la séparation légale, selon le cas. Les personnes dont la séparation n'est **pas légalisée** sont considérées comme **mariées**; il faudra alors inscrire l'année du mariage.

7 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

8 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

9 - CAUSES DE DÉCÈS

Bien noter que la formulation de la certification médicale des causes du décès (aux questions 24 et 25) invite à bien indiquer les conditions qui prévalent lors d'un décès néonatal précoce (avant 7 jours complets ou 168 heures de vie).

10 - MORTS VIOLENTES

Pour fins statistiques et pour faciliter le travail de codification, bien indiquer s'il s'agit d'un accident, d'un homicide ou encore d'un suicide. De plus, décrire avec le plus de précision possible **les circonstances** qui ont entouré le décès.

Lors d'un **accident d'automobile ou de circulation,** il faut mentionner si le décédé était chauffeur, passager ou piéton. Il faut aussi écrire s'il s'agit d'une embardée, d'un capotage ou d'une collision avec un piéton, une voiture ou avec tout autre objet, etc.

Dans le cas de **noyade**, il faut mentionner si elle est survenue (a) lors d'activité récréative ou (b) lors de transport par eau. Il est utile de mentionner les circonstances, tel ski nautique, chasse, chûte hors bateau, chavirement, etc.

Lors d'**intoxication,** il faut mentionner le produit ou le médicament (nom générique ou commercial) et indiquer s'il y avait ou non dépendance ou habitude.

Écrire « traumatisme crânien lors d'un accident d'auto » ne suffit donc pas. . . « Diagnostic à suivre » n'est pas non plus acceptable.

11 - IDENTIFICATION DU DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

Il est bien important de toujours très bien identifier le directeur de funérailles (la maison funéraire) ainsi que la personne qui prend charge du cadavre en son nom. On devra aussi bien identifier la ou les autres personnes autorisées à prendre charge du cadavre lorsque le défunt n'est pas confié à un directeur de funérailles.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - MALADIES À DÉCLARATION OBLIGATOIRE

Consulter l'article 2.101 des règlements de la loi de la protection de la santé publique.

14 - DOSSIER MÉDICAL

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 35 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP3.

GENERAL INSTRUCTIONS

PRELIMINARY NOTE

Always complete fill in the squares where the age, a date or a number is requested. Insert one or several zeros in the left square(s) which do not contain other digits. Examples:

65 years old | 0 | 6 | 5 |; 2 June 1958 | 0 | 2 | 0 | 6 | 5 | 8 |.

314 grams | 0 | 3 | 1 | 4 | grams.

1 — TRANSMISSION OF FORMS

1.1 In order to send the declarations required by the Act, apply for pre-addressed and pre-stamped envelopes at the:
Population Register
Department of Social Affairs
1075 Ste. Foy Road
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 The period prescribed for the sending of the completed forms is of three (3) days after the death.

2 — NAME ACCORDING TO ACT OF BIRTH

The complete name (name and given names) given to a woman at birth. This is her maiden name; it is not the name of the husband. Avoid any pseudonym.

3 — FIRST NAME

The first name or Christian name which the individual was using or under which he was usually known.

In the case of a compound "first name", such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", insert them in the "first name" square.

4 — DATE OF BIRTH AND AGE OF DECEASED

Give the correct date of birth as well as the age of the deceased.

EXAMPLES TO BE CAREFULLY STUDIED

Age at death	answer to question 6
1 year old or over	years
1 year, 10 months	| 0 | 0 | 1 | years
65 years, 11 months	| 0 | 6 | 5 | years
103 years, 4 months	| 1 | 0 | 3 | months days
Less than 1 year old 10 months, 4 days	| 1 | 0 | 0 | 4 | hours minutes
Less than 7 days 4 days, 16 hours, 7 minutes	| 1 | 1 | 2 | 0 | 7 | weight at birth
and do not forget to indicate the weitht in grams at birth if the child lived less than 168 hours	| | | | grams

5 — LANGUAGE USED AT HOME

If more than one language is spoken at home, enter that which was most often used. Give only one answer.

6 — CIVIL STATUS OF DECEASED

Indicate only the year of marriage, of death of consort, of divorce or legal separation, where applicable. Persons whose separation is not legalized shall be considered married; the year of marriage must then be indicated.

7 — NUMBER OF YEARS OF SCHOOLING

Number of years of schooling successfully completed. The school year not fully completed or during which the person failed must not be counted.

8 — PLACE OF BIRTH (province or foreign country)

For a birth in Canada give the name of the Canadian province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). In the case of a birth outside Canada, give only the name of the country (U.S.A., England, France, etc.).

9 — CAUSES OF DEATH

Please note that the form of the medical certificate of the causes of death (in questions 24 and 25) requires that you indicate fully the conditions which prevailed at the time of a premature neonatal death (prior to 7 complete days or 168 hours of life).

10 — VIOLENT DEATHS

For statistical purposes and to facilitate the codification work, indicate clearly if it is an accident, homicide or suicide. In addition, describe as precisely as possible the circumstances which surrounded the death.

In the case of a car or traffic accident, it is necessary to mention if the deceased was a driver, passenger or pedestrian. It is also necessary to state if it was a swerving, overturning or collision with a pedestrian, an automobile or with any other object, etc.

In the case of drowning, it is necessary to mention if it happened (a) during recreational activities or (b) during transportation on water. It is useful to mention the circumstances, such as waterskiing, hunting, falling outside a boat, capsizing, etc.

In the case of intoxication, it is necessary to mention the product or drug (generic or trade name) and to indicate whether there was dependency or habit.

It is not sufficient to write "cranial traumatism following a car accident" . . . Also, "Diagnosis will follow" is not acceptable.

11 — IDENTIFICATION OF FUNERAL DIRECTOR

It is very important to always identify properly the funeral director (the funeral home) and also the person who takes charge of the body on his behalf. The other person(s) authorized to take charge of the body when the deceased is not entrusted to a funeral director shall also be properly identified.

12 — POSTAL CODE

Always insist that the postal code be given wherever it is requested.

13 — DISEASES THAT MUST BE DECLARED

See section 2.101 of the Regulation under the Public Health Protection Act.

14 — MEDICAL RECORD

The original signature of the declarant must appear in question 35 of page 2 (medical record) of Form SP3.

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-4

DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

4 - Date de naissance du père (Jour, Mois, Année) | 5 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger) | 6 - Langue maternelle du père

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

10 - Date de naissance de la mère (Jour, Mois, Année) | 11 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger) | 12 - Langue maternelle de la mère

13 - Adresse du domicile de la mère (N° rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) — Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

14 - Langue d'usage à la maison | 15 - État civil de la mère: 1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement | 16 - Nombres d'années de scolarité de la mère

17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures: Nés vivants ____ Mort-nés (après 20 semaines de grossesse) ____ | 18 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) (Jour, Mois, Année) | 19 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) (Jour, Mois, Année)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Date de l'accouchement (Jour, Mois, Année) | 21 - Type d'accouchement: 10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser) ____ | 22 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance: ☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e Autre (préciser) ____

23 - Sexe du mort-né: 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé | 24 - Poids à l'accouchement: ____ grammes ou ____ livres ____ onces | 25 - Durée de la grossesse: ____ semaines complètes

26 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu l'accouchement

27 - Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (N° rue municipalité comté)

28 — Causes de la mortinaissance

Pointer si condition foetale (F) ou maternelle (M)

		F	M
1. Cause immédiate	(a) ..... due à (ou consécutive à)	☐	☐
* Dans le cas d'**avortement thérapeutique**, le mentionner ci-contre en (a)			
Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale	(b) ..... due à (ou consécutive à)	☐	☐
	(c) ____	☐	☐
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus	.....	☐	☐
	.....	☐	☐

29 - Indiquer quelle est, à votre avis, la cause INITIALE de la mortinaissance. Pointer (✓) une case seulement

☐ Malformation congénitale* ☐ Membrane hyaline ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Infection* ☐ Malnutrition foetale ☐ Autre*
☐ Erythroblastose ☐ Hémorragie ante-partum *Préciser ____

30 - Y-a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant | 32 - Qualité du déclarant: 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) ____

33 - Date de la signature (jour, mois, année) | 34 - Signature du déclarant: X | N° de permis (Corp. des médecins)

LIEU DE DISPOSITION / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Lieu de disposition: 1 ☐ Centre hospitalier Ailleurs (préciser) ____

36 - Nom et prénom du directeur de funérailles (s'il y a lieu) | 37 - Adresse du directeur de funérailles

38 - Date de la disposition (jour, mois, année) | 39 - Nom et prénom du représentant | 40 - Signature du représentant: X

SP-4

1 ORIGINAL **REGISTRE DE LA POPULATION**
Ministère des affaires sociales, Québec.

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-4

DECLARATION OF STILLBIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

4 - Date of birth of father (Day, Month, Year) | 5 - Place of birth of father (Prov. or foreign country) | 6 - Mother tongue of father

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth) | 8 - First name | 9 - Middle name(s)

10 - Date of birth of mother (Day, Month, Year) | 11 - Place of birth of mother (prov. or foreign country) | 12 - Mother tongue of mother

13 - Address of mother's domicile (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code

☐ City, town or village ☐ Township or parish

14 - Language spoken at home | 15 - Civil status of mother: 1 ☐ Single 2 ☐ Married 3 ☐ Widow 4 ☐ Divorced 5 ☐ Legally separated | 16 - Number of years of schooling of mother

17 - Number of children born of previous pregnancies: live-born ____ Stillborn (after 20 weeks of pregnancy) ____ | 18 - Date of last live birth (where applicable) (Day, Month, Year) | 19 - Date of last marriage (where applicable) (Day, Month, Year)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Date of child's birth (Day, Month, Year) | 21 - Type of birth: 10 ☐ Single ☐ Double Other (specify) ____ | 22 - In case of multiple birth, give order: ☐ 1st ☐ 2nd ☐ 3rd Other (specify) ____

23 - Sex of stillborn: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 9 ☐ Undetermined | 24 - Weight at birth: ____ grams or ____ lbs ____ ounces | 25 - Duration of pregnancy: ____ complete weeks

26 - Name of hospital centre where birth took place

27 - Address of place where birth took place (No., street, municipality, county, province or foreign country)

28 - Cause of stillbirth

Check whether foetal (F) or maternal (M) condition

		F	M
1. Immediate cause	(a) ..... due to (or following upon)	☐	☐
* In the case of **therapeutic abortion**, indicate in (a)			
Previous causes: morbid state leading to aforementioned cause, indicating the initial cause lastly	(b) ..... due to (or following upon)	☐	☐
	(c)	☐	☐
2. Other morbid state(s) conductive to death but having no relation to the aforementioned immediate cause	.....	☐	☐
	.....	☐	☐

29 - In your opinion, what is the INITIAL cause of the stillbirth? Check (√) one square only

☐ Congenital malformation * ☐ Hyaline membrane ☐ Traumatism or obstetrical asphyxiation *
☐ Infection* ☐ Foetal malnutrition ☐ Other*
☐ Erythroblastosis ☐ Ante partum haemorrhage *Specify ____

30 - Was an autopsy performed? 1 ☐ Yes 2 ☐ No
If so, does the certificate of the cause of death take into account the information furnished by the autopsy? 1 ☐ Yes 2 ☐ No

IDENTIFICATION OF DECLARANT

31 - Name and first name of declarant | 32 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify) ____

33 - Date of signature (Day, Month, Year) | 34 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

PLACE OF DISPOSAL / FUNERAL DIRECTOR (WHERE APPLICABLE)

35 - Place of disposal: 1 ☐ Hospital centre Elsewhere (specify) ____

36 - Name and first name of funeral director (where applicable) | 37 - Address of funeral director

38 - Date of disposal (Day, Month, Year) | 39 - Name and first name of representative | 40 - Signature of representative: X

SP-4

1 ORIGINAL REGISTER OF POPULATION Department of Social Affairs, Québec 4-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-4

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

NOTE: VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

4 - Date de naissance du père (Jour, Mois, Année) | 5 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger) | 6 - Langue maternelle du père

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

10 - Date de naissance de la mère (Jour, Mois, Année) | 11 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger) | 12 - Langue maternelle de la mère

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | Code postal
☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

14 - Langue d'usage à la maison | 15 - État civil de la mère: 1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement | 16 - Nombres d'années de scolarité de la mère

17 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures: Nés vivants ____ Mort-nés (après 20 semaines de grossesse) ____ | 18 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) (Jour, Mois, Année) | 19 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) (Jour, Mois, Année)

CONSTAT MÉDICAL

20 - Date de l'accouchement (Jour, Mois, Année) | 21 - Type d'accouchement: 10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser) _____ | 22 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance: ☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e Autre (préciser) _____

23 - Sexe du mort-né: 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé | 24 - Poids à l'accouchement: _____ grammes ou _____ livres _____ onces | 25 - Durée de la grossesse: _____ semaines complètes

26 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu l'accouchement

27 - Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (N°, rue, municipalité, comté)

28 — Causes de la mortinaissance

		Pointer si condition foetale (F) ou maternelle (M)	
		F	M
1. Cause immédiate	(a) ..... due à (ou consécutive à)	☐	☐
* Dans le cas d'**avortement thérapeutique,** le mentionner ci-contre en (a)			
Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale	(b) ..... due à (ou consécutive à)	☐	☐
	(c)	☐	☐
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus	.....	☐	☐
	.....	☐	☐

29 - Indiquer quelle est, à votre avis, la cause INITIALE de la mortinaissance. Pointer (✓) une case seulement

☐ Malformation congénitale* ☐ Membrane hyaline ☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
☐ Infection* ☐ Malnutrition foetale ☐ Autre*
☐ Erythroblastose ☐ Hémorragie ante-partum *Préciser _____

30 - Y-a-t-il eu autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 ☐ Oui 2 ☐ Non

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant | 32 - Qualité du déclarant: 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) _____

33 - Date de la signature (jour, mois, année) | 34 - Signature du déclarant: X | N° de permis (Corp. des médecins)

LIEU DE DISPOSITION / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Lieu de disposition: 1 ☐ Centre hospitalier Ailleurs (préciser) _____

36 - Nom et prénom du directeur de funérailles (s'il y a lieu) | 37 - Adresse du directeur de funérailles

38 - Date de la disposition (jour, mois, année) | 39 - Nom et prénom du représentant | 40 - Signature du représentant: X

SP-4

2 DOSSIER MÉDICAL **4-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-4

ATTESTATION OF DECLARATION OF STILLBIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

4 - Date of birth of father (Day, Month, Year) | 5 - Place of birth of father (prov. or foreign country) | 6 - Mother tongue of father

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth) | 8 - First name | 9 - Middle name(s)

10 - Date of birth of mother (Day, Month, Year) | 11 - Place of birth of mother (prov. or foreign country) | 12 - Mother tongue of mother

13 - Address of mother's domicile (No., street, municipality, county, province or foreign country) | Postal Code
☐ City, town or village ☐ Township or parish

14 - Language spoken at home | 15 - Civil status of mother: 1 ☐ Single 2 ☐ Married 3 ☐ Widow 4 ☐ Divorced 5 ☐ Legally separated | 16 - Number of years of schooling of mother

17 - Number of children born of previous pregnancies: Live-born ____ Stillborn (after 20 weeks of pregnancy) ____ | 18 - Date of last live birth (where applicable) (Day, Month, Year) | 19 - Date of last marriage (where applicable) (Day, Month, Year)

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Date of child's birth (Day, Month, Year) | 21 - Type of birth: 10 ☐ Single ☐ Double Other (Specify) ____ | 22 - In case of multiple birth, give order: ☐ 1st ☐ 2nd ☐ 3rd Other (Specify) ____

23 - Sex of stillborn: 1 ☐ Male 2 ☐ Female 3 ☐ Undetermined | 24 - Weight at birth: ____ grams or ____ lbs ____ ounces | 25 - Duration of pregnancy: ____ completed weeks

26 - Name of hospital centre where birth took place

27 - Address of place where birth took place (No., street, municipality, county, province or foreign country)

28 - Cause of stillbirth | Check whether foetal (F) or maternal (M) condition

		F	M
1 **Immediate cause**	(a) ..... due to (or following upon)	☐	☐
In the case of **therapeutic abortion**, indicate in (a)			
Previous causes: morbid state leading to aforementioned cause, indicating the initial cause lastly	(b) ..... du to (or following upon)	☐	☐
	(c) ____	☐	☐
2. **Other morbid state(s)** conducive to death but having no relation to the aforementioned immediate cause	.....	☐	☐
	.....	☐	☐

29 - In your opinion, what is the INITIAL cause of the stillbirth? Check one square only.
☐ Congenital malformation ☐ Hyaline membrane ☐ Traumatism or obstetrical asphyxiation
☐ Infection ☐ Foetal malnutrition ☐ Other
☐ Erythroblastosis ☐ Ante partum haemorrhage Specify ____

30 - Was an autopsy performed? 1 ☐ Yes 2 ☐ No
If so, does the certificate of the cause of death take into account the information furnished by the autopsy? 1 ☐ Yes 2 ☐ No

IDENTIFICATION OF DECLARANT

31 - Name and first name of declarant | 32 - Title of declarant: 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify) ____

33 - Date of signature (Day, Month, Year) | 34 - Signature of declarant: X | Permit No. (Order of physicians)

PLACE OF DISPOSAL / FUNERAL DIRECTOR (WHERE APPLICABLE)

35 - Place of disposal: 1 ☐ Hospital centre Elsewhere (specify) ____

36 - Name and first name of funeral director (where applicable) | 37 - Address of funeral director

38 Date of disposal (Day, Month, Year) | 39 - Name and first name of representative | 40 - Signature of representative: X

SP-4

2 MEDICAL RECORD

4-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-4

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) Code postal

☐ Cité, ville ou village ☐ Canton ou paroisse

CONSTAT MÉDICAL

20 - Date de l'accouchement — Jour | Mois | Année

23 - Sexe du mort-né — 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

24 - Poids à l'accouchement — _____ grammes ou _____ livres _____ onces

26 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu l'accouchement

27 - Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (N°, rue municipalité, comté)

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant

32 - Qualité du déclarant — 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) _____

33 - Date de la signature (jour, mois, année)

34 - Signature du déclarant — X

N° de permis (Corp. des médecins)

LIEU DE DISPOSITION / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Lieu de disposition — 1 ☐ Centre hospitalier Ailleurs (préciser) _____

36 - Nom et prénom du directeur de funérailles (s'il y a lieu)

37 - Adresse du directeur de funérailles

38 - Date de la disposition (jour, mois, année)

39 - Nom et prénom du représentant

40 - Signature du représentant — X

SP-4

3 DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES **4-**

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-4

ATTESTATION OF DECLARATION OF STILLBIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth) | 8 - First name | 9 - Middle name(s)

13 - Address of mother's domicile (No., street, municipality, county, province or foreign country)
☐ City, town or village ☐ Township or parish
Postal Code

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Date of child's birth
Day | Month | Year

23 - Sex of stillborn
1 ☐ Male 2 ☐ Female 3 ☐ Undetermined

24 - Weight at birth
grams or _____ lbs. _____ ounces

26 - Name of hospital centre where birth took place

27 - Address of place where birth took place (No., street, municipality, county, province or foreign country)

IDENTIFICATION OF DECLARANT

31 - Name and first name of declarant

32 - Title of declarant
1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify) _____

33 - Date of signature (Day, Month, Year)

34 - Signature of declarant
X

Permit No. (Order of physicians)

PLACE OF DISPOSAL / FUNERAL DIRECTOR (WHERE APPLICABLE)

35 - Place of disposal
1 ☐ Hospital centre Elsewhere (specify) _____

36 - Name and first name of funeral director (where applicable)

37 - Address of funeral director

38 - Date of disposal (Day, Month, Year)

39 - Name and first name of representative

40 - Signature of representative
X

SP-4

3 FUNERAL DIRECTOR

4-

Ministère des affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-4

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

NOTE VOIR AU VERSO AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées.**
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père

1 - Nom du père | 2 - Prénom usuel | 3 - Autres prénoms

Mère

7 - Nom de la mère (selon acte de naissance) | 8 - Prénom usuel | 9 - Autres prénoms

13 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) | Code postal

☐ Cité ville ou village ☐ Canton ou paroisse

CONSTAT MÉDICAL

20 - Date de l'accouchement — Jour / Mois / Année

23 - Sexe du mort-né — 1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

24 - Poids à l'accouchement — grammes ou livres onces

26 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu l'accouchement

27 - Adresse de l'endroit ou a eu lieu l'accouchement (N°, rue municipalité, comté)

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant

32 - Qualité du déclarant — 1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser) _____

33 - Date de la signature (année, mois, jour)

34 - Signature du déclarant — X

N° de permis (Corp. des médecins)

LIEU DE DISPOSITION / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Lieu de disposition — 1 ☐ Centre hospitalier Ailleurs (préciser) _____

36 - Nom et prénom du directeur de funérailles (s'il y a lieu)

37 - Adresse du directeur de funérailles

38 - Date de la disposition (année, mois, jour)

39 - Nom et prénom du représentant

40 - Signature du représentant — X

SP-4

4 LIEU DE DISPOSITION 4-

Department of Social Affairs
Population Register

FORM SP-4

ATTESTATION OF DECLARATION OF STILLBIRTH

Please complete this declaration with a typewriter or in block letters.
Do not write in shaded squares.

N.B.: SEE REVERSE SIDE BEFORE COMPLETING

IDENTIFICATION OF PARENTS

Father

1 - Name of father | 2 - First name | 3 - Middle name(s)

Mother

7 - Name of mother (according to act of birth) | 8 - First name | 9 - Middle name(s)

13 - Address of mother's domicile (No., street, municipality, county, province or foreign country) — Postal Code

☐ City, town or village ☐ Township or parish

MEDICAL CERTIFICATE

20 - Date of child's birth — Day | Month | Year

23 - Sex of stillborn — 1 ☐ Male 2 ☐ Female 3 ☐ Undetermined

24 - Weight at birth — grams or ____ lbs ____ ounces

26 - Name of hospital centre where birth took place

27 - Address of place where birth took place (No., street, municipality, county, province or foreign country)

IDENTIFICATION OF DECLARANT

31 - Name and first name of declarant

32 - Title of declarant — 1 ☐ Physician 2 ☐ Nurse Other (specify) ____

33 - Date of signature (Day, Month, Year)

34 - Signature of declarant — X

Permit No. (Order of physicians)

PLACE OF DISPOSAL / FUNERAL DIRECTOR (WHERE APPLICABLE)

35 - Place of disposal — 1 ☐ Hospital centre Elsewhere (specify) ____

36 - Name and first name of funeral director (where applicable)

37 - Address of funeral director

38 - Date of disposal (Day, Month, Year)

39 - Name and first name of representative

40 - Signature of representative — X

DIRECTIVES GÉNÉRALES

NOTE PRÉLIMINAIRE

Toujours remplir au complet les cases où on demande l'âge, une date ou un nombre. Placer un ou des zéros dans la ou les cases de gauche qui ne contiennent pas d'autre chiffre. Exemples:

65 ans | 0 | 6 | 5 | le 2 juin 1958 | 0 | 2 | 0 | 6 | 5 | 8 |

314 grammes | 0 | 3 | 1 | 4 | grammes

Les réponses doivent toujours faire état de la situation qui prévalait au moment même de l'événement.

1 - TRANSMISSION DES FORMULAIRES

1.1 Pour transmettre les déclarations exigées par la Loi demander des enveloppes préadressées et préaffranchies au:

Registre de la population
Ministère des Affaires sociales
1075, Chemin Ste-Foy
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 Les délais imposés pour la transmission des formulaires remplis sont les suivants:

Formulaires	Délais maximum après l'événement
SP1	8 jours après la naissance
SP4	8 jours après l'accouchement (500 grammes et plus) 30 jours après l'accouchement (moins de 500 grammes)

1.3 Le fonctionnaire de l'état civil transmet pour chaque naissance qu'il enregistre une attestation de déclaration de naissance. L'expédition des formulaires remplis doit se faire à chaque semaine, le lundi de préférence. Des enveloppes à cet effet sont disponibles à l'adresse ci-haut mentionnée.

Lorsque les parents ou celui qui a charge d'un enfant se présentent sans l'attestation d'une déclaration de naissance vivante (page 2 du formulaire SP1), le fonctionnaire de l'état civil doit voir à ce que ces personnes remplissent un formulaire SP1. Dans un tel cas, les pages 1 et 2 du formulaire sont transmises au Registre de la population.

2 - PRÉNOM USUEL

Le prénom ou nom de baptême que l'individu utilise couramment ou encore celui que les parents ont l'intention d'utiliser pour nommer leur enfant.

Dans le cas d'un « prénom usuel » composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », le placer dans la case « prénom usuel » et joindre les deux (2) prénoms par un trait-d'union.

Ne pas placer de trait d'union entre les autres prénoms.

3 - NOM SELON L'ACTE DE NAISSANCE

Il s'agit du nom de « jeune fille »; ce n'est pas le nom du mari. Éviter tout pseudonyme, tant pour l'homme que pour la femme.

4 - LIEU DE NAISSANCE (province ou pays étranger)

Pour une naissance au Canada, donner le nom de la province canadienne (Québec, Terre-Neuve, Manitoba, etc.). Dans le cas d'une naissance en dehors du Canada, donner seulement le nom du pays (U.S.A., Angleterre, France, etc.).

5 - LANGUE MATERNELLE

La première langue apprise dans l'enfance et encore comprise. Si cette première langue n'est plus comprise, indiquer la deuxième langue apprise et encore comprise. Ne donner qu'une seule réponse.

6 - LANGUE D'USAGE À LA MAISON

Si plus d'une langue est parlée à la maison, inscrire celle qui est utilisée le plus souvent. Ne donner qu'une seule réponse.

7 - ÉTAT CIVIL DE LA MÈRE

Lorsque la mère mentionne qu'elle est séparée, bien demander s'il s'agit d'une séparation légale. Considérer comme mariées les personnes dont la séparation n'a pas été constatée par jugement d'un tribunal.

8 - NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ

Nombre d'années de scolarité complétées avec succès. L'année scolaire abandonnée en cours de route ou échouée ne doit pas être comptée.

9 - MORT-NÉS

N'indiquer que les mort-nés après vingt (20) semaines de grossesse.

10 - NOM ET PRÉNOMS DE L'ENFANT (SP1 seulement)

Le nom de l'enfant est celui du père; celui de la mère quand le père est inconnu.

Si c'est possible, la mère indique les prénoms qu'elle a l'intention de faire porter à son enfant, en indiquant en premier lieu le prénom qui sera couramment utilisé.

Dans le cas d'un prénom usuel composé, du type « Jean-Paul » ou « Marie-Laure », voir plus haut en (2).

11 - SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE (ou du plus proche parent)

La signature de l'un ou de l'autre des parents est demandée aux fins de les inciter à bien vérifier si les renseignements inscrits correspondent à ceux qu'ils ont fournis.

Si le père et la mère sont décédés ou incapables de signer, le plus proche parent de l'enfant signera à leur place.

12 - CODE POSTAL

Toujours insister pour obtenir le code postal à la question où il est demandé.

13 - NAISSANCES MULTIPLES

Bien suivre la directive qui apparaît au recto du formulaire SP1.

Autant que possible, brocher ensemble tous les formulaires se rapportant à une naissance multiple, qu'il s'agisse des formulaires SP1, SP3 ou SP4.

14 - POIDS À LA NAISSANCE

Ne donner le poids qu'en grammes. Éviter absolument le poids en kilogrammes. Les livres et les onces sont tolérées.

15 - CAUSES DE LA MORTINAISSANCE (SP4 seulement)

Bien indiquer si les conditions décrites sont de nature foetale ou maternelle.

Avortement thérapeutique: bien l'indiquer sur la ligne (a) de la question 28.

16 - DOSSIER MÉDICAL (SP4 seulement)

La signature originale du déclarant doit apparaître à la question 34 de la page 2 (dossier médical) du formulaire SP4.

GENERAL INSTRUCTIONS

PRELIMINARY NOTE

Always completely fill in the squares where the age, a date or a number is requested. Insert one or several zeros in the left square(s) which do not contain other digits. Examples:

65 years [0|6|5]; 6 june 1958 [0|6|0|6|5|8];

314 grams [0|3|1|4] grams.

The answers must always state the situation which prevailed at the precise time of the event.

1 — TRANSMISSION OF FORMS

1.1 In order to send the declarations required by the Act, apply for pre-addressed and pre-stamped envelopes at the:
Population Register
Department of Social Affairs
1075 Ste. Foy Road
Québec, Québec
G1A 1E2

1.2 The periods prescribed for the sending of completed forms are as follows:

Forms	Time limits following event
SP 1	8 days after birth
SP 4	8 days after confinement (500 grams and over)
	30 days after confinement (under 500 grams)

1.3 The civil status officer shall send an attestation of declaration of birth for each birth he registers. The sending of the completed forms must be done each week, preferably on Monday. Envelopes for such purpose are available at the address hereinabove mentioned.

When the parents or the person entrusted with the care of a child present themselves without the attestation of a declaration of live birth (page 2 of form SP1), the civil status officer must ensure that such persons complete Form SP1. In such case, pages 1 and 2 of the Form shall be sent to the Population Register.

2 — FIRST NAME

The first name or Christian name which the individual generally uses or the one which the parents intend to have the child called.

In the case of compound "first name", such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", insert them in the "first name" square.

3 — NAME ON ACT OF BIRTH

The "maiden name" must be used and not that of her husband. Avoid any pseudonym, for both the man or the woman.

4 — PLACE OF BIRTH (province or foreign country)

For a birth in Canada give the name of the Canadian province (Québec, Newfoundland, Manitoba, etc.). In the case of a birth outside Canada, give only the name of the country (U.S.A., England, France, etc.).

5 — MOTHER TONGUE

The first language learned in childhood and still understood. If the said first language is no longer understood, indicate the second language learned and still understood. Give only one answer.

6 — LANGUAGE USED AT HOME

If more than one language is spoken at home, enter only the one which is used most often. Give only one answer.

7 — CIVIL STATUS OF MOTHER

When the mother mentions that she is separated, ensure that there has been a legal separation. Persons whose separation has not been confirmed by a court judgment shall be considered married.

8 — NUMBER OF YEARS OF SCHOOLING

The number of years of schooling successfully completed. The school year not fully completed or during which the person failed must not be counted.

9 — STILLBIRTHS

Indicate only stillbirths after twenty (20) weeks of pregnancy.

10 — CHILD'S FAMILY AND FIRST NAMES (SP1 only)

The child's name is that of the father; that of the mother when the father is unknown.

Where possible, the mother shall indicate the first names she intends the child to have by indicating, in the first place, the first name which shall generally be used.

In the case of a compound first name, such as "Jean-Paul" or "Marie-Laure", refer to (2) hereinabove.

11 — SIGNATURE OF MOTHER OR FATHER (OR OF CLOSEST RELATIVE)

The signature of one or the other of the parents is asked for in order to prompt them to throughly check that the information given corresponds to that which they have provided.

If the father and mother are dead or unable to sign, the child's closest relative shall sign in their stead.

12 — POSTAL CODE

Always insist that the postal code be given wherever it is requested.

13 — MULTIPLE BIRTHS

Follow carefully the instructions which appear in the back of Form SP1. As far as possible, clip all forms together relating to a multiple birth, whether these be Forms SP1, SP3 or SP4.

14 — WEIGHT AT BIRTH

Give the weight in grams only. Weight in kilograms must be avoided at all costs. Pounds and ounces shall be tolerated.

15 — CAUSES OF STILLBIRTH (SP4 only)

Indicate correctly whether the conditions described are of a foetal or maternal nature.

Therapeutic abortion: indicate correctly in line (a) of question 28.

16 — MEDICAL RECORD (SP4 only)

The declarant's original signature must appear in question 34 on page 2 (medical record) of Form SP4.

A.M., 18 avril 1974
Règ. 74-187, 23 avril 1974

LOI DES COMPAGNIES
(S.R.Q., 1964, ch. 271)

Formules d'avis

Je, soussigné, William Tetley, ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par les articles 23*a*, 30, 84, 131 et 220 de la Loi des compagnies (S.R.Q., 1964, ch. 271), prescris les formules d'avis ci-dessous aux fins d'application des articles 30, 84 et 131. Lesdites formules entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

FORMULE 21

(Articles 30, 131)

Avis est donné que les compagnies et corporations dont les noms suivent ont établi leur bureau principal ou l'ont changé tel qu'indiqué ci-après

Nom de la Compagnie *Name of Company*	Date de constitution *Date of incorporation*	Domicile légal / *Legal domicile*	
		Ancienne adresse *Previous address*	Nouvelle adresse *New address*

FORMULE 22

(Article 84)

Avis est donné que les compagnies et corporations dont les noms suivent ont modifié le nombre de leurs administrateurs tel qu'indiqué ci-après

Nom de la Compagnie *Name of Company*	Date de constitution *Date of incorporation*	Nombre d'administrateurs / *Number of directors*	
		Ancien nombre *Previous number*	Nouveau nombre *New number*

M.O., 18 April 1974
Reg. 74-187, 23 April 1974

COMPANIES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 271)

Notice forms

I, the undersigned, William Tetley, Minister of Financial Institutions, Compagnies and Cooperatives, pursuant to the powers conferred upon me under sections 23*a*, 30, 84, 131 and 220 of the Companies Act (R.S.Q., 1964, ch. 271), prescribe the following notice forms for the purpose of applying sections 30, 84 and 131. The said forms shall come into force upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

FORM 21

(Sections 30, 131)

Notice is hereby given that the companies and corporations whose names follow have established their principal office or have changed it as indicated hereinafter

Nom de la Compagnie *Name of Company*	Date de constitution *Date of incorporation*	Domicile légal / *Legal domicile*	
		Ancienne adresse *Previous address*	Nouvelle adresse *New address*

FORM 22

(Section 84)

Notice is hereby given that the companies and corporations whose names follow have changed the number of their directors as indicated hereinafter

Nom de la Compagnie *Name of Company*	Date de constitution *Date of incorporation*	Nombre d'administrateurs / *Number of directors*	
		Ancien nombre *Previous number*	Nouveau nombre *New number*

FORMULE 23

(Article 84)

Avis est donné que les compagnies et corporations dont les noms suivent ont changé leur siège social tel qu'indiqué ci-après

FORM 23

(Section 84)

Notice is hereby given that the companies and corporations whose names follow have changed their head office as indicated hereinafter

Nom de la Compagnie *Name of Company*	Date de constitution *Date of incorporation*	Siège social / *Head office*	
		Ancienne adresse *Previous address*	Nouvelle adresse *New address*

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
WILLIAM TETLEY.

18 avril 1974.

391-o

WILLIAM TETLEY,
Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

18 April 1974.

391-o

A.C. 1488-74, 24 avril 1974
Règ. 74-189, 25 avril 1974

LOI DES ÉLECTRICIENS ET DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
(S.R.Q., 1964, ch. 152)

Modifications au Règlement relatif aux électriciens et aux installations électriques

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au Règlement relatif aux électriciens et aux installations électriques.

ATTENDU QU'en vertu des articles 8, 10 et 47 de la Loi des électriciens et installations électriques (S.R.Q., 1964, ch. 152), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tous les règlements nécessaires pour sa mise à exécution;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'apporter certaines précisions pour la détermination des droits d'inspection pour les installations électriques;

ATTENDU QU'une étude a été faite par le Bureau des Examinateurs des Électriciens, en collaboration avec le Conseil du Patronat du Québec, afin de déterminer le taux d'honoraires le plus équitable possible pour l'inspection des installations électriques sous la responsabilité des détenteurs de licence «A-2»;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le projet de modifications au Règlement relatif aux électriciens et aux installations électriques, dont copie est annexée, soit approuvé et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement relatif aux électriciens et aux installations électriques

1. Le paragraphe 3 de l'article 1.5 est modifié en retranchant la phrase: «Toute visite inutile d'un inspecteur à la suite de cette information, est retenue, aux fins des droits, au même titre qu'une inspection spéciale».

2. 1) La première phrase du premier alinéa de l'article 2.1 est remplacée par l'alinéa suivant:

O.C. 1488-74, 24 April 1974
Reg. 74-189-74, 25 April 1974

ELECTRICIANS AND ELECTRICAL INSTALLATIONS ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 152)

Amendments to the Regulation respecting electricians and electrical installations

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Regulation respecting electricians and electrical installations.

WHEREAS under sections 8, 10 and 47 of the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1964, ch. 152), the Lieutenant-Governor in Council may make all the regulations required carrying out the Act;

WHEREAS it has become necessary to give certain precise details for the purpose of determining the inspection fees for electrical installations;

WHEREAS a study was made by the Board of Examining Electricians, in co-operation with the Québec Management Council, for the purpose of determining the most equitable tariff of fees possible for the inspection of electrical installations under the responsibility of license holders "A-2";

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the draft of amendments to the Regulation respecting electricians and electrical installations, a copy of which is annexed hereto, be approved and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation respecting electricians and electrical installations

1. Paragraph 3 of section 1.5 is amended by striking out the sentence: "Any fruitless visit of the inspector following such information is considered, for purpose of fees, as a special inspection".

2. (1) The first sentence of the first paragraph of section 2.1 is replaced by the following paragraph:

2.1 Marque d'approbation:

1) Le bureau des examinateurs reconnaît les certifications émises par les organismes suivants:

i) L'Association Canadienne de Normalisation (CSA-ACNOR);

ii) L'« Underwriters' Laboratories of Canada» (ULC);

iii) L'Association canadienne du gaz (C.G.A.).

2) le mot « Toutefois» devient le début du second alinéa de l'article 2.1.»

3. Le paragraphe 3 de l'article 4.1 est remplacé par le suivant:

3) Ce permis est également obligatoire pour:

a) l'exécution de travaux d'installations électriques temporaires durant la période nécessaire à la construction; et

b) l'exécution de travaux nécessaires pour le raccordement au réseau du distributeur d'électricité de toute construction préfabriquée fixe.

4. Le paragraphe 8 de l'article 4.2 est modifié en retranchant la phrase: « De plus, il doit faire parvenir tous les mois au bureau des examinateurs un rapport détaillé sur toutes les constructions fixes qu'il a préfabriquées au cours de cette période.».

5. L'article 4.3 est remplacé par le suivant:

4.3 Raccordement: Le bureau des examinateurs peut autoriser le distributeur d'électricité à raccorder le branchement permanent en autant que l'appareillage de branchement ait été inspecté et trouvé conforme.

6. Le paragraphe 1 de l'article 5.1 est modifié en retranchant à la 5, 6 et 7e ligne la phrase:

« A cet effet, le fabricant doit, lors de la livraison, aviser le bureau des examinateurs de la destination de chaque construction préfabriquée fixe.».

7. Le paragraphe 2 de l'article 7.2 est modifié en remplaçant l'alinéa *b* par les suivants:

b) « salaire»: différence entre les gains totaux imposables de l'individu et les montants qui lui sont versés aux fins de jours de congé;

c) « masse salariale»: ensemble des salaires versés au cours d'une année:

i) pour le secteur de l'industrie de la construction, aux compagnons et aux apprentis-électriciens

"2.1 Mark of approval:

(1) The Board of Examiners recognizes the certifications issued by the following bodies:

(i) The Canadian Standards Association (CSA-ACNOR);

(ii) The Underwriters' Laboratories of Canada (ULC);

(iii) The Canadian Gas Association (C.G.A.).

(2) The word "however" shall begin the second paragraph of section 2.1.

3. Paragraphe 3 of section 4.1 is replaced by the following:

(3) This permit is also required for:

(a) the carrying out of temporary electrical installation works during the period required for construction; and

(b) the carrying out of works required for the connecting of any fixed prefabricated structure to the electrical supply system.

4. Paragraph 8 of section 4.2 is amended by striking out the sentence: "In addition he shall forward monthly to the Board of Examiners a detailed report of all fixed prefabricated structures he has manufactured during this period".

5. Section 4.3 is replaced by the following:

4.3 Connection: The Board of Examiners may authorize the electrical supplier to connect the permanent service where the service equipment has been inspected and is found to be conformable.

6. Paragraph 1 of section 5.1 is amended by striking out in the 5th, 6th and 7th lines, the sentence:

"For this purpose, the manufacturer shall at the time of delivery advise the Board of Examiners of the destination of such structure".

7. Paragraph 2 of section 7.2 is amended by replacing subparagraph *b* by the following:

(b) "wages": the difference between the total taxable income of the individual and the amounts which are paid to him for holiday purposes;

(c) "total wages": all the wages paid during one year:

(i) in the construction industry sector, to journeymen and apprenticed electricians for electrical installa-

pour l'exécution de travaux d'installation électrique. De ce terme est exclu le salaire versé à toute personne qui agit à titre de contremaître salarié au sens du décret relatif à l'industrie de la construction adopté en vertu de la Loi des relations de travail dans l'industrie de la construction (L.Q., 1968, ch. 45); ou

ii) pour tous les autres secteurs, à tous les compagnons et apprentis-électriciens. De ce terme est exclu le salaire versé à toute personne qui agit à titre de contremaître et qui n'exécute aucun travail d'installation électrique.

tion works. The wages paid to any person who acts as a salaried foreman within the meaning of the decree respecting the construction industry adopted under the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q., 1968, ch. 45), are excluded from such conditions, or

(ii) in all other sectors, to all journeymen and apprenticed electricians. The wages paid to any person who acts as foreman and who does not carry out any electrical installation works are excluded from such conditions.

8. Le paragraphe 3 de l'article 7.2 est modifié en remplaçant l'alinéa *b* par le suivant:

b) dans le cas d'une entreprise pour laquelle une ou plusieurs licences «A-2» ont été délivrées, un montant fixe de $300 pour chaque chef compagnon plus 3% de la masse salariale pondérée à 30%. Cette disposition s'applique aux droits payables pour l'année fiscale se terminant le 1er avril 1974 et à ceux des années subséquentes.

8. Paragraph 3 of section 7.2 is amended by replacing subparagraph *b* by the following:

(b) in the case of an enterprise for which one or several licenses "A-2" have been issued, a fixed amount of $300 per journeyman electrician in charge plus 3% of the total wages valued at 30%. This provision applies to the fees payable for the fiscal year ending 1 April 1974 and to those of subsequent years.

9. Le paragraphe 5 de l'article 7.2 est modifié en remplaçant à la 2e ligne «1er février» par «15 février».

9. Paragraph 5 of section 7.2 is amended by replacing in the 2nd line "1 February" by "15 February".

10. Le paragraphe 8 de l'article 7.2 est remplacé par le suivant:

8) Le paiement des droits annuels doit se faire en 4 versements aux dates suivantes:

a) Le 1er mars;

b) le 15 mai;

c) le 15 août; et

d) le 15 novembre.

10. Paragraph 8 of section 7.2 is replaced by the following:

(8) Annual fees are payable in 4 instalments on the following dates:

(a) 1 March;

(b) 15 May;

(c) 15 August; and

(d) 15 November.

11. La section VIII «Dispositions transitoires» est abrogée.

11. Division VIII "Transitional provisions is revoked.

395-o

395-o

A.C. 1490-74, 24 avril 1974
Règ. 74-190, 25 avril 1974

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Carton ondulé — Province

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé au Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé au Québec, rendue obligatoire par le décret 728 du 6 juillet 1955 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 13 février 1974;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 728 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe 3.04 de l'article III est remplacé par le suivant:

«**3.04** Les heures de travail des diverses équipes sont étalées de la façon suivante:

1re équipe: entre 7 h et 18 h;

2e équipe: entre 14 h et 1 h;

3e équipe: entre 23 h et 8 h.

Dans le cas d'un employeur qui fonctionne seulement avec une équipe, les heures de travail sont étalées entre 7 h et 17 h.».

2. Le paragraphe 4.07 de l'article IV est remplacé par le suivant:

«**4.07** **a)** L'employeur doit accorder au salarié 2 pauses, avec paie, de 10 minutes chacune par équipe.

b) Lorsqu'un salarié est appelé à effectuer 2 heures supplémentaires ou plus, l'employeur doit lui accorder

O.C. 1490-74, April 24, 1974
Reg. 74-190, April 25, 1974

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Corrugated Paper Boxes — Province

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the manufacture of corrugated paper boxes in Québec.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143), the contracting parties to the Collective Labour Agreement respecting the manufacture of corrugated paper boxes in Québec, rendered obligatory by Decree 728 of July 6, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of February 13, 1974;

WHEREAS no objection has been brought forward against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 728 be amended as follows:

1. Subsection 3.04 of section III is replaced by the following:

"**3.04** Working hours for the different shifts are scheduled as follows:

First shift: between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.;

Second shift: between 2:00 p.m. and 1:00 a.m.;

Third shift: between 11:00 p.m. and 8:00 a.m.

When an employer is operating only one shift, working hours are scheduled between 7:00 a.m. and 5:00 p.m.".

2. Subsection 4.07 of section IV is replaced by the following:

"**4.07** **(a)** The employer shall grant employees 2 ten-minute rest periods with pay for each shift.

(b) When an employee does 2 hours' overtime or more, the employer shall grant him a ten-minute rest period

une pause de 10 minutes, avec paie, avant ou après les heures normales de son équipe.

c) Lorsqu'un salarié est appelé à effectuer 4 heures supplémentaires ou plus, l'employeur doit accorder à l'intéressé une pause de 15 minutes avec paie, et il en fixe le moment.».

3. Le paragraphe 4.09 de l'article IV est biffé.

4. Le paragraphe 5.01 de l'article V est remplacé par le suivant:

«**5.01** Les salaires horaires minimaux sont les suivants:

Taux de salaires minimaux

Classification des emplois	*À compter du 1er oct. 1974*	
Chef d'équipe	$ 3.40	$ 3.55
Machine à onduler:		
Conducteur	3.30	3.45
Conducteur temporaire	3.24	3.39
Découpeur	3.24	3.39
Conducteur de colleuses double face	3.19	3.34
Ramasseur et placeur de rouleaux	3.00	3.15
Machine à onduler (petit format-papier cristal (glassine):		
Conducteur	3.20	3.35
Découpeur	3.09	3.24
Ramasseur — placeur de rouleaux et aide	2.89	3.04
Encocheuse — imprimeuse et presse flexographique:		
Conducteur	3.24	3.39
Aide-conducteur	3.14	3.29
Margeur et ramasseur	3.05	3.20
Presse à imprimer sur la longueur:		
Conducteur	3.19	3.34
Ramasseur	3.05	3.20
Encocheuse (grosses boîtes):		
Conducteur	3.10	3.25
Ramasseur	2.95	3.10
Encocheuse (petites boîtes):		
Conducteur:		
Classe A	3.05	3.20
Classe B	2.72	2.87

with pay, before or after the regular hours of his shift.

(c) When an employee does 4 hours' overtime or more, the employer shall grant him a fifteen-minute rest period with pay, at a time left to the employer's discretion.".

3. Subsection 4.09 of section IV is deleted.

4. Subsection 5.01 of section V is replaced by the following:

"**5.01** The minimum hourly wages are the following:

Minimum wage rates

Job classification	*As of Oct. 1, 1974*	
Lead hand	$ 3.40	$ 3.55
Corrugating machine:		
Operator	3.30	3.45
Temporary operator	3.24	3.39
Slitter and knifer	3.24	3.39
Double-backer	3.19	3.34
Tailer and roll snatter	3.00	3.15
Corrugating machine (small-glassine):		
Operator	3.20	3.35
Slitter and knifer	3.09	3.24
Tailer and roll shafter and assistant	2.89	3.04
Printer-slotter machine and flexographic press:		
Operator	3.24	3.39
Slotter man	3.14	3.29
Feeder and tailer	3.05	3.20
Printing press longway:		
Operator	3.19	3.34
Tailer	3.05	3.20
Slotting machine (large boxes):		
Operator	3.10	3.25
Tailer	2.95	3.10
Slotting machine (small boxes):		
Operator:		
Class A	3.05	3.20
Class B	2.72	2.87

Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage: 1re opération):		
Mitrailleur	3.15	3.30
Ramasseur	2.95	3.10
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers):		
Mitrailleur	3.09	3.24
Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Encocheuse — mitrailleuse de cloisons:		
Conducteur	3.14	3.29
Ramasseur:		
Classe A	3.04	3.19
Classe B	2.67	2.82
Encocheuse simple de cloisons:		
Conducteur:		
Classe A	3.05	3.20
Classe B	2.72	2.87
Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Machine à assembler les cloisons:		
Conducteur:		
Classe A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87
Margeur	2.67	2.82
Ramasseur	2.67	2.82
Assemblage des cloisons:		
Assembleur	2.67	2.82
Coupeuse de rabats:		
Découpeur	3.10	3.25
Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Plieuse — colleuse:		
Conducteur	3.22	3.37
Ramasseur et inspecteur:		
Classe A	3.14	3.29
Classe B	2.72	2.87

Tailer:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Box slitting and scoring machine (1st operation):		
Operator	3.15	3.30
Tailer	2.95	3.10
Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):		
Operator	3.09	3.24
Tailer:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Combination partition slitter-slotter:		
Operator	3.14	3.29
Tailer:		
Class A	3.04	3.19
Class B	2.67	2.82
Plain partition slotter:		
Operator:		
Class A	3.05	3.20
Class B	2.72	2.87
Tailer:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Partition assembly machine:		
Operator:		
Class A	3.10	3.25
Class B	2.72	2.87
Feeder	2.67	2.82
Tailer	2.67	2.82
Partition assembly:		
Assembler	2.67	2.82
Flap-cutting machine:		
Operator	3.10	3.25
Tailer:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Folding and glueing machine:		
Operator	3.22	3.37
Tailer and inspector:		
Class A	3.14	3.29
Class B	2.72	2.87

Plieuse — enrubaneuse:		
Conducteur	3.22	3.37
Ramasseur et inspecteur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.72	2.87
Rubaneuse semi-automatique:		
Conducteur:		
Classe A	3.05	3.20
Classe B	2.72	2.87
Ramasseur et inspecteur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Pliage de boîtes:		
Plieur	2.67	2.82
Rubaneuse à la main:		
Conducteur	2.67	2.82
Machine automatique à plier et à piquer:		
Piqueur	3.18	3.33
Margeur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82
Ramasseur et inspecteur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.72	2.87
Machine semi-automatique à piquer:		
Piqueur:		
Classe A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87
Machine à piquer à la main:		
Piqueur:		
Classe A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87
Scie à ruban:		
Scieur	2.95	3.10
Coucheuse à nappe:		
Conducteur	3.19	3.34
Ramasseur	2.95	3.10
Machine à laminer, teindre et imprimer:		
Conducteur	3.24	3.39
Aide	3.00	3.15

Folding and taping machine:		
Operator	3.22	3.37
Tailer and inspector:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.72	2.87
Semi-automatic taping-machine:		
Operator:		
Class A	3.05	3.20
Class B	2.72	2.87
Tailer and inspector:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Box folding:		
Folder	2.67	2.82
Hand taping machine:		
Operator	2.67	2.82
Automatic folding and stitching machine:		
Operator	3.18	3.33
Feeder:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82
Tailer and inspector:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.72	2.87
Semi-automatic stiching machine:		
Operator:		
Class A	3.10	3.25
Class B	2.72	2.87
Manual stitching machine:		
Operator:		
Class A	3.10	3.25
Class B	2.72	2.87
Band saw:		
Operator	2.95	3.10
Curtain coater:		
Operator	3.19	3.34
Tailer	2.95	3.10
Printing, tinting and laminating machine:		
Operator	3.24	3.39
Helper	3.00	3.15

Attacheuse automatique de courroies métalliques:			Automatic steel-strapping machine:		
Conducteur	3.14	3.29	Operator	3.14	3.29
Presse automatique à découper:			Automatic die press cutting machine:		
Mécanicien	3.22	3.37	Operator	3.22	3.37
Aide ou décortiqueur	2.95	3.10	Helper or stripper	2.95	3.10
Presse à platine à découper margée à la main:			Platen die press cutting machine (handfed):		
Conducteur	3.19	3.34	Operator	3.19	3.34
Aide ou décortiqueur	2.95	3.10	Helper or stripper	2.95	3.10
Bobineuse et coupeuse (simple face):			Rewinding and cutting machine (single face):		
Conducteur:			Operator:		
Classe A	3.09	3.24	Classe A	3.09	3.24
Classe B	2.72	2.87	Class B	2.72	2.87
Ramasseur:			Tailer:		
Classe A	3.04	3.19	Class A	3.04	3.19
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67	2.82
Paraffineuse:			Waxing machine:		
Conducteur	3.04	3.19	Operator	3.04	3.19
Empaquetage et ficelage:			Bundling and tying:		
Ficeleur:			Tier:		
Classe A	3.00	3.15	Class A	3.00	3.15
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67	2.82
Matières adhésives:			Adhesive unit:		
Préposé à la colle	3.10	3.25	Operator	3.10	3.25
Presse à balles:			Waste bailing press:		
Conducteur	3.05	3.20	Operator	3.05	3.20
Aide	3.00	3.15	Helper	3.00	3.15
Manutention de rouleaux:			Roll handling:		
Chef manutentionnaire	3.10	3.25	Chief roll handler	3.10	3.25
Manutention motorisée:			Power roll handling:		
Conducteur	3.10	3.25	Operator	3.10	3.25
Manutentionnaire	3.00	3.15	Roll handler	3.00	3.15
Manutention:			Handling:		
Conducteur de chariot élévateur automoteur	3.10	3.25	Power lift truck operator	3.10	3.25
Machines non classées:			Unclassified machines:		
Conducteur	3.09	3.24	Operator	3.09	3.24
Margeur:			Feeder:		
Classe A	2.89	3.04	Class A	2.89	3.04
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67	2.82

Expédition:		
Expéditeur	3.24	3.39
Aide-expéditeur	3.14	3.29
Vérificateur	3.04	3.19
Conducteur de camion à remorque	3.19	3.34
Conducteur de camion	3.14	3.29
Aide	2.98	3.13
Entretien:		
Hommes de métier	3.34	3.49
Mécanicien	3.34	3.49
Aide aux hommes de métier	3.15	3.30
Huileur	3.09	3.24
Concierge	2.97	3.12
Chaufferie:		
Conducteur mécanicien de machines fixes:		
2e classe	3.54	3.69
3e classe	3.37	3.52
4e classe	3.27	3.42

Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante:

Aide tous travaux:		
Classe A	2.89	3.04
Classe B	2.63	2.78

Définition classe A: Travail généralement lourd qui comporte la manutention de grandes boîtes.

Définition classe B: Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé.».

5. Les paragraphes 7.02 et 7.03 de l'article VII sont remplacés par les suivants:

«**7.02 Droit au congé:** Tout salarié régi par le présent décret a droit:

a) après un an de service continu chez le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale de 2 semaines;

b) s'il a moins d'un an de service continu chez le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines;

c) s'il a au moins 8 ans de service continu chez le même employeur, à un congé dont la durée est de 3 semaines;

d) s'il a au moins 18 ans de service continu chez le même employeur, à un congé dont la durée est de 4 semaines.

Shipping department:		
Shipper	3.24	3.39
Assistant-shipper	3.14	3.29
Checker	3.04	3.19
Trailer truck driver	3.19	3.34
Truck driver	3.14	3.29
Helper	2.98	3.13
Maintenance:		
Tradesman	3.34	3.49
Mechanic	3.34	3.49
Tradesman's helper	3.15	3.30
Oiler	3.09	3.24
Janitor	2.97	3.12
Boiler room:		
Stationary engineman:		
2nd class	3.54	3.69
3rd class	3.37	3.52
4th class	3.27	3.42

Miscellaneous work: The basic wage scale for general work is as follows:

General helper:		
Class A	2.89	3.04
Class B	2.63	2.78

Class A definition: Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B definition: Light work, as regards the size and weight of material handled.".

5. Subsections 7.02 and 7.03 of section VII are replaced by the following:

"**7.02 Vacation entitlement:** Every employee governed by this decree:

(a) after one year of continuous service with the same employer during the qualifying year, is entitled to a continuous paid vacation of at least 2 weeks:

(b) if he has less than one year of continuous service with the same employer during the qualifying year, he is entitled to a continuous paid vacation equal to one day's vacation for each month of service. This vacation not to exceed 2 weeks;

(c) if he has at least 8 years of continuous service with the same employer, is entitled to a 3-week vacation;

(d) if he has at least eighteen years' continuous service with the same employer, is entitled to a 4-week vacation.

«**7.03** Le salarié doit toucher pour son congé annuel une indemnité déterminée de la façon suivante:

a) 4% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de moins de 8 ans au service de son employeur;

b) 6% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 8 ans au service de son employeur;

c) 8% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 18 ans au service de son employeur.».

6. Les paragraphes 8.06 et 8.07 sont remplacés par les suivants:

«**8.06 Congé de décès:** Lors du décès de son conjoint ou de son enfant, de son père ou de sa mère, de son frère ou de sa soeur, le salarié permanent peut s'absenter pour la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles. Il doit être rémunéré pour chaque jour faisant partie de sa semaine normale de travail, jusqu'à concurrence de 3 jours, à condition:

a) qu'il assiste aux funérailles;

b) qu'il ne soit pas absent du travail à ce moment en raison de maladie, d'accident, de compensation ou de congé annuel.

S'il ne peut assister aux funérailles, il n'a droit qu'à une indemnité de 8 fois son taux horaire.

«**8.07** Lors du décès du beau-père ou de la belle-mère du salarié, ce dernier ne peut s'absenter que le jour des funérailles, pourvu qu'il y assiste. Il doit toucher pour cette journée, si elle fait partie de sa semaine normale de travail, une indemnité de 8 fois son taux horaire.».

7. Le paragraphe 10.02 de l'article X est remplacé par le suivant:

«**10.02 Durée du décret:** Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1975. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'oeuvre et toute autre partie contractante, au cours du mois de décembre de l'année 1974 ou de toute autre année subséquente.».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

396-o

"**7.03** The employee's vacation pay shall be established in the following manner:

(a) 4% of his total wages during the qualifying year, if he has less than 8 years of service with his employer;

(b) 6% of his total wages during the qualifying year, if he has 8 years of service with his employer;

(c) 8% of his total wages earned during the qualifying year, if he has 18 years of service with his employer.".

6. Subsections 8.06 and 8.07 are replaced by the following:

"**8.06 Bereavement leave:** In the event of the death of his spouse or child, his father or mother, his brother or sister, the regular employee shall be entitled to a leave from the day of death to the day of the funeral. He shall be remunerated for each day of his standard workweek not exceeding 3 days, provided that:

(a) he attends the funeral;

(b) he not be absent from work during that time because of sickness, accident, compensation or annual vacation.

If he cannot attend the funeral, he shall only have the right to 8 times his hourly rate.

"**8.07** In the event of the death of his father-in-law or mother-in-law, the employee shall only be absent for the day of the funeral, provided he attend. He shall receive for this day, if it is part of his standard workweek, 8 times his hourly rate.".

7. Subsection 10.02 of section X is replaced by the following:

"**10.02 Term of the decree:** The decree remains in force until January 1, 1975. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other parties a written notice to the contrary during the month of December 1974 or December of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

396-o

A.C. 1491-74, 24 avril 1974
Règ. 74-191, 25 avril 1974

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, ch. 143)

Débits d'essence (modifications) — Chicoutimi

Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de service et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret 1905 du 7 novembre 1962 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 28 novembre 1973;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 1905 soit modifié de la façon suivante:

1. Le titre du décret est remplacé par le suivant:

«Décret relatif aux stations-service et aux postes d'essence pour la région de Chicoutimi.».

2. Les quatre parties du décret sont remplacées par les sections suivantes:

« **1.00 Interprétation:** Dans le présent décret les expressions suivantes signifient:

1.01 Homme de métier: tout salarié dont les fonctions sont essentiellement reliées à l'entretien, aux essais, aux vérifications, aux réparations, aux modifications ou à d'autres travaux du même genre, qui sont nécessaires ou utiles au bon fonctionnement des véhicules automobiles;

1.02 Préposé au service: tout salarié qui:

a) fait la vente de l'essence ou de lubrifiant;

b) lave, graisse ou conduit des véhicules automobiles;

c) change ou répare les chambres à air ou les pneus;

O.C. 1491-74, April 24, 1974
Reg. 74-191, April 25, 1974

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 143)

Gasoline stations (amendments) — Chicoutimi

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree governing service stations and gasoline stations in the Chicoutimi region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting service stations and gasoline stations in the Chicoutimi region rendered obligatory by Decree No. 1905 of November 7, 1962 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of November 28, 1973;

WHEREAS the objections brought forward have been considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 1905 be amended as follows:

1. The French title of the decree is replaced by the following:

"Decret relatif aux stations-service et aux postes d'essence pour la région de Chicoutimi.".

2. The four parts of the decree are replaced by the following divisions:

" **1.00 Interpretation:** In this decree the following expressions mean:

1.01 Tradesman: any employee whose main duties are related to maintenance work, tests, checks, repairs, changes or other work of a similar nature necessary or useful to the good operation of motor vehicles.

1.02 Serviceman: any employee who:

(a) sells gasoline or lubricants;

(b) washes, greases or drives automobiles;

(c) changes or repairs inner tubes or tires;

d) change les accumulateurs, les courroies, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres, les silencieux ou les autres pièces semblables et en fait la vente;

e) fait le service de remorquage;

f) fait le service d'urgence de dépannage;

g) va reconduire ou chercher la clientèle;

h) s'occupe du nettoyage ou du chauffage de l'établis sement;

i) s'occupe de l'entretien du terrain;

1.03 Pompiste: tout salarié dont les fonctions sont essentiellement reliées à la vente d'essence ou de lubrifiants, au lavage de véhicules automobiles, à la surveillance des pompes distributrices des libres-services, aux services courants tels que la vérification du volume d'air dans les pneus, la réparation des pneus, la vérification du niveau du liquide dans les accumulateurs, l'installation des accumulateurs et leur vente, le nettoyage des pare-brise, ou reliées à tout autre travail du même genre;

1.04 Salarié temporaire: tout salarié qui travaille habituellement moins de 30 heures par semaine;

1.05 Véhicule automobile: désigne le véhicule défini au code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231).

2.00 Champ d'application

2.01 Champ d'application professionnel:

Le décret s'applique aux salariés dont les fonctions sont définies à la section 1.00 ainsi qu'à leurs employeurs.

Cependant, le décret ne s'applique pas:

a) au salarié travaillant chez un employeur où les activités assujetties au décret sont limitées exclusivement à son propre service et à ses propres besoins;

b) lorsque les fonctions du salarié consistent principalement à effectuer un travail de vulcanisation;

c) lorsque les fonctions du salarié consistent principalement à remettre à neuf des pièces ou des accessoires de véhicules automobiles;

d) au salarié affecté essentiellement à la vente des pièces et des accessoires de véhicules automobiles;

e) au salarié travaillant chez un vendeur d'automobiles ou de camions possédant une licence de commerçant de véhicules automobiles tel que prévu au code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231).

2.02 Champ d'application territorial:

Le décret s'applique aux municipalités de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Arvida, Jonquière, Kénogami, Bagot-

(d) changes batteries, belts, tubes, wipers, headlights, filters, mufflers or other similar parts and also sells the said parts;

(e) does towing services;

(f) does emergency breakdown services;

(g) picks up or drives back customers;

(h) cleans and sees to the heating of the establishment;

(i) sees to the maintenance of the grounds belonging to the establishment.

1.03 Pump attendant: any employer whose functions are primarily related to the sale of gasoline and lubricants, the washing of motor vehicles, the surveillance of self-service gasoline pumps, regular service work such as: checking air pressure in tires, checking the fluid level in batteries, installing and selling batteries, cleaning windshields, or other related work of the same type.

1.04 Temporary employee: any employee who usually works less than 30 hours each week;

1.05 Automobile vehicle: the vehicle defined in the Highway code (R.S.Q., 1964, ch. 231).

2.00 Jurisdiction:

2.01 Professional jurisdiction:

The decree applies to the employees whose functions are defined in Division 1.00 as well as to their employers.

However, the decree does not apply:

(a) to an employee working for an employer for which the operations governed by the decree are limited to his own personal needs and services;

(b) when the employee is mainly in charge of vulcanizing work;

(c) when the employee is mainly occupied with the repair or alteration of automobile vehicles, their parts or accessories;

(d) to the employee who exclusively sells automobile vehicle parts and accessories;

(e) to an employee working for an employer who has a licence for the sale of automobile vehicles and trucks as provided for in the Highway Code (R.S.Q., 1964, ch. 231).

2.02 Territorial Jurisdiction:

The decree applies to the municipalities of Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Arvida, Jonquière, Kénogami, Bagot-

ville, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin, Saint-Jean-Eudes, Saint-Ambroise et Grande Baie et aux territoires situés à 5 milles de leurs limites.

3.00 Durée du travail

3.01 La semaine normale de travail est de 45 heures.

3.02 Pour l'homme de métier, les heures de la semaine normale sont étalées entre 8 h et 18 h du lundi au samedi.

3.03 Pour le préposé au service et le pompiste, les heures de la journée normale sont étalées sur une période d'au plus 11 heures consécutives du lundi au samedi, et toute heure normale effectuée entre 18 h et 7 h entraîne une majoration du taux normal de 10%.

3.04 Tout salarié a droit à une période de repos hebdomadaire d'au moins 36 heures consécutives.

3.05 Tout salarié peut exiger jusqu'à 1 heure de repos sans paie pour prendre un repas.

4.00 Heures supplémentaires

4.01 Tout travail effectué en plus ou en dehors des heures normales entraîne une majoration du taux normal de 50%.

4.02 Tout travail effectué le dimanche ou un jour chômé avec paie entraîne une majoration du taux normal de 100%.

5.00 Rappel

5.01 Cette section s'applique lorsqu'un salarié est rappelé par son employeur après avoir quitté son lieu de travail.

5.02 Tout salarié rappelé par son employeur doit toucher une rémunération au moins égale à 3 heures de travail au taux normal.

6.00 Jours fériés

6.01 Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés: le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du travail et le jour de Noël.

6.02 Lorsqu'un jour férié tombe un dimanche, il doit être chômé durant la semaine normale de travail qui suit ce dimanche.

6.03 L'indemnité que doit toucher un salarié pour chaque jour férié chômé et payé doit être égale à sa rémuné-

ville, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin, St-Jean-Eudes, Saint-Ambroise and Grande-Baie and to the territories situated within 5 miles of their limits.

3.00 Working hours:

3.01 The standard workweek is 45 hours.

3.02 For the tradesman, standard working hours for the week are scheduled between 8 a.m. and 6 p.m. from Monday to Saturday.

3.03 For the serviceman and the pump attendant, standard working hours are scheduled over a period of not more than eleven (11) consecutive hours from Monday to Saturday, and any regular hour worked between 6 p.m. and 7 a.m. shall be paid at 10% more than the normal rate.

3.04 Each employee is entitled to a weekly rest period of at least 36 consecutive hours.

3.05 Any employee can ask for a one-hour rest period without pay for his meal.

4.00 Overtime hours

4.01 Any work performed over and above standard work hours shall be paid at time and a half.

4.02 Any work performed on Sunday or on a general holiday shall be paid at double time.

5.00 Recall

5.01 This section applies to the employee recalled by his employer after leaving work.

5.02 Any employee recalled by his employer shall receive pay equal to 3 hours of work at his standard rates.

6.00 Holidays

6.01 The following days are general paid holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day.

6.02 When a holiday falls on a Sunday, it shall be celebrated during the standard workweek following the Sunday.

6.03 The pay received for a paid holiday shall be equal to that for a standard day of work. In any case the holiday

ration pour une journée ouvrable. Dans tous les cas, cette indemnité doit être au moins égale à la rémunération que doit toucher le salarié pour 8 heures de travail.

7.00 Congé annuel payé

7.01 La période de référence donnant droit au congé annuel payé s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

7.02 Le salarié qui, le 1er mai, justifie de moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé d'un jour ouvrable pour chaque mois de service continu, pour un maximum de 2 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 4% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

7.03 Le salarié qui, le 1er mai, justifie d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé de 2 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 4% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

7.04 Le salarié qui, le 1er mai, justifie de 3 ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé de 3 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 6% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

7.05 Le salarié qui, le 1er mai, justifie de 10 ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé de 4 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de 8% de la rémunération du salarié durant la période de référence.

7.06 L'indemnité afférente au congé annuel doit être versée avant le départ en vacances du salarié.

7.07 L'employeur doit faire connaître au salarié au moins un mois à l'avance la date fixée pour ses vacances.

7.08 Tout salarié peut exiger que ses 2 premières semaines de congé annuel lui soient accordées de façon consécutive durant la période qui s'étend du 1er mai au 30 septembre.

7.09 Lorsqu'un salarié quitte son emploi, il doit toucher l'indemnité afférente aux congés acquis avant le 1er mai précédent, s'ils n'ont pas été pris, en plus de l'indemnité qui lui est due pour la période écoulée depuis cette date.

7.10 Le congé annuel qui excède une semaine peut être fractionné à la demande du salarié.

7.11 Quand un des jours fériés de l'article 6.01 tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier a alors droit à une journée additionnelle de congé.

pay shall equal eight hours of work paid at the standard rate.

7.00 Paid annual vacation:

7.01 The qualifying period for paid annual vacations extends from May 1 of the preceding year to April 30 of the current year.

7.02 The employee, who on May 1, has less than one year of continuous service with the same employer, shall receive an annual vacation equal to one working day for each month of continuous service for a maximum of two weeks. The pay for this vacation is 4% of the wages earned during the qualifying period.

7.03 The employee, who on May 1, has one year of continuous service with the same employer, shall receive an annual two weeks' vacation. The pay for this vacation is 4% of the wages earned during the qualifying period.

7.04 The employee, who on May 1, has three years' continuous service with the same employer, shall receive a three weeks' vacation. The pay for this vacation is 6% of the wages earned during the qualifying period.

7.05 The employee, who on May 1, has ten years of continuous service with the same employer, shall receive a four weeks' vacation. The pay for this vacation is 8% of the wages earned during the qualifying period.

7.06 The pay for the annual vacation shall be paid to the employee before he leaves on vacation.

7.07 The employer shall advise his employee at least one month in advance as to the date of his annual vacation.

7.08 Any employee may ask to take his first two weeks of annual vacation consecutively between May 1 and September 30.

7.09 When an employee quits his employment, he is entitled to the vacation pay acquired before the preceding May 1, if the vacation has not been taken, plus the amount due to him for the period since that date.

7.10 The annual vacation exceeding one week may be divided at the request of the employee.

7.11 When one of the holidays in section 6.01 falls during the vacation period of the employee, he is entitled to an additional day of vacation.

7.12 L'indemnité de 4% afférente au congé annuel du salarié temporaire doit lui être versée chaque semaine en même temps que sa rémunération.

7.13 Malgré toute autre disposition du décret relative au congé annuel payé, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

8.00 Congés spéciaux

8.01 Lors du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou de son enfant, tout salarié a droit à un congé pour la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles. Le salarié ne doit subir aucune perte de salaire pour tout jour ouvrable compris dans cette période jusqu'à concurrence de 3.

Lors du décès de son beau-père ou de sa belle-mère ou à l'occasion de la naissance ou du mariage de son enfant, tout salarié a droit à un congé d'un jour ouvrable sans diminution de salaire.

8.02 En cas de maladie, tout salarié a droit à un jour de congé par mois, sans perte de salaire. Ces jours ne sont pas cumulatifs.

9.00 Rémunération

9.01 Les salarié doivent toucher au moins les taux horaires suivants:

	1er janv. 1975	
Homme de métier:		
1ère année d'expérience	$2.23	$2.45
2e année d'expérience	2.45	2.67
3e année d'expérience	2.67	2.89
4e année et plus	3.34	3.56
Préposé au service:		
1ère année d'expérience	2.45	2.67
2e année et plus	2.67	2.89
Pompiste	2.23	2.45

9.02 Le pompiste temporaire ou le préposé au service temporaire doivent toucher au moins les taux horaires suivants:

à l'entrée en vigueur: $2.00
1er novembre 1974: $2.15

L'homme de métier temporaire ne peut toucher moins que les taux horaires suivants:

à l'entrée en vigueur: $2.23
1er janvier 1975: $2.45

7.12 The 4% owing for the annual vacation of the temporary employee shall be paid each week along with his wages.

7.13 Notwithstanding any other provision of the decree respecting paid annual vacations, the employer shall grant to any employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance number 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or any other subsequent amendment which could either amend or replace it.

8.00 Special leave:

8.01 At the death of his father, mother, spouse or child, any employee is entitled to a leave extending from the day of death to the day of the funeral service. The employee shall not lose any wages for any working day included in that period, up to three days.

In the event of the death of his father-in-law, mother-in-law, or the birth or wedding of his child, any employee is entitled to a leave of one working day without any wage loss.

8.02 In case of sickness, an employee is entitled to one day per month of service, without any loss of wages. Sick leave is not cumulative.

9.00 Wages:

9.01 Employees shall receive at least the following hourly rates:

	Jan. 1st 1975	
Tradesman:		
1st year of experience	$2.23	$2.45
2nd year of experience	2.45	2.67
3rd year of experience	2.67	2.89
4th year and more	3.34	3.56
Serviceman:		
1st year of experience	2.45	2.67
2nd year and more	2.67	2.89
Pump attendant	2.23	2.45

9.02 The temporary pump attendant or serviceman shall receive at least the following hourly rates:

enforcement date: $2.00
November 1, 1974: $2.15

The temporary tradesman shall not receive less than the following hourly rates:

enforcement date: $2.23
January 1, 1975: $2.45

9.03 La rémunération de tout salarié doit être versée en espèces ou par chèque sous enveloppe scellée à intervalles réguliers ne pouvant dépasser 16 jours, et les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe ou sur un bulletin de paie distinct:

les nom et prénoms du salarié;
la date de paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
le nombre d'heures normales;
le nombre d'heures supplémentaires;
le taux de salaire du salarié;
le montant du salaire brut et le montant du salaire net versé au salarié; et,
dans le cas du salarié temporaire, le montant représentant l'indemnité afférente au congé annuel.

9.04 Tout salarié qui quitte son employeur pour entrer au service d'un autre employeur conserve son droit à l'expérience acquise et au salaire approprié.

9.05 Malgré toute autre disposition du décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

10.00 Dispositions diverses

10.01 Les seules conditions de travail du décret applicables au salarié temporaire sont contenues aux articles 7.01, 7.02, 7.03, 7.08, 7.10, 7.12, 7.13, 9.02, 9.03 et 9.05.

10.02 Un employeur ne peut faire travailler un salarié temporaire plus de 30 heures dans une semaine civile que dans des cas exceptionnels.

11.00 Durée

11.01 Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1975. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'oeuvre et toute autre partie contractante, au cours du mois de novembre de l'année 1975 ou de toute année subséquente.».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

396-o

9.03 Employees' wages shall be paid in legal tender or by cheque in a sealed envelope at regular intervals not exceeding 16 days, and the following particulars shall appear on each pay envelope or cheque stub;

employee's family name and given names;
the pay date and the corresponding pay period;

the standard number of hours;
the number of overtime hours;
the hourly rate of the employee;
the gross pay and the net pay of the employee; and,

in the case of a temporary employee, the amount representing the pay for the annual holiday.

9.04 Any regular employee who leaves his employer to work for another employer retains the right to his acquired experience and to the appropriate wage.

9.05 Notwithstanding any other provision of the decree, the employer shall pay to his employee at least the minimum weekly remuneration that he would receive under Ordinance number 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or of any other further amendment which could amend or replace it.

10.00 Miscellaneous dispositions:

10.01 The only work conditions of the decree applicable to the temporary employee are found in sections 7.01, 7.02, 7.03, 7.08, 7.10, 7.12, 7.13, 9.02, 9.03 and 9.05.

10.12 An employer may ask a temporary employee to work more than 30 hours in the same week only under special circumstances.

11.00 Term:

11.01 The decree remains in force until December 31, 1975. It renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties is opposed and notifies in writing the Minister of Labour and Manpower and any other contracting party, during the month of November 1975 or of any subsequent year.''.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

396-o

A.C. 1495-74, 24 avril 1974
Règ. 74-194, 25 avril 1974

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q., 1969, ch. 58)

Réserves de chasse et de pêche de Baldwyn et de Port-Daniel (description technique)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les réserves de chasse et de pêche de Baldwyn et de Port-Daniel.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q., 1969, ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements pour établir des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QUE les réserves de chasse et de pêche de la Petite Cascapédia et de Port-Daniel comprennent des parties de territoire où se pratique une activité particulière, soit la pêche au saumon;

ATTENDU QUE ces parties de territoire doivent être exclues de ces réserves pour former les réserves des rivières à saumon Petite Cascapédia et Port-Daniel;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir, excluant le territoire exclu des nouvelles réserves des rivières à saumon, deux (2) réserves de chasse et de pêche connues sous le nom de réserves de chasse et de pêche de Baldwyn et de Port-Daniel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les territoires dont la description est annexée au présent arrêté en conseil, constituent les réserves de chasse et de pêche de Baldwyn et de Port-Daniel.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

Description technique des territoires des réserves de Baldwyn et de Port-Daniel

1. Réserve de Baldwyn

La réserve de Baldwyn peut être décrite comme suit:
Un territoire comprenant:

O.C. 1495-74, 24 April 1974
Reg. 74-194, 25 April 1974

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q., 1969, ch. 58)

Fish and game reserves of Baldwyn and Port-Daniel (technical description)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fish and game reserves of Baldwyn and Port-Daniel.

WHEREAS under subparagraph *r* of section 77 of the Wild-Life Conservation Act (S.Q., 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to establish game and fish reserves;

WHEREAS the fish and game reserves of Petite Cascapédia and Port-Daniel include parts of a territory in which a particular activity is practiced, namely, salmon fishing;

WHEREAS such parts of territory must be detached from those reserves in order to constitute the salmon river reserves of Petite Cascapédia and Port-Daniel;

WHEREAS it is expedient to establish, in excluding the detached territory of the new salmon river reserves, two (2) fish and game reserves known as the fish and game reserves of Baldwyn and Port-Daniel;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territories whose description is annexed to this Order in Council constitute the fish and game reserves of Baldwyn and Port-Daniel.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

Technical description of the territories of the Baldwyn and Port-Daniel reserves

1. Baldwyn reserve

The Baldwyn reserve may be described as follows:
A territory consisting of:

a) Le canton de Baldwyn situé dans la municipalité de comté de Gaspé-Ouest moins la partie dudit canton située au sud du chemin conduisant de la branche ouest à la branche est de la rivière Petite-Cascapédia, et à l'est de la bande de trois chaînes de la branche ouest de la rivière Petite-Cascapédia.

b) La partie du canton Deville située au nord du chemin construit par la compagnie Bathurst Power and Paper, en allant de la route trans-gaspésienne près de la barrière Sterling passant par le lac Ste-Anne et se rendant dans le canton Deslandes près du lac Madeleine ainsi que l'emprise du chemin lui-même, dans le canton en question.

2. Réserve de Port-Daniel

La réserve de Port-Daniel peut être décrite comme suit:
Un territoire situé dans les municipalités des comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est et comprenant:

a) la partie des rangs VIII et XV du canton Port-Daniel situé à l'est de la rivière Port-Daniel-Nord moins les lots 29, 30 et 36 du rang VIII dudit canton;

b) dans le canton Newport:

i) la moitié sud du lot 1 du rang XIII;

ii) les lots 1 à 5 et la moitié sud du lot 6 dans le rang XII;

iii) les lots 1 à 6 dans le rang XI.

395-o

(a) the township of Baldwyn situated in the municipality of the County of Gaspé-West, less that part of the said township situated to the south of the road leading from the western branch to the eastern branch of the Petite-Cascapédia River, and to the east of the strip of three chains of the western branch of the Petite-Cascapédia River.

(b) That part of the township of Deville situated to the north of the road built by the Bathurst Power and Paper Company, from the trans-Gaspesian highway near the Sterling gate passing by Ste. Anne Lake and entering the township of Deslandes near Madeleine Lake and also the right of way of the road itself, in the township mentioned above.

2. Port-Daniel reserve

The Port-Daniel reserve may be described as follows:
A territory situated in the municipalities of the Counties of Bonaventure and Gaspé-East and consisting of:

(a) that part of ranges VIII and XV of the township of Port-Daniel situated to the east of the Port-Daniel North River, less lots 29, 30 and 36 of range VIII of the said township;

(b) in the township of Newport:

(i) the southern half of lot 1 of range XIII;

(ii) lots 1 to 5 and the southern half of lot 6 in range XII;

(iii) lots 1 to 6 in range XI.

395-o

A.C. 1510-74, 24 avril 1974
Règ. 74-198, 25 avril 1974

LOI DE L'AIDE SOCIALE
(L.Q., 1969, ch. 63)

Modifications au règlement 1 de la Loi de l'aide sociale

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant le règlement 1 de la Loi de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q., 1969, ch. 63), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil 3491 du 17 septembre 1970, des règlements ont été adoptés sous l'empire de cette loi;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier certaines dispositions de ce règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (L.Q., 1969, ch. 63), le règlement 1 de l'aide sociale soit modifié de la façon prévue au texte annexé au présent arrêté en conseil;

QUE ces modifications entrent en vigueur lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement 1 de l'aide sociale

1. L'article 3.05*a* du règlement 1 de l'aide sociale est abrogé.

2. Le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe 2 de l'article 7.03 est modifié en retranchant les mots suivants:

«si le placement fait que la famille n'est plus telle au sens de la loi».

392-o

O.C. 1510-74, 24 April 1974
Reg. 74-198, 25 April 1974

SOCIAL AID ACT
(S.Q., 1969, ch. 63)

Amendments to Regulation 1 of the Social Aid Act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending Regulation 1 of the Social Aid Act.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (S.Q., 1969, ch. 63), the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS under Order in Council 3491 dated 17 September 1970, regulations were enacted pursuant to the said Act;

WHEREAS it has become necessary to amend certain provisions of this Regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT under the authority of section 48 of the Social Aid Act (S.Q., 1969, ch. 63), Regulation 1 on social aid be amended in the manner prescribed in the text annexed to this Order in Council;

THAT such amendments come into force upon their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending Regulation 1 on social aid

1. Section 3.05*a* of Regulation 1 on social aid is revoked.

2. Item ii of subparagraph 2 of section 7.03 is amended by deleting the following words:

"if the placement causes the family to be no longer such within the meaning of the Act".

392-o

A.C. 1511-74, 24 avril 1974
Règ. 74-199, 25 avril 1974

LOI DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
(L.Q., 1970, ch. 42)

Signature de certains documents du ministère des affaires sociales

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à la signature de certains documents du ministère des Affaires sociales se rapportant aux émissions d'obligations des établissements ou autres organismes du ressort du ministère des Affaires sociales et aux subventions versées à cet effet.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi du ministère des Affaires sociales (L.Q., 1970, ch. 42), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser monsieur Réjean Cantin, directeur des Immobilisations à la Direction générale du Financement et le docteur Napoléon Tremblay, conseiller médical et professionnel, Division de l'Agrément des Établissements, à signer certains documents du ministère des Affaires sociales;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE monsieur Réjean Cantin, directeur des Immobilisations à la Direction générale du Financement ou le docteur Napoléon Tremblay, conseiller médical et professionnel, Division de l'Agrément des Établissements, soit autorisé à signer avec la même autorité que le ministre les documents suivants:

1. Tout acte ou document en vue de transférer, céder et transporter au fiduciaire nommé en vertu d'un acte ou d'une convention de fiducie, les subventions accordées par arrêté en conseil à même le budget du ministère des Affaires sociales pour garantir le capital et l'intérêt des émissions d'obligations ou de débentures des établissements tels que définis à la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou autres organismes du ressort du ministère des Affaires sociales;

2. Toute lettre ou document aux fins d'un acte ou d'une convention de fiducie pour autoriser la cession, en tout ou en partie, d'un établissement, le tout tel que requis en

O.C. 1511-74, 24 April 1974
Reg. 74-199, 25 April 1974

SOCIAL AFFAIRS DEPARTMENT ACT
(S.Q., 1970, ch. 42)

Signing of certain documents of the Department of Social Affairs

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the enactment of a Regulation respecting the signing of certain documents of the Department of Social Affairs with respect to the issuance of bonds of establishments or other bodies under the jurisdiction of the Department of Social Affairs and subsidies granted for such purpose.

WHEREAS under section 8 of the Social Affairs Department Act (S.Q., 1970, ch. 42), no deed, document or writing shall bind the Department or be attributed to the Minister unless it is signed by him, the Deputy-Minister or an officer and only, in the case of the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS it is expedient to authorize Mr. Réjean Cantin, Director of the Capital Expenditure Service at the Finance Branch and Doctor Napoléon Tremblay, medical and professional consultant, Establishment Accreditation Division, to sign certain documents of the Department of Social Affairs;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT Mr. Réjean Cantin, Director of the Capital Expenditure Service at the Finance Branch or Doctor Napoléon Tremblay, medical and professional consultant, Establishment Accreditation Division, be authorized to sign with the same authority as that of the Minister the following documents:

1. every deed or document for the purpose of transfering, conveying and assigning to the trustee appointed pursuant to a trust deed or agreement, the subsidies granted by Order in Council from the budget of the Department of Social Affairs to guarantee the capital and interest of bond or debenture issues of establishments as defined in the Act respecting health services and social services or of other bodies under the jurisdiction of the Department of Social Affairs;

2. any letter or document for the purposes of a trust deed or agreement authorizing the conveyance, in whole or in part, of an establishment, the whole as required under

vertu de l'article 103 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q., 1971, ch. 48).

QUE l'arrêté en conseil 566-74 du 13 février 1974 soit abrogé à toutes fins que de droit;

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

392-o

section 103 of the Act respecting health services and social services (S.Q., 1971, ch. 48).

THAT Order in Council 566-74 dated 13 February 1974 be revoked for all legal purposes;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

392-o

Décision du 11 avril 1974
Règ. 74-209, 30 avril 1974

LOI DES MARCHÉS AGRICOLES
(S.R.Q., 1964, ch. 120)

Producteurs d'oeufs

Modification au plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.

Avis est par les présentes donné que par sa décision numéro 1527 du 11 avril 1974, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé une résolution de l'assemblée générale des producteurs visés par le plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, à l'effet de porter de un demi-cent à trois quarts de cent la douzaine d'oeufs mise en marché, la contribution à être payée par lesdits producteurs pour l'administration et l'exécution du plan conjoint et elle a décrété que ledit plan conjoint soit modifié en conséquence.

Régie des marchés agricoles du Québec

Le secrétaire,
Me GILLES LE BLANC.

Modification au plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec

Le plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec tel que publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 19 mars 1966 et modifié par avis publiés le 17 juin 1967 et le 28 mars 1973, est de nouveau modifié en abrogeant les deuxième et troisième alinéas de l'article 14 dudit plan et en les remplaçant par l'alinéa suivant:

«Le montant de cette contribution est de trois quarts de cent par douzaine d'oeufs mise en marché par les producteurs jusqu'à ce qu'il soit modifié par une nouvelle résolution adoptée par l'assemblée générale des producteurs et approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec.»

La susdite résolution entre en vigueur le premier juin 1974.

397-o

Decision dated 11 April 1974
Reg. 74-209, 30 April 1974

AGRICULTURAL MARKETING ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 120)

Egg producers

Amendment to the Québec Consumer Egg Producers' Joint Plan.

Notice is hereby given that in accordance with its decision 1527 dated 11 April 1974, the Québec Agricultural Marketing Board approved a resolution of the general meeting of the producers contemplated in the Québec Consumer Egg Producers' Joint Plan, the effect of which is to increase from one-half cent to three-quarters of a cent per dozen of eggs marketed, the contribution to be paid by the said producers for the administering and carrying out of the joint plan. The Board decrees that the said joint plan is therefore amended.

Québec Agricultural Marketing Board

GILLES LE BLANC,
Secretary.

Amendment to the Québec Consumer Egg Producers' Joint Plan

The Québec Consumer Egg Producers' Joint Plan, as published in the *Québec Official Gazette* dated 19 March 1966 and amended by notices published on 17 June 1967 and 28 March 1973, is further amended by revoking the second and third paragraphs of section 14 of the said plan and by replacing them by the following paragraph:

"The amount of this contribution shall be three-quarters of a cent per dozen of eggs marketed by the producers until it is amended by a new resolution adopted by the general meeting of producers and approved by the Québec Agricultural Marketing Board."

The aforesaid resolution shall come into force on the first day of June 1974.

397-o

Ordonnance F-31, 1 mai 1974
Règ. 74-211, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-31 relative au prix du lait dans la région centrale

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie;

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance:

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe *i*);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants;

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes *i*), *ii*) et *iii*);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe *a*;

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la province, mais qui n'est pas visé par les ordonnances F-32 et F-33 respectivement pour les régions de l'Abitibi et de la Côte-Nord, doit verser au producteur et autre fournisseur, pour chaque 100 livres de lait de classe I

Order F-31, May 1, 1974
Reg. 74-211, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-31 concerning the milk price in the central region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board;

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order:

(*a*) the words ''Class I milk'' mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (*i*);

(iii) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

skimmed milk;

partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% of 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) raw milk sold for consumption;

(v) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (*i*), (*ii*) and (*iii*);

(*b*) the words ''milk dealer'' mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph *a*;

(*c*) the words ''producer'' and ''Board'' have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the Province, but who has no concern with orders F-32 and F-33 respectively for the regions of Abitibi and North Shore, must pay to the producer and other supplier, for each 100 pounds of Class I milk he buys or receives from

qu'il achète ou reçoit d'eux, $10.36 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de $0.09 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

4. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-28 et entrera en vigueur le 15 mai 1974.

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

them, $10.36 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a $0.09 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

4. The present order repeals Order F-28 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

Ordonnance F-32, 1 mai 1974
Règ. 74-212, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-32 relative au prix du lait dans la région de l'Abitibi

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie;

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe *i*);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes *i*), *ii*) et *iii*);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe *a*;

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la région de l'Abitibi, c'est-à-dire dans les comtés municipaux d'Abitibi et de Témiscamingue et dans les municipalités de cité et de villes situées géographiquement à l'intérieur de ces comtés, doit verser au producteur et

Order F-32, May 1, 1974
Reg. 74-212, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-32 concerning the milk price in the Abitibi region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board;

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order

(*a*) the words "Class I milk" mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (*i*);

(iii) milk finally utilized by the milk dealer into the following products;

skimmed milk;

partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) raw milk sold for consumption;

(v) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (*i*), (*ii*) and (*iii*);

(*b*) the words "milk dealer" mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph *a*;

(*c*) the words "producer" and "Board" have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the Abitibi region, that is in the municipal counties of Abitibi and Témiscamingue and in the city and town municipalities geographically located within these counties, must pay to the producer and other supplier for each 100 pounds of

autre fournisseur pour chaque 100 livres de lait de classe I qu'il achète ou reçoit d'eux, $10.66 net, f.a.b. la place d'affaires dudit marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de $0.09 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Le marchand de lait dont la place d'affaires est située hors de la région de l'Abitibi et qui vend ou livre directement ou par l'intermédiaire de distributeur, du lait de classe I dans cette région, doit payer ce lait au prix fixé pour la région de l'Abitibi et répartir entre les producteurs, au prorata de leurs quotas, la différence entre le prix payé et le prix fixé pour la région où se trouve la place d'affaires du marchand de lait.

4. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-29 et entrera en vigueur le 15 mai 1974.

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

Class I milk he buys or receives from them, $10.66 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a $0.09 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. The milk dealer whose business place is located outside the Abitibi region and who sells or delivers directly or through distributors Class I milk in this region, must pay this milk at the price fixed for the Abitibi region and share out among the producers proportionally to their quotas, the difference between the price paid and the price fixed for the region where is located the business place of said milk dealer.

4, The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals Order F-29 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

Ordonnance F-33, 1 mai 1974
Règ. 74-213, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-33 relative au prix du lait dans la région de la Côte-Nord

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie:

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance:

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe *i)*;

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes *i), ii)* et *iii)*;

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe *a*;

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la région de la Côte-Nord, c'est-à-dire dans le comté municipal de Saguenay et dans les municipalités de cités et villes situées géographiquement à l'intérieur de ce comté, doit verser au producteur et autre fournisseur,

Order F-33, May 1, 1974
Reg. 74-213, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-33 concerning the milk price in the North Shore region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board:

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order:

(a) the words "Class I milk" mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph *(i)*;

(iii) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

skimmed milk;

partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) raw milk sold for consumption;

(v) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs *(i)*, *(ii)* and *(iii)*;

(b) the words "milk dealer" mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph *a*;

(c) the words "producer" and "Board" have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the North Shore region, that is in the municipal county of Saguenay and in the city and town municipalities geographically located within this county, must pay to the producer and other supplier for each 100 pounds of Class I

pour chaque 100 livres de lait de classe I qu'il achète ou reçoit d'eux, $11.01 net, f.a.b. la place d'affaires dudit marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de $0.09 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Toutefois, ce marchand de lait peut verser au producteur et autre fournisseur situés hors de la région de la Côte-Nord, le prix fixé par ordonnance pour la région du producteur ou fournisseur, net, f.a.b. le lieu d'expédition ou le quai d'embarquement de cette région à la région de la Côte-Nord. Le taux de transport du lait entre la ferme du producteur et le lieu d'expédition ou quai d'embarquement doit être négocié entre le marchand de lait et l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec, ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, puis être approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

4. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-30 et entrera en vigueur le 15 mai 1974.

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

milk he buys or receives from them, $11.01 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a $0.09 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. However, this milk dealer may pay to the producer or other supplier located outside the North Shore region, the price fixed by order for the region where is located the producer or supplier, net, F.O.B. the shipping point or embarkation wharf from this region to the North Shore region. The milk transport charge between the producer's farm and the shipping point or embarkation wharf must be negotiated between the milk dealer and the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, and be approved by the board before coming into force.

4. The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals Order F-30 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

Ordonnance L-42, 1 mai 1974
Règ. 74-214, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance L-42 relative au prix du lait nature dans la région centrale

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement au Québec, sauf dans les régions suivantes:

a) les Îles-de-la-Madeleine;

b) au nord du 50e parallèle;

c) la région de l'Abitibi et de la Gaspésie, telle que définie dans l'ordonnance L-43;

d) la région de Chibougamau-Côte-Nord, telle que définie dans l'ordonnance L-44.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

$0.45 @ $0.49 dans un contenant d'une pinte;

$0.89 @ $0.97 dans un contenant d'un demi-gallon;

$1.29 @ $1.44 dans un contenant de trois pintes et de $1.70 @ $1.90 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4. Le pris du lait nature offert o vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

$0.44 @ $0.48 dans un contenant d'une pinte;

$0.87 @ $0.95 dans un contenant d'un demi-gallon;

$1.26 @ $1.41 dans un contenant de trois pintes et de $1.67 @ $1.87 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5. Le lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants:

$0.405 @ $0.445 dans un contenant d'une pinte;

$0.80 @ $0.88 dans un contenant d'un demi-gallon;

$1.16 @ $1.31 dans un contenant de trois pintes et de $1.52 @ $1.72 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent article, doit être majoré de $0.08 le gallon si le contenant

Order L-42, May 1, 1974
Reg. 74-214, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order L-42 concerning natural milk price in the central region

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within Québec, except in the following regions:

(*a*) the Îles-de-la-Madeleine;

(*b*) north of the 50th parallel;

(*c*) the region of Abitibi and Gaspesia, as delimited in Order L-43;

(*d*) the region of Chibougamau-North-Shore, as delimited in Order L-44.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

$0.45 @ $0.49 in a container of one quart;

$0.89 @ $0.97.in a container of one half gallon;

$1.29 @ $1.44 in a container of three quarts and from $1.70 @ $1.90 per gallon in a container of one or more gallons.

4. Natural milk offedred or sold at the counter directly to the consumer shall be at the following prices:

$0.44 @ $0.48 in a container of one quart;

$0.87 @ $0.95 in a container of one half gallon;

$1.26 @ $1.41 in a container of three quarts and from $1.67 @ $1.87 per gallon in a container of one or more gallons.

5. Natural milk offered, sold or deliered to a public instruction, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store shall be at the following prices:

$0.405 @ $0.445 in a container of one quart;

$0.80 @ $0.88 in a container of one half gallon;

$1.16 @ $1.31 in a container of three quarts and from $1.52 @ $1.72 per gallon in a container of one or more gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the present section, shall be increased by $0.08 per gallon

peut être retourné au marchand de lait, et de $0.11 si contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation, doit contenir 1%, 1 1/2% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1 1/2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

$0.05 dans un contenant d'une pinte,
$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

8. Tous les prix mentionnés dans la présente ordonnance doivent être diminués d'un montant maximum de $0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenue avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La presente ordonnance abroge l'ordonnance L-39 et entrera en vigueur le 15 mai 1974

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

if the container is returnable to the milk dealer, and by $0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1 1/2% or 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of 3 quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(*b*) milk with 1 1/2 % butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of 3 quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

$0.04 in a container of one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of 3 quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(*d*) skimmed milk may be sold at a discount of
$0.05 in a container of one quart,
$0.10 in a container of one half gallon,
$0.15 in a container of 3 quarts,
$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order must be lowered a maximum of $0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-39 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

Ordonnance L-43, 1 mai 1974
Règ. 74-215, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance L-43 relative au prix du lait nature dans la région de l'Abitibi et de la Gaspésie

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de l'Abitibi et de la Gaspésie. Cette région comprend les comtés municipaux d'Abitibi, Témiscamingue, Bonaventure, Gaspé-Est et Gaspé-Ouest, les municipalités de cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur de ces comtés, ainsi que les municipalités de Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

$0.46 @ $0.52 dans un contenant d'une pinte;
$0.90 @ $1.02 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.30 @ $1.51 dans un contenant de trois pintes et de $1.71 @ $1.99 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4. Le prix du lait nature offert en vente ou vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

$0.45 @ $0.51 dans un contenant d'une pinte;
$0.88 @ $1.00 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.28 @ $1.49 dans un contenant de trois pintes et de $1.69 @ $1.97 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5. Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants:

$0.43 @ $0.49 dans un contenant d'une pinte;
$0.84 @ $0.96 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.23 @ $1.41 dans un contenant de trois pintes et de $1.54 @ $1.87 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent article, doit être majoré de $0.08 le gallon si le contenant

Order L-43, May 1, 1974
Reg. 74-215, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order L-43 concerning natural milk price in the Abitibi and Gaspesia region

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Abitibi and Gaspesia region. This region includes the municipal counties of Abitibi, Témiscamingue, Bonaventure, Gaspé-East, Gaspé-West, the city and town municipalities geographically comprised within the territory of these counties, and also the municipalities of Lebel-sur-Quévillon and Matagami.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

$0.46 @ $0.52 in a container of one quart;
$0.90 @ $1.02 in a container of one half gallon;
$1.30 @ $1.51 in a container of three quarts and from $1.71 @ $1.99 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered for sale or sold at the counter directly to the consumer, shall be at the following prices:

$0.45 @ $0.51 in a container of one quart;
$0.88 @ $1.00 in a container of one half gallon;
$1.28 @ $1.49 in a container of three quarts and from $1.69 @ $1.97 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store, shall be at the following prices:

$0.43 @ $0.49 in a container of one quart;
$0.84 @ $0.96 in a container of one half gallon;
$1.23 @ $1.41 in a container of three quarts and from $1.54 @ $1.87 per gallon in a container of one or more gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the present section, shall be increased by $0.08 per gallon

peut être retourné au marchand de lait, et de $0.11 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1 1/2% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5.

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1 1/2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

$0.05 dans un contenant d'une pinte,
$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul enballage.

8. Tous les prix mentionnés dans la présente ordonnance doivent être diminués d'un montant maximum de $0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenue avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La présente ordonnance abroge l'ordonnance L-40 et entrera en vigueur le 15 mai 1974.

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

if the container is returnable to the milk dealer, and by $0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1 1/2% of 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5.

(a) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of 3 quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(b) milk with 1 1/2% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of 3 quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(c) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

$0.04 in a container of one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of 3 quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(d) skimmed milk may be sold at a discount of

$0.05 in a container of one quart,
$0.10 in a container of one half gallon,
$0.15 in a container of 3 quarts,
$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order must be lowered a maximum of $0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-40 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

Ordonnance L-44, 1 mai 1974
Règ. 74-216, 3 mai 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance L-44 relative au prix du lait nature dans la région Chibougamau-Côte-Nord

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de Chibougamau-Côte-Nord. Cette région comprend le comté municipal de Saguenay, les municipalités des cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur de ce comté, ainsi que Chibougamau et les municipalités situées à moins de 50 milles de Chibougamau.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

$0.49 *à* $0.55 dans un contenant d'une pinte;
$0.97 *à* $1.09 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.41 *à* $1.62 dans un contenant de trois pintes et de
$1.86 *à* $2.14 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4. Le prix du lait nature offert en vente ou vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

$0.48 *à* $0.54 dans un contenant d'une pinte;
$0.95 *à* $1.47 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.39 *à* $1.60 dans un contenant de trois pintes et de
$1.84 *à* $2.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5. Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux pris suivants:

$0.45 *à* $0.51 dans un contenant d'une pinte;
$0.89 *à* $1.03 dans un contenant d'un demi-gallon;
$1.32 *à* $1.50 dans un contenant de trois pintes et de
$1.69 *à* $1.97 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent

Order L-44, May 1, 1974
Reg. 74-216, May 3, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order L-44 concerning natural milk price in the Chibougamau-North-Shore region

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Chibougamau-North-Shore region. This region includes the municipal county of Saguenay, the city and town municipalities geographically comprised within the territory of this county, and also Chibougamau and the municipalities located at less than 50 miles from Chibougamau.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

$0.49 *à* $0.55 in a container of one quart;
$0.97 *à* $1.09 in a container of one half gallon;
$1.41 *à* $1.62 in a container of three quarts and from
$1.86 *à* $2.14 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered for sale or sold at the counter directly to the consumer, shall be at the following prices:

$0.48 *à* $0.54 in a container of one quart;
$0.95 *à* $1.07 in a container of one half gallon;
$1.39 *à* $1.60 in a container of three quarts and from
$1.84 *à* $2.12 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store, shall be at the following prices:

$0.45 *à* $0.51 in a container of one quart;
$0.89 *à* $1.03 in a container of one half gallon;
$1.32 *à* $1.50 in a container of three quarts and from
$1.69 *à* $1.97 per gallon in a container of one or more gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the

article, doit être majoré de $0.08 le gallon si le contenant peut être retourné au marchand de lait, et de $0.11 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1 1/2% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.02 dans un contenant d'une pinte,
$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1 1/2% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.03 dans un contenant d'une pinte,
$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

$0.04 dans un contenant d'une pinte,
$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

$0.05 dans un contenant d'une pinte,
$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

8. Tous les prix mentionnes dans la présente ordonnance doivent être diminués d'un montant maximum de $0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenue avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La présente ordonnance abroge l'ordonnance L-41 et entrera en vigueur le 15 mai 1974.

Montréal, ce premier mai 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

397-o

present section, shall be increased by $0.08 per gallon if the container is returnable to the milk dealer, and by $0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sould or delivered for consumption, must contain 1%, 1 1/2% or 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5,

(*a*) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

$0.02 in a container of one quart,
$0.04 in a container of one half gallon,
$0.06 in a container of 3 quarts,
$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(*b*) milk with 1 1/2% butterfat may be sold at a discount of

$0.03 in a container of one quart,
$0.06 in a container of one half gallon,
$0.09 in a container of 3 quarts,
$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(*c*) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

$0.04 in a container of one quart,
$0.08 in a container of one half gallon,
$0.12 in a container of 3 quarts,
$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(*d*) skimmed milk may be sold at a discount of

$0.05 in a container of one quart,
$0.10 in a container of one half gallon,
$0.15 in a container of 3 quarts,
$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order must be lowered a maximum of $0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-41 and shall come into force on May 15, 1974.

Montreal, this first of May, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

397-o

A.C. 1605-74, 8 mai 1974
Règ. 74-218, 8 mai 1974

LOI DES MINES
(L.Q., 1965, ch. 34)

Soustraction au jalonnement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de tous les terrains situés sur l'Île d'Anticosti.

ATTENDU QUE l'Île d'Anticosti est devenue la propriété du Gouvernement du Québec le 23 avril 1974;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance sur l'Île d'Anticosti;

ATTENDU QUE, conformément au paragraphe *l* de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, ch. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire au jalonnement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement d'ateliers de traitement, d'usines de fonte, d'affineries ou de voies de transport, ou à l'aménagement de forces hydrauliques ou à l'emmagasinement d'eau, ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement tous les terrains situés sur l'Île d'Anticosti;

QUE ce règlement ait force de loi après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

389-A

O.C. 1605-74, 8 May 1974
Reg. 74-218, 8 May 1974

MINING ACT
(S.Q., 1965, ch. 34)

Withdrawal from staking

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of all the lands situated on Anticosti Island.

WHEREAS Anticosti Island became the property of the Government of Québec on 23 April 1974;

WHEREAS it is expedient to prevent any prejudicial staking on Anticosti Island;

WHEREAS in accordance with paragraph *l* of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, ch. 34), the Lieutenant-Governor in Council may reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of mills, smelters, refineries or means of transportation, or for the development of water power or water storage, or for any other purpose.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT all the lands situated on Anticosti Island be reserved and withdrawn from staking;

THAT this Regulation have force of law following upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

389-A

Projets de règlement

PROJET DE MODIFICATION

Matériaux de construction

SECTION IV

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modification suivantes audit décret:

1. Remplacer les articles I à XIII inclusivement par les suivants:

«I. Champ d'application industriel:

La présente section s'applique à tout travail de fabrication de blocs de béton, de briques de béton, de douves de silo en béton, de tuyaux de béton à pression ou non, de pierre artificielle et de pierre moulée, de dalles de béton et d'ornements en béton pour parterre et spécialités connexes de tout produit ci-devant mentionné.

Cependant, la présente section ne s'applique pas aux panneaux et poutres architecturaux ou structuraux de béton préfabriqué ou précontraint.

II. Champ d'application territorial:

Le champ d'application territorial de la présente section comprend tout le Québec.

III. Taux minimaux de salaires: Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Catégories	Taux de salaires		
		1er mars 1975	*1er sept. 1975*
1. Chauffeur de camion	$3.35	$3.60	$3.80
2. Tous autres métiers et emplois	3.25	3.50	3.70
3. Gardien (par semaine) ...	133.00	145.00	152.00

Draft Regulations

DRAFT AMENDMENT

Buildings Materials

SECTION IV

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the Collective Labour Agreement respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 2203 of December 6, 1960 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. Section I to XIII inclusively shall be replaced by the following:

"I. Industrial Jurisdiction:

The present section governs all operations in the fabrication of cement or concrete blocks, concrete bricks, silo staves in concrete, pressure or non-pressure concrete pipes, artifical stone and moulded stone, concrete slabs and concrete ornaments for gardens and related specialties of any above-mentioned product.

However, the present section does not govern architectural or structural panels and girders made of prefabricated concrete and pre-stressed concrete.

II. Territorial Jurisdiction:

The territorial jurisdiction of the present section includes all the Province of Québec.

III. Minimum Rates of Wages: Wage rates shall be the following:

Categories	Wage rates		
		March 1, 1975	*Sept. 1, 1975*
1. Truck driver	$3.35	$3.60	$3.80
2. All other trades and jobs	3.25	3.50	3.70
3. Watchmen (per week) ...	133.00	145.00	152.00

IV. Durée du travail :

La durée normale du travail est de 9 heures par jour et de 45 heures par semaine et elle peut être répartie sur 5 jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Lorsque les heures de travail d'une équipe de nuit régulière ne se terminent pas plus tard que 6 heures du matin le samedi, elles sont réputées avoir été effectuées durant la semaine normale de travail.

V. Prime de nuit:

Il y a une prime de $0.15 l'heure pour les salariés d'une deuxième équipe de production, amis la prime de nuit n'est pas ajoutée au taux de salaire pour le calcul du temps supplémentaire.

VI. Période de repas:

Tout salarié a droit à $^1/_2$ heure sans rémunération pour prendre son repas, vers la mi-temps des heures de son équipe de travail, sauf pour les gardiens.

VII. Gardien:

La durée normale hebdomadaire du travail du gardien est de 60 heures par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.

VIII. Heures supplémentaires:

Les heures supplémentaires, c'est-à-dire celles qui sont effectuées en sus des heures normales de la journée ou de la semaine de travail ainsi que les heures du samedi, entraînent une rémunération au taux de salaire normal majoré de 50%. Lorsque le taux effectivement payé est supérieur à celui établi par la présente section, les heures supplémentaires doivent être payées au taux effectif majoré de 50%.

Les heures effectuées le dimanche, le premier jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël entraînent une rémunération au taux de salaire normal majoré de 100%. Lorsque le taux horaire payé est supérieur à celui qui est établi par la présente section, le travail exécuté ces jours-là doit être payé au taux effectif majoré de 100%.

Toute heure supplémentaire effectuée par un gardien entraîne une rémunération au taux de salaire normal majoré de 100%.

IX. Jours fériés payés:

Tous les salariés qui ont complété une période de 3 mois d'emploi continu dans la même entreprise, ont droit à 6 jours fériés payés, soit: le premier jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

IV. Work Period:

The standard duration of the work period is nine hours per day and forty-five hours per week, and may be scheduled over five days, from Monday to Friday inclusively.

When the working hours of a standard night shift do not end later than 6:00 a.m. on Saturday, they are considered as having been worked in the standard workweek.

V. Night Shift Differential:

There is a differential of $0.15 per hour for employees on a second production shift, but the night shift differential is not added to the wage rate for purposes of calculating overtime.

VI. Meal Period:

Every employee is entitled to one half-hour without wage for his meal taken approximately at half-time of his shift, except for watchmen.

VII. Watchman:

The standard workweek for the watchman is sixty hours per week, from Sunday to Saturday inclusively.

VIII. Overtime Hours:

Overtime hours, that is, those worked in addition to the standard daily working hours, as well as hours done on Saturdays, shall be remunerated at time and a half the regular rate. When the effective rate is higher than that established in this section, overtime hours shall be paid at time and one half the effective rate.

Hours worked on Sundays, New Year's day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas, shall be remunerated at double time. When the hourly rate is higher than that mentioned in the present section, the work done on the said days shall be paid at double time.

Double time shall be paid to a watchman for any overtime hour.

IX. Paid Holidays:

All the employees who have completed a period of three months' continuous service in the same enterprise are entitled to six general paid holidays: New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas.

Il peut arriver que l'un ou l'autre ou les 2 jours fériés chômés de la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) et de la Confédération (1er juillet) tombe un mardi, un mercredi ou un jeudi. En pareil cas, l'observance de ces jours peut être, d'un commun accord, entre l'employeur et ses salariés, soit anticipée au vendredi qui précède immédiatement chaque fête, soit reportée au lundi qui la suit immédiatement. L'employeur doit, cependant, aviser le comité paritaire à cet effet dans les 15 jours précédant lesdits jours fériés.

À moins qu'un salarié n'ait quitté son emploi volontairement ou qu'il ait été congédié pour des raisons justes ou qu'à la suite d'une mise à pied, il ait refusé de retourner au travail après avoir été avisé par l'employeur de le faire, les 3 mois d'emploi continu dans la même entreprise s'appliquent même s'ils ont été complétés l'année précédente.

L'indemnité afférente à ces jours fériés est de 2.5% du salaire basé sur les heures normales travaillées durant l'année civile. L'indemnité pour les jours fériés tombant durant l'année civile doit être versée à l'employé au plus tard le 28 février de l'année suivante. L'indemnité ne s'applique pas à la période de probation de 3 mois.

X. Congés payés:

Tout salarié régi par la présente section, qui justifie d'un an de service continu chez le même employeur, bénéficie d'un congé payé de 2 semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Aux fins du présent article, la durée du service continu comprend les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congés, les grèves, les absences autorisées et les absences dues à un accident de travail.

La période de référence est une période de 12 mois consécutifs commençant soit le jour d'entrée en fonction d'un salarié dans une entreprise, soit tout autre jour fixé par convention, contrat ou usage, qui accorde à un salarié des conditions non moins favorables que celles prescrites au présent article.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir accompli un an de service, il doit recevoir une indemnité compensatrice de congé égale à 4% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date à laquelle il a acquis le droit aux congés précédents, selon le cas.

Tout salarié qui justifie de 10 ans et plus de service continu chez le même employeur doit recevoir une indemnité égale à 5% de ses gains pendant la période de référence.

Tout salarié qui justifie de 15 ans et plus de service continu chez le même employeur doit bénéficier d'un congé payé de 3 semaines, dont 1 doit être prise à une date convenue avec l'employeur. L'indemnité afférente audit

It may happen that one of these holidays or both St. John the Baptist Day (June 24) and Canada Day (July 1) fall on a Tuesday, Wednesday or Thursday. If so, the observance of these holidays, may, upon agreement between the employer and his employees, be celebrated on the Friday preceding the holiday or carried over to the Monday immediately following the holiday. However, the employer shall advise the Parity Committee to this effect 15 days before the said holiday.

Unless an employee has voluntarily quit his employment or he has been laid off for a just cause or he has refused to return to work following a lay-off after being advised by the employer to report in, the 3 months' continuous employment with the same enterprise apply, even if they were completed during the previous year.

The pay for these holidays is 2.5% of the wages based on the standard hours worked during the calendar year The pay for holidays in the calendar year shall be paid to the employee at the latest on February 28 of the following year. The pay does not apply to the 3 months' probationary period.

X. Paid Vacations:

All employees governed by the present section who have one year of continuous service with the same employer, are entitled to two weeks' paid vacation. The pay for the said vacation is equal to four percent (4%) of the total remuneration of the employee during the qualifying period.

For the purpose of the present section, the length of continuous service includes sick leave, closing days, vacation periods, strikes, authorized absences and absences due to work accidents.

The qualifying period is 12 consecutive months, starting the day a worker begins work in an enterprise, or any other day established by agreement, contract or other means which gives an employee conditions not less favourable then those prescribed in the present section.

If an employee quits his employment or is dismissed before completing one year of service, he is entitled to compensating holiday pay equal to 4% of the salary earned from the date he was hired or from the date on which he became entitled to the aforesaid vacations.

Any employee who has 10 years or more of continuous service with the same employer shall receive vacation pay equal to 5% of his wages earned during the qualifying period.

Any employee who has 15 years or more of continuous service with the same employer shall receive 3 weeks' paid vacation, one of which shall be taken at a date agree

congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

Tout salarié qui justifie de 20 ans et plus de service continu chez le même employeur doit bénéficier d'un congé payé de 3 semaines, dont 1 doit être prise à une date convenue avec l'employeur. L'indemnité afférente audit congé est égale à 7% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence.

XI. Affectation temporaire:

Tout salarié qui doit travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de sa classification habituelle, doit recevoir le taux de sa classification habituelle.

XII. Congé de deuil:

Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé d'une durée maximale de 2 jours ouvrables entre le jour du décès et celui des funérailles inclusivement. Le mot «famille» désigne: le père, la mère, le frère, la soeur, l'épouse et l'enfant du salarié.

XIII. Durée:

La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1975.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du travail et de la
main-d'oeuvre, Québec.

396-o

upon with his employer. The pay for the said vacation is equal to 6% of the total wages of the employee, earned during the qualifying period.

Any employee who has 20 years or more of continuous service with the same employer shall receive 3 week's paid vacation, one of which must be taken at a date agreed upon with his employer, the pay for the said vacation is equal to 7% of the total wages of the employee, earned during the qualifying period.

XI. Temporary Assignment:

Any employee who shall work temporarily in a classification for which the wage rate is inferior to his usual classification shall receive the rate for his usual classification.

XII. Personal Holidays:

If a death occurs in the family of an employee, the employer shall grant a paid leave up to a maximum of 2 working days between the day of the death and the funeral day inclusively. The word "family" means: the father, mother, brother, sister, spouse and child of the employee.

XIII. Term:

The present section remains in force until December 31, 1975."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower, Québec.

396-o

PROJET DE MODIFICATION

Tanneries et corroieries — Province

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 330 du 19 mars 1953 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Changer la désignation des parties contractantes pour la suivante:

«D'une part:

Nazaire Fortier Inc., La Tannerie Cantin Inc., Ide Bergeron Inc., et

d'autre part:

Le Syndicat catholique des employés de tanneries de Québec, Inc., Le Syndicat des travailleurs du cuir de Plessisville, Inc., la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du vêtement, Inc. (secteur chaussure) C.S.D.;».

2. Remplacer les articles 1 à 20 par les suivants:

«**1.00 Champ d'application professionnel:**

1.01 Le présent décret régit, à l'exception des employés de bureau, tous les salariés employés dans les établissements situés dans la province de Québec, où se fait l'une des opérations suivantes:

a) le tannage des peaux;

b) le corroyage du cuir;

c) tout ouvrage similaire ou connexe et cela, quel que soit le genre de travail, le procédé employé ou la nature ou qualité des produits ouvrés.

2.00 Champ d'application territorial:

2.01 Le champ d'application territorial du présent décret comprend tout le Québec, divisé en 3 zones, de la façon suivante:

a) Zone I: L'Île de Montréal, la ville de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de 10 milles autour de l'Île de Montréal et de 5 milles autour de la ville de Québec.

DRAFT AMENDMENT

Tanners and Curriers — Province

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Tanners and Curriers in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 330 of March 19, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. Change the designation of the contracting parties for the following:

"On the one part:

Nazaire Fortier Inc., La Tannerie Cantin Inc., Ide Bergeron Inc., and

On the other part:

Le Syndicat catholique des employés de tanneries de Québec, Inc., Le Syndicat des travailleurs du cuir de Plessisville, Inc., la Fédération nationale des Travailleurs de l'industrie du vêtement, Inc. (secteur chaussures) C.S.D.;".

2. Sections 1 to 20 shall be replaced by the following:

"**1.00 Professional jurisdiction:**

1.01 This decree governs, with the exception of office employees, all employees in establishments located in Québec where one of the following operations is carried out:

(a) the tanning of hides;

(b) the currying of leather;

(c) any similar or related work, irrespective of the kind of work, the method used or the nature or quality of the products worked on.

2.00 Territorial jurisdiction:

2.01 The territorial jurisdiction of this decree encompasses all of Québec divided into three (3) zones, as follows:

(a) Zone I: The Island of Montreal and the municipalities wholly located within a 10-mile radius of its limits: Québec City and the municipalities wholly located within a 5-mile radius of its limits.

b) **Zone II:** Tout autre ville ayant une population de 10,000 âmes ou plus selon le dernier recensement du gouvernement fédéral.

c) **Zone III:** Le reste du Québec. Cependant, si dans cette zone, un employeur a 10 salariés ou plus à son service, son établissement est considéré comme faisant partie de la zone II.

3.00 Catégories:

3.01 Les salariés assujettis au présent décret sont répartis en 3 catégories, de la façon suivante:

a) **Catégorie I:** Les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien (millwrights).

b) **Catégorie II:** Les gardiens. Le mot «gardien» désigne tout salarié préposé à la surveillance et à la garde d'un établissement et ceci n'exclut pas les travaux de nettoyage qu'il peut être appelé à effectuer.

c) **Catégorie III:** Les salariés de l'industrie du tannage et du corroyage qui ne sont mentionnés dans les catégories décrites ci-dessus, y compris les conducteurs de camions.

4.00 Classes:

4.01 L'employeur doit répartir ses salariés en 3 classes de la façon suivante:

Classe A: pas moins de 60%

Classe B: pas plus de 25%

Classe C: pas plus de 15%

4.02 Exclusion des pourcentages: Sont exclus des pourcentages les salariés qui sont membres de la famille de l'employeur. Sont toutefois exclus les étudiants embauchés durant la période de vacances d'été.

5.00 Salaires:

Salaires minima: Les taux de salaire sont les suivants pour chacune des catégories mentionnées ci-dessous et le minimum horaire prévu doit être payé aux salariés pour chacune de ses heures de travail suivant sa catégorie et sa classe.

Catégorie I: Mêmes taux que ceux de la catégorie III, classe A.

Catégorie II: Si ces salariés, en plus d'être gardiens travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie III, classe A et leur semaine régulière de travail est celle de cette dernière catégorie.

(b) **Zone II:** Any other city with a population of 10,000 or more at the last Canada census.

(c) **Zone III:** The remainder of Québec. However, if in this zone an employer has 10 employees or more, his establishment will be considered as being part of Zone II.

3.00 Categories:

3.01 Employees governed by this decree are divided into 3 categories, as follows:

(a) **Category I:** Stationary enginemen and millwrights.

(b) **Category II:** Watchmen: "Watchman" means any employee who watches and guards an establishment. This does not exclude cleaning work he may be asked to do.

(c) **Category III:** Employees in the tanning and currying industry who are not included in the above categories, including truck drivers.

4.00 Classes:

4.01 Employers shall divide their employees into three classes as follows:

Class A: not less than 60% of all employees

Class B: not more than 25% of all employees

Class C: not more than 15% of all employees.

4.02 Exclusion from percentages: Are excluded from the above percentages those employees who are members of the family of the employer. However, are excluded from the above percentages the students hired for the summer holidays.

5.00 Wages:

Minimum wage rates: Wage rates are as follows for each category listed below. For each hour worked, the employee shall be paid the minimum hourly rate stipulated for his category and class.

Category I: Same rates as for Category III, class A:

Category II: If, besides working as watchmen, employees of this category work at leather fabricating, they shall be paid the same rates as employees in Category III, Class A, and their standard workweek shall be the same as for that Category.

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir ou s'ils y travaillent occasionnellement ou d'urgence, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie III, classe B.

Catégorie III:

		À compter du	
		5 août	*3 mars*
Zone I — salariés à l'heure		*1974*	*1975*
Classe A	$2.99	$3.22	$3.59
Classe B	2.65	2.87	3.23
Classe C	2.43	2.62	2.97
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum de 3 mois	2.10	2.26	2.41
Étudiants	2.10	2.26	2.41
Zone I — salariés aux pièces			
Classe A	3.08	3.31	3.68
Classe B	2.72	2.94	3.30
Classe C	2.51	2.70	3.05
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum de 3 mois	2.12	2.32	2.47
Étudiants	2.12	2.32	2.47
Zone II — salariés à l'heure			
Classe A	2.94	3.17	3.54
Classe B	2.61	2.83	3.19
Classe C	2.43	2.64	2.99
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum de 3 mois	2.10	2.26	2.61
Étudiants	2.10	2.26	2.61
Zone II — salariés aux pièces			
Classe A	3.03	3.26	3.63
Classe B	2.67	2.89	3.25
Classe C	2.51	2.72	3.07
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum de 3 mois	2.11	2.32	2.67
Étudiants	2.11	2.32	2.67
Zone III — salariés à l'heure			
Classe A	2.84	2.91	3.28
Classe B	2.52	2.74	3.10
Classe C	2.34	2.55	2.90
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum			

When they are not engaged in leather fabrication or when they work at it only occasionally or in emergencies, such employees shall be paid the same rates as employees in Category III, Class B.

Category III:

		From	
		Aug. 5,	*March 3,*
Zone I — Hourly-paid employees		*1974*	*1975*
Class A	$2.99	$3.22	$3.59
Class B	2.65	2.87	3.23
Class C	2.43	2.62	2.97
Apprentice Class C, Maximum duration of apprenticeship, 3 months	2.10	2.26	2.41
Students	2.10	2.26	2.41
Zone I — Piece-workers			
Class A	3.08	3.31	3.68
Class B	2.72	2.94	3.30
Class C	2.51	2.70	3.05
Apprentice Class C, Maximum duration of apprenticeship, 3 months	2.12	2.32	2.47
Students	2.12	2.32	2.47
Zone II — Hourly-paid workers			
Class A	2.94	3.17	3.54
Class B	2.61	2.83	3.19
Class C	2.43	2.64	2.99
Apprentice Class C, Maximum duration of apprenticeship, 3 months	2.10	2.26	2.61
Students	2.10	2.26	2.61
Zone II — Piece-workers			
Class A	3.03	3.26	3.63
Class B	2.67	2.89	3.25
Class C	2.51	2.72	3.07
Apprentice Class C, Maximum duration of apprenticeship, 3 months	2.11	2.32	2.67
Students	2.11	2.32	2.67
Zone III — Hourly-paid workers			
Class A	2.84	2.91	3.28
Class B	2.52	2.74	3.10
Class C	2.34	2.55	2.90
Apprentice Class C, Maximum duration of appren-			

de 3 mois	2.10	2.16	2.51
Étudiants	2.10	2.16	2.51
Zone III — salariés aux pièces			
Classe A	2.93	2.99	3.37
Classe B	2.57	2.79	3.15
Classe C	2.41	2.62	2.97
Apprenti classe C, durée d'apprentissage maximum de 3 mois	2.10	2.22	2.57
Étudiants	2.10	2.22	2.57

Le nombre total des salariés de la classe C doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser 15% du nombre total des salariés au service de tout employeur.

Les taux à la pièce actuels sont considérés comme tels quels, sans diminution pour les salariés qui en bénéficient et ceux qui les remplacent, à la pièce, au même emploi, opération ou poste.

Cependant, un comité spécial institué par le comité paritaire, sur demande des parties contractantes enquêtera sur toute plainte présentée à ce dernier par les employeurs ou les salariés alléguant que certains taux à la pièce sont injustes.

Le dit comité est formé de 5 membres, dont 2 nommés par la partie patronale, 2 par la partie syndicale et un 5ième désigné par eux à la majorité ou par le ministre du travail et de la main-d'oeuvre au cas de mésentente sur son choix.

Ce comité, après enquête et étude, transmettra son rapport au comité paritaire pour détermination des taux.

Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

6.00 Durée du travail:

6.01 La semaine de travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: À l'entrée en vigueur du décret, 48 1/2 heures par semaine exécutées en 5 jours, sans limite journalière.

À compter du 5 août 1974, 47 1/2 heures par semaine exécutées en 5 jours, sans limite journalière.

Cependant, si ces salariés travaillent à la fabrication du cuir, leur semaine régulière de travail sera limitée à 40 heures par semaine, quel que soit le nombre d'heures con-

ticeship, 3 months	2.10	2.16	2.51
Students	2.10	2.16	2.51
Zone III — Piece-workers			
Class A	2.93	2.99	3.37
Class B	2.57	2.79	3.15
Class C	2.41	2.62	2.97
Apprentice Class C, Maximum duration of apprenticeship, 3 months	2.10	2.22	2.57
Students	2.10	2.22	2.57

The total number of Class C employees must include Class C apprentices and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in any employer's service.

The actual piece-work rates are considered as being set as such, without reduction in the case of employees actually receiving them and those who replace them, on a piece-work basis, in the same occupation, operation or function.

However, a special committee set up by the Joint Committee shall, upon request from the parties to the agreement, investigate any complaint filed with it by employers or employees who claim that certain piece-work rates are unjust.

The said committee is composed or 5 members: 2 of which are appointed by employers, 2 by the employees and a 5th appointed by a majority of the first four or by the Minister of Labour and Manpower in the event of disagreement.

After investigation and study, the committee shall report to the Joint Committee so that rates may be determined.

Special provision respecting wages: Notwithstanding any other provision of the present decree, the employer shall pay any employee at least the minimum weekly wages which he would receive under Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum wage Commission or any further ordinance which could replace or amend it.

6.00 Hours of work:

6.01 The standard workweek for employees in each category shall be as follows:

Category I: On the enforcement date of the decree, 48 1/2 hours per week scheduled over a 5-day week, without a daily limit.

From August, 5, 1974, 47 1/2 hours per week, scheduled over a 5-day week, without a daily limit.

However, if these workers are engaged in leather fabrication, their standard workweek will be restricted to 40 hours per week, whatever the number of hours

sacré à l'un ou l'autre poste. Dans le cas d'un travail occasionnel ou d'urgence, à la fabrication du cuir, la durée hebdomadaire est fixée à 48 1/2 heures et à compter du 5 août 1974 à 47 1/2 heures par semaine.

Catégorie II: À l'entrée en vigueur du décret, 58 1/2 heures par semaine exécutées en 6 jours, sans limite journalière.

À compter du 5 août 1974, 57 1/2 heures par semaine exécutées en 6 jours, sans limite journalière.

Catégorie III: À l'entrée en vigueur du décret, 41 heures par semaine et à compter du 5 août 1974, 40 heures par semaine, exécutées du lundi au vendredi inclusivement entre 7 h et 18 h, avec interruption d'une heure pour le repas du midi, sans dépasser 8 heures par jour.

6.02 Travail d'équipe: Tout travail exécuté par un salarié autre qu'un salarié travaillant durant la journée normale de l'entreprise, en dehors de l'horaire quotidien, est reconnu comme travail d'équipe et donne droit au supplément de salaire suivant:

1) entre 16 h et minuit: $0.12 l'heure;

2) entre minuit et 7 h: $0.18 l'heure.

7.00 Heures supplémentaires:

7.01 Sous réserve des dispositions de l'article 6.00 (*Durée du travail*), tout travail exécuté en plus de la semaine normale de travail, en dehors de l'horaire quotidien et en surplus de 8 heures au cours de la même journée de travail, entraîne une majoration de 50% du salaire effectif.

7.02 Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire effectif majoré de 100%. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas aux gardiens.

Nonobstant les dispositions mentionnées ci-dessus, les salariés qui doivent travailler le dimanche, exclusivement à la mise en trempe, doivent être rémunérés au taux de salaire effectif majoré de 50%.

8.00 Jours fériés:

8.01 Les jours suivants sont reconnus fériés et doivent être chômés: les dimanches, la fête de la Reine, la Confédération, l'Action de Grâces.

Tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours fériés chômés doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas aux gardiens et aux préposés à la mise en trempe.

worked in one job or another, In case of occasional or emergency work at leather fabrication, the number of standard hours per week shall be restricted to 48 1/2 hours and from August 5, 1974, to 47 1/2 hours.

Category II: On the enforcement date of the decree, 58 1/2 hours per week scheduled over a 6-day week, without a daily limit.

From August 5, 1974, 57 1/2 hours per week scheduled over a 6-day week, without a daily limit.

Category III: On the enforcement date of the decree, 41 hours per week and from August 5, 1974, 40 hours per week scheduled from Monday to Friday inclusively between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., with a one-hour lunch period at noon time, without exceeding 8:00 hours per day.

6.02 Shift work: Any work performed by an employee not working during the establishment's standard working day and performed outside the daily schedule is considered to be shift work and entitles the employee to the following shift differentials:

(1) between 4:00 p.m. and midnight: $0.12 per hour;

(2) between midnight and 7:00 a.m.: $0.18 per hour.

7.00 Overtime:

7.01 Subject to the provisions of section 6.00 (*Hours of work*), time and half shall be paid for any work done over and above standard workweek, outside the daily schedule and over 8:00 hours for one working day.

7.02 Double time shall be paid for any work done on Sundays. However, this provision does not apply to watchman.

Notwithstanding the above provisions, time an a half shall be paid to employees who are required to work exclusively at steeping operations on Sunday.

8.00 General holidays:

8.01 The following are general holidays: Sundays, the Queen's Birthday, Canada Day, Thanksgiving Day.

Double time shall be paid for any work done on any of the general holidays.

However, this provision does not apply to watchmen and steepers.

8.02 Le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, Noël, le premier jour de l'An et le 2 janvier sont des jours fériés chômés et payés.

8.03 Si l'un des jours fériés chômés et payés tombe un samedi ou un dimanche, l'employeur peut le remplacer par un autre jour férié de son choix ou verser au salarié l'indemnité d'un jour férié, en plus de la paie hebdomadaire régulière.

8.04 Si un salarié est appelé au travail un jour férié chômé et payé, il a droit à l'indemnité du jour férié plus une majoration de 100% du salaire effectif, pour toute heure ou partie d'heure de travail exécutée durant ce jour. Cependant, les gardiens seront payés au taux effectif de salaire pour tout travail exécuté durant l'un quelconque des jours fériés chômés et payés en plus de toucher l'indemnité du jour férié.

8.05 Pour avoir droit à l'indemnité du jour férié, un salarié doit avoir accompli 60 jours ouvrables de service continu pour le même employeur et avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié et payé, si ses services ont été requis.

Toutefois, le salarié en permis d'absence ou absent de l'usine pour raison valable ou force majeure, le jour ouvrable précédant et/ou le jour ouvrable suivant un jour férié chômé et payé, a droit à l'indemnité dudit jour férié.

8.06 L'indemnité d'un jour férié chômé et payé est égale à une journée normale de travail de 8 heures au taux de salaire effectivement payé au salarié.

9.00 Congé annuel:

9.01 Période de référence: La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral s'étend du 1er juin de l'année précédente au 31 mai de l'année en cours.

9.02 Droit au congé annuel: Tout salarié a droit après 1 an de service continu chez le même employeur à un congé payé, d'une durée minimale de 2 semaines.

9.03 Tout salarié ayant moins d'un an de service continu chez le même employeur, a droit à un congé dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de service continu, sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines.

9.04 Indemnité de congé: Le salarié a droit pour son congé, à une indemnité égale à 4% de son salaire total, durant la période de référence déterminée au présent article.

8.02 Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas, New Year's Day and January 2 are general holidays.

8.03 If one of the above general holidays with pay falls on a Saturday or on a Sunday, the employer may replace it with another general holiday he may choose or give the employee an extra day's pay besides the regular weekly salary.

8.04 If an employee is called in to work on a general holiday with pay, he is entitled to holiday pay plus double time for all hours or part thereof worked during such day. However, watchmen are paid at straight time for all work performed during any general holiday with pay, besides their holiday pay.

8.05 To be entitled to the holiday pay, an employee shall have completed 60 days' continuous service with the same employer and shall have been at work the working day preceding and following the general holiday with pay, if his services were required.

However, an employee who is on authorized leave or is absent from the factory for a valid reason or due to circumstances beyond control the working day preceding or following the general holiday with pay, is entitled to holiday pay for such day.

8.06 Holiday pay is equal to a standard 8-hour day paid at the employee's regular wage rate.

9.00 Annual vacation:

9.01 Qualifying period: The period during which an employee gradually becomes entitled to the full annual vacation runs from June 1 of the previous year to May 31 of the current year.

9.02 Vacation entitlement: After one year's continuous service with the same employer, every employee is entitled to at least 2 weeks' vacation with pay.

9.03 Every employee who has less than 1 year's continuous service with the same employer is entitled to 1 day's vacation for each month worked, up to a maximum of 2 week's vacation.

9.04 Vacation pay: Employees are entitled to vacation pay equal to 4% of total wages earned during the qualifying period stipulated above.

9.05 Avantages additionnels: Durant le congé, l'employeur doit continuer à accorder à ses salariés les avantages pécuniaires et autres, auxquels ils ont droit, notamment: contribution à un régime de rentes supplémentaires, à un régime d'assurance collective, vie-maladie-hospitalisation, indemnité de salaires, etc. . .

9.05 Additional benefits: During the employee's vacation, the employer must continue to grant the employee the monerary and other benefits to which he is entitled, to wit: contribution to a supplementary pension plan, to a group insurance plan, to a life, health and hospital insurance plan, salary insurance plan, and so on.

9.06 Versement de l'indemnité: L'employeur doit verser au salairé l'indemnité de congé à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

9.06 Payment of vacation pay: The employee shall be given his due vacation pay before leaving on vacation.

9.07 Période de congés: Le congé prévu au présent article doit être accordé entre la 3ième semaine complète du mois de juin et la 2ième semaine complète du mois d'août de chaque année. L'employeur doit donner avis de 30 jours aux salariés pour les informer de la date de la période de congé.

9.07 Vacation period: The vacation provided for in this section shall be granted between the third complete week of June and the second complete week of August each year. Employees shall be notified at least 30 days in advance of their vacation dates.

9.08 Congé obligatoire: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé payé.

9.08 Compulsory vacation: No employer may replace the annual vacation by a monetary compensation.

9.09 Indemnité compensatrice de congés annuels: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité:

1) égale à l'indemnité à laquelle il a un droit acquis, s'il n'a pu jouir du congé auquel il avait droit;

2) de 4% du salaire gagné depuis la fin de l'année de référence précédant la date de son départ.

9.09 Monetary compensation for annual vacations: Should his work contract be cancelled, the employee is entitled to:

(1) an indemnity equal to the vacation pay to which he has a vested right, if he has been unable to take his due vacation;

(2) four per cent (4%) of wages earned since the end of the qualifying period that preceded the separate date.

9.10 Service continu: La durée de service continu comprend la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail.

Ne sauraient être considérés comme interrompant la durée de service continu, l'interruption du contrat de travail sans qu'il y ait résiliation de contrat, les jours de maladie, les jours de fermeture, les périodes de congés, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé pendant ces jours un autre emploi rémunéré.

Toutefois, ne sauraient être de plus considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours où le salarié a occupé un autre emploi rémunéré, durant une période de suspension pour manque de travail, s'il n'y a pas eu résiliation de contrat de travail.

Toutefois, la résiliation du contrat de travail nécessitée par le changement de nom de l'entreprise, la constitution légale de l'entreprise, l'augmentation ou la diminution du nombre des sociétaires de l'entreprise, le transfert, la vente, cession, faillite de l'entreprise, ou pour toute autre raison, n'est pas considérée comme interrompant la durée des services continus, si, par la suite, les

9.10 Continuous service: ''continuous service'' is considered as the length of time an employee is bound to his employer by a work contract.

The following are not considered as interrupting the length of continuous service: interruption of the work contract without the contract being cancelled; sick-leave; days when the establishment is closed; vacation periods, authorized leave, provided the employee has had no other gainful employment during such time.

The days during which an employee shall have had any other gainful employment during lay-offs, if the work contract was not cancelled, cannot be considered as interrupting the length of continuous service.

However, whenever the work contract is cancelled due to the establishment changing names, becoming incorporated, increasing or decreasing the number of its shareholders, or for any other reason, this is not considered as interrupting the length of continuous service, provided: the employee's services are hired by the former or new owner(s); the employee has not had other gainful em-

services de ce salarié sont loués par la ou les personnes propriétaires ou devenues propriétaires de l'entreprise, sans que ledit salarié n'ait occupé entre la résiliation du contrat de travail et la révocation de ses services un autre emploi rémunéré.

9.11 Disposition spéciale relative aux congés annuels payés: Malgré toute autre disposition du présent décret relative aux congés annuels payés, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

10.00 Congés additionnels:

10.01 Tout salarié qui au 1er juin 1974 ou au 1er juin de toute année subséquente a rendu à son employeur 8 ans et plus de service continu, a droit à une 3ième semaine de congés payés, qui lui sera accordée en n'importe quel temps de l'année, après entente avec son employeur.

L'indemnité payable pour cette 3ième semaine de congés est égale à 2% du salaire gagné pendant la période de référence déterminée ci-dessus.

10.02 Tout salarié qui au 1er juin 1974 et de toute année subséquente a été au service de son employeur 16 ans et plus de service continu, a droit à une 4ième semaine de congés payés qui lui sera accordée en n'importe quel temps de l'année, après entente avec son employeur. L'indemnité pour cette 4ième semaine de congés est équivalente à 2% du salaire gagné pour la période de référence déterminée au présent article.

10.03 Toutefois, l'employeur a la faculté de ne pas accorder la 4ième semaine de congés chômés et payés. Dans ce cas, il doit remplacer cette 4ième semaine de congés par une indemnité compensatrice égale à l'indemnité à laquelle le salarié aurait eu droit, s'il avait pris tels congés.

Nonobstant les dispositions mentionnées aux paragraphes précédents, l'employeur peut faire exécuter des travaux d'entretien et de réparation durant les 3ième et 4ième semaines de congés. La rémunération pour tout travail d'entretien et de réparation est celle prévue pour les salariés de catégorie III, classe A.

10.04 Les conditions déterminées à la section 9.00, relatives aux avantages additionnels, à l'échéance de l'indemnité et aux services continus s'appliquent aux congés additionnels. De plus, lors de la résiliation de son contrat de travail pour quelque cause que ce soit, le salarié ayant acquis un droit aux congés additionnels, aura

ployment between the time the work contract was cancelled and the time he was re-hired.

9.11 Special Provisions Respecting Paid Annual Vacations: Notwithstanding any other provision of the present decree respecting paid annual vacation, the employer shall grant to any employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or in any further ordinance which could amend or replace it.

10.00 Additional vacations:

10.01 Any employee who, on June 1, 1974 or one June 1 of any following year has 8 or more years of continuous service with his employer is entitled to a third week of vacation with pay, which may be taken at any time after agreement with the employer.

Vacation pay for such third week of vacation shall equal 2% of wages earned during the qualifying year mentioned previously.

10.02 Any employee who, on June 1, 1974 and on June 1, of any following year has 16 or more years of continuous service with his employer is entitled to a 4th week of paid annual vacation which can be taken at any time after agreement with the employer. The vacation pay for such fourth week of vacation shall equal 2% of wages earned during the qualifying year mentioned in this section.

10.03 However, the employer can elect not to grant the fourth week of vacation on a time basis. In such instance, he shall grant the employee a monetary compensation equal to the payment to which he would have been entitled, had he taken such vacation.

Notwithstanding the above provisions, the employer may have maintenance and repair work done during such third and fourth week of vacation. The wage rate for any maintenance and repair work is the one provided for all workers of Category III, Class A.

10.04 The conditions set forth in division 9.00 respecting additional benefits, due dates, vacation pay and continuous service also apply to additional vacations. Moreover, at the time of the cancellation of the work contract, for any reason, the employee entitled to additional vacation, shall be granted compensation as the case may

droit comme indemnité de résiliation de son contrat de travail à 6% ou à 8% selon le cas, du salaire gagné durant la période du 1er juin jusqu'à la date de son départ.

11.00 Congés sociaux:

11.01 Tout salarié ayant complété 60 jours ouvrables de service pour le même employeur a droit à l'occasion du décès des parents directs:

1) à 3 jours de congés payés se terminant le jour des funérailles dans le cas du décès de son époux, son épouse, de son enfant, de son père, de sa mère et de ses enfants adoptifs, si ces jours sont ouvrables; minimum 2 jours:

2) à une journée de congé payé, soit le jour des funérailles lors du décès de son frère, de sa soeur, de son beau-père, de sa belle-mère si ce jour est ouvrable.

11.02 Ces congés sociaux sont rémunérés de la même manière que pour les jours fériés prévus à la section 8.00.

11.03 Nonobstant toute autre disposition du décret, si, en raison d'un sinistre qui a interrompu les activités de son employeur, un salarié n'a pas acquis pendant la période de référence, une indemnité de congé suffisante pour compenser tous les jours de congé auxquels le décret lui donne droit, ce salarié peut travailler au taux de salaire normal pendant les jours de sa période de congé annuel non compensés par ladite indemnité de congé, lesquels devront toutefois être établis par le comité paritaire, après consultation de l'employeur.

12.00 Paiement du travail supplémentaire:

12.01 Le travail supplémentaire doit être payé salaire et demi, soit le salaire effectivement payé au salarié, augmenté ou majoré de 50%.

12.02 Tout travail exécuté les dimanches et les jours fériés doit être rémunéré au taux de salaire double, soit le salaire effectivement payé au salarié, augmenté de 100%. Toutefois cette disposition ne s'applique pas aux gardiens et aux préposés à la mise en trempe.

13.00 Mode d'ouvrage:

13.01 Un ou des salariés peuvent convenir avec leur employeur d'un salaire à la pièce, mais dans tous les cas, le ou les salariés doivent recevoir au moins le minimum fixé par le décret pour les salariés travaillant à la pièce, suivant les taux des classes A, B et C.

13.02 Le comité conjoint a le pouvoir de déterminer qu'un système à la tâche ou au rendement ou tout autre

be, of 6% or 8% of wages earned during the period extending from June 1 to the date of his departure.

11.00 Special leave:

11.01 Any employee who has 60 working days of service for the same employer is entitled on the death of his near relatives:

(1) to 3 days' paid leave ending the day of the funeral in the case of the death of a husband or wife, a child, father, mother, or adoptive parents, if such days are working days.

(2) 1 day's paid leave, the day of the funeral, on the death of a brother, a sister, father-in-law or mother-in-law, if such day is a working day.

11.02 Such special leave is remunerated in the same manner as paid holidays provided for in division 8.00.

11.03 Notwithstanding any other provision of the decree, if, due to a disaster, the activities of his employer were interrupted, the employee who has not acquired, during the reference period, a vacation indemnity sufficient to compensate for all the holidays to which he is entitled by the decree, such employee may work at the regular rate the days of his annual vacation period not paid by the said vacation indemnity. However, these days shall be established by the parity Committee, after consultation with the employer.

12.00 Payment of overtime:

12.01 Time and a half (one and one-half times the employee's regular wage rate) shall be paid for overtime.

12.02 Double time (twice the employee's regular wage rate) shall be paid for all work performed on Sundays and general holidays. However, this provision does not apply to watchmen and steepers.

13.00 Work basis:

13.01 One or more employees may agree with the employer upon piecework rates. In all instances, the employee(s) must be paid at least the minimum rate herein set forth for piecework employees, according to the rates of Classes A, B and C.

13.02 The Joint Committee may decide whether or not a job or production work is considered as piece-

système doit être réputé système à la pièce, et que tel salarié, travaillant sur un système à la tâche ou au rendement ou avec d'autres salariés à la pièce, doit être considéré comme travaillant à la pièce même s'il est payé à l'heure.

14.00 Aides des salariés:

14.01 Tous les salariés doivent être des salariés de l'employeur et aucun d'eux ne peut avoir d'aide qui ne soit pas un salarié direct de l'employeur.

15.00 Dispositions particulières:

15.01 L'employeur qui sous prétexte de manque de travail, suspend un salarié dans l'exécution de son emploi, opération ou occupation, ne peut par la suite faire exécuter cet emploi, opération ou occupation par un salarié de classe inférieure à celui suspendu.

La même clause s'applique dans le cas où le salarié résilie lui-même son contrat de travail, sauf si cette résiliation provient entièrement du propre mouvement de ce salarié.

15.02 L'employeur doit fournir des bottes de caoutchouc, mais pas plus de 3 paires par année, les tabliers de toile ou de caoutchouc, les gants ou mitaines de caoutchouc, de toile ou de coton et les outils nécessaires à l'exécution de leur travail, aux salariés qui se servent habituellement de ces articles.

15.03 Tout salarié affecté à une opération qui appartient à un classement supérieur doit, après 60 jours ouvrables, être à toutes fins promu à tel classement supérieur.

16.00 Choix des salariés:

16.01 Tout employeur professionnel peut choisir les salariés qui feront partie des classes A, B et C. Lorsque le choix aura été établi, cet employeur ne pourra faire de changement sans l'autorisation du comité paritaire, même à l'occasion d'un réembauchage du salarié.

17.00 En vue de faciliter les réclamations pour différence de salaires, tout employeur, lors de l'embauchage ou lors d'un changement de classification, doit remettre à chacun de ses salariés une carte de classification indiquant ses nom et prénoms, adresse, âge, catégorie et classe. Un double de cette carte doit être transmis au comité conjoint dans les 5 jours qui suivent. Cette carte et son double doivent être signés par l'employeur lui-même ou par une personne autorisée à cette fin.

work and whether or not an employee, doing such work or working with other piece-workers, is to be considered as a piece-worker even if he is paid on an hourly basis.

14.00 Employee's helpers:

14.01 All employees must be employees of the employer. No employee may have a helper who is not directly employed by the employer.

15.00 Special provisions:

15.01 When an employer who claims a work shortage dismisses an employee, he shall not, thereafter, have that employee's occupation, operation or work performed by an employee of a class lower than that of the dismissed employee.

This also applies when the employee himself cancels his work contract, except when the cancellation is entirely the employee's own doing.

15.02 The employer shall supply to employees who usually require them; rubber boots, up to a maximum of three pairs per year; linen or rubber aprons; rubber, linen or cotton gloves or mitts; all tools required for carrying out their work.

15.03 Whenever an employee is assigned to an operation that belongs to a higher classification, he shall, after 60 working days, be promoted to such higher classification.

16.00 Choice of employees:

16.01 Every professional employer may choose the employees that shall belong to Class A, B and C. Once the selection has been made, the employer may not make any changes without the Joint Committee's authorization, even when an employee is re-hired.

17.00 To facilitate claims for wage differentials, every employer, at hiring or classification time, shall give every employee a classification card stating the employee's family and given names address, age, category and class. A duplicate of such card shall be forwarded to the Joint Committee within 5 days. The card and duplicate shall be signed by the employer himself or by his authorized representative.

18.00 Disputes industrielles:

18.01 Dans le cas de dispute, en ce qui a trait à l'interprétation du décret, les intéressés doivent soumettre le cas au comité conjoint dans un délai d'un mois; ce comité doit entendre les parties et rendre une décision dans les 15 jours de l'audition des griefs.

19.00 Paiement du salaire:

19.01 La paie doit être versée en espèces ou par chèque à chaque semaine. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, sur le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

a) le nom de l'employeur;

b) les nom et prénoms du salarié;

c) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

d) le taux de salaire;

e) le nombre d'heures normales;

f) le nombre d'heures supplémentaires;

g) le montant du salaire brut;

h) la nature et le montant des retenues opérées;

i) le montant du salaire net versé au salarié.

20.00 Durée du décret:

20.01 Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mai 1976. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus 60 et d'au moins 30 jours avant le 31 mai de l'année 1976 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre, Québec.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

396-o

18.00 Industrial disputes:

18.01 Should industrial disputes arise from the interpretation of the decree, the interested parties shall submit their grievances to the Joint Committee within 1 month. The Committee shall hold a hearing of the parties and hand down its decision within 15 days of the hearing.

19.00 Payment of wages:

19.01 Wages shall be paid weekly, in cash or by cheque. The following particulars shall be listed on the pay envelope, on the cheque, or on a separate earnings statement:

(a) employer's name;

(b) employee's given and family names;

(c) payment date and work period corresponding thereto;

(d) wage rate;

(e) number of hours worked at straight time;

(f) number of hours worked at overtime rates;

(g) amount of gross earnings;

(h) type and amount of deductions made;

(i) take-home pay.

20.00 Term of the decree:

20.01 This decree shall remain in force until May 31, 1976. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties notifies the other to the contrary, no more than 60 days and no less than 30 days before May 31, 1976 or of any subsequent year. Such notice shall also be forwarded to the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

Department of Labour and Manpower, Québec.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

396-o

Proclamation

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la protection de la santé publique a été sanctionnée le 21 décembre 1972;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 68, les dispositions de cette loi, à l'exception de l'article 56, doivent entrer en vigueur à la date ou aux dates qui seront fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE tous les articles de la Loi de la protection de la santé publique ont été mis en vigueur le 28 février 1973, sauf les articles 56 et 25 à 35, en vertu d'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 19 mars 1973 (page 503);

ATTENDU QUE l'article 56, conformément à l'article 67, est entré en vigueur le 21 décembre 1972, soit le jour de l'entrée en vigueur de la Loi de la qualité de l'environnement;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer l'entrée en vigueur des articles 25 à 35 au 17 avril 1974.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 1384-74, du 17 avril 1974, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'entrée en vigueur des articles 25 à 35 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) soit fixée au 17 avril 1974.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, the Public Health Protection Act was assented to on December 21, 1972;

WHEREAS, pursuant to section 68, the provisions of this act, with the exception of section 56, shall come into force on the date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS all sections of the Public Health Protection Act came into force on February 28, 1973, with the exception of sections 56 and 25 to 35, by virtue of a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette* dated March 19, 1973 (page 503);

WHEREAS section 56, according to section 67, came into force on December 21, 1972, that is the date of the coming into force of the Environment Quality Act;

WHEREAS it is expedient to fix April 17, 1974 as the date of the coming into force of sections 25 to 35;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1384-74, dated April 17, 1974, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Prime Minister;

THAT April 17, 1974 be fixed as the date of the coming into force of sections 25 to 35 of the Public Health Protection Act (1972, Chapter 42).

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly;

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-quatorze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-troisième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
ANDRÉ DESJARDINS.

Libro: 501
Folio: 217

394-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-four and in the twenty-third year of Our Reign.

By command,

ANDRÉ DESJARDINS,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 217

394-o

Avis

Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matière de divorce

I — Préliminaires

1. Les règles de pratique antérieures de la Cour supérieure du Québec en matière de divorce sont abrogées à compter du 1er juin 1974.

Les présentes règles entrent en vigueur le 1er juin 1974 et s'appliquent à tous les districts judiciaires du Québec.

Cependant les requêtes en divorce déposées et enregistrées à Montréal ou à Québec avant le 1er juin 1974 continuent d'être régies par les règles de pratique alors en vigueur.

II — Dispositions générales

2. Sauf si elles sont incompatibles avec les présentes règles de pratique, les dispositions du Code de Procédure Civile et les règles de pratique de la Cour supérieure, générales et spéciales, s'appliquent en matière de divorce, en autant que faire se peut et en autant qu'elles ne contreviennent pas à la Loi sur le Divorce (1970 S.R.C. chap. D-8) et aux règlements de divorce adoptés par le gouverneur en conseil en vertu de ladite Loi.

3. À moins d'une disposition expresse de la Loi, le vice de forme n'emporte pas nullité sauf si le tribunal en décide autrement.

III — Juridiction territoriale

4. La requête en divorce est portée devant le Tribunal du domicile de l'un ou l'autre des époux ou devant celui de leur dernière résidence.

IV — Le Registraire

5. Dans chacun des districts judiciaires du Québec, le greffe des divorces est tenu par un officier appelé registraire. Le protonotaire est d'office registraire des divorces pour son district. Ses devoirs sont les suivants:

a) remplir ceux d'un protonotaire de la Cour supérieure tels que définis par le Code de Procédure civile, les règles de pratique de la Cour supérieure et la Loi des Tribunaux judiciaires;

b) recevoir et enregistrer les requêtes après s'être rendu compte qu'elles sont conformes aux exigences de la Loi et des Règles de pratique;

Notice

Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec concerning divorce

I — Preliminaries

1. The former rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec concerning divorce shall be abrogated as of June 1st, 1974.

The present rules shall come into force on June 1st, 1974 and shall apply to all the judicial districts of the Province of Québec.

However, the petitions for divorce filed and recorded in Montreal or in Québec before June 1st, 1974 shall continue to be governed by the rules of practice then in force.

II — General provisions

2. Except insofar as they are incompatible with the present Rules of Practice, the provisions of the Code of Civil Procedure and the Rules of Practice of the Superior Court, both general and special, apply to divorce proceedings insofar as they are not inconsistent with the Divorce Act (1970 R.S.C., c. D-8) or with the Regulations as to divorce made by the Governor in Council under the said Act.

3. Failing an express provision of law, no proceeding shall be void merely because of a formal defect, unless the Court shall otherwise determine.

III — Territorial jurisdiction

4. The petition for divorce shall be taken before the Court of the domicile of one or the other of the consorts or that of their last residence.

IV — The Registrar

5. In each of the judicial districts of the Province of Québec, the Office of the divorce division is administered by an officer called the registrar. The prothonotary is *ex officio* registrar of divorces for his district. His duties are as follows:

(a) to fulfil the duties of a prothonotary of the Superior Court as set forth in the Code of Civil Procedure, the Rules of Practice of the Superior Court and the Courts of Justice Act;

(b) to receive and register petitions after making certain that they conform to the requirements of the Divorce Act and of the Rules of Practice;

c) rendre jugement sur les demandes interlocutoires dans le cas où il y a consentement des parties;

d) tenir un registre des procédures qui lui sont soumises indiquant particulièrement:

i) à l'égard de la requête, les noms et adresses des parties, la date de sa production, de même qu'un état sommaire des causes de divorce alléguées;

ii) à l'égard du jugement irrévocable, les noms et adresses des parties, la date où il a été prononcé, de même que l'indication de la cause ou des causes de divorce à la base du jugement;

e) remplir les formules requises par les règlements sur le divorce établis par le gouverneur en conseil, et les expédier au bureau d'enregistrement des divorces à Ottawa, tel que prescrit par les règlements;

f) requérir le personnel nécessaire au bon accomplissement de sa fonction, y compris les adjoints, selon le rythme des affaires inscrites à son greffe dont il aura l'entière et unique responsabilité.

6. Tout jugement et toute ordonnance rendus par le registraire peuvent être revisés par le juge.

7. Le registraire doit rédiger et signer chaque jugement ou ordonnance prononcé par la Cour ou par un juge et chaque jugement conditionnel de même que chaque jugement irrévocable rendu par la Cour, sauf si le juge qui prononce ce jugement ou cette ordonnance les a lui-même rédigés ou signés.

Le jugement conditionnel et le jugement irrévocable doivent être rédigés, en autant que faire se peut, selon les formules I et II annexées aux présentes règles.

V — La requête

8. La requête, accompagnée d'un affidavit et d'un avis relatif à la contestation, doit être, en autant que faire se peut, conforme à la formule III annexée aux présentes règles.

9. Toute requête en divorce doit être reçue et enregistrée par le registraire avant d'être signifiée.

10. Le registraire a le droit de refuser de recevoir une requête et d'en permettre l'enregistrement, s'il est convaincu que ladite requête ne répond pas aux exigences de la Loi sur le Divorce et des règles en vigueur.

11. Tout refus de la part du registraire de recevoir et d'enregistrer une requête doit être motivé.

(c) to render judgment upon interlocutory proceedings with the consent of the parties;

(d) to keep a register of proceedings submitted to him containing:

(i) for the petition, the names and addresses of the parties, the date of registration, together with a summary of the grounds of divorce alleged;

(ii) for the decree absolute, the names and addresses of the parties, the date where it was rendered, together with the ground or grounds upon which the decree was granted;

(e) to fill out the forms required by the Regulations respecting the Divorce Act made by the Governor in Council and send them to the Central Divorce Registry in Ottawa as required by the said Regulations;

(f) to obtain the personnel required for the proper carrying out of his duties, including assistant registrars, according to the number of proceedings filed in his office of which he shall have the sole and complete responsibility.

6. Any judgment or order of the registrar may be revised by the Judge.

7. The registrar shall settle and sign every judgment or order pronounced by the Court or by a judge as well as every decree nisi and every decree absolute pronounced by the Court, except when the judge pronouncing such judgment or order has settled or signed the same himself.

The decree nisi and the decree absolute shall be settled, in as much as possible, in accordance with Forms I and II annexed to these rules.

V — The petition

8. The petition, supported by an affidavit and a notice to contest, shall, as nearly as possible, be in accordance with Form III annexed to these Rules.

9. Every petition for divorce shall be accepted for filing and registered by the registrar before being served.

10. The registrar may refuse to accept a petition for filing or to permit it to be registered, if he is satisfied that the petition does not comply with the requirements of the Divorce Act and of the rules in force.

11. Any refusal by the registrar to accept for filing or to register a petition must give reasons.

12. Sur demande verbale, le refus du registraire de recevoir et d'enregistrer une requête peut être revisé par le juge.

13. Le requérant a le droit en tout temps de corriger sa requête de façon à obtenir qu'elle soit reçue et enregistrée, ou d'en présenter une nouvelle.

VI — Signification

14. La requête doit être signifiée dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de sa réception; néanmoins, pour des raisons jugées valables, ce délai peut être prolongé par le juge ou le registraire sur demande faite avant ou après l'expiration du délai.

Sur demande de toute partie intéressée, le juge peut ordonner au requérant qui tarde à faire signifier la requête de le faire dans un délai imparti, sous peine d'annulation de la requête.

15. La requête comporte un avis à la partie adverse de comparaître et de proposer en même temps tous moyens de contestation, accessoires, préliminaires, incidents ou de fond, dans les 20 jours d'une signification à personne dans la province de Québec; dans les 30 jours de telle signification ailleurs au Canada et aux États-Unis; dans les 40 jours d'une signification selon un autre mode autorisé par le juge ou le registraire sur requête, que ce soit dans la province de Québec, au Canada ou aux États-Unis; et dans les 60 jours ailleurs dans le monde selon le mode autorisé par le juge ou le registraire sur requête.

VII — Mesures accessoires

16. Nonobstant l'article 15 lorsque la requête introductive de l'instance en divorce est déposée, toutes mesures accessoires, préliminaires ou incidentes peuvent être présentées avant l'expiration des délais prévus pour la contestation, sur requête au tribunal.

VIII — Avis

17. Lorsqu'il n'est pas autrement prévu, toute demande au tribunal faite en vertu de dispositions spéciales de la Loi sur le Divorce, se fait par requête avec avis de présentation de cinq jours francs aux autres parties en cause à moins que le juge n'en ordonne autrement.

Un avis de cinq jours francs de la date où il sera procédé à l'audition doit être donné à l'intimé forclos de plaider; aucun avis n'est requis si l'intimé est en défaut de comparaître.

12. The refusal of the registrar to accept for filing or to register a petition may, upon a verbal demand, be revised by the Judge.

13. The petitioner has the right at any time to correct his petition so that it may be accepted for filing and registered, or to present a new petition.

VI — Service

14. The petition must be served within ninety days following the date of its reception; nevertheless, upon demand made before or after the expiration of such delay, the judge or the registrar may, for reasons which he considers sufficient, extend this delay.

The judge may, on demand of any interested party, order the petitioner who delays having service effected, to have the petition served within such delay as he may fix, under pain of nullity of the petition.

15. The petition contains a notice to the opposite party to appear, and to present at the same time all his grounds of contestation, accessory, preliminary, incidental or on the merits, within 20 days of personal service in the Province of Québec; within 30 days of such service elsewhere in Canada or the United States; within 40 days of service by another mode of service authorized by a judge or the registrar on petition, whether in the Province of Québec, in Canada or the United States; and within 60 days elsewhere in the world according to a mode authorized by a Judge or the registrar on motion.

VII — Corollary relief

16. Notwithstanding the provisions of Rule 15, once the petition has been filed, any accessory, preliminary or incidental proceeding may, upon petition to the Court, be presented before the expiry of the delays for contestation.

VIII — Notices

17. Unless otherwise provided, every prayer to the Court in virtue of the special provisions of the Divorce Act is by motion with notice of presentation of at least five clear days to the other parties in the case, unless the Judge otherwise orders.

Five clear days notice of the date on which the hearing will take place must be given to the respondent foreclosed from pleading. No notice is necessary if the respondent has made default to appear.

IX — Signification du jugement conditionnel

18. À moins que le juge saisi de la requête pour jugement conditionnel de divorce ne dispense de toute signification, une copie du jugement conditionnel de divorce, certifiée par le registraire, est signifiée à la partie intimée.

Sauf le cas de dispense préalable par un juge, aucune demande en vue d'obtenir un jugement irrévocable ne peut être présentée au tribunal à moins que ne soit produite au dossier la preuve d'une telle signification effectuée au moins un mois auparavant.

X — Frais

19. Le tribunal peut en tout état de cause ordonner à une partie de payer à l'autre si elle est sans ressources pécuniaires, une provision pour frais. Il peut aussi prononcer condamnation aux dépens; les honoraires sont alors les mêmes que s'il s'agissait d'une action de première classe du tarif de la Cour supérieure, sauf le droit du tribunal *proprio motu* d'augmenter ou de réduire ces honoraires.

L'adjudication sur les dépens est prononcée à l'occasion du jugement conditionnel, à moins de revision par le jugement irrévocable; l'exécution pour les dépens est suspendue jusqu'à ce dernier jugement.

XI — Registres et droit de greffe

20. Les dossiers des affaires de divorce sont classifiés séparément sous les directives du registraire qui en a seul la responsabilité; des registres, index, plumitifs et tous livres nécessaires sont tenus de même qu'un registre spécial accessible au public où est inscrit sans délai tout jugement irrévocable de divorce.

21. Les registraires des districts autres que Montréal et Québec sont tenus d'expédier sans délai une copie officielle de chaque jugement irrévocable de divorce rendu dans leurs districts respectifs au registraire du district de Montréal ou à celui du district de Québec, selon le cas, conformément à la division des districts judiciaires indiquée à l'article 30 du Code de Procédure Civile.

22. Les registraires des districts de Montréal et de Québec tiennent un registre et un index alphabétique de tous ces jugements irrévocables ainsi que de ceux rendus dans leur propre district et ils ont le pouvoir d'émettre des copies officielles de tous ces jugements irrévocables, où qu'ils aient été originairement rendus.

23. Les droits de greffe suivants sont payables sans délai:

a) sur présentation de la requête en divorce, avant d'être reçue par le registraire: $50;

IX — Service of decree nisi

18. Unless the judge seized with the petition for decree nisi exempts petitioner from any service, a copy of the decree nisi, certified by the registrar, shall be served upon the respondent.

Except in the case of prior exemption by a judge, no petition to obtain a decree absolute shall be presented to the Court unless evidence that such service has been effected at least one month before has been filed of record.

X — Costs

19. The Court may at any state of the proceedings order a party to pay to the other if the latter is without pecuniary resources, a provision for costs. It can also order the payment of costs; the fees are then the same as in a first class action under the tariff of the Superior Court, saving the right of the Court, *proprio motu*, to increase or reduce the fees in particular cases.

Costs shall be adjudicated in the decree nisi, subject to revision in the decree absolute; execution for costs shall be suspended until the decree absolute.

XI — Registers and fees of the Court

20. The records in divorce proceedings are classified separately under the direction of the registrar who has the sole responsibility for them; registers, index, plumitives and all necessary books are kept as well as a special register available to the public in which every decree absolute of divorce is inscribed without delay.

21. The registrars of the districts other than Montreal and Québec shall send forthwith an official copy of each decree absolute rendered in their respective districts to the registrar of the district of Montreal or the registrar of the district of Québec, as the case may be, in accordance with the division of judicial districts set forth in article 30 of the Code of Civil Procedure.

22. The registrars of the districts of Montreal and Québec shall keep a register and an alphabetical index of all such decrees absolute as well as of those rendered in of their own district and shall have power to issue official copies of all such decrees absolute, wherever originally issued.

23. The following fees of the Court are payable without delay:

(a) upon presentation of the petition for divorce, before being accepted for filing by the registrar: $50;

b) sur la première procédure par un intimé ou un mis en cause après comparution: $25;

c) sur intervention: $25;

d) sur présentation d'une inscription en appel jusqu'après la transmission des dossiers au greffe de la Cour d'appel: $25.

Aucun autre droit de greffe n'est exigible jusqu'après jugement irrévocable, même sur les saisies avant jugement ou les ordonnances de séquestre ou autres procédures spéciales, le cas échéant; le droit de greffe comprend une copie certifiée pour chaque conjoint du jugement irrévocable.

L'Aide juridique a pour effet de dispenser des droits de greffe.

(b) upon the first proceeding by a respondent or mis en cause after presentation of an appearance: $25;

(c) upon an intervention: $25;

(d) upon presentation of an inscription in appeal up to and including the transmission of the records to the office of the Court of Appeal: $25.

No other fees of the Court are exigible until after a decree absolute, even on seizures before judgment or orders of sequestration or other special proceedings, as the case may be; the fee of the Court includes a certified copy for each consort of the decree absolute.

The granting of Legal Aid shall dispense with all fees of the Court.

FORMULE I

Jugement conditionnel de divorce

Canada
Province de Québec
District de

COUR SUPÉRIEURE
Chambre de la Famille
(Divorces)

No:

Le .... jour de ..... 19....

Président: L'honorable juge

Partie requérante
c.
Partie intimée

Jugement conditionnel de divorce

ATTENDU QUE la partie requérante a formé une demande en divorce contre la partie intimée;

ATTENDU QUE la partie intimée n'a pas ..... dans les délais prévus et que défaut a été enregistré contre elle;

VU la preuve faite et les pièces versées au dossier;

CONSIDÉRANT QUE la requête est fondée;

PAR CES MOTIFS:

LA COUR PRONONCE un jugement conditionnel de divorce des parties, dont le mariage a été célébré le ...., jugement qui deviendra irrévocable si demande lui en est

FORM I

Decree nisi of divorce

Canada
Province of Québec
District of

SUPERIOR COURT
Family Division
(Divorces)

No:

The .... day of ..... 19....

Present: The Honourable Mr. Justice

Petitioner
vs
Respondent

Decree nisi of divorce

WHEREAS Petitioner has filed a petition for divorce against Respondent;

WHEREAS Respondent has not ..... within the legal delays and default has been registered against Respondent;

SEEING the evidence made and the documents filed of record;

CONSIDERING that the petition is well-founded;

WHEREFORE:

THE COURT GRANTS a decree nisi of divorce between the parties, whose marriage was solemnized on ...., which decree shall be made absolute upon application

faite après l'expiration des délais et aux autres conditions prescrits par la loi.

LA COUR . . . (mesures accessoires)
LA COUR . . . (mesures accessoires)
Le tout frais.

Registraire.

FORMULE II

Jugement irrévocable de divorce

Canada
Province de Québec
District de

COUR SUPÉRIEURE
Chambre de la Famille
(Divorces)

No:

Le . . . . jour de . . . . . 19 . . . .

Président: L'honorable juge

Partie requérante
c.
Partie intimée

Jugement irrévocable de divorce

VU la requête soumise à la Cour aux fins de rendre irrévocable le jugement conditionnel de divorce dans la présente instance;

ATTENDU QUE le jugement conditionnel n'a pas été porté en appel et que le dossier ne laisse voir aucune raison valable pour qu'il ne soit pas fait droit à ladite requête;

PAR CES MOTIFS:

LA COUR DÉCLARE que le jugement conditionnel prononcé le . . . . . ème jour . . . . . 197 . . . . est maintenant irrévocable et que la partie requérante . . . . . dont le mariage avec la partie intimée . . . . . a été célébré le . . . . . est divorcée par les présentes de la partie intimée.

Le tout . . . . . frais.

Registraire.

to the Court after the expiration of the delays and under the other conditions prescribed by law.

THE COURT . . . (corollary relief)
THE COURT . . . (corollary relief)
The whole costs.

Registrar.

FORM II

Degree absolute of divorce

Canada
Province of Québec
District of

SUPERIOR COURT
Family Division
(Divorces)

No:

The . . . . day of . . . . . 19 . . . .

Present: The Honourable Mr. Justice

Petitioner
vs
Respondent

Decree absolute of divorce

SEEING the application presented to the Court in order to make absolute the decree nisi of divorce rendered in the present case;

WHEREAS no appeal has been taken from the decree nisi and no cause has been shown why said application should not be granted;

WHEREFORE:

THE COURT DECLARES that the decree nisi of divorce pronounced on the . . . . . day of . . . . . 197 . . . . . is now made absolute and that petitioner . . . . . whose marriage with respondent . . . . . was solemnized on . . . . . is now divorced from respondent.

The whole . . . . . costs.

Registrar.

FORMULE III

Requête en divorce

Canada
Province de Québec
District de

COUR SUPÉRIEURE
Chambre de la Famille
(Divorces)

No:

A.B. (profession) (domicile)
Partie requérante
c.
C.D. (domicile)
Partie intimée

Requête en divorce, affidavit du requérant, déclaration de l'avocat, avis relatif à la contestation et certificat du registraire

Requête

La requête du requérant expose respectueusement:

1. Je demande par les présentes à la Cour Supérieure du Québec un jugement de divorce contre l'intimé, et en même temps (s'il y a lieu) une ordonnance m'accordant une pension alimentaire, la garde des enfants et les dépens, pour les motifs exposés ci-dessous:

État matrimonial et familial

2. Je suis né à ..... (endroit), le ..... jour de ..... 19....., l'intimé étant lui-même né à ..... (endroit), le ..... jour de ..... 19.....;

3. J'ai épousé l'intimé le ..... jour de ..... 19..... à .....(endroit), district de....., tel que l'atteste le certificat de mariage produit comme pièce R-1 (s'il y a impossibilité de produire le certificat de mariage en indiquer la raison);

4. a) À la date du mariage, l'état matrimonial des conjoints était le suivant:

Pour moi-même .....
Pour mon conjoint .....

b) J'ai épousé l'intimé sous le régime de ..... (indiquer s'il s'agit de la communauté, de la société d'acquêts ou de la séparation de biens, et, s'il y a contrat de mariage, en produire une copie authentique sous la cote R-2);

FORM III

Petition for divorce

Canada
Province of Québec
District of

SUPERIOR COURT
Family Division
(Divorces)

No:

A.B. (occupation) (domicile)
Petitioner
vs
C.D. (domicile)
Respondent

Petition for divorce, affidavit of petitioner, certificate of advocate, notice of contestation and certificate of registrar

Petition

The petition of the petitioner respectfully represents:

1. I hereby petition the Superior Court of Québec for a decree of divorce from the Respondent and (if appropriate) for an order for alimentary pension, custody of children and costs, on the following grounds:

Matrimonial and Family status

2. I was born at .....(place) on the ..... day of .....19..... and Respondent was born at .....(place) (district of .....) on the ..... day of .....19.....;

3. I was married to the Respondent on the ..... day of ....., at the ..... (place) as appears from a certificate as to such marriage filed as Exhibit R-1; (If the marriage certificate cannot be produced, so state and give reasons).

4. a) At the time of our marriage our marital status was:

For myself .....
For my spouse .....

b) I married Respondent under the regime of (indicate if there was community, partnership of acquests or separation of property and if there was a marriage contract, file an authentic copy as Exhibit R-2).

5. J'ai eu de mon mariage à l'intimé les enfants suivants:

(Donner ici les nom et prénoms de chacun des enfants, avec indication de leur sexe et de leur date de naissance);

Domicile

(art. 5 et 6 de la Loi)

6. Je suis domicilié dans la province de ..... et demeure présentement à ....., qui est l'endroit de ma résidence depuis le ..... (indiquer la date); de son côté, l'intimé est domicilié dans la province de ..... où il demeure présentement à ..... (adresse), qui est l'endroit de sa résidence depuis le ..... (indiquer la date); (Si le domicile ou l'adresse de l'intimé est inconnu, l'indiquer);

Motifs de divorce

7. Les motifs pour lesquels je demande le divorce sont les suivants:

(Donner ici le détail des causes de divorce prévues aux articles 3 et 4 de la loi, en indiquant, dans le cas de l'article 4, complété par l'article 9, alinéa 3, la date à laquelle les conjoints ont commencé à vivre séparés l'un de l'autre);

Tentatives de réconciliation

8. J'ai tenté, en vue d'une réconciliation, les démarches suivantes: (En indiquer le résultat après les avoir décrites.

Mesures accessoires

9. Je demande la garde des enfants .....
.....
.....
(indiquer leur nom et prénoms) pour les motifs suivants: (Donner ici les raisons);

10. J'ai besoin pour moi-même et pour les enfants qui seront confiés à ma garde d'une somme globale de $ ..... ou d'une pension aliementaire de $ ..... payable de la façon suivante (indiquer ici les modalités prévues aux articles 10 et 11 de la loi), que l'intimé est en état de me payer;

Autres procédures

11. Il n'y a pas eu d'autres procédures d'intentées à l'égard de mon mariage (s'il y a eu des procédures en séparation de corps ou de divorce prises antérieurement, en donner tous les détails);

5. There were born of our marriage the following children:

(Here give the full names, sex and dates of birth of all children);

Domicile

(Sections 5 and 6 of the Act)

6. I am presently domiciled in the Province of .... and reside at .....(address) where I have resided since (date); the Respondent is domiciled in the Province of .....and resides at ..... (address) where she has resided since .....(date); (if Respondent's domicile or address are not known, so state).

Grounds for Divorce

7. The grounds upon which I base my Petition are as follows:

(Here set forth fully but concisely the grounds for divorce contained in Sections 3 and 4 of the Act. In the case of Section 4 as completed by Section 9 (3) set forth the last place of cohabitation and the circumstances under which it ceased).

Attempts at Reconciliation

8. The following efforts to reconcile have been made: (Described efforts made and result thereof).

Corollary Relief

9. I ask for the custody of the following children .....
.....
.....
(give the names) for the following reasons (Here give reasons).

10. I need for myself and the children of whom I will be given the custody a total sum of $ ..... or an alimentary pension of $ ..... payable as follows: (give here the mode of payment provided in Sections 10 and 11 of the Act), which the Respondent is well able to pay me.

Other proceedings

11. There have been no other proceedings with respect to the marriage (here state all prior separation or divorce proceedings between the parties).

12. (S'il y a lieu) Il y a eu cependant entre l'intimé et moi-même un accord prévoyant l'aide matérielle et le partage des intérêts financiers (art. 2, alin. c de la loi); (en donner les détails).

Absence de collusion et de pardon

13. Il n'y a eu aucune collusion ou connivence entre l'intimé et moi-même en regard de la présente requête.

14. Il n'y a eu aucun pardon des actes reprochés à l'intimé.

POUR LES MOTIFS exposés ci-dessus, je prie cette honorable Cour de prononcer un jugement de divorce contre l'intimé et, (s'il y a lieu) de rendre une ordonnance m'accordant les mesures accessoires suivantes:

(Indiquer ici les mesures accessoires dont il a été question dans la requête).

(Endroit et date)

.....
Requérant

Affidavit

(règle de pratique no 8)

Je, soussigné, A.B. (profession, domicile et résidence)
.....
.....
déclare sous serment ce qui suit:

1 — Je suis le requérant (ou la requérante);

2 — J'ai pris connaissance de tous les faits allégués dans la requête ci-dessus, lesquels sont vrais.

Et j'ai signé

.....
Requérant (ou requérante)

Assermenté devant moi, ...
ce ..... jour de ..... 19 ....
à ..... (endroit).

.....
Commissaire à l'assermentation

12. (If appropriate) There has been between the Respondent and myself an agreement providing for financial support and the division of property interests. (Section 2 c of the Act); (Give details).

Absence of Collusion or Condonation

13. There has been no collusion or connivance between the respondent and myself in relation to this Petition.

14. There has been no condonation of the grounds for divorce set forth in this Petition.

WHEREFORE the petitioner prays this honourable Court:

(a) That he be divorced from the Respondent;

(b) (If appropriate) That by judgment he be granted the following corollary relief.

(Set forth the corollary relief requested in the Petition).

(Place and date)

.....
Petitioner

Affidavit

(Rule of Practice 8)

I, the undersigned, A.B. (occupation, residing at ..... and domiciled at .....)
having been duly sworn do depose and say:

1 — I am the Petitioner herein;

2 — I have taken cognizance of the allegations in the foregoing Petition which are true.

And I have signed

.....
Petitioner

Sworn to before me .....
at the City of .....
Province of .....
this .....day of .....19 ....

.....
Commissioner for oaths

Déclaration de l'avocat

Je, soussigné, ...avocat du requérant (ou de la requérante), atteste avoir satisfait aux exigences de l'article 7 de la Loi sur le divorce.

(Endroit, date)

.....
Avocat du requérant
(ou de la requérante)

Avis à l'intimé relativement à la contestation

PRENEZ AVIS qu'il y a eu dépôt et réception au greffe des divorces du district de .....de la requête en divorce du requérant, et que si vous désirez la contester, vous devrez le faire en produisant une comparution ou votre contestation audit greffe, après leur signification au requérant, dans les délais suivants:

Dans un délai de 20 jours de la date de la signification de la requête, si telle signification vous a été faite à personne dans la province de Québec;

Dans un délai de 30 jours de la date de la signification de la requête, si telle signification vous a été faite à personne ailleurs au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;

Dans un délai de 40 jours, si telle signification de la requête ne vous a pas été faite à personne dans la province de Québec ou ailleurs au Canada ou dans les États-Unis d'Amérique;

Dans tous autres cas, dans un délai de 60 jours de la date de la signification de la requête, selon le mode autorisé par juge;

PRENEZ DE PLUS AVIS qu'à défaut par vous de signifier et déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, le requérant procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce, accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'il sollicite contre vous;

PRENEZ ENFIN AVIS que tout jugement rendu sera, en premier lieu, un jugement conditionnel qui ne sera déclaré irrévocable qu'après l'expiration du délai fixé au jugement à moins que dans l'intervalle vous ne produisiez au greffe du Tribunal un avis écrit exposant les raisons pour lesquelles le jugement ne devrait pas devenir irrévocable.

(Endroit et date)

.....
Avocat du requérant
(ou de la requérante)

Advocate's certificate

I, the undersigned .....attorney for Petitioner hereby certify that I have complied with the requirements of Section 7 of the Divorce Act.

(Place and date)

.....
Attorney for Petitioner

Notice to respondent as to contestation

TAKE NOTICE of the goregoing Petition and that it has been presented to the Divorce Registrar for the Registration Division of .....and received by him.

AND further take notice that if you wish to contest the said Petition, you must cause Appearance or Contestation to be served on Petitioner and filed in the Office of the said Registrar within the following delays:

If you are personally served within the Province of Québec, within 20 days of the date of such service;

If you are personally served elsewhere in Canada, or the United States of America, within 30 days of the date of such service;

If you are served but not personally within Québec or Canada, or the United States of America, within 40 days of the date of such service;

Otherwise, within 60 days of the date of service authorized by the Judge.

AND further take notice that in default of your serving and filing such Appearance or Contestation within the time prescribed above, the Petitioner may proceed therein by default and a divorce decree and other relief may be granted without further notice to you.

AND further take notice that any decree given in these proceedings will in the first instance be a decree nisi that will not be made absolute until the expiration of such time from the granting thereof as the decree may provide unless in the meantime you file in the Registry of this Court referred to above a written Notice that you wish to show cause why the decree should not become absolute.

(Place and date)

.....
Attorneys for Petitioner

Certificat du registraire

Je, soussigné, registraire du greffe des divorces pour le district de ..... atteste qu'il y a eu réception et inscription au greffe de la requête en divorce, de l'affidavit du requérant (ou de la requérante), de la déclaration de l'avocat ainsi que de l'avis à l'intimé relatif à la contestation.

(Endroit et date).

.....
Registraire

Ces règles et formules ont été adoptées par les juges de la Cour supérieure du Québec réunis en assemblée générale à Montréal le 8 mars 1974.

Le Juge en chef,
JULES DESCHÊNES.

Certificate of Registrar

I, the undersigned, Registrar of the Divorce Division of the Superior Court for the District of ..... certify that there has been received and filed in the said Divorce Division a petition for divorce, an affidavit of the Petitioner, a certificate of the advocate and a notice to the Respondent as to contestation.

(Place and date)

.....
Registrar

These rules and forms have been adopted by the general meeting of the Judges of the Superior Court of the Province of Québec in Montreal, on March the 8th, 1974.

JULES DESCHÊNES,
Chief Justice.

Règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matières civiles

I — Préliminaires

1. Les règles de pratique antérieures de la Cour supérieure du Québec sont abrogées à compter du 1er juin 1974.

Les présentes règles entrent en vigueur le 1er juin 1974 et s'appliquent à tous les districts judiciaires du Québec, sous réserve de dérogation expresse en vertu de l'article 47 C.P.

Sauf disposition contraire, les présentes règles s'appliquent également en matières de divorce et de faillite.

II — Des bureaux et des heures

2. Toute personne peut avoir accès aux dossiers de la Cour ainsi qu'aux registres du protonotaire et du shérif, à leur bureau respectif, tous les jours juridiques pendant les heures de bureau.

Un dossier de la Cour ne peut être consulté qu'en présence du protonotaire. Si ce dernier est empêché d'y assister, il exige une reconnaissance écrite qui doit demeurer au dossier.

III — Des actes de procédure et pièces

3. Tout acte de procédure doit être lisiblement écrit sur un côté seulement d'un bon papier tellière; l'endos doit en indiquer la nature et l'objet, le numéro du dossier et le nom des parties, la partie qui le produit ainsi que le nom et l'adresse de son procureur.

Tout acte de procédure d'une partie est signé par son procureur. Si une partie n'est pas représentée par procureur, sauf dans les cas prévus à l'article 61 C.P., son acte de procédure est signé de sa main.

4. Chaque inventaire des pièces énumère et identifie les pièces qui l'accompagnent et porte le numéro de chaque pièce précédé d'une lettre-indice spéciale à chaque partie et qui sert jusqu'à la fin de l'enquête. Il n'y a qu'une série de numéros.

5. Le protonotaire, lorsqu'il reçoit un acte de procédure ou une pièce, les numérote et les date au dos sous son paraphe.

6. Dans toutes les causes en divorce, en annulation de mariage, en séparation de biens ou en séparation de corps le demandeur ou le défendeur, suivant le cas, doit produire au greffe au plus tard avec l'inscription les documents permettant d'établir suivant les règles de la preuve

Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec in civil matters

I — Preliminaries

1. The former rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec shall be abrogated as of June 1st, 1974.

The present rules shall come into force on June 1st, 1974 and shall apply through all the judicial districts of the Province of Québec, except when expressly departed from under the authority of article 47 C.P.

Saving any provision to the contrary, the present rules shall also apply with respect to divorce and bankruptcy.

II — Office hours

2. All persons may have access to the records of the Court as well as to the registers of the prothonotary and the sheriff, at their respective offices, on all juridical days during office hours.

A court record may be consulted only in the presence of the prothonotary. If the prothonotary is unable to be present during such consultation, he shall obtain a written acknowledgment of it which must remain in the record.

III — Proceedings and exhibits

3. Every proceeding must be on one side only of good quality foolscap paper; the endorsement must indicate its nature and object, the number of the record and the names of the parties, the name of the party who produces it and the name and address of its attorney.

Every proceeding of a party must be signed by its attorney. If a party is not represented by an attorney, except in the cases provided by article 61 C.P., its proceeding must bear its own handwritten signature.

4. Each list of exhibits enumerates and identifies the exhibits attached to it and gives the number of each exhibit preceded by an identifying letter attributed to each party, which shall be used untill the end of the hearing. There shall be only one series of numbers.

5. The prothonotary, when he receives a pleading or an exhibit, numbers it and endorses the date thereon over his initials.

6. In every petition for divorce or action in annulment of marriage, separation of property or separation from bed and board, the plaintiff or the defendant must file in the office of the Court, at the latest with the inscription, the documents necessary, in accordance with the rules of

les renseignements requis par l'article 817 C.P. ou un affidavit motivé établissant l'impossibilité de produire ces documents, à défaut de quoi son inscription est refusée par le protonotaire qui doit la retourner sous pli recommandé à la partie qui a tenté de la produire.

7. Toute requête énonce les faits et moyens invoqués à son soutien; elle doit être accompagnée d'un affidavit si les faits n'apparaissent pas au dossier.

8. Toute procédure en Chambre de pratique et devant le juge en chambre indique la référence à l'article du code ou de la loi en vertu de laquelle elle est faite.

Pour être mise au rôle de la Chambre de pratique, la procédure doit avoir été produite au plus tard à 13:00 heures le jour juridique précédent.

9. Pour être mise au rôle de la Chambre de pratique, toute requête visant à l'établissement ou la modification d'une pension alimentaire est accompagnée d'un état, qui doit être signifié, des revenus et dépenses du requérant.

10. Avant la présentation de la requête, l'intimé communique par écrit au requérant et dépose au dossier un état de ses propres revenus et dépenses, à défaut de quoi le requérant peut, à la discrétion de la Cour, procéder *ex parte*.

11. La production d'une défense en violation de l'article 176 C.P. n'empêche pas le demandeur d'inscrire suivant les articles 192 et suivants C.P.

IV — Des registres et index du protonotaire

12. Le protonotaire tient, sous forme de volumes, de fiches, de films, d'enregistrement magnétique ou selon qu'autrement décidé par le juge en chef de concert avec l'administration, les registres et index suivants:

a) un index des demandeurs, des défendeurs et des autres parties;

b) un index des élections de domicile;

c) un index des causes prises en délibéré, tant sur les incidents que sur le fond, contenant

i) le numéro de la cause;

ii) les noms des parties;

iii) le nom du juge;

iv) la date où l'affaire a été prise en délibéré;

evidence, to supply the information required by article 817 C.P., or a detailed affidavit establishing the impossibility of producing such documents, failing which the inscription shall be refused by the prothonotary who shall return it by registered mail to the party who attempted to produce it.

7. Every motion must set out the facts and grounds urged in support thereof; it must be supported by an affidavit if the facts do not appear from the record.

8. Every proceeding in the Practice Division and before the judge in Chambers shall contain a reference to the article of the code or the section of the law under which it is made.

To be put on the roll of the Practice Division, the proceeding must be filed in Court at the latest at 1:00 p.m. on the preceding juridical day.

9. To be put on the roll of the Practice Division, any motion for the purpose of fixing or modifying an alimentary pension shall be accompanied with a statement, which must be served, of the revenues and expenses of the applicant.

10. Before the presentation of such a motion, the respondent shall furnish in writing to the applicant, and shall file in the record, a statement of his own revenues and expenses, in default of which the applicant may, at the discretion of the Court, proceed *ex-parte*.

11. The production of a plea in violation of article 176 C.P. shall not prevent the plaintiff from inscribing his case in accordance with article 192 C.P. and following.

IV — The Prothonotary's registers and indexes

12. The Prothonotary shall keep, in the form of books, cards, films, magnetic recordings or as ortherwise decided by the Chief Justice in agreement with the Administration, the following registers and indexes:

(a) an index of plaintiffs, defendants and other parties;

(b) an index of elections of domicile;

(c) an index of the cases taken under advisement, with respect to both incidental proceedings and the merits, containing

(i) the number of the case;

(ii) the names of the parties;

(iii) the name of the Judge;

(iv) the date on which the matter has been taken under advisement;

d) un plumitif contenant:

i) le numéro de chaque cause;

ii) les noms des parties suivant les dispositions des articles 114 et 115 C.P.;

iii) la nature du bref, le montant réclamé et la date du dépôt de l'exemplaire;

iv) la nature et la date d'entrée de toutes les pièces de procédure;

v) une note succincte de tous les documents;

vi) une note succincte de tous actes judiciaires et interlocutoires et jugements définitifs rendus et leur date;

vii) la date de chaque séance du tribunal et la date du dépôt du procès-verbal d'audience de cette séance;

viii) la date où le dossier est complet et celle où il est expédié au juge pour le délibéré;

ix) la date de tout interrogatoire du défendeur ou d'un tiers;

x) la nature de tout bref d'exécution demandé;

xi) la date du bref d'exécution et le ou les districts où il doit être exécuté ainsi que la date de son rapport;

xii) les ordonnances rendues depuis l'émission du bref d'exécution ou de saisie-arrêt;

xiii) la nature, la date d'entrée des oppositions, réclamations ou contestations et les noms et adresses des procureurs;

xiv) le montant prélevé, s'il en est;

xv) la date d'affichage des états de collocation, celle de leur homologation et de leur transmission au shérif, ainsi que la date et la note succincte des requêtes faites à ces fins;

e) un registre contenant les originaux des jugements;

f) un journal des jugements finals contenant:

i) le numéro de la cause;

ii) les noms et adresses des parties avec indication de la raison sociale, le cas échéant;

iii) le dispositif du jugement et sa date;

iv) le nom du juge ou du protonotaire qui l'a rendu;

g) un registre en conformité de l'article 275 C.P.;

(d) a plumitif containing:

(i) the number of each case;

(ii) the names of the parties in accordance with the provisions of articles 114 and 115 C.P.;

(iii) the nature of the writ, the amount claimed and the date on which the copy of the writ was deposited;

(iv) the nature and the date of filing of all documents;

(v) a concise description of each document filed;

(vi) a concise summary of all judicial orders, interlocutory and final judgments rendered and their date;

(vii) the date of each session of the Court and the date of the deposit of the procès-verbal of the hearing at such session;

(viii) the date on which the record is complete and that on which it has been sent to the judge to deliberate;

(ix) the date of any examination of the debtor or of a third party;

(x) the nature of any writ of execution requested;

(xi) the date of the writ of execution, the district or districts where it is to be executed and the date of its return;

(xii) the judgments given since the issue of the writ of execution or of attachment;

(xiii) the oppositions, claims or contestations filed, their nature, the date of their filing and the names of the attorneys of the parties;

(xiv) the amount realized, if any;

(xv) the date of posting of the schemes of collocation, that of their homologation and of their transmission to the sheriff, as well as the date and a concise mention of the motions made in connection therewith;

(e) a register containing the originals of judgments;

(f) a journal of final judgments containing:

(i) the number of the case;

(ii) the names and addresses of the parties indicating their firm names, if any;

(iii) the conclusions of the judgment and its date;

(iv) the name of the judge or prothonotary who rendered it;

(g) a register in conformity with article 275 C.P.;

h) un index des causes inscrites en appel contenant:

i) le numéro de la cause en appel et en Cour supérieure;

ii) les noms des parties et de leurs procureurs;

iii) la date du jugement dont appel et le nom du juge ou du protonotaire qui l'a rendu;

iv) la date de la production de l'inscription en appel;

v) la date où le dossier a été transmis au greffe des appels;

vi) la date où le dossier a été retourné à la Cour supérieure;

i) un registre dans lequel sont inscrits la date de tout jugement qui accueille une demande en séparation de biens, en séparation de corps ou en nullité de mariage; le nom du juge, le numéro de la cause et les noms des parties;

j) un index des demandes d'injonction, des brefs d'*habeas corpus* et des recours extraordinaires mentionnés au titre VI du livre cinquième du Code de procédure civile contenant:

i) le numéro de la cause;

ii) le nom des parties et de leurs avocats;

iii) la date et la nature de la demande;

k) un index des expropriations contenant:

i) le numéro de la cause;

ii) les noms des parties et de leurs avocats;

iii) la date de l'introduction de l'instance;

l) un registre de la juridiction non contentieuse contenant:

i) la désignation des parties;

ii) l'objet de la procédure;

iii) le dispositif et la date du jugement;

iv) une note des procédures après jugement;

m) tous autres registres, index ou fichiers dont la tenue peut être prescrite par la loi ou requise par le Juge en chef ou décidée par le protonotaire;

n) un index alphabétique de chacun des livres précités sous le nom de chacune des parties.

V — Rôles d'audience

13. Aucune cause inscrite aux rôles de la Cour supérieure, soit dans le passé, soit dans l'avenir, n'est portée au rôle d'audience à moins que les parties ou leurs avocats

(h) an index of cases inscribed in appeal containing:

(i) the number of the case both in the Court of appeal and in the Superior Court;

(ii) the names of the parties and their attorneys;

(iii) the date of the judgment appealed from and the name of the Judge or Prothonotary who rendered it;

(iv) the date of the filing of the inscription in appeal;

(v) the date the record is transmitted to the office of the Court of appeal;

(vi) the date the record is returned to the Superior Court;

(i) a register in which are inscribed the date of every judgment maintaining an action in separation of property, separation from bed and board or annulment of marriage, the name of the Judge, the number of the case and the names of the parties;

(j) an index of petitions for injunction, writs of *habeas corpus* and extraordinary recourses mentioned in title VI of book five of the Code of Civil Procedure, containing:

(i) the number of the case;

(ii) the names of the parties and of their attorneys;

(iii) the date and nature of the petition;

(k) an index of expropriations containing:

(i) the number of the case;

(ii) the names of the parties and their attorneys;

(iii) the date of the introduction of the suit;

(l) a register of non-contentious proceedings containing;

(i) the description of the parties;

(ii) the object of the proceedings;

(iii) the conclusions of the judgment;

(iv) a mention of the proceedings after judgment;

(m) all other registers, indexes or cards which may be required by law or ordered by the Chief Justice or decided upon by the Prothonotary;

(n) an alphabetical index of each of the above mentioned books under the name of each of the parties.

V — Rolls for hearing

13. No case inscribed on the rolls of the Superior Court, whether in the past or the future, shall be placed on the roll for hearing unless the parties or their advocates

n'aient conjointement rempli avec précision et déposé au greffe un certificat d'état de la cause suivant la formule I annexée aux présentes règles. Le juge en chef peut cependant, s'il le juge opportun, prescrire que cette formule soit modifiée ou autrement suspendre en tout ou en partie l'effet du présent chapitre.

14. Dans les districts pourvus d'un maître des rôles, le protonotaire achemine sans délai le certificat vers le bureau de celui-ci. Si le certificat est informe ou incomplet, le protonotaire ou le maître des rôles le met de côté et en avertit par écrit les avocats concernés auxquels il appartient de rectifier la situation.

15. Si les parties n'ont pas pu s'entendre pour déposer le certificat dans les trois mois de l'inscription, l'une d'elles peut demander la mise au rôle d'audience par requête écrite accompagnée d'un projet de certificat et présentée devant le juge en chambre; celui-ci dispose de la requête à sa discrétion.

16. Après production d'un certificat conforme ou ordonnance du juge en chambre, selon le cas, la cause est portée au rôle d'audience, compte tenu de la date de l'introduction de l'instance (art. 276 C.P.) et conformément aux dispositions des Règles qui suivent.

17. Le protonotaire prépare une liste des causes qui peuvent être appelées durant les semaines à venir, et au moins quinze jours avant la date de la séance mentionnée ci-après il l'expédie par la poste aux avocats au dossier dans les causes inscrites sur la liste et les convoque à une séance présidée par le juge en chef ou un juge désigné par lui ou, avec son accord, le protonotaire.

Le président de la séance fixe la date d'audience des causes apparaissant sur la liste après consultation avec les avocats. Toute demande de remise doit être présentée à cette séance.

18. Le rôle d'audience ainsi préparé est aussitôt que possible expédié par le protonotaire aux avocats dont le nom y paraît ainsi qu'aux juges appelés à instruire les causes apparaissant sur le rôle et, le cas échéant, au juge ayant présidé la séance mentionnée à la règle 17.

Le rôle d'audience indique:
Le nom du juge;
Le numéro de la cause;
Le nom de toutes les parties;
Le nom des avocats au dossier;
La date et l'heure de l'audition;

have jointly completed with precision and have filed at the Prothonotary's office a certificate of readiness for such case in accordance with form I annexed to the present Rules. The Chief Justice may, however, order that this form be modified, should he deem it proper or otherwise suspend in all or in part the effect of the present chapter.

14. In the districts where there is a Master of the Rolls, the Prothonotary shall direct the certificate forthwith to the latter's office. If the certificate is defective in form or incomplete, the Prothonotary or the Master of the Rolls shall set it aside and advise in writing the attorneys concerned who shall be responsible for rectifying the situation.

15. If the parties are unable to agree upon the filing of a certificate of readiness within three months from inscription, either party may, by written motion supported by a draft certificate and presentable before the Judge in Chambers, request that the case be put on the roll for trial; the Judge in Chambers shall decide such motion in accordance with his discretion.

16. Upon the production of the required certificate of readiness or an order of the Judge in Chambers as the case may be, the case shall be placed on the roll for hearing having regard to the date when the action was instituted (Art. 276 C.P.) and in conformity with the provisions of the following rules.

17. The prothonotary shall prepare a list of the cases which can be called during the coming weeks and, at least fifteen days before the date of the sitting hereinafter mentioned, he shall send such list by mail to the lawyers of record in the cases inscribed on the list and shall summon them to a sitting presided by the Chief Justice, or a judge designated by him or, with his agreement, the Prothonotary.

The president of the sitting shall determine the date of hearing of the cases appearing on the list, after consultation with the attorneys. Any request for postponement must be presented at that sitting.

18. The prothonotary shall send as soon as possible the roll of hearing which will thus have been prepared, to the attorneys whose names appear on the roll as well as to the judges who will be hearing the cases which are listed on the roll and, if such be the case, to the judge who has presided the sitting mentioned in rule 17.

The roll of hearing shall show:
The name of the presiding judge;
The number of the case;
The name of all the parties;
The name of the lawyers of record;
The date and hour of the hearing;

L'endroit et, le cas échéant, la salle d'audience;

Tout autre renseignement ordonné par le président de la séance mentionnée à la règle 17.

19. Le protonotaire dresse procès-verbal de la séance mentionnée à la règle 17 et note au dossier de chaque cause appelée la présence ou l'absence des avocats.

20. Le Juge en chef ou le juge désigné ou, sous leur autorité, le protonotaire ou le maître des rôles peut ajouter au rôle d'audience des causes qu'il considère prêtes à procéder.

21. Les demandes pour fixer des causes par préférence ou, à cause des circonstances, à une date spéciale doivent être faites par écrit et signifiées à la partie adverse accompagnées d'un avis dont la date et l'heure de présentation auront été préalablement fixées par le juge désigné par le juge en chef ou par le protonotaire ou le maître des rôles sous son autorité.

Après signification, la demande doit être produite au greffe au moins deux jours francs avant sa présentation. Elle doit énoncer les motifs sur lesquels elle est fondée et, si le requérant allègue des faits n'apparaissant pas au dossier, il doit accompagner sa demande d'un affidavit.

L'avocat du requérant doit voir à faire parvenir le dossier de la Cour au juge et seul ce juge, sous réserve de l'autorité du Juge en Chef, a juridiction pour l'entendre et en décider.

22. L'expédition aux avocats, par le protonotaire, du rôle d'audience de la Cour supérieure constitue l'avis aux procureurs exigé par l'article 278 C.P.

23. S'il apparaît au juge présidant le procès que le certificat d'état de la cause contient des mentions inexactes sans lesquelles la cause n'aurait pas été portée au rôle d'audience, le juge peut rayer la cause du rôle ou l'ajourner ou adopter toute autre mesure propre à assurer les fins de la justice.

24. Le juge peut décider d'entendre une cause à une autre date ou dans un autre ordre que celui du rôle définitif.

VI — De l'audience

25. Toutes les personnes présentes à l'audience se lèvent quand le juge entre dans la salle et demeurent debout jusqu'à ce qu'il ait pris son siège. Quand l'audience est terminée, elles se lèvent de nouveau mais personne ne laisse sa place avant la sortie du juge.

The place of the hearing and, if any, the number of the Court room;

And any other information prescribed by the president of the sitting mentioned in rule 17.

19. The prothonotary shall draw up the minutes of the sitting mentioned in rule 17 and note in the record of each case that has been called whether the attorneys are present or not.

20. The Chief Justice or the Judge designated by him or, under their authority, the prothonotary or the Master of the Rolls may add to the roll for hearing cases that he deems ready to proceed.

21. Any petition to fix a case by preference, or on a special date due to the circumstances, shall be made in writing and served on the opposite party with a notice, in which the date and hour of presentation shall have be previously determined by the judge designated by the Chief Justice or by the prothonotary under his authority.

After service, the petition must be filed at the prothonotary's office at least two clear days before its presentation. It must allege the reasons on which it is based and, if petitioner alleges facts which do not appear from the record, the petition must be supported by an affidavit.

The petitioner's attorney shall see that the Court record is brought before the judge and this judge alone, under reserve of the authority of the Chief Justice, has jurisdiction to hear and decide the issue.

22. The mailing to the attorneys, by the prothonotary, of the roll for hearing of the Superior Court constitutes the notice to the attorneys provided for by article 278 C.P.

23. If it appears to the trial judge that the certificate of readiness contains inaccuracies without which the case would not have been put on the roll for hearing, he may strike the case from the roll or adjourn it or adopt any other appropriate measure to assure the ends of justice. justice.

24. The judge may decide to hear a case at another date or in another order than that found on the definitive roll.

VI — Sitting of the Court

25. All persons present in the Court room shall rise when the Judge enters the Court room and remain standing until he has taken his seat. At the adjournment they again rise but no one leaves his place untill the Judge has retired.

26. À l'ouverture de la séance, l'huissier-audiencier dit à haute voix:

«Silence et debout s'il vous plaît: la Cour supérieure est ouverte. Vive la Reine!»

27. Dans les affaires contestées au fond, nul avocat n'est admis à s'adresser au tribunal que s'il est revêtu de la toge et porte chemise, collet et rabat blancs, veston noir et pantalon de couleur foncée.

L'avocate doit aussi revêtir la toge noire et porter un vêtement noir à manches longues avec collet auquel le rabat est attaché. Le stagiaire doit porter une toge noire et un complet foncé. (1)

28. Dans les affaires contestées au fond, les greffiers, huissiers-audienciers et autres officiers de la cour doivent porter la toge appropriée à leur fonction, une chemise blanche avec cravate foncée et un pantalon sombre.

29. Le protonotaire dresse un procès-verbal d'audience où il note:

a) l'identité du juge présidant à l'audience;

b) les diverses étapes de la séance;

c) l'identité des avocats et des témoins;

d) l'identité des greffiers et des sténographes;

e) les pièces produites;

f) les ordonnances du tribunal et les décisions sans délibéré, excepté celles relatives à la preuve qui sont notées dans les dépositions;

g) les aveux dictés au sténographe ou enregistrés mécaniquement;

h) les aveux à lui dictés, qu'il fait signer par les parties ou leurs avocats.

30. Le protonotaire, pendant l'audience, dresse les inventaires de production, en cotant les pièces par la lettre et la suite des numéros déjà employés. Si les pièces cotées ne sont pas produites, il le mentionne sur l'inventaire.

31. Toute personne comparaissant devant le tribunal doit être convenablement vêtue.

Toute personne s'adressant au tribunal doit se lever, sauf permission du juge.

32. Est interdit à l'audience tout ce qui porte atteinte au décorum et au bon ordre de la Cour.

(1) L'assemblée a délégué au comité général des juges le soin de prendre les mesures qui s'imposent afin de simplifier le costume des avocats.

26. At the opening of the sitting, the crier shall say in a loud voice:

"Silence, all rise: the Superior Court is now in session. God save the Queen!

27. In cases contested on the merits, no advocate shall address the court unless wearing gown, white shirt, collar and bands, black jacket and dark trousers.

A woman advocate shall likewise wear black gown and black long-sleeved garment with collar to which the bands shall be attached. Students shall wear black gown and dark suit. (1)

28. In cases contested on the merits, clerks, criers and other officers of the court shall wear the gown appropriate to their office, white shirt, dark tie and dark trousers.

29. The prothonotary draws up the minutes of the hearing in which he makes mention of:

(a) the identity of the judge presiding at the hearing;

(b) the various steps of the proceeding;

(c) the identity of the attorneys and the witnesses;

(d) the identity of the clerks and stenographers;

(e) the exhibits filed;

(f) the orders of the Court and the decisions rendered without being taken under advisement, except those concerning the proof which have been recorded in the depositions;

(g) the admissions dictated to the reporter or mechanically recorded;

(h) the admissions dictated to himself, which he has signed by the parties or their attorneys.

30. During the hearing, the prothonotary draws up a list of exhibits, marking the exhibits by the letter and following the numbers already employed. If the exhibits marked are not produced, he mentions it on the list.

31. Every person appearing before the Court must be suitably dressed.

Every person addressing the Court must stand up, except with leave of the judge.

32. Anything that interferes with the decorum and good order of the court is forbidden.

(1) The meeting has delegated to the general committee of judges the task of taking the necessary steps to simplify lawyer's dress.

Sont également prohibées à l'audience la lecture des journaux, la photographie, la cinématographie, la radiodiffusion et la télévision.

VII — Des sténographes

33. Chaque sténographe est tenu de se rendre dans la salle d'audience où il doit remplir ses fonctions, à l'heure d'ouverture de la séance et y rester tant qu'il ne sera libéré par le juge.

34. Le protonotaire doit faire rapport au juge en chef lorsqu'une cause n'a pas procédé parce qu'il n'y avait pas de sténographe officiel et donner la raison de cette absence s'il la connaît.

35. Le sténographe est tenu d'enregistrer les dépositions, les aveux qui lui sont dictés, les objections à la preuve, les plaidoiries sur les objections s'il en est requis par le juge et les décisions sur icelles.

36. Le sténographe qui reçoit l'ordre de traduire à la fois plus d'une déposition dans la même cause ne peut faire taxer qu'une fois le titre de la cause et le certificat de traduction. Chacune des pages où se trouve reproduite une déposition porte, en ligne de tête, le nom du témoin. Le sténographe doit conserver ses notes à l'endroit indiqué par le protonotaire.

37. Le sténographe qui contrevient aux présentes règles de pratique est passible de la sanction prévue à l'article 15 C.P.

VIII — Des jugements et délibérés

38. Avant de remettre le dossier au juge, le protonotaire s'assure qu'il contient, numérotés au jour le jour suivant la date de leur production, les actes de procédure, les pièces, les interlocutoires et les interrogatoires faits hors de Cour, de même que les mémoires exigés par la Cour. Si le dossier est incomplet, il en avertit les procureurs afin qu'ils y pourvoient.

Aucune cause ne sera «en délibéré» et aucun dossier ne sera transmis au juge tant qu'il n'aura pas été ainsi complété, à moins que le juge n'en décide autrement.

39. Quand la preuve faite hors de Cour en vertu de l'article 196 a été versée au dossier, le protonotaire doit, s'il n'a pas juridiction pour rendre jugement et que la Cour ne siège pas dans le district, transmettre le dossier au juge qui a autorisé la preuve hors de Cour.

40. Le jugement interlocutoire écrit et signé sur une requête soumise au Tribunal n'a pas besoin d'être rédigé

The reading of newspapers, the practice of photography, cinematography, broadcasting or television are equally phohibited during the sittings of the Court.

VII — Stenographers

33. Every stenographer shall proceed to the Court room at which he is to fulfill his duties, and be present at the opening of the session and remain there until freed by the Judge.

34. The prothonotary shall make a report to the Chief Justice when a case has not proceeded because of the lack of the services of an official stenographer and state the reason for this lack, if it is known to him.

35. The stenographer must take the depositions, the admissions which are dictated to him, the objections to the evidence, the argument upon the objections if the judge so requires and the decisions thereon.

36. The stenographer who is ordered to transcribe at the same time more than one deposition in the same case can tax only once the title of the case and the certificate of transcription. Each of the pages upon which the deposition is reproduced mentions, at the top thereof, the name of the witness. The stenographer must preserve his notes at the place fixed by the prothonotary.

37. The stenographer who violates the present rules of practice shall be liable to the sanction provided for by article 15 C.P.

VIII — Judgments and cases under advisement

38. Before sending the record to the Judge, the prothonotary makes sure that it contains the proceedings, exhibits, interlocutory proceedings and interrogatories taken out of Court, numbered day by day according to the date of their production, as well as the notes required by the Court. If the record is incomplete, he notifies the attorneys in order that they may complete it.

No case will be "en délibéré" and no record sent to the Judge until it has been completed, unless the Judge decides otherwise.

39. When the proof made out of Court in virtue of article 196 has been filed in the record, the prothonotary, if he has no jurisdiction to render judgment and the Court is not sitting in the district, transmits the record to the Judge who authorized the proof out of Court.

40. It shall not be necessary to draw up and sign again on a separate paper, the interlocutory judgment already

et signé de nouveau sur une feuille détachée et copie authentique pourra en être délivrée par le protonotaire.

41. À défaut par une partie de compléter l'enquête dans le délai fixé par le juge lors de l'instruction d'une cause contestée ou non, le juge peut:

a) se déssaisir du dossier, par un jugement motivé dont le protonotaire expédie copie au juge en chef; ou

b) expédier, ou faire expédier par le protonotaire aux avocats ou, si elles ne sont pas représentées par procureurs, aux parties un avis par lettre recommandée de remédier au défaut dans un délai que le juge fixe; le juge prend le dossier en délibéré dans l'état où il se trouve à l'expiration de ce délai.

42. À défaut par une partie de compléter la plaidoirie orale ou écrite dans le délai fixé par le juge lors de l'instruction d'une cause contestée ou non, le juge peut agir en conformité de l'alinéa *b* de la règle 41.

IX — Du procès par jury

43. La partie qui opte pour un procès par jury doit déposer, avec la demande prévue à l'article 333 c.p., la somme de $200 pour défrayer les déboursés préliminaires spéciaux occasionnés par ce mode d'instruction. Ce montant n'est pas remboursable à moins que la partie n'ait donné au shérif un avis de cesser la procédure au moins 30 jours avant la date fixée pour le procès.

Avec son fiat pour bref de *venire facias*, la partie doit déposer la somme de $600 pour défrayer les frais d'assignation des jurés ainsi que leur indemnisation et leurs frais de déplacement pour la première journée du procès. Ce montant est remboursable, le cas échéant, dans la proportion où il n'a pas été utilisé pour les fins du procès.

Si la somme destinée aux déboursés du shérif n'est pas suffisante, le solde requis est payé au protonotaire avant le verdict.

X — Du shérif

44. Le shérif tient à son bureau un registre des brefs d'exécution, énonçant leur nature, les noms des parties et les oppositions ainsi qu'un registre des avis donnés en vertu des articles 670 et 671.

written out and signed on a motion presented to the Court. The prothonotary may issue authentic copies of such judgment.

41. Failing completion of the evidence by either party within the delay fixed by the Judge at the hearing of a case, whether contested or not, the Judge may:

(a) declare that he is no longer seized of the case, by a judgment a copy of which the prothonotary shall send to the Chief Justice; or

(b) send, or have the prothonotary send to the attorneys of record or, should the parties not be represented by counsel, to the parties themselves a notice by registered mail to remedy the default within such delay as the Judge determines; the Judge shall take the case under advisement at the expiration of that delay, in the state in which the record shall then stand.

42. Failing completion by either party of the oral or written argument within the delay fixed by the Judge at the hearing of a case, whether contested or not, the judge may act in accordance with the provisions of paragraph *b* of rule 41.

IX — Trials by jury

43. The party who makes option for a trial by jury must deposit, with the motion provided for in article 333 c.p., the sum of $200 to cover the special preliminary disbursements necessitated by this mode of trial. This amount shall not be refunded unless the party has given to the sheriff a notice to discontinue the procedure at least 30 days before the date set for the trial.

The party must further deposit with the fiat for the writ of *venire facias* the sum of $600 to cover the cost of summoning the jurors as well as their indemnity and their travelling expenses for the first day of the trial. This amount shall be refunded, as the case may be, in the proportion in which it has not yet been spent for the purposes of the trial.

If the sum earmarked for the sheriff's disbursements is not sufficient, the requisite balance shall be paid to the sheriff before the swearing in of the jury.

If the sum earmarked for the jurors is not sufficient, the requisite balance shall be paid to the prothonotary before the verdict.

X — The Sheriff

44. The sheriff keeps in his office a register of the writs of execution, stating their nature and the names of the parties and the oppositions, as well as a register of notices given in virtue of articles 670 and 671.

45. Le shérif, lorsqu'il reçoit un acte de procédure ou une pièce, les numérote et les date au dos sous son paraphe.

XI — Des cautionnements

46. Tout cautionnement pour frais peut être remplacé par le dépôt au greffe d'une somme d'argent. Le juge en fixe le montant et l'augmente ou le diminue s'il y a lieu.

47. Les articles 525 et suivants C.P. s'appliquent à tous les cautionnements judiciaires.

XII — Du tarif des commissaires et autres officiers

48. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 47 C.P., les commissaires et autres officiers nommés par le tribunal sont rémunérés comme suit:

pour prestation du serment ..... $ 2.00
pour dépôt du rapport (quand il est requis) $10.00
pour chaque jour de vacation y compris la rédaction du rapport $30.00

Cependant, cet honoraire de vacation et de rédaction peut être augmenté par le juge suivant la nature et l'importance de la cause.

Ces règles de pratique ont été adoptées par les juges de la Cour supérieure du Québec réunis en assemblée générale à Montréal les 8 et 9 mars 1974.

Le Juge en Chef,
JULES DESCHÊNES.

45. The sheriff, when he receives a proceeding or an exhibit, numbers it and endorses the date thereon over his initials.

XI — Suretyships

46. Security for costs may be replaced by the deposit in the office of the Court of a sum of money. The judge fixes and increases or decreases, if necessary, the amount thereof.

47. Articles 525 and following C.P. apply to all judicial suretyships.

XII — Tariff of Fees for Commissioners and other officers

48. Under reserve of the second paragraph of article 47 C.P., the commissioners and other officers appointed by the Court shall be remunerated as follows:

for administering the oath ..... $ 2.00
for deposit of report (when required) $10.00
for each day of attendance, including preparation of report $30.00

However, this attendance fee may be increased by the Judge according to the nature and importance of the case.

These rules of practice have been adopted by the judges of the Superior Court of the Province of Québec at the general meeting held in Montreal on 8th and 9th of March 1974.

JULES DESCHÊNES,
Chief Justice.

Règles de pratique de la Cour supérieur du district de Montréal en matières civiles

I — Préliminaires

1. Les règles de pratique de la Cour supérieure du Québec en matières civiles sont, suivant le cas, remplacées, modifiées ou complétées par les présentes règles qui s'appliquent dans le district de Montréal.

Pour plus de précision, mais sans limiter la généralité du paragraphe précédent, les règles de pratique 17, 18 et 19 de la Cour supérieure du Québec en matières civiles sont remplacées, dans le district de Montréal, par les présentes règles.

2. Les présentes règles entrent en vigueur le 1er juin 1974 et remplacent toutes autres règles de pratique de la Cour supérieure pour le district de Montréal en matières civiles, qui sont abrogées à compter de la même date.

II — Rôles d'audience

3. Sous l'autorité du juge en chef, le maître des rôles distribue les causes entre les juges disponibles, suivant la nature de chacune et la durée prévue de l'enquête et l'audition.

Le rôle d'audience ainsi préparé indique le nom du juge, le numéro de la cause, le nom des parties et de leurs avocats, la date et l'heure de l'audition et le numéro de la salle d'audience.

4. Au moins deux mois avant l'ouverture de la session, le maître des rôles fait afficher dans le Palais de justice un exemplaire du rôle d'audience et en fait également parvenir un exemplaire à chacun des avocats aux dossiers, soit par messager, soit par courrier ordinaire de deuxième classe à l'adresse déposée au bureau du maître des rôles.

5. Le Juge en chef appelle mensuellement après avis aux parties ou à leurs avocats, les causes dans lesquelles aucun certificat d'état de la cause n'a été déposé dans les six mois de l'inscription. Le Juge en chef peut alors, à sa discrétion, rayer la cause du rôle, la reporter à un appel mensuel subséquent, la fixer péremptoirement au rôle spécial ou au rôle régulier ou adopter toute autre mesure propre à assurer les fins de la justice.

III — Audition des causes

6. Si une cause ne peut être entendue, pour une raison quelconque, dans la salle d'audience où elle est fixée, le maître des rôles, sous l'autorité du Juge en chef, la réfère à un juge disponible, selon l'ordre qui assure la meilleure

Rules of practice of the Superior Court of the district of Montreal in civil matters

I — Preliminaries

1. The rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec in civil matters are replaced, amended or completed, as the case may be, by the present rules which shall apply in the district of Montreal.

For the sake of clarity, but without limiting the generality of the foregoing, rules of practice 17, 18 and 19 of the Superior Court of the Province of Québec in civil matters are replaced, for the district of Montreal, by the present rules.

2. The present rules shall come into force on June 1st, 1974 and shall replace all other rules of practice of the Superior Court for the district of Montreal in civil matters, which shall be abrogated as of the same date.

II — Rolls for hearing

3. Under the authority of the Chief Justice, the Master of the Rolls shall distribute the cases among the available judges according to the nature of each case and the duration anticipated for proof and hearing.

The roll for hearing thus prepared shall show the name of the judge, the number of the case, the name of the parties and their attorneys, the date and hour of hearing and the number of the Court room.

4. At least two months before the opening of the term, the Master of the Rolls shall post in the Court House a copy of the roll for hearing, and shall also transmit, either by messenger or by ordinary second class mail, a copy thereof to each of the attorneys of record at the addresses filed at the office of the Master of the Rolls.

5. The Chief Justice shall each month, after having given notice to the parties or their advocates, call those cases in which a certificate of readiness has not been filed within six months from inscription. The Chief Justice may, in his discretion, strike the case from the roll, continue it to a subsequent monthly calling of the roll, fix it peremptorily on the special roll or the ordinary roll, or adopt any other appropriate measure to assure the ends of justice.

III — Hearing of cases

6. If, for any reason, a case cannot be heard in the Court Room where it has been fixed for hearing, the Master of the Rolls, under the authority of the Chief Justice, shall refer it to another judge who is available, in

efficacité; s'il n'y a pas de juge disponible à l'une ou l'autre des séances du même jour, le maître des rôles fixe la cause dès que possible sur un rôle subséquent.

7. Une cause commencée doit normalement se continuer jusqu'à ce qu'elle soit terminée sans ajournement à une session ultérieure de la Cour. Si elle ne peut ainsi se terminer, le maître des rôles en fixe la suite dès que possible sur un rôle subséquent.

IV — Remises

8. Aucune remise n'est accordée par la Cour du seul fait du consentement des parties.

9. Toute demande de remise est formulée dans le mois de la publication du rôle d'audience, par requête écrite présentable devant le Juge en chambre; celui-ci dispose de la requête à sa discrétion et peut, s'il accorde la remise, fixer la cause d'autorité sur un rôle subséquent.

10. Sous réserve des dispositions de l'article 288 C.P., aucune demande ultérieure de remise n'est prise en considération, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles qui doivent être alléguées par requête écrite présentable devant le Juge en chef qui en dispose à sa discrétion.

11. Lorsqu'un avocat est empêché, pour des motifs sérieux, de demander une remise par écrit avant que sa cause ne soit appelée, il peut expédier un message, verbalement ou autrement, au juge en chef ou au juge présidant la session; ce message doit être suivi d'une demande écrite aussitôt que possible.

V — Demandes spéciales

12. Les demandes en vertu de la règle générale 21 doivent être présentées au Juge en chef, en chambre.

VI — Rôle sommaire

13. Peuvent être inscrites sur le rôle sommaire les causes suivantes:

a) les actions dans lesquelles la partie défenderesse a fait défaut de comparaître sur faits et articles.

La requête afin de tenir les faits et articles pour avérés de même que l'inscription pour jugement peuvent être soumises en même temps.

b) les actions sur compte, billet, chèque, lettre de change, reconnaissance de dette ou autre document, dans lesquelles la défense est une dénégation générale.

such manner as will assure the greatest efficiency; if there is no judge available for either sitting on that day, the Master of the Rolls shall fix the case as soon as possible on a subsequent roll.

7. A case which has been started should normally continue until it has been completed without adjournment to a subsequent session of the Court. If it cannot be completed, the Master of the Rolls shall fix it as soon as possible on a subsequent roll.

IV — Postponements

8. No postponement shall be granted by the Court by reason only of the consent of the parties.

9. Any request for a postponement shall be made within the month of the publication of the roll for hearing, by written motion presented before the Judge in Chambers; he shall dispose of the motion in accordance with his discretion and may, if he grants the postponement, on his own authority, fix the case on a subsequent roll.

10. Under reserve of the provisions of Art. 288 C.C.P., no later request for postponement shall be taken into consideration unless there are truly exceptional circumstances which have been alleged by written motion presentable to the Chief Justice who shall decide the matter in accordance with his discretion.

11. When an advocate is unable, for serious reasons, to make a written application for postponement before his case is called, he may send a message, verbal or otherwise, to the Chief Justice or to the presiding judge, to be followed as soon as possible by a written application.

V — Special applications

12. Applications under general rule 21 must be presented to the Chief Justice, in Chambers.

VI — Summary Roll

13. There may be inscribed on the summary roll the following cases:

(a) actions in which the defendant made default to appear on articulated facts.

The motion to have the facts held to be admitted as well as the inscription for judgment may be submitted at the same time.

(b) actions on account, promissory note, cheque, bill of exchange, acknowledgement of indebtedness or other document, in which the plea is a general denial.

c) les actions entre locateurs et locataires, lorsqu'il s'agit de logement d'habitation et que la réclamation est uniquement fondée sur loyer dû et dommage résultant de perte de loyer.

14. Peuvent être également inscrites sur le rôle sommaire, avec l'autorisation du Juge en chef ou d'un officier nommé par lui à cette fin, sur requête de l'une des parties, et après avis à la partie adverse, les causes suivantes:

a) les actions sur compte, billet, chèque, lettre de change, reconnaissance de dette ou autres documents, dans lesquelles la défense ne semble pas sérieuse ou paraît avoir été faite uniquement pour obtenir du délai;

b) les actions en exécution d'une clause de dation en paiement ou en exécution d'une clause résolutoire et les actions hypothécaires, lorsque la défense est une dénégation générale, ne semble pas sérieuse ou paraît avoir été faite uniquement pour obtenir un délai;

c) les actions entre locateurs et locataires dans les cas autres que ceux prévus à l'alinéa *c* de la règle 13.

15. Par dérogation aux règles de pratique générales 13 à 16, un certificat d'état de la cause n'est pas nécessaire pour faire porter une cause au rôle sommaire, pourvu que l'inscription elle-même contienne les mentions qui justifient la mise au rôle sommaire.

16. Les demandes pour fixer une cause au rôle sommaire peuvent être présentées à l'officier nommé par le Juge en chef les lundi et mardi de chaque semaine entre quatorze heures et seize heures et trente ou en tout autre temps déterminé par le Juge en chef.

VII — Chambre de pratique

17. Le juge en chef fixe le nombre de divisions de la Chambre de Pratique et y distribue les causes.

18. Sauf au Juge en chef à modifier la présente règle s'il le juge opportun, avis de présentation de toute procédure est donné pour 9 heures 30 a.m. à la salle 2.13, en matière d'affaires familiales autres que le divorce; à la salle 2.01 en matière de divorce; ou à la salle 2.16 en toutes autres matières; la procédure peut alors être déférée à une autre division appropriée.

Seules sont portées au rôle les procédures déposées au Greffe depuis au moins un jour juridique franc.

19. Toute procédure où ni l'un ni l'autre des avocats n'est présent lors du deuxième appel du rôle, est continuée *sine die*.

(c) actions between landlord and tenant involving a dwelling where the claim is solely for rental due and damages resulting from loss of rental.

14. There may also be inscribed on the summary roll, with the authorization of the chief justice or an officer appointed by him for this purpose, on motion by one of the parties after notice to the adverse party, the following cases:

(a) actions on account, note, cheque, bill of exchange, acknowledgement of indebtedness or other document in which the plea does not seem to be serious or appears to have filed solely in order to obtain delay;

(b) actions in execution of a clause of *dation en paiement* or of a resolutory clause or hypothecary actions when the plea is a general denial or appears to have been filed solely in order to obtain delay;

(c) actions between landlord and tenant other than those covered by sub-paragraph *c* of rule 13.

15. Notwithstanding the provisions of general rules of practice 13 to 16, a certificate of readiness shall not be necessary for purposes of placing a case on the summary roll providing that the inscription itself contains the information required for the placing of the case on the summary roll.

16. Applications to have a case fixed on the summary roll shall be presented to the officer appointed by the Chief Justice on Mondays and Tuesdays of each week between 2:00 p.m. and 4:30 p.m. or at such other time as may be fixed by the Chief Justice.

VII — Practice Division

17. The Chief Justice shall determine the number of sections of the Practice Division and the distribution of cases therein.

18. Subject to the right of the Chief Justice to modify the present rule if he considers it proper to do so, notice of presentation of any proceeding shall be given for 9:30 a.m. in Room 2.13 in family matters other than divorce; in Room 2.01 in matters of divorce; in Room 2.16 in any other matters; the proceedings may then be referred to any other appropriate division.

There shall be placed on the roll only those proceedings filed in Court at least one clear day before the day of presentation.

19. Any proceeding where neither of the advocates is present at the second calling of the roll shall be continued *sine die*.

20. Toute procédure qui a déjà été ajournée deux fois et au sujet de laquelle les parties ne sont pas encore prêtes, est rayée.

21. Aucune cause en annulation de mariage n'est entendue en Chambre de Pratique. Toute action de ce genre, même non contestée, est référée à un juge siégeant au mérite en Chambre de la famille.

VIII — Des interrogatoires préalables et hors de Cour

22. Durant les sessions de la Cour, aucun interrogatoire préalable ne se tient avant treize heures, au Palais de Justice ou ailleurs.

23. Le sténographe qui prend une telle déposition doit indiquer l'endroit où il l'a prise, ainsi que la date et l'heure du commencement et de la fin de l'interrogatoire.

24. À titre d'officier de la Cour supérieure, le sténographe qui enfreint les règles 22 ou 23 se rend passible d'outrage au tribunal.

IX — Délégation de pouvoirs par le Juge en chef

25. Le juge en chef peut, de temps à autre, désigner un juge pour entendre les demandes faites en vertu des présentes règles et en disposer.

X — Dispositions transitoires

26. L'application des règles qui suivent, numérotées 27 à 33 et relatives au rôle provisoire, est suspendue à compter du 1er janvier 1974, sauf au Juge en chef à lever cette suspension en tout ou en partie, s'il le juge opportun.

27. Environ deux mois avant que ne commence une session régulière le Juge en chef, assisté du maître des rôles, fixe les dates de la session et détermine le nombre de juges qui entendront les causes pendant cette session. Le maître des rôles prépare et affiche au Palais de Justice un rôle provisoire où sont inscrites des causes en nombre suffisant pour former un rôle définitif d'enquête et d'audition, compte tenu du nombre de juges disponibles et de la nature des enquêtes, et un avis du jour, de l'heure et de l'endroit où doit se tenir la réunion mentionnée à la règle 32.

28. Au moins dix jours avant la date de cette réunion, le maître des rôles expédie par la poste une liste de toutes les causes apparaissant au rôle provisoire à tous les avocats ainsi qu'une copie de l'avis mentionné à la règle 27.

20. Any proceeding which has already been adjourned twice and with respect to which the parties are not ready to proceed shall be struck.

21. No action in annullment of marriage shall be heard in Practice Division. All such actions, even when not contested, shall be referred to a judge sitting on the merits in the Family Division.

VIII — Examinations on discovery and out of Court

22. During the sittings of the Court, no examination on discovery will be held before 1:00 p.m. whether in the Court House or elsewhere.

23. The stenographer who takes the deposition at such an examination must include in the transcript the place where the deposition has been taken and the date and hour when it commenced and finished.

24. As an officer of the Court the stenographer who infringes rules 22 or 23 is liable to be found guilty of contempt of Court.

IX — Delegation of powers by the Chief Justice

25 The Chief Justice may, from time to time, designate any judge in his stead to hear and dispose of applications made under any of the present rules.

X — Transitional provisions

26. The application of the following rules, numbered 27 to 33, relative to the provisional roll, has been suspended effective January 1st, 1974, providing that the Chief Justice may reinstate them in whole or in part should he deem it proper.

27. Approximately two months before the commencement of a regular session, the Chief Justice assisted by the Master of the Rolls, shall fix the dates of the session and determine the number of judges who will hear the cases during the session. The Master of the Rolls shall prepare and post in the Court House a provisional roll containing a sufficient number of cases to form a definitive roll for proof and hearing in view of the number of judges available and the nature of the trials, and a notice of the day, hour and place of the meeting mentioned in rule 32.

28. At least ten days before the said meeting, the Master of the Rolls shall send by mail a list of all the cases on the provisional roll to all advocates who have appeared therein, together with a copy of the notice mentioned in rule 27.

29. Sur réception de cet extrait du rôle provisoire et de l'avis, les avocats s'assurent de la présence de leurs témoins et informent le maître des rôles et les avocats de la partie adverse qu'ils seront prêts à procéder à la date et à l'heure indiquées. Ils avertissent aussi le maître des rôles de la durée approximative de l'enquête et de l'audition dans chacune de leurs causes.

30. Dans les causes où l'on prévoit une enquête d'une durée de un ou deux jours, les avocats voient le maître des rôles et lui démontrent la nécessité d'une telle enquête, ce qui lui permet de fixer une date convenable pour l'enquête et l'audition.

31. Dans les causes comportant une enquête et audition de trois jours ou plus ou dans les causes d'une nature spéciale, les avocats voient le maître des rôles qui peut, s'il y a lieu, les référer au Juge en chef ou à un juge désigné par lui. Ce dernier peut convoquer les avocats, examiner le dossier pour s'assurer de la durée de la preuve et de l'audition et considérer les moyens de l'abréger et ensuite le retourner au maître des rôles pour qu'il le place sur un rôle à une date convenable.

32. À la date et à l'heure mentionnées à l'avis, le Juge en chef ou tout autre juge désigné par lui, tient, assisté par le maître des rôles, une réunion avec les avocats qui ne se sont pas prévalus de la règle 29.

Cependant, toute cause dans laquelle au moins l'un des avocats se déclare, par écrit avant la réunion ou verbalement à la réunion, prêt à procéder, est notée pour inscription au rôle définitif, à moins que son adversaire ne fournisse une raison justifiant la remise à une session ultérieure, après en avoir donné avis écrit d'au moins un jour franc à son confrère, avec copie au maître des rôles.

33. Toute cause, au sujet de laquelle aucun avis par écrit n'a été envoyé au maître des rôles ou aucun avocat ne comparaît à l'assemblée, est rayée.

Ces règles ont été adoptées par les juges de la Cour supérieure du district de Montréal réunis en assemblée générale à Montréal le 9 mars 1974.

Le Juge en chef,
JULES DESCHÊNES.

29. On receipt of the said list of cases and notice, the advocates must make certain of the availability of their witnesses and inform the Master of the Rolls and the advocates of the opposite party that they will be ready to proceed on the date and at the hour indicated. They must also advise the Master of the Rolls of the approximate duration of the proof and hearing in each of their cases.

30. In cases which are estimated to require a hearing of one or two days, the advocates must see the Master of the Rolls and satisfy him that such time is required in order to permit the Master of the Rolls to fix an approximate date for the proof and hearing.

31. In cases which are estimated to require three days or more for proof and hearing or in cases of a special nature, the advocates must see the Master of the Rolls who may, if he sees fit, refer them to the Chief Justice or to a judge designated by him. The latter may convoke the advocates, examine the record to determine the duration of the proof and hearing and consider ways and means of shortening same and thereupon return the record to the Master of the Rolls to be placed on the roll at an appropriate date.

32. On the date and at the hour mentioned in the notice, the Chief Justice or any other judge designated by him, assisted by the Master of the Rolls, will hold a meeting with the advocates who have not availed themselves of rule 29.

However, every case in which at least one of the advocates, either in writing before the meeting or verbally at the meeting, declares himself ready to proceed will be noted for inclusion on the definitive roll, unless one of the other advocates, after having given one clear day's written notice to his opponent with copy to the Master of the Rolls, offers a satisfactory reason for postponement to a future term.

33. All cases for which no written notice has been sent to the Master of the Rolls and no advocate has appeared at the meeting, shall be struck.

These rules of practice have been adopted by the judges of the Superior Court of the district of Montreal at a general meeting held in Montreal on March 9th, 1974.

JULES DESCHÊNES,
Chief Justice.

AVIS D'APPROBATION DE STATUTS

Automobile — Rimouski

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les nouveaux statuts du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski, établi en exécution du décret 720 du 24 février 1970 et modifications, dont le siège social est situé dans la ville de Rimouski, ont été approuvés par l'arrêté en conseil 1487-74 du 24 avril 1974.

Ces nouveaux statuts remplacent ceux qui avaient été approuvés par l'arrêté en conseil 1979 du 23 avril 1970.

Le sôus-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre, Québec.

396-o

NOTICE OF APPROVAL OF STATUTES

Automobile — Rimouski

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that the new statutes of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, established under decree 720 of February 24, 1970 and amendments, whose head office is in the city of Rimouski, were approved by Order in Council 1487-74 of April 24, 1974.

These new statutes replace those which were approved by Order in Council 1979 of April 23, 1970.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower, Québec.

396-o

Errata

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 13 mars 1974, vol. 106, No 5, p. 680. Règlement. Code des professions:

À la deuxième ligne de l'article 3 du règlement, insérer après le mot «région» les mots suivants «du Saguenay-Lac-St-Jean, 2 pour la région».

2. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 24 avril 1974, vol. 106, No 9, p. 1751. Projet de règlement. Code des professions:

Dans le titre du projet de règlement, remplacer le mot «de» par le mot «et».

394-o

Errata au Code de l'électricité

Gazette officielle du Québec, Partie 2, volume 106, No 6, 20 mars 1974.

1. Page 1204
Tableau No 18; enlever la note sous ce tableau.

Table No. 18; cancel the note after this table.

2. Page 1211
Note 5, 4e ligne; remplacer «6.006» par «6.008»

Note 5, 4th line; substitute "6.006" by "6.008"

3. Page 1270
Tableau No 3, 2e ligne; remplacer «maison unifamiliale 8.200» par «maison multifamiliale 8.202».

394-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abrogated
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Affaires Sociales – Délégation de signature..... (Loi du ministère des affaires sociales, L.Q. 1970, ch. 42)	Règ. 74-199	25-04-74	1907	
Affaires sociales – Délégation de signature..... (Loi du ministère des affaires sociales, L.Q. 1970, ch. 42)	Règ. 74-183	11-04-74	1813	
Aide sociale – Règlement 1..... (Loi de l'aide sociale, L.Q. 1969, ch. 63)	Règ. 74-198	25-04-74	1905	M
Automobile, Rimouski..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			1971	Avis
Automobile, Rimouski..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 et am.)			1971	Notice
Boîtes de carton ondulé – Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 74-190	25-04-74	1889	M
Building materials – Province..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			1925	Draft
Code de l'électricité..... (Loi des électriciens et installations électriques S.R.Q. 1964, ch. 152)	Règ. 74-124	14-03-74	1974	Erratum
Code des professions..... (L.Q. 1973, ch. 43)			1974	Erratum
Compagnies, Loi des – Formules d'avis..... (Loi des compagnies, S.R.Q. 1964, ch. 371)	Règ. 74-187	23-04-74	1883	
Companies – Notice forms..... (Companies Act, R.S.Q. 1964, ch. 271)	Reg. 74-187	23-04-74	1883	
Corrugated Paper Boxes – Province..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 74-190	25-04-74	1889	M
Débits d'essence – Chicoutimi..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 74-191	24-04-74	1897	M

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Egg producers – Amendment..... (Agricultural Marketting Act, R.S.Q. 1974, ch. 120)	Reg. 74-209	30-04-74	1909	Decision
Electrical Code..... (Electricians and electrical installations Act, R.S.Q. 1964, ch. 152)	Reg. 74-124	14-03-74	1974	Erratum
Electricians and Electrical Installations –Regulation..... (Electricians and Electrical Installation Act, R.S.Q. 1964, ch. 152)	Reg. 74-189	25-04-74	1885	M
Électriciens et installations électriques – Règlement..... (Loi des électriciens et des installations électriques, S.R.Q. 1964, ch. 152)	Règ. 74-189	25-04-74	1885	M
Fish and game reserves of Baldwin and Port-Daniel – Territorial description..... (Wild-life Conservation Act, S.Q. 1969, ch. 58)	Reg. 74-194	25-04-74	1903	N
Gasoline Stations – Chicoutimi..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 74-191	24-04-74	1897	M
Jalonnement – Île d'Anticosti (Soustraction)..... (Loi des mines, L.Q. 1965, ch. 34)	Règ. 74-218	08-05-74	1923	
Lait, Abitibi – Ord. F-32 (Prix)..... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-212	03-05-74	1913	
Lait, Côte-Nord – Ord. F-33 (Prix)..... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-213	03-05-74	1915	
Lait, région centrale – Ord. F-31 (Prix)..... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-211	03-05-74	1911	
Lait, nature, Abitibi et Gaspésie – Ord. L-43 (Prix)..... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-215	03-05-74	1919	
Lait, nature, Chibougamau-Côte-Nord – Ord. L-44 (Prix).. (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-216	03-05-74	1921	
Lait nature, région centrale – Ord. L-42 (Prix)..... (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-214	03-05-74	1917	
Matériaux de construction – Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			1925	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No.	Date	Page	Commentaires Comments
Milk, Abitibi – Ord. F-32 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-212	03-05-74	1913	
Milk, central region – Ord. F-33 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-213	03-05-74	1915	
Milk – North Shore – Ord. F-31 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-211	03-05-74	1911	
Milk, natural – Abitibi and Gaspesia – Ord. L-43 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-215	03-05-74	1919	
Milk, natural – central region – Ord. L-44 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-216	03-05-74	1921	
Milk, natural – Chibougamau-Côte-Nord – Ord. L-42 (Price) (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-214	03-05-74	1917	
Personnel de direction des bureaux d'enregistrement – Statut particulier (Loi de la fonction publique, L.Q. 1965, ch. 14)	Règ. 74-177	10-04-74	1799	
Producteurs d'oeufs – modification (Loi des marchés agricoles, S.R.Q. 1964, ch. 120)	Règ. 73-209	30-04-74	1909	Décision
Professional Code (S.Q. 1973, ch. 43)			1974	Erratum
Protection de la santé publique – Règlements	Règ. 74-186	19-04-74	1827	N
Protection de la santé publique – Loi de la (Entrée en vigueur de certains articles)			1941	Proclamation
Public Health Protection Act (Coming into force of certain sections)			1941	Proclamation
Public Health Protection – Regulations (Public Health Act, S.Q. 1972, ch. 42)	Reg. 74-186		1827	N
Registry office management personnel (Civil Service Act, S.Q. 1965, ch. 14)	Reg. 74-177	10-04-74	1799	
Règles de pratique de la Cour Supérieure du district de Montréal en matières civiles (Code de Procédure civile, L.Q. 1965, ch. 80)			1943	N

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Règles de pratique de la Cour Supérieure du Québec en matières civiles..... (Code de Procédure civile, L.Q. 1965, ch. 80)			1965	N
Règles de pratique de la Cour Supérieure du Québec en matière de divorce..... (Code de Procédure civile, L.Q. 1965, ch. 80)			1955	N
Réserves de chasse et de pêche de Baldwin et Port Daniel – Description territoriale..... (Loi de la conservation de la faune, L.Q. 1969, ch. 58)	Règ. 74-194	25-04-74	1903	N
Réserves des rivières à saumon..... (Loi de la conservation de la faune, L.Q. 1969, ch. 58)	Règ. 74-185	19-04-74	1819	
Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec concerning divorce..... (Code of Civil Procedure, S.Q. 1965, ch. 80)			1955	N
Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec in civil matters..... (S.Q. 1965, ch. 80)			1965	N
Rules of practice of the Superior Court of the district of Montreal in civil matters..... (Code of Civil Procedure, S.Q. 1965, ch. 80)			1943	N
Salmon River Reserves..... (Wild-Life Conservation Act, S.Q. 1969, ch. 58)	Reg. 74-185	19-04-74	1819	
Social Affairs – Delegation of signature..... (Social Affairs Department Act, S.Q. 1970, ch. 42)	Reg. 74-183	11-04-74	1813	
Social Affairs – Delegation of signature..... (Social Affairs Department Act, S.Q. 1970, ch. 42)	Reg. 74-199	25-04-74	1907	
Social Aid – Regulation 1..... (Social Aid Act, S.Q. 1969, ch. 63)	Reg. 74-198	25-04-74	1905	M
Staking – Anticosti Island (Withdrawal)..... (Mining Act, S.Q. 1965, ch. 34)	Reg. 74-218	08-05-74	1923	
Tanneries et corroieries – Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			1929	Projet
Tanners and Curriers – Province..... (Collective Agreement Decrees Act R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			1929	Draft

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 74-177	C.T. 79624	Conseil du trésor	Personnel de direction des bureaux d'enregistrement – Statut particulier / *Registry office management personnel – Particular status*	1799
Règ. 74-183	1376-74	Affaires Sociales	Affaires sociales – *Social Affairs* – Délégation de / of signature	1813
Règ. 74-185	1420-74	Tourisme, chasse et pêche	Réserves des rivières à saumon / *Salmaon River Reserves*	1819
Règ. 74-186	1444-74	Affaires Sociales	Protection de la santé publique / *Public Health Protection* (Règlements / *Regulations*)	1827
Règ. 74-187		Institutions financières, compagnies et coopératives	Formules d'avis / *Notice forms* (Loi des compagnies / *Companies Act*)	1883
Règ. 74-189	1488-74	Travail et main-d'oeuvre	Électriciens et installations électriques (Règlement Mod./ *Amend. to the Regulation*)	1885
Règ. 74-190	1490-74	Travail et main-d'oeuvre	Boîtes de carton ondulé / *Corrugated paper boxes* – Province (Mod. / *Amend.*)	1889
Règ. 74-191	1491-74	Travail et main-d'oeuvre	Débits d'essence (Chicoutimi) / *Gasoline stations* (*Chicoutimi*) (Mod./*Amend.*)	1897
Règ. 74-194	1495-74	Tourisme, chasse et pêche	Réserves de chasse et de pêche de Baldwin et Port-Daniel / *Baldwin and Port-Daniel fish and game reserves* (Description territoriale / Territorial description	1903
Règ. 74-198	1510-74	Affaires Sociales	Aide sociale, règlement 1/*Social Aid, Regulation 1* (mod./*Amend.*)	1905
Règ. 74-199	1511-74	Affaires Sociales	Délégation de/*of signature*	1907
Règ. 74-209		R.M.A.Q.	Producteurs d'oeufs/*Egg producers* (Mod./*Amend.*)	1909
Règ. 74-211		R.M.A.Q.	Lait région centrale – Ord. F-31/*Milk central region – Ord. F.31* (*Price*)	1911
Règ. 74-212		R.M.A.Q.	Lait, Abitibi – Ord. F-32 (Prix)/*Milk, Abitibi – Ord. F-32* (*Price*)	1913

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 74-213		R.M.A.Q.	Lait, Côte-Nord – Ord. F-33 (Prix)/*Milk North Shore – Ord. F-33 (Price)*	1915
Règ. 74-214		R.M.A.Q.	Lait, nature, région centrale, – Ord. L-42 (Prix)/*Milk, natural central region – Ord. L-42 (Price)*	1917
Règ. 74-215		R.M.A.Q.	Lait, nature – Abitibi et Gaspésie – Ord. L-43/*Milk, natural, Abitibi and Gaspesia – Ord. L-43 (Price)*	1919
Règ. 74-216		R.M.A.Q.	Lait, nature, Chibougamau – Côte-Nord – Ord. L-44 (Prix)/*Milk, natural, Chicougamau – North Shore – Ord. L-44 (Price)*	1921
Règ. 74-218	1605-74	Richesses Naturelles	Jalonnement – Île d'Anticosti/*Staking – Anticosti Island* (Soustraction/*Withdrawal*)	1923

AVIS

Automobile, Rimouski – Approbation de statuts	1971
Règles de pratique de la Cour Supérieure du district de Montréal en matières civiles	1943
Règles de pratique de la Cour Supérieure du Québec en matière de divorce	1955
Règles de pratique de la Cour Supérieure du Québec en matières civiles	1965

NOTICE

Automobile, Rimouski – Approval of Statutes	1971
Rules of practice of the Superior Court of the district of Montreal in civil matters	1943
Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec concerning divorce	1955
Rules of practice of the Superior Court of the Province of Québec in civil matters	1965

PROCLAMATION

Protection de la santé publique, Loi de la . . . Entrée en vigueur de certains articles (L.Q. 1972, ch. 42)	1941

PROCLAMATION

Public Health Protection Act – Coming into force of certain sections (S.Q. 1972, ch. 42)	1941

PROJET DE RÈGLEMENTS

Matériaux de construction – Province	1925
Tanneries et corroieries – Province	1929

DRAFT REGULATIONS

Building Materials – Province	1925
Tanners and Curriers – Province	1929

TABLE DES MATIÈRES — Fin / **TABLE OF CONTENTS** — Concluded

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
ERRATA			**ERRATA**	
Règ. 74-124	951-74	Travail et main-	Code de l'électricité / *Electrical Code*.....	1974
Code des professions – Entrée en vigueur de certains articles de la loi (L.Q. 1973, ch. 43)			Professional Code – Coming into force of certain sections of the Act (S.Q. 1973, ch. 43).....	1974

REÇU LE
14 MAI
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
DU QUÉBEC